

Bush mobilise, les Bourses plongent

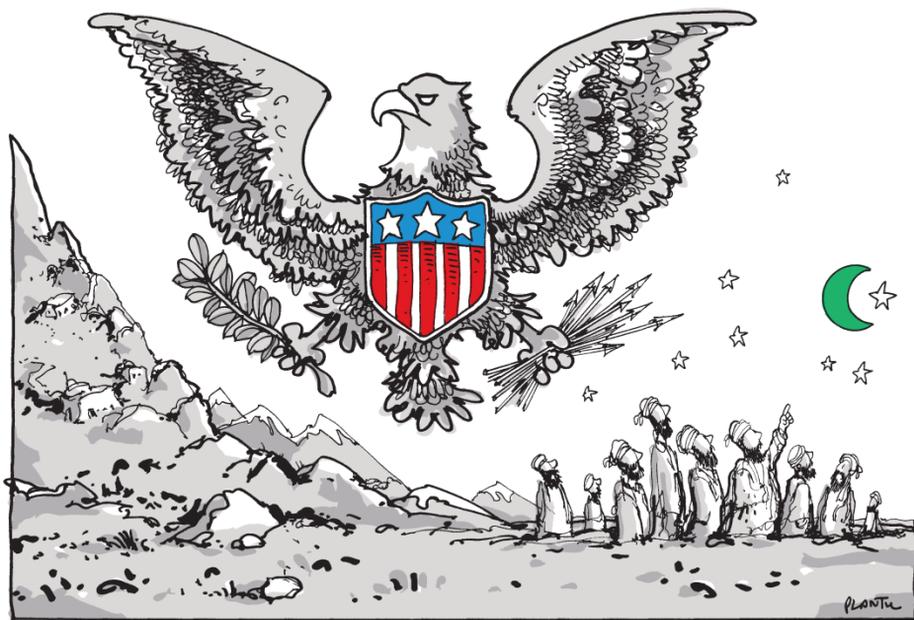
● Le président des Etats-Unis aux autres pays : « ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes avec les terroristes » ● Il exige des talibans qu'ils livrent tous les responsables des attentats ● Il annonce des « frappes spectaculaires » et des « opérations secrètes » ● Climat de panique sur tous les marchés boursiers européens ● Paris perdait plus de 6 % vendredi matin et Francfort 7 %

SOMMAIRE

● **Avant la riposte** : George W. Bush annonce un combat long et dangereux et dit à chaque pays : « Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes avec les terroristes. » Le Pentagone met au point ses options militaires. Approche commune des Américains et des Européens pour lutter contre le terrorisme. Entretien avec Hubert Védrine. p. 2 à 4

● **Tensions en Asie** : En Afghanistan, les oulémas demandent à Ben Laden de quitter le pays. Un expert redoute qu'une attaque américaine légitime le régime des talibans. Au Pakistan, les réfugiés afghans entre peur et espoir. p. 6-7

● **La lutte antiterroriste** : Sept personnes appartenant à la mouvance islamiste interpellées dans la région parisienne. Les Quinze mettent en place un mandat d'arrêt européen. Le FBI et la CIA ont négligé le risque terroriste. p. 8-9



● **La chute des marchés** : Un climat de panique s'installait vendredi dans toutes les grandes places boursières européennes. A Paris, peu après l'ouverture, la chute avoisinait 5 %. p. 10

● **Horizons-Récit** : Les heures sanglantes du terrorisme, troisième épisode. Entebbe, 1976, un raid israélien en Ouganda contre des pirates de l'air. p. 12

● **Horizons-Débats** : « La plus criminelle des inventions », par José Saramago, « Revenir aux valeurs communes », par Javier Solana, « L'authenticité du Coran », par Hani Ramadan, « Pour une solidarité sans faille », par Valéry Giscard d'Estaing. p. 14-15

● **Horizons-Analyses** : « Les réorientations de George W. Bush », par Patrice de Beer. Editorial : « Justice européenne ». p. 16

► www.lemonde.fr/11septembre2001



AVEC LE « NEW YORK TIMES »

After the Attack

Dix jours après le blitzkrieg terroriste contre les Etats-Unis, le « New York Times » révèle que la police soupçonne des secouristes volontaires d'avoir pillé les magasins et les billetteries d'une galerie commerciale située sous le World Trade Center. L'image des héros américains en sort écornée. A lire aussi, en v.o., l'évocation nostalgique du célèbre restaurant qui dominait la ville du 107^e étage. p. 13

Maladie d'Alzheimer

LA MALADIE d'Alzheimer place souvent les familles face à de graves difficultés matérielles et financières. La 8^e Journée mondiale consacrée, vendredi 21 septembre, à cette forme de dégénérescence cérébrale qui atteint plus de 350 000 personnes en France, cherche à mettre l'accent sur les carences de la prise en charge des malades. 70 % d'entre eux vivent à domicile, aidés par leur conjoint ou leurs enfants. Les charges financières, qui reviennent presque exclusivement aux familles, sont très lourdes : 400 francs pour une surveillance quotidienne de huit heures, de 20 000 à 30 000 francs mensuels pour une garde permanente.

Lire page 19

Conseil d'un vétéran soviétique d'Afghanistan aux Américains : « Lisez Engels ! »

« VOUS AVEZ AIMÉ Beyrouth ? Vous adorerez Mogadiscio », avait lancé un diplomate aux Américains juste avant qu'ils interviennent en Somalie, le 9 décembre 1992. Cette fois, ce sont les Russes qui se permettent des avertissements. « Le Vietnam, à côté, c'était une partie de pique-nique », prévient le colonel Iouri Chamanov, qui dirige à Moscou une association d'aide aux familles des victimes de la guerre d'Afghanistan. « Si les Américains entrent dans la guerre, je plains ces garçons. Et leurs mères, et leurs sœurs, et leurs frères. Ce sera dix fois pire que le Vietnam », estime le colonel, qui a passé cinq ans à la tête d'un régiment en Afghanistan. Dix ans de guerre (1979-1989), 15 000 morts et 50 000 blessés côté soviétique, et, pour finir, une cuisante défaite...

De l'intervention de l'URSS dans les montagnes afghanes restent 650 000 vétérans et un énorme traumatisme. Interrogés par les médias, ces « anciens » sont unanimes. Montagnes infranchissables, conditions climatiques difficiles, éloignement des bases arrière, jeux claniques imprévisibles : « L'exemple de l'URSS a montré que l'Afghanistan est une forteresse impenable », soutient un ancien combattant devenu député

de la Douma, Evgueni Zelenov. « L'Afghanistan n'est pas l'Irak ou la Yougoslavie, ce n'est pas la plaine ou le désert, mais des montagnes qui ne peuvent être atteintes qu'avec des armes interdites, chimiques ou biologiques. » Les militaires soulignent qu'il existe, certes, une différence de taille entre la situation de Moscou il y a vingt ans et celle de Washington aujourd'hui. La première était isolée et n'avait aucune chance de victoire tant que les moudjahidins pouvaient trouver soutien et bases de repli au Pakistan voisin. Les Etats-Unis bénéficient aujourd'hui d'une situation internationale beaucoup plus favorable.

Encore doivent-ils retenir une leçon de l'expérience soviétique : « En faisant souffrir la population civile, les Soviétiques sont devenus des ennemis pour les Afghans ; les Etats-Unis ne doivent pas répéter nos erreurs », dit le dirigeant d'une association d'anciens combattants. Ne pas faire souffrir les civils... La recommandation est récurrente. Le général Valentin Varennikov, un des commandants de l'opération soviétique devenu lui aussi député, la fait sienne. « Il faut éliminer les entrepôts d'armes et les bases avec l'aviation et les missiles. Mais il faut savoir exactement où se

trouvent ces bases. Il ne faut pas porter des coups sur les lieux de rassemblement pour que les civils ne souffrent pas », dit-il dans *Argumenti i facti*. Selon lui, « entrer là-bas avec des troupes, ce serait ridicule. Il suffit de se référer à la riche expérience des Anglais et des Russes ».

Le général n'est pas le seul à remonter plus loin dans l'histoire, en deçà des années 1980. Boris Gromov, le général devenu gouverneur de la région de Moscou, qui avait commandé au retrait soviétique, pense, lui aussi, que les Américains peuvent s'attendre à un « deuxième Vietnam ». Il aime surtout à répéter que, lorsqu'on lui parle d'opération militaire victorieuse dans ce pays, il recommande une lecture : celle du livre de Friedrich Engels - auteur, avec Marx, du *Manifeste du parti communiste* - intitulé *Afghanistan et consacré aux guerres coloniales britanniques du XIX^e siècle*. « Je l'ai lu moi-même alors que j'étais à Kaboul, raconte-t-il dans *Moskovski Komsomlets*. Si les membres du Politburo avaient lu ce livre, il est peu probable qu'ils auraient pris la décision d'intervenir en 1979. »

Marie-Pierre Subtil

Le Sénat ferme sa porte aux femmes



CHRISTIAN PONCELET

LE PRÉSIDENT (RPR) du Sénat devrait être reconduit après les élections du dimanche 23 septembre. Les sénateurs sortants ont contourné la loi sur la parité pour conserver leurs sièges.

Lire page 17

► www.lemonde.fr/senatoriales2001

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 250 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3,30 FL ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 922 - 7,90 F - 1,20 €



ROLEX

Rolox Lady-Datejust. Chronomètre en or 18 ct. Lunette sertie de diamants.

WEMPE
Horloger - Joaillier
Depuis 1878

Wempe Joaillier - 75008 Paris - 16, Rue Royale - Tél. : 01 42 60 21 77

La redécouverte de l'Etat

ON ATTEND des économistes qu'ils donnent des réponses d'économistes. Quoi de plus normal ? Quel sera l'effet de tel ou tel événement sur notre portefeuille ? Mais parfois, lorsque la réponse est à la fois évidente et impossible, il arrive que ces derniers n'aient pas envie de répondre.

Elle est évidente, parce qu'elle est contenue dans la question : l'effet (à court terme) d'un événement extrême, catastrophique, sur nos économies ne saurait être spontanément favorable.

Elle est impossible, parce que nous n'avons pas le savoir pour supputer les conséquences d'un événement absolument nouveau en raison de son ampleur et des circonstances qui l'accompagnent.

Il est des événements qui provoquent des ruptures, des bifurcations et d'autres qui ne font que troubler transitoirement l'ordre du monde. A laquelle de ces deux catégories appartient la tragédie qui a frappé New York la semaine dernière ?

On est alors tenté de raisonner mécaniquement, d'appliquer des schémas qui fonctionnent en temps « normaux » à une situation qui pourrait être le prélude à des temps nouveaux. On dira, par exemple, que la crainte du quotidien entretient la peur du futur et que cela n'est favorable ni à la

consommation ni à l'investissement ; que, compte tenu des conditions initiales de ralentissement quasi généralisé qui caractérisent le monde, cela ne peut que précipiter une récession que certains avaient déjà annoncée.

On ajoutera, pour faire bonne mesure, le risque d'une évolution défavorable du prix du pétrole et celui d'une fin catastrophique du krach rampant qui caractérise les places boursières depuis plus d'un an. Oui, on peut dire cela, et, comme toute prophétie, elle pourrait s'avérer autoréalisatrice.

On perçoit bien en même temps ce qu'une telle prédiction aurait d'infondé car il y a bien autre chose que « de la conjoncture » dans un événement qui pourrait présider à une autre organisation du monde. Elle ne prend pas en compte la médiation du politique. Celle-ci pourrait, il est vrai, ne pas être à la hauteur, mais il est une probabilité qu'elle le soit. De toute façon, du seul fait de son existence, on ne peut raisonner de façon mécanique. Même en temps normal, les économistes ne savent généralement pas prévoir les récessions et sous-estiment l'ampleur des « booms ».

Jean-Paul Fitoussi pour *Le Monde*

Lire la suite page 16



CULTURE

Art et catastrophes

La ruine moderne, la disparition de l'être humain, sa dissolution dans une catastrophe globale, obsèdent les artistes contemporains. Confrontés à la violence de l'actualité, des photographes et des plasticiens, Anne et Patrick Poirier (notre photo), Philippe Cognée, Pascal Convert, Sophie Ristelhueber, Raymond Depardon et Gilles Peress, témoignent pour *Le Monde*. p. 34 à 36



STYLES

Noirs désirs

La mode de l'hiver confronte les visions les plus extrêmes de la beauté, dans un cortège de noir et de réminiscences victorienne. « La Mode en capitales », un supplément de 26 pages pour découvrir les tendances du moment (vêtements, beauté, accessoires).

Demandez notre supplément

France	17	Aujourd'hui	30
Société	19	Météorologie-Jeux	33
Carnet	21	Culture	34
Régions	22	Guide culturel	37
Entreprises	23	Kiosque	38
Communication	25	Abonnements	38
Tableau de bord	26	Radio-Télévision	39

ÉTATS-UNIS Le président George Bush a promis solennellement, jeudi 20 septembre, à l'Amérique de gagner la guerre contre le terrorisme, en recourant à « tous les moyens ».

● **DANS UN DISCOURS** à la nation, devant les deux chambres réunies du Congrès, le président américain s'est posé en chef de guerre résolu et en leader du monde civilisé, demandant

à chaque pays de rejoindre les Etats-Unis dans leur combat. ● **LE PRÉSIDENT** a lancé un ultimatum au régime de Kaboul et assuré que, si les talibans ne livrent pas « immédiate-

ment » les dirigeants de l'organisation Al-Qaida, y compris son chef Oussama Ben Laden, « ils partageront le sort des terroristes. ● **HUBERT VÉDRINE**, ministre des affaires étran-

gères explique, dans un entretien au *Monde* à son retour de Washington, où il accompagnait le président Chirac, que les Américains ne cherchent pas à monter une coalition militaire.

George W. Bush se pose en chef de guerre et leader du monde civilisé

Dans un discours à la nation, prononcé devant le Congrès, jeudi 20 septembre, le président américain a lancé un ultimatum aux talibans pour livrer Oussama Ben Laden et ses lieutenants. Il a invité tous les pays à rejoindre les Etats-Unis dans leur combat contre le terrorisme international

« **LES AMÉRICAINS** ne doivent pas s'attendre à une seule bataille mais à une longue campagne sans précédent ». Par ces mots adressés, jeudi 20 septembre, aux membres des deux chambres du congrès réunis en séance extraordinaire, le président américain, George Bush, a exprimé sa détermination à lutter non seulement contre les responsables des attentats de New-York et de Washington mais contre le terrorisme en général. Stigmatisant le rôle du régime afghan, George W. Bush enjoint « chaque pays, dans chaque région, (de) prendre une décision. Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes avec les terroristes » (lire ci-dessous).

● **Mouvements de troupes.** Si, selon le président américain « l'heure approche où l'Amérique va agir », comme l'illustre la poursuite des préparatifs militaires, George Bush s'est gardé de préciser le type d'intervention armée projetée et le calendrier retenu.

Les positions des unités navales et aériennes déplacées ces derniers jours se situent, pour partie, autour de l'Afghanistan, et s'étendent jusqu'au Proche-Orient. Matériellement, des opérations pourraient être menées contre l'Irak ou viser les territoires d'autres Etats abritant des terroristes ou dont Washington estime qu'ils les ont aidé (lire page 3).

● **Un entretien avec Hubert Védrine.** Comme la plupart des responsables européens, Hubert Védrine, de retour de Washington, s'est félicité du « sang-froid » des Américains qui, selon lui, permet d'éviter de « tomber dans le piège diabolique que les terroristes ont sans doute voulu nous tendre, celui du conflit entre civilisations ». Le ministre français souligne que les Etats-Unis s'attèlent à construire une « coalition diplomatico-politique » d'avantage que militaire. « Rien dans leurs réflexions n'indique qu'ils [les Américains] veulent

se servir de l'OTAN ». Le secrétaire d'Etat Colin Powell, rappelle M. Védrine, « emploie ce terme de coalition pour l'ensemble des actions qui vont se développer dans tous les domaines de la lutte contre le terrorisme, il ne faut pas lui donner le même sens que lors de la guerre du Golfe » (lire page 4).

● **Ben Laden et les talibans.** Sommés par les Etats-Unis de livrer tous les dirigeants du réseau Ben Laden, de fermer ses camps d'entraînement, et de permettre de vérifier qu'ils ne fonctionnent plus, les talibans multiplient les gestes d'ouverture destinés à rendre une intervention américaine

moins justifiable. Les oulémas (dignitaires religieux), réunis jeudi à Kaboul, ont ainsi demandé à « l'Emirat islamique [d'Afghanistan] de persuader Oussama Ben Laden de quitter librement l'Afghanistan pour l'endroit de son choix, au moment approprié ». Mais ce n'est pas la première fois et, parallèlement, les oulémas ont menacé les Etats-Unis d'une « Guerre sainte » soutenue par « l'ensemble de la communauté musulmane » si l'Amérique « ne fait pas preuve de retenues » (lire page 6).

● **L'Europe et la lutte anti-terroriste.** Les quinze ont pris, jeudi, des mesures pour accélérer leur coopération antiterroriste. Ils ont décidé de renforcer Eurojust et Eurojust en créant des cellules spécialisées dans la lutte contre le terrorisme. Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE devaient se réunir, vendredi, pour un sommet extraordinaire consacré à la respos-

te européenne, à l'examen de leur réponse aux demandes de soutien américaines ainsi que des mesures à prendre pour renforcer leur propre lutte contre le terrorisme (lire pages 8 et 9).

● **Le FBI et la CIA sur la sellette.** L'opinion publique et les élus multiplient les reproches à l'encontre des services de sécurité américains accusés d'avoir négligé le risque terroriste sur le sol national et privilégié l'aspect technologique du renseignement au détriment de sa dimension humaine. Les preuves de défaillance s'accumulent. Le FBI et la CIA n'auraient pas tenu compte d'informations inquiétantes données, par les Français notamment, bien avant les attentats. Croulant sous les informations, les services américains ne disposeraient que de peu d'éléments juridiquement fiables pour étayer la culpabilité présumée de Ben Laden et de certains Etats accusés de le soutenir (lire page 9).

Lionel Jospin souligne sa foi dans les démocraties

Lionel Jospin a demandé, jeudi 20 septembre, aux préfets, réunis au ministère de l'intérieur, d'« apaiser les tensions » et de « rassurer la population », au-delà des seuls dispositifs de sécurité. « Il vous appartient d'être attentifs à l'état d'esprit de nos concitoyens », a indiqué le premier ministre. « L'émotion provoquée, (...) l'éventualité de réactions irréflechies de solidarités instinctives, les actions provocatrices d'individus ou de groupes minoritaires mais déterminés peuvent créer des situations dangereuses », a-t-il expliqué. A Créteil, ensuite, M. Jospin a lancé un appel à la « tolérance » et au « respect de l'autre », en affirmant sa foi dans les démocraties qui « viendront à bout de tous les fanatismes ». « Face aux menaces terroristes, il est extrêmement important que (...) nos citoyens et nos jeunes en particulier, quelle que soit leur origine, affirment leur volonté de vivre ensemble dans l'harmonie », a-t-il ajouté (...) Il est important que nous montrions que nous continuons à vivre, à agir. »

Devant le Congrès, le président annonce un combat long et dangereux

WASHINGTON

de notre correspondant

Les Etats-Unis se préparent à mener, en Afghanistan, une opération militaire destinée à capturer Oussama Ben Laden et ceux qui dirigent, sous ses ordres, l'organisation terroriste responsable des attaques contre New York et Washington, le 11 septembre. « L'heure approche où l'Amérique va agir et nous rendre fiers », a annoncé George W. Bush aux deux chambres du Congrès réunies, jeudi 20 septembre au soir, pour une exceptionnelle séance commune. Louguement applaudi par les députés et les sénateurs, debout dans l'hémicycle et en présence du premier ministre britannique, Tony Blair, le président des Etats-Unis a prévenu les Américains que le combat contre le terrorisme sera long et dangereux.

Il a formulé, à l'adresse des talibans qui dirigent l'Afghanistan, une série de demandes dont il a précisé qu'elles ne sont pas sujettes à discussion : livrer aux Etats-Unis tous les dirigeants du réseau Ben Laden, fermer ses camps d'entraînement, permettre aux troupes américaines de vérifier que ces camps ne fonctionnent plus. Les talibans doivent « livrer les terroristes ou partager leur sort », a-t-il dit.

Pour autant, M. Bush s'est borné à réitérer, à l'adresse des militaires, la consigne d'être « prêts », qu'il leur avait déjà donnée le 15 septembre. Il n'a annoncé aucune opération précise, ni aucun calendrier. Les mouvements opérés par les forces américaines en direction du Proche-Orient et de l'Asie du Sud sont destinés à rendre opérationnelles une série d'options entre lesquelles le président et son équipe n'ont pas encore tranché.

Ils doivent mener de front au moins trois tâches : assurer la sécurité du territoire en empêchant d'autres opérations telles que cel-

les du 11 septembre ; réussir leur riposte contre les organisateurs de ces attaques ; organiser une action internationale de longue haleine pour éliminer le risque terroriste dont les attentats contre New York et Washington ont été l'accomplissement le plus dévastateur à ce jour et le plus effrayant pour l'avenir.

Sur le plan intérieur, alors que l'enquête progresse, mais confirme aussi les erreurs ou les fautes des services chargés du renseignement et de la sécurité du territoire, la crainte d'autres attentats est vive. Le ministre de la justice, John Ashcroft, a répété que rien ne garan-

« L'heure approche où l'Amérique va agir et nous rendre fiers »
George W. Bush

tit que d'autres équipes ne soient pas sur le point de passer à l'action. C'est d'ailleurs ce qui justifie, à ses yeux, les propositions qu'il a soumises au Congrès pour autoriser la détention des étrangers sans décision d'un juge.

M. Bush a annoncé la nomination d'un responsable de la sécurité du territoire ayant rang de ministre. La création de ce poste était réclamée depuis plusieurs jours par les républicains. C'est Thomas Ridge, gouverneur de Pennsylvanie, dont le mandat s'achève, qui exercera cette fonction.

L'opération contre Oussama Ben Laden va être menée par les Etats-Unis seuls, comme on pouvait s'y attendre depuis que la légitime défense a été revendiquée par le gouverne-

ment américain et lui a été reconnue par ses alliés. Les visiteurs reçus successivement par George Bush, à commencer par Jacques Chirac, mardi, ont admis que les Américains étaient fondés à agir contre les auteurs des attaques de New York et Washington.

Après le président français et avant le premier ministre britannique, le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, s'est dit rassuré quant aux intentions américaines, qu'il juge « rationnelles ». La crainte de ce que M. Bush avait appelé maladroitement une « croisade » contre le terrorisme s'est éloignée. Le président et son gouvernement ont fait, au contraire, des efforts marqués pour gagner à leur cause les pays arabes et musulmans.

L'administration Bush est cependant divisée sur l'ampleur de sa riposte militaire. Certains républicains, comme le secrétaire adjoint à la défense, Paul Wolfowitz, estiment que l'Irak demeure le foyer de terrorisme le plus actif et le plus dangereux pour les Etats-Unis et que l'occasion doit être saisie, cette fois, de renverser Saddam Hussein. M. Wolfowitz était allé jusqu'à déclarer publiquement que l'action entreprise par les Etats-Unis devrait « en finir avec les terroristes et les Etats qui les soutiennent. »

Cette position, qui ne pouvait que tourner contre les Etats-Unis leurs alliés européens et arabes, a été dénoncée par le secrétaire d'Etat, Colin Powell, qui a expliqué qu'elle n'est pas celle du gouvernement. Le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, a paru, un temps, partager l'avis de son adjoint, avant de renoncer, au moins pour les semaines qui viennent, à une opération contre l'Irak.

Patrick Jarreau

« Les talibans livreront les terroristes, ou ils partageront leur sort »

Voici les principaux points du discours prononcé, jeudi 20 septembre, par le président américain, George W. Bush, devant les deux chambres réunies du Congrès des Etats-Unis.

● **Les demandes aux talibans.** « Les éléments de preuve que nous avons rassemblés désignent tous un réseau d'organisations terroristes liées entre elles, connu sous le nom d'Al-Qaida. »

« Fermez immédiatement et de façon permanente tous les camps d'entraînement terroristes en Afghanistan et livrez tous les terroristes et toutes les personnes qui leur apportent un soutien aux autorités appropriées. »

« Livrez aux autorités américaines tous les dirigeants de l'organisation Al-Qaida qui se cachent sur votre terre. »

« Ces demandes ne sont pas ouvertes à la négociation ou à la discussion. Les talibans doivent agir et agir immédiatement. Ils livreront les terroristes ou bien ils partageront leur sort. »

● **La riposte des Etats-Unis.** « Notre guerre contre la terreur commence avec Al-Qaida, mais elle ne se termine pas là. Elle ne se terminera que lorsque chaque groupe terroriste qui peut frapper partout dans le monde aura été repéré, arrêté et vaincu. »

« Notre réponse va impliquer beaucoup plus qu'une riposte instantanée et des frappes isolées. Les Américains ne doivent pas s'attendre à une seule bataille mais à une longue campagne sans précédent. Elle pourra comprendre des frappes spectaculaires, diffusées à la télévision, et des opérations secrètes, secrètes jusque dans leur succès. Nous allons priver les terroristes de financement, les dresser les uns contre les autres, les déplacer d'endroit en endroit jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de refuge ou de repos. Nous poursuivrons les nations qui apportent leur aide ou abritent le terrorisme. Chaque pays, dans chaque région, doit maintenant prendre une décision. Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes avec les terroristes. A partir de maintenant, chaque pays qui continue d'abriter ou de soutenir le terrorisme sera considéré par les Etats-Unis comme un régime hostile. »

● **L'ennemi.** « L'ennemi de l'Amérique n'est pas nos nombreux amis musulmans, n'est pas nos nombreux amis arabes. Notre ennemi est un groupe radical de terroristes et

tous les gouvernements qui le soutiennent. »

● **Message aux soldats.** « Nous sommes un pays averti du danger et qui doit défendre la liberté. Notre chagrin a tourné à la colère, et notre colère à la détermination. Que nous amenions nos ennemis devant la justice ou que nous faisons justice à nos ennemis, justice sera faite. »

« Ce soir, à quelques kilomètres du Pentagone, j'ai un message pour nos soldats : tenez-vous prêts. J'ai demandé à nos forces armées de se tenir en alerte et il y a une raison. L'heure arrive où l'Amérique va agir et nous rendre fiers. »

● **La sécurité intérieure.** « Aujourd'hui, deux douzaines d'administrations et d'agences fédérales, mais aussi régionales et locales ont des responsabilités dans la sécurité de la nation. Ces efforts doivent être coordonnés au plus haut niveau. J'annonce donc ce soir la nomination d'un poste dans le gouvernement, sous ma responsabilité directe : le bureau pour la sécurité intérieure. »

● **Le combat de la civilisation et du monde entier.**

« Ce n'est cependant pas toutefois le combat de la seule Amérique. Ce qui est en jeu n'est pas seulement la liberté de l'Amérique. C'est le combat du monde entier. C'est le combat de la civilisation. C'est le combat de tous ceux qui croient au progrès et au pluralisme, à la tolérance et à la liberté. Nous demandons à chaque pays de nous rejoindre. Nous demanderons, et nous aurons besoin, de l'aide des forces de police, des services de renseignement et des systèmes bancaires à l'échelle du monde. »

● **La confiance dans l'économie américaine.**

« Je vous demande de continuer à participer à la vie économique et à continuer d'avoir confiance dans l'économie américaine. Les terroristes ont attaqué un symbole de la prospérité américaine. Ils n'ont pas touché sa source. »

« L'Amérique connaît le succès grâce à son travail, sa créativité et l'esprit d'entreprise de son peuple. Elles étaient les véritables forces de notre économie avant le 11 septembre et elles sont nos forces aujourd'hui. »

● **La reconstruction de New York.**

« Dans un symbole de la détermination de l'Amérique, mon administration travaillera avec le Congrès et le maire de New York, Rudolph Giuliani, ainsi que le gouverneur de l'Etat, George Pataki (...), et nous reconstruirons New York. » - (AFP.)



Espace Suffren
40 ter, av. de Suffren - Paris 15
Tél. : 01 53 58 10 00
CONCESSIONNAIRE VOLKSWAGEN

**Polo Match® avec Contrat Volkswagen :
Financement • Entretien • Services**



Polo Match® 1.4, 3 portes
avec Contrat Volkswagen
1660F/mois
253,07 €/mois

● Le nouveau Contrat Volkswagen comprend le financement, l'entretien et l'assurance. Profitez de votre Polo Match® sans contraintes, sans surprises. Contrat Volkswagen s'occupe du reste.

Polo Match®
Une liste d'équipements de série incroyable



3615 Volkswagen (0,12 franc l'accès, 1,29 franc la minute) • 0 825 20 25 25 (0,96 franc la minute). Commissions 89/100 CE (1/100 km) points à vide minimal - maximal : cycle urbain / extra-urbain / mixte : 8,3 - 8,8 / 4,9 - 5,0 / 6,2 - 6,4 / CO₂ (g/km) : 149 - 154.

*Contrat Abrogé Location. Location avec option d'achat pendant 36 mois, avec assurance Garantie Capital Auto incluse. Exemple pour une Polo Match 1.4 essence, 3 portes, au prix de 73 335,99 F TTC (11 180 euros TTC) tarif au 02/09/2001. Dépot de garantie de 11 000,40 F (1 677 euros) et un premier loyer majoré de 11 073,73 F (1 688,18 euros), suivi de 36 loyers de 1 224,71 F (186,71 euros) assurance Garantie Capital Auto incluse. Option d'achat en fin de contrat : 31 534,48 F (4 807,40 euros) ou reprise du véhicule en fin de contrat suivant engagements sous conditions de votre concessionnaire VOLKSWAGEN. Coût total en cas d'acquisition 86 697,71 F (13 216,99 euros). Loyer completé par une cotisation mensuelle de 166 F TTC (25,31 euros), correspondant à l'option Entretien-Réparations incluant les opérations d'entretien prévues par le plan d'entretien du constructeur, le remplacement des pièces d'usure (hors pneumatiques), pour un kilométrage annuel parcouru de 15 000 km, pour le modèle défini ci-dessus. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31 octobre 2001, chez tous les concessionnaires participant à l'opération, sous réserve d'acceptation du dossier par VOLKSWAGEN FINANCE SA. Il y a lieu de verser 02650 Villers-Cotterêts - RC SOISSONS B 642 032 148. Cette offre inclut une proposition d'assurance "tous risques". Assurance Contrat Volkswagen (incluant la garantie du conducteur et l'assistance) d'un coût mensuel de 267,50 F (40,78 euros) pour un paiement par prélèvement fractionné sur 12 mois de la prime annuelle, pour un assuré habitant Paris, bénéficiant de 50% de bonus, n'ayant pas eu d'accident ces 2 dernières années et utilisant son véhicule en promenade et trajet travail. La franchise correspondant à ce tarif est de 1 400 F (213,43 euros) sous réserve d'acceptation du dossier par ALTIMA. Tarifs garantis pendant 36 mois sauf modification concernant l'assistance, le bonus/malus et les taxes légales. La présentation des garanties du contrat Assurance Contrat Volkswagen est effectuée par ALTIMA COURTAGES société anonyme de courtage en assurance et réassurance au capital de 5 337 500 euros - siège social : 11 boulevard Louis Tardy 79000 Niort - RCS NIORT B413 990 102 - garantie financière et assurance responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L530-1 et L530-2 du Code des Assurances. Les garanties sont souscrites auprès d'ALTIMA ASSURANCES société anonyme à directeur et conseil de surveillance au capital de 30 489 800 euros. Siège social : 11 boulevard Louis Tardy 79000 Niort - RCS Niort 431 942 838 - Entreprise régie par le Code des Assurances.



LUKE FRAZZA/AP

■ **TRIBUNE DU CONGRÈS, WASHINGTON.** Le président George W. Bush s'est adressé solennellement aux parlementaires américains, réunis en session extraordinaire du Congrès, jeudi 20 septembre à Washington : il a promis d'utiliser « tous les moyens » pour combattre le terrorisme de façon globale et appelé les forces armées « à se tenir prêtes ».

Américains et Européens s'accordent sur une approche commune de la lutte contre le terrorisme

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

Les membres de la « troïka européenne » sont revenus de Washington, vendredi 21 septembre, avec un message plutôt rassurant pour les quinze chefs d'Etat et de gouvernement qui devaient se retrouver dans la soirée, à Bruxelles, pour un conseil européen extraordinaire : tout en se préparant activement à une opération militaire de grande envergure, l'administration américaine semble avoir pris conscience que ce ne sont pas quelques salves de missiles de croisière qui permettront d'éradiquer le terrorisme, mais bien une campagne de longue haleine basée sur une étroite coopération multilatérale.

Louis Michel, président en exercice du conseil des ministres des affaires étrangères, Javier Solana, haut représentant de l'Union pour la politique extérieure et de sécurité commune, et Chris Patten, commissaire européen chargé des relations extérieures, ont été favorablement impressionnés par la relative sérénité et la détermination avec lesquelles leurs interlocuteurs ont paru faire face à la crise majeure que traverse l'Amérique. Avec le secrétaire d'Etat, Colin Powell, comme avec Condoleezza Rice, conseiller pour la sécurité nationale de George Bush, les

aspects purement militaires de la crise ont cependant été passés sous silence. Mais Colin Powell s'est montré conciliant : chaque pays choisira, de manière « individuelle et souveraine », la forme de sa solidarité avec l'Amérique, a-t-il expliqué au cours d'une conférence de presse.

« Dans certains cas, il peut s'agir d'un simple soutien de principe. Dans d'autres, cela peut être une action plus déterminée, comme de travailler avec nous pour intercepter des informations ou des flux financiers. Cela peut vouloir dire nous aider à pourchasser ces gens [les terroristes] et à les arrêter, ou prendre la forme d'un partage de renseignements. Au bout du compte, cela peut aboutir à se joindre à nous pour une opération militaire si celle-ci s'avère nécessaire », a expliqué le secrétaire d'Etat.

Ensuite, a insisté le secrétaire d'Etat, nous « élargirons notre campagne à toutes les organisations terroristes et à toutes les formes de terrorisme à travers le monde ». Américains et Européens sont cependant soucieux de ne pas écorner au passage les libertés individuelles. Leur coopération pour « traduire en justice » les auteurs d'attentats s'effectuera dans plusieurs domaines : sécurité des transports, notamment aériens ; coopération judiciaire et policière ; lutte

contre le financement du terrorisme (notamment via les trafics de drogue et d'armes) ; contrôle de certaines exportations et non-prolifération ; contrôle des frontières et des visas ; enfin, échange d'informations entre services de sécurité et échange d'informations électroniques.

« UN TEST MAJEUR »

Comme tout catalogue de bonnes intentions, ces propositions communes risquent de rester lettre morte si elles ne sont pas soutenues par une volonté politique persistante. En matière de protection des données, les Américains soulignent la pusillanimité des Européens. En ce qui concerne l'extradition, les réticences de nombreux pays européens à l'idée d'extrader des criminels aux Etats-Unis (en raison de la non-abolition de la peine de mort dans de nombreux Etats), ainsi que le manque d'enthousiasme du Vieux Continent pour démanteler ses paradis fiscaux.

Les membres de la troïka européenne se rendent compte que le drame qui secoue l'Amérique a, d'une certaine façon, « favorisé » une occasion unique de relancer les relations transatlantiques, tout en offrant au Quinze la possibilité de faire enfin exister un ensemble de mesures relatives à l'Europe

de la justice et de la coopération policière, jusqu'ici restée dans les limbes. « C'est un test majeur pour l'Europe », souligne Chris Patten. « Nous nous faisons volontiers les héritiers du multilatéralisme et accusons régulièrement les Etats-Unis de verser dans l'isolationnisme. Nous avons aujourd'hui une occasion à saisir. »

Colin Powell et Condoleezza Rice ont multiplié les gestes de bonne volonté pour convaincre leurs interlocuteurs que les accents bellicistes du début de la crise ne sont plus de mise. Tous deux ont marqué leur préoccupation face à la perspective d'une crise humanitaire en Afghanistan et au Pakistan, et ont insisté sur la volonté de Washington d'adresser un message conciliant aux pays arabes modérés.

La troïka européenne a l'intention de se rendre dans les jours prochains dans plusieurs pays (sans doute l'Egypte, l'Arabie saoudite, la Syrie et peut-être l'Iran), afin de réitérer que la « guerre » contre le terrorisme ne doit en aucun cas être perçue comme anti-islamique. Les Américains sont d'autant plus favorables à une telle initiative qu'ils y voient un moyen de faire passer quelques messages à Damas et à Téhéran.

Laurent Zecchini

Le Pentagone rassemble une large gamme de moyens militaires

WASHINGTON
de notre correspondant

Le Pentagone continue d'entretenir le maximum d'incertitude sur la nature des opérations militaires qu'il prépare, mais les mouvements d'unités navales et aériennes en cours (*Le Monde* du 21 septembre) ne pouvaient pas être opérés sans explications. Donald Rumsfeld, secrétaire à la défense, a donc indiqué, jeudi 20 septembre, que ces mouvements sont destinés à disposer les forces américaines « là où nous pensons que ce pourrait être utile au cas où le président déciderait de les employer pour une mission ou pour une autre ». M. Rumsfeld a cependant refusé de préciser quelles unités sont actuellement déplacées, avec quels objectifs et selon quel calendrier. On sait qu'une escadre, autour du porte-avions *Theodore-Roosevelt*, a quitté Norfolk (Virginie) mardi. Sa destination initiale était la Méditerranée. L'état-major refuse de dire si c'est toujours le cas. Dans le Golfe, le groupe naval du porte-avions *Carl-Vinson*, arrivé dans la semaine du 10 septembre, devait prendre la relève du porte-avions *Enterprise*, mais ce dernier restera dans la zone.

Plusieurs dizaines d'avions ont été ou sont dirigés vers les bases américaines du Koweït, d'Arabie saoudite, d'Oman, de Bahreïn et des Emirats arabes unis et, peut-être, la base britannique de Diego Garcia, dans l'océan Indien. Des appareils américains pourraient aussi utiliser des aérodromes au Tadjikistan et en Ouzbékistan, deux anciennes républiques soviétiques voisines de l'Afghanistan, qui relèvent de la zone d'influence russe. Les avions dirigés vers cette région sont des chasseurs F15 et F16, des bombardiers B1 et B52 armés de missiles de croisière, des ravitailleurs KC135 et des radars volants Awacs.

Les forces terrestres américaines déjà présentes dans la région sont constituées d'environ 20 000 hommes, dont 10 000 à bord des deux groupes navals *Carl-Vinson* et *Enterprise*. Ils devraient être rejoints, notamment, par 1 500 hommes de l'infanterie de marine basés à Camp Lejeune, en Caroline du Nord, et dont l'envoi en Arabie saoudite figurait sur le calendrier initial. Le secrétaire à l'armée de terre, Thomas White, a indiqué qu'un ordre de déploiement avait été donné à l'infanterie. Le commandement des troupes aéroportées, à Fort Bragg, en Caroline du Nord, a confirmé avoir reçu cet ordre. Les forces spéciales seraient aussi mobilisées. Elles comptent quelque 30 000 hommes, depuis la force Delta antiterroriste (qui avait échoué à récupérer des otages américains en Iran il y a plusieurs années) jusqu'à des unités de rangers et les bérets verts.

Les positions que doivent rejoindre ces différentes unités se situent, pour partie, autour de l'Afghanistan, qui est ainsi clairement désigné comme la cible d'une attaque possible. Toutefois, la zone couverte par ces déploiements, tels qu'ils étaient connus jeudi, s'étend jusqu'au Proche-Orient. Matériellement, des opérations pourraient être menées contre l'Irak ou viser les territoires d'autres Etats abritant des terroristes ou dont Washington estime qu'ils ont aidé des terroristes.

OPÉRATIONS COMMANDOS

S'agissant d'Oussama Ben Laden et de son groupe, l'utilisation des troupes d'élite des opérations spéciales est envisagée pour capturer le chef du réseau Al-Qaida et ses principaux lieutenants. Les forces spéciales américaines, dont le quartier général est à Tampa (Floride), disposent de leurs propres moyens aériens - notamment des avions Hercules armés de redoutables canons et protégés contre la menace de missiles sol-air de type Stinger dans les mains des unités afghanes - regroupés sous un commandement particulier. L'aviation de combat serait, dans cette hypothèse, destinée à protéger les commandos et à détruire, ensuite, les camps d'entraînement du groupe Ben Laden. Dans tous les cas, le Pentagone paraît écarter l'envoi de troupes d'occupation. L'impossibilité de remporter une guerre au sol, compte tenu de la géographie de ce pays, a été démontrée par les militaires russes, qui ont mis en garde les Américains contre l'erreur qu'ils avaient eux-mêmes commise en 1979. Une opération uniquement aérienne contre l'Afghanistan, comme celle menée au Kosovo, est également écartée. Le scénario d'une opération commando, couverte et escortée par l'aviation, suppose la coopération du Pakistan.

D'autres options militaires étaient envisagées, notamment celles qui résulteraient de l'implication d'autres pays dans les attaques terroristes du 11 septembre à New York et à Washington. Le principal suspect est l'Irak, encore qu'aucun indice convaincant de sa complicité n'ait été apporté jusqu'à maintenant par l'enquête. A l'heure actuelle, quasi quotidiennement, des avions américains et britanniques, depuis l'Arabie saoudite ou la Turquie, opèrent des raids contre la défense anti-aérienne irakienne. L'administration Bush compte toujours des partisans d'une action vouée à éliminer Saddam Hussein et à favoriser l'installation au pouvoir de l'opposition irakienne. Cette option semble avoir été abandonnée, au moins dans un premier temps.

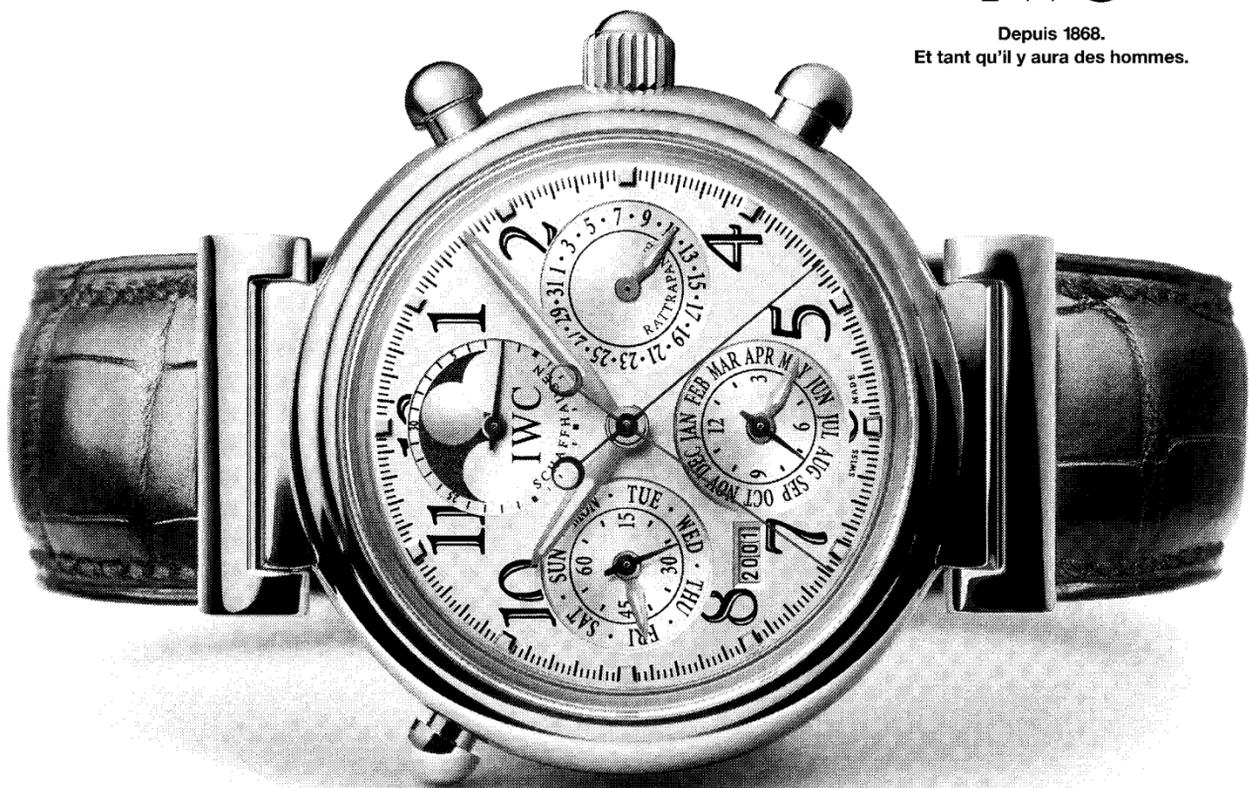
Patrick Jarreau

Hommage à l'homme.

Rendons hommage à ceux qui le méritent : avec la Da Vinci Rattrapante, un chronographe mécanique équipé du calendrier perpétuel et de l'indication des phases de lune programmées jusqu'en 2499. La rattrapante permet l'enregistrement d'un deuxième temps ou d'un temps intermédiaire. Réf. 3754 en or rose 18 carats, FRF 144 000.- (prix conseillé).

IWC

Depuis 1868.
Et tant qu'il y aura des hommes.



IWC International Watch Co. Ltd, Schaffhouse, Suisse. Notre catalogue général vous sera envoyé gratuitement sur simple demande à MSG/IWC, 90, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. 01 42 89 65 51, Suisse: +41 52 635 65 65, www.iwc.ch.

Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères

« Les Américains ne cherchent pas à monter une coalition militaire stricto sensu »

Dans un entretien au « Monde », le chef de la diplomatie française revient sur son voyage à Washington

« Avec quelles informations rentrez-vous de Washington ?

– Les responsables américains nous sont apparus déterminés avec sang-froid, sans nervosité, engagés dans une action de longue haleine. Planifiant sans doute des actions à court terme – mais je ne peux vous donner d'indications de date – pour « casser » la tête du ou des réseaux Ben Laden, si possible en l'obtenant via le Pakistan, sinon par d'autres moyens plus directs. Au-delà, ils travaillent en vue d'un assèchement financier de tout le système, ce qui les amènera à exercer des pressions très fortes sur des pays d'où partent des aides au terrorisme par mille canaux privés ou pseudo-caritatifs, même si les gouvernements, en tant que tels, n'y participent pas. Ensuite, la lutte contre le terrorisme passe par un travail de coordination policière, financière, judiciaire, par la mise en commun du renseignement. Et j'ajoute : par le traitement des causes. Un certain nombre de situations alimente le terrorisme. Nous avons trouvé à Washington des responsables travaillant sur ces différents points.

– Où sollicitent-ils l'aide de la France ?

– Pour le moment, ils n'ont pas fait de demandes militaires précises. Rien dans leurs réflexions n'indique qu'ils veulent se servir de l'OTAN. Mais il y a l'énorme travail politico-diplomatique animé par Colin Powell pour bâtir ce qu'il appelle « la coalition ». Il insiste lui-même sur le fait que l'action militaire n'est qu'un aspect parmi d'autres ; il emploie ce terme de « coalition » pour l'ensemble des actions qui vont se développer dans tous les domaines de la lutte contre le terrorisme, il ne faut pas lui donner le même sens que lors de la guerre du Golfe. Les Américains ne cherchent pas à monter une coalition militaire stricto sensu.

– Pourraient-ils solliciter l'aide de l'Europe ou de la France ?

– Ce n'est pas le cas à ce stade, mais je ne l'exclus pas. Le président de la République a exprimé avec force sur place notre solidarité. Le premier ministre a parlé d'une solidarité humaine, politique et fonctionnelle. Cette solidarité n'entame rien notre liberté de décision. Ils se détermineront si nous sommes face à une demande précise.

– Les députés allemands ont voté mercredi une motion qui

autorise le gouvernement à engager la Bundeswehr ; Tony Blair a quasiment fait des offres de services. Nos partenaires ont répondu en quelque sorte par avance...

– Notre attitude est identique. Chaque pays réagit en fonction de son système institutionnel.

– Avez-vous trouvé des dirigeants américains prêts à associer leurs alliés à la définition des cibles, de la méthode, ou demandent-ils d'approuver des décisions déjà prises ?

– Sur le plan militaire proprement dit, je n'ai pas le sentiment qu'on en soit là. En revanche, ce qui m'a frappé c'est que George Bush et Colin Powell ne parlaient pas ou plus de façon unilatéraliste ; ils parlaient de coalition, d'échange d'informations, de discussion avec les partenaires occidentaux, avec la Russie, la Chine, l'Inde, la plupart des gouverne-

ments arabes. C'est une approche multilatérale de la politique à mener, dans la durée, pour lutter contre le terrorisme et l'éradiquer. Sur l'opération militaire proprement dite, c'est l'Amérique qui est frappée, souffrante, humiliée, et on voit qu'elle veut réagir d'abord elle-même. Ils sont aussi confiants dans les réactions de leurs amis et très sensibles à ce qui a été exprimé par la France. Ils n'ont pas encore exprimé

« Ce qui m'a frappé, c'est que George Bush et Colin Powell ne parlaient pas, ou plus, de façon unilatéraliste »



HUBERT VÉDRINE

de demande précise parce qu'ils n'en sont pas là. Mais nous n'avons rien exclu. Je ne les crois pas en train d'inventer une riposte urgente pour satisfaire l'opinion. Une gravité nouvelle est apparue chez eux avec la conscience de leur vulnérabilité.

– Diriez-vous qu'il existe une adéquation entre les objectifs qu'ils se sont fixés, les cibles et la méthode choisies ?

– J'ai été le premier à dire qu'il ne faut pas tomber dans le piège diabolique que les terroristes ont sans doute voulu nous tendre, celui du conflit entre civilisations. C'est la conviction des dirigeants français et des autres Européens, et aussi la réaction immédiate des Américains ; nous n'avons donc pas eu besoin de les mettre en garde. Rien ne donne le sentiment que les Etats-Unis se préparent à quelque chose qui déclencherait cet engrenage.

– Ont-ils une définition précise

de l'adversaire ; est-il uniquement question de Ben Laden ?

– Ils disent que tous les indices dont ils disposent remontent à des réseaux Ben Laden et qu'ils n'ont pas d'indices allant ailleurs, même si certains médias américains essaient de dire quelque chose d'un peu différent.

– Les réseaux Ben Laden ne font-ils pas écran à un ou plusieurs Etats ?

– On ne peut pas l'exclure mais il n'y a pas aujourd'hui d'indications dans ce sens. Toutefois, il ne suffit pas qu'une organisation transnationale de ce type ait atteint ce terrifiant niveau d'efficacité pour que l'on en conclue qu'il y a un Etat derrière. Il est important que les Américains donnent au monde un maximum d'indications et de précisions.

– L'Irak a été mentionné dans la presse américaine, mais aussi par certains responsables américains.

– Certains responsables, mais ni le président ni Colin Powell.

– Qu'attendent-ils précisément du Pakistan ?

– Que les Pakistanais livrent les réseaux terroristes. Il est difficile de traiter cette affaire comme étant purement afghane, compte tenu des liens d'une partie de l'armée, de certains services pakistanais, ou de la société, avec les talibans. Mais il peut y avoir un degré de pression, certaines formes d'action qui entraînent une réaction au Pakistan et qui, à terme, déstabilisent le pays. Mais il m'a semblé que Colin Powell avait ce risque en tête et que les Américains essaieraient d'aller aussi loin que possible pour obtenir une coopération opérationnelle du Pakistan, sans provoquer ce choc.

– Au-delà de Ben Laden, la fin du régime des talibans est-il un objectif des Américains que nous partagerions ?

– La fin du régime des talibans, ce régime épouvantable, est souhaitée par beaucoup dans le monde. Il faudra aussi penser à l'avenir de ce pays martyrisé. Mais à ce stade, la fin du régime des talibans ne paraît pas encore un objectif opérationnel des Américains. Cela dépendra des prochains événements.

– Le président Chirac a insisté sur le rôle que pourrait jouer l'ONU. Quel est-il ? Les Etats-Unis doivent-ils repasser devant le Conseil de sécurité avant une intervention ?

– C'est à l'initiative de la France que le Conseil de sécurité a adopté, le 12 septembre, la résolution 1368 qui condamne les attaques terroristes et reconnaît aux Etats-Unis le droit à la légitime défense. L'ONU a ainsi donné aux Etats-Unis et à leurs alliés une lar-

ge habilitation pour réagir. S'agissant du Conseil de sécurité, on peut penser à des actions plus spécifiques, par exemple des sanctions contre des Etats qui refuseraient de coopérer. Nous, Français, nous pensons qu'au-delà des événements à court terme le Conseil de sécurité est l'enceinte la plus légitime pour définir la politique générale mondiale de lutte contre le terrorisme. Il y a un peu plus d'un an, j'ai présenté à l'assemblée générale de l'ONU une convention pour la répression du financement du terrorisme, malheureusement quatre pays seulement à ce jour l'ont ratifiée et il en faut vingt-deux : il faut accélérer.

– Les attentats du 11 septembre bouleversent-ils les données de la politique internationale ?

– La formule « plus rien ne sera jamais comme avant » risque de faire oublier que certains problèmes du monde, qui étaient déjà très préoccupants avant, sont toujours là. Il fallait déjà que nous nous efforcions de surmonter des fractures multi-

des plus anciens alliés du peuple américain, qui le manifeste fraternellement, qui a une expérience diplomatique très riche et diversifiée, avec de nombreux pays-clés, notamment arabes, qui a fait des propositions d'harmonisation et de régulation du monde, doit participer à ce moment charnière où nous allons devoir travailler sur tous les problèmes graves du monde, et pas seulement sur le terrorisme. Je pense qu'elle peut beaucoup apporter. C'est une obligation pour nous d'être au premier rang de ceux qui vont agir pour que de cet immense malheur sorte un monde plus juste et plus sûr. Nous sommes bien placés pour cela et nous devons le faire.

– Au Proche-Orient, par exemple ?

– L'administration américaine semble vouloir aujourd'hui agir pour y faire progresser la paix. Nous sommes peut-être au début de la désescalade. Nous nous retrouvons ainsi en phase : vous aviez pu constater, ces dernières semaines, que

Le « choix de modernisation » de Vladimir Poutine

La Russie mène en Tchétchénie une guerre brutale qu'elle ne présente pas autrement que comme un combat contre le « terrorisme ». Les dirigeants russes ont ainsi puisé dans les attentats du 11 septembre et les appels américains à une lutte collective contre le terrorisme une justification à leur politique de répression. Interrogé sur ce paradoxe, Hubert Védrine voit dans l'attitude du président russe plus qu'une argumentation opportune : « C'est un choix de modernisation interne. Être avec les Etats-Unis dans un rapport de partenariat à long terme est certainement un de ses objectifs, et je crois que George Bush y est prêt. » « La lutte contre le terrorisme doit dans certains cas, et légitimement, être punitive, mais elle doit être avant tout préventive. Il faut lutter contre ce qui l'alimente : les idéologies, les situations de misère, l'injustice, les crises régionales », dit encore le ministre. Interrogé sur le point de savoir si la lutte contre le terrorisme en Tchétchénie doit donc passer aussi par une solution politique, il répond : « Par une combinaison des deux ».

ples : désaccords entre les pays riches et les pays pauvres, entre les Occidentaux et les autres, désaccords sur les institutions de la gouvernance mondiale, sur les conditionnalités, sur les lectures de l'histoire, sur la question israélo-palestinienne... Puis est survenue la tragédie du 11 septembre, et il y a naturellement des réactions en chaîne. Cela change la façon dont l'Amérique se voit, son sentiment d'invulnérabilité, cela démontre l'impossibilité de l'isolationnisme et même de l'unilatéralisme. Cela aura des répercussions dans la relation entre les Etats-Unis et les autres Etats et sur les différentes institutions internationales ; confrontés à la lutte contre le terrorisme, tous auront l'obligation de surmonter les verrous qui, jusqu'ici, les empêchaient d'atteindre un niveau supplémentaire d'efficacité. La France, qui est un

L'Europe a été très présente sur le terrain, en appelant inlassablement les Etats-Unis à se réengager.

– Plus la riposte sera violente et rapide, plus les risques de briser la « coalition » seront grands...

– Si les cibles apparaissent comme légitimes, les Américains pourront continuer à mettre sur pied et à consolider une vraie coalition mondiale dans la durée pour éradiquer le terrorisme. Ils ne donnent pas l'impression de vouloir régler, par une réaction inadaptée, d'autres comptes. Ils parlent plutôt de coalition politique. Ils ont demandé aux pays du monde s'ils étaient d'accord pour lutter contre le terrorisme, tous ont répondu par l'affirmative. Maintenant il faut agir, fort et juste. »

Propos recueillis par Claire Tréan et Daniel Vernet

Alliances et coalitions à la carte

EN 1949, les Américains avaient introduit, dans l'article 5 du traité de Washington créant l'Alliance atlantique, la clause permettant à chaque pays-membre de décider

ANALYSE

Les dirigeants américains redécouvrent l'intérêt d'avoir des alliés

souverainement du niveau de sa réponse à une menace collective. Engagés pour la première fois dans une alliance permanente, ils voulaient éviter toute automaticité qui les eût entraînés dans des aventures indésirables. Aujourd'hui, ce sont les alliés européens des Etats-Unis qui se réservent le droit d'adapter leur participation à une riposte américaine aux attaques terroristes contre le World Trade Center et le Pentagone.

Ce n'est qu'un des nombreux paradoxes que les attentats du 11 septembre ont mis en évidence dans les relations internationales. Un autre paradoxe étant que cet article 5, invoqué pour la première fois en plus de cinquante ans, avait été prévu pour garantir aux Européens une protection américaine en cas de menace venant de l'Est, la guerre devant avoir lieu sur le vieux continent. L'OTAN était fondée sur un échange : les Américains fournissaient les moyens de la bataille, les Européens le champ de bataille. Main-

tenant, ce sont les Etats-Unis qui se réfèrent à l'article 5 pour souder autour d'eux leurs alliés européens après une agression contre leur propre territoire.

Ils le font à un moment – autre ironie de l'Histoire – où les nouveaux occupants de la Maison Blanche nourrissaient quelques doutes sur l'utilité de l'Alliance atlantique après la disparition de l'ennemi soviétique. « Le réalisme nous amène à reconnaître qu'avec la fin de la guerre froide, les intérêts communs entre les deux rives de l'Atlantique sont en recul », affirmait récemment un responsable du Pentagone. Depuis une semaine, les dirigeants américains, y compris les « unilatéralistes » les plus convaincus redécouvrent dans le drame l'utilité des alliances.

NE PAS SE LAISSER BRIDER

Cette prise de conscience ne les amène toutefois pas à subordonner ce qu'ils considèrent comme leurs intérêts nationaux à une concertation trop poussée avec leurs alliés. Déjà, au moment de la guerre du Kosovo, les généraux américains estimaient que leur marge de manœuvre était gênée par la nécessité d'obtenir un consensus des dix-neuf membres de l'OTAN. Et encore se battaient-ils pour une cause qui leur était largement étrangère. A fortiori dans la crise actuelle ne veulent-ils pas courir le risque d'être bridés par ce qu'ils auraient volontiers tendance à appeler les états d'âme

des Européens. C'est pourquoi, il est probable que, dans un premier temps au moins, les dirigeants américains décideront et mèneront seuls une riposte militaire aux attentats du 11 septembre. Quitte à demander à leurs alliés et à d'autres pays au-delà de leurs alliances traditionnelles de leur apporter des moyens logistiques.

Au-delà de l'opération militaire, les Etats-Unis penchent plutôt pour des coalitions à la carte contre le terrorisme. « Nous pouvons engager des actions avec certains pays et d'autres actions avec d'autres pays », a déclaré le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld. Cette position s'explique à la fois pour des raisons de principe – les coalitions sont moins contraignantes que les alliances – et pour des raisons pratiques. Pour avoir un appui aussi large que possible, les Etats-Unis sont prêts à enrôler des Etats dont les références passées en matière de lutte contre le terrorisme sont pour le moins douteuses. Mais de tels Etats peuvent être utilisés dans des actions spécifiques, depuis la mise à la disposition de bases jusqu'à la lutte contre le financement des réseaux terroristes.

Ce n'est pas le rôle que souhaitent jouer les Européens. Ils s'essayent à la solidarité transatlantique mais ils ne seraient pas mécontents si de leur côté les Américains découvraient les vertus d'une alliance entre égaux.

D.V.

Journée Européenne des Langues

26 septembre 2001

Los idiomas abren puertas...
Sprog åbner døre...
Sprachen öffnen Türen...
Languages open doors...
Les langues ouvrent des portes...
Le lingue aprono molte porte...
Talen openen deuren...
As línguas abrem portas...
Kielitaito avaa ovia...
Språk öppnar dörrar...
Οι γλώσσες ανοίγουν πόρτες...

Année Européenne des Langues, 2001

Les langues, compétences clés pour le développement des hommes et des entreprises en Europe

Portes ouvertes

dans les

Centres d'Etude des Langues

des Chambres de Commerce et d'Industrie

Conseil de l'Europe / Commission Européenne www.agercel.com

Retrouvez-nous sur le site **www.agercel.com**

Les oulémas préconisent un djihad soutenu par la communauté musulmane

Un millier de religieux ont conseillé aux autorités afghanes de persuader Ben Laden de quitter le pays. Ils demandent aussi aux Nations unies et à l'Organisation de la conférence islamique d'enquêter sur les attentats. Kaboul a indiqué que ce départ n'était pas d'actualité

ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale

Conscients de l'enjeu d'une éventuelle attaque américaine sur l'Afghanistan pour l'avenir de leur régime, les talibans multiplient les gestes d'ouverture de nature à miner, selon eux, la légitimité d'un assaut américain. La décision du petit millier d'oulémas réunis à Kaboul, à la demande du chef suprême des talibans, Mollah Mohammad Omar, de demander à « l'Emirat islamique (d'Afghanistan) de persuader Oussama Ben Laden de quitter librement l'Afghanistan pour l'endroit de son choix, au moment approprié » s'inscrit dans cette volonté de montrer au monde, et sans doute en particulier au monde islamique, que les talibans font de leur mieux pour répondre aux préoccupations internationales. « Si l'Amérique ne fait pas preuve de retenue, même après les décisions (que les religieux afghans viennent de prendre), une guerre sainte deviendra nécessaire et l'ensemble de la communauté musulmane devra lui apporter son soutien », affirment en effet les oulémas dans leur déclaration.

Concrètement, la décision des oulémas, qui doit être encore endossée par Mollah Omar, ne change pas grand chose. Ce n'est pas la première fois qu'un départ

d'Oussama Ben Laden d'Afghanistan est envisagé. Deux fois, déjà, la possibilité avait été évoquée, mais aucun pays d'accueil n'avait été trouvé. L'an dernier, Ben Laden avait offert à Mollah Omar de partir et celui-ci n'avait pas dit non, donnant même l'ordre aux talibans de faciliter ce départ. Mollah Omar avait précisé que Ben Laden serait toujours considéré comme un « hôte » protégé s'il ne trouvait pas d'autre lieu de séjour. Dans le passé, Ben Laden avait évoqué comme éventuel refuge « les montagnes du Yémen », pays dont sa famille est originaire et dans lequel il compte des partisans solides.

PAKISTAN MENACÉ

La Tchécovie avait été aussi évoquée, comme certaines régions d'Asie centrale - Tadjikistan, Ouzbékistan - où les guérillas islamistes sont actives. A présent, le Pakistan bruit de rumeurs sur le départ de Ben Laden. Mais il ne s'agit que de rumeurs. A Kaboul, le ministre taliban de l'éducation, qui a annoncé les décisions des oulémas, a admis que tout départ de Ben Laden « prendra du temps. Il a beaucoup d'ennemis et doit trouver un endroit approprié pour y aller. C'est une tâche difficile qui ne s'accomplira que lentement » a affirmé

Amir Khan Muttaqi. La décision des oulémas a quelque peu surpris au Pakistan, étant donné les cinq années d'exil passées par Ben Laden en Afghanistan. « Compte tenu du fait que les talibans sont des gens qui ont édifié en dogme le bien-être d'un hôte, je suis un peu surpris qu'ils aient dit cela », a commenté le ministre pakistanais des affaires étrangères, Abdul Sattar. Mais la décision des oulémas n'a pas impressionné Washington. Outre Ben Laden, les Etats-Unis réclament tout l'état-major de son organisation Al-Qaïda, et tous les autres responsables d'organisations islamistes présentes en Afghanistan. Le président Bush a expressément mentionné, par exemple, les islamistes ouzbeks dont le chef Namangani séjourne en Afghanistan.

Cherchant à montrer le sérieux de leurs débats, les oulémas ne se sont pas contentés d'exprimer « leur douleur et leur peine à la suite des attaques aux Etats-Unis ». Ils ont réclamé « une enquête des Nations unies et de l'OCI (Organisation de la conférence islamique) pour déterminer qui sont les responsables des attentats et prévenir le meurtre d'innocents ». Bien informés, ils ont demandé « que l'ONU et l'OCI prennent note de la déclaration du président Bush décrivant

l'action militaire envisagée comme une croisade. Cette déclaration a blessé les musulmans et elle crée une situation dangereuse », considèrent-ils. Enfin dans un avertissement direct au Pakistan voisin, les

Omar ont offert de nouveau le dialogue avec les Etats-Unis, tout en cherchant à compliquer la participation de pays islamiques à une éventuelle alliance avec les Etats-Unis.

Huit membres d'une ONG sont toujours détenus à Kaboul

Les huit expatriés de l'organisation caritative allemande Shelter Now International (SNI), emprisonnés à Kaboul pour prosélytisme chrétien depuis le début du mois d'août, auraient changé de lieu de détention. « Les talibans ont fait savoir qu'ils avaient été déplacés dans un endroit sûr », qui serait toujours à Kaboul, a déclaré une porte-parole du ministère australien des affaires étrangères. Deux Américains, deux Australiens et quatre Allemands sont détenus. Leur avocat pakistanais a obtenu mardi 18 septembre un visa afghan et devrait se rendre rapidement à Kaboul. Il a été choisi par les huit prisonniers pour plaider leur cause auprès de la Cour suprême afghane, où le procès est ouvert depuis dix jours.

Retrés de Kaboul à Islamabad en raison de la situation, les diplomates allemand, américain et australien chargés d'assister leurs ressortissants restent en contact avec les talibans. A Islamabad, les familles des jeunes Américains ont réussi à leur transmettre des lettres. - (Corresp.)

oulémas affirment : « Dans le cas d'une attaque américaine, si n'importe quel musulman, d'Afghanistan ou d'ailleurs, agit en collusion avec l'agresseur et lui fournit des renseignements, il est à même d'être tué car il devient à son tour un agresseur. » En se montrant ouverts à la discussion, les oulémas et Mollah

Ce jeu embrouille aussi la donne pour le Pakistan, dans la mesure où les partisans des talibans auront beau jeu de souligner les efforts de ces derniers et que, en fait, ce sont les Américains qui ont décidé d'attaquer à tout prix pour se venger.

Du côté des talibans, la diploma-

tie s'accompagne toutefois de quelques préparatifs militaires. Alors que certains cadres moyens du régime fuient le pays avec leur famille, et que d'autres responsables se contentent d'envoyer leur proches au Pakistan où la frontière n'est pas fermée pour tout le monde, les talibans recrutent à la fois à l'intérieur de l'Afghanistan et dans les camps de réfugiés au Pakistan.

DE NOUVELLES RECRUES

En Afghanistan, ils mobilisent de nouvelles recrues en zone pas-thoune, au sud du pays et à l'est dans la région de Jalalabad. « Des talibans viennent voir chaque famille pour demander un fils », confie un travailleur humanitaire dans un camp de réfugiés de la région de Peshawar. « La situation est très tendue à Quetta car les gens ont peur » ajoute un autre. Des jeunes Pakistanais de Jaish Mohammad (l'armée de Mohammad) et de Harakat al Moudjahidin, deux mouvements qui ont des camps en Afghanistan, rejoignent aussi leurs unités. Pour l'instant limités, ces mouvements prendront sans aucun doute de l'ampleur le jour où Mollah Omar appellera à la guerre sainte.

Françoise Chipaux

Gilles Dorronsoro, professeur de sciences politiques, spécialiste de l'Afghanistan

« Une attaque aérienne américaine pourrait légitimer le régime des talibans »

AUTEUR d'une histoire de l'Afghanistan contemporain, ses affrontements politiques, claniques, ethniques et religieux - *La Révolution afghane, des communistes aux talibans* (éd. Karthala, 2000) -, et professeur de sciences politiques à l'Institut d'études politiques de Rennes, Gilles Dorronsoro analyse pour le Monde les conséquences de la crise actuelle pour l'Afghanistan.

« Qui est à l'origine de l'appel à une journée de manifestation au Pakistan ? Quel peut en être l'impact sur ce pays ?

Les manifestations répondent à l'appel des formations fondamentalistes et islamistes [notamment le Jamaat-e-Islami et le Jamiat-e - oulémas]. Ces mouvements, s'ils ont un impact électoral limité, disposent de milices armées et peuvent avoir une grande capacité de mobilisation sur un thème aussi populaire que l'opposition aux Etats-Unis. Le risque de déstabilisation pour le Pakistan est donc réel : la seule utilisation par l'armée américaine de l'espace aérien pakistanais sera un facteur de crise. La présence de troupes américaines impliquerait un risque sérieux de troubles, notamment dans l'ouest du pays, proche de la frontière afghane. Elle discréditerait largement le régime de Moucharraf, issu d'un coup d'Etat militaire. Sur la frontière, et notamment dans les Territoires tribaux fédéraux (FATA) pakistanais (qui disposent d'un statut administratif spécial), on peut s'attendre à une solidarité sans failles avec les talibans et avec Ben Laden, ce qui risque de réduire le contrôle du gouvernement central sur ces régions périphériques. L'annonce par ces mouvements d'un djihad contre les Etats-Unis en cas de frappes contre l'Afghanistan donne la mesure de leur détermination.

« Quelles pourraient être les conséquences de la crise actuelle sur l'Afghanistan ?

Cette crise peut susciter un réflexe nationaliste chez les Afghans. Contrairement à ce qui est souvent dit, ce pays n'est pas une collection de tribus et d'ethnies. La conscience nationale existe, et une attaque aérienne massive entraînera probablement une réaction de rejet des Occidentaux et une légitimation du régime des talibans. On court le risque de voir se réactiver le discours sur le Djihad, qui avait uni le peuple afghan contre les Soviétiques et qui constitue une source de légitimité essentielle pour n'importe quel pouvoir en Afghanistan. Toute présence de troupes étrangères provoquerait une résistance populaire, avec des réactions probablement différenciées selon les régions et les groupes

sociaux, avec un moindre soutien aux talibans en dehors des régions pachtounes et chez les élites urbaines.

« Qu'est-ce que tout cela révèle sur le régime des talibans ?

Selon moi, la crise actuelle met fin à un certain nombre d'idées reçues. Premièrement, les talibans ne sont pas de simples instruments aux mains du Pakistan, ils ont clairement refusé, à plusieurs reprises, de céder à Islamabad. Deuxièmement, ils ne représentent pas les tribus pachtounes, mais forment un mouvement dominé par les oulémas, relativement structuré, obéissant à un chef incontesté, qui développe une idéologie de plus en plus cohérente. De ce point de vue, on peut s'inquiéter, ces dernières années, de la radicalisation d'un mouvement, dont il faut rappeler qu'il n'était pas, initialement, particulièrement antioccidental.

« Dans la perspective d'éventuelles frappes américaines, quelles seront les conséquences pour l'opposition afghane ?

Il ne faut pas s'attendre à un changement radical des équilibres politiques avec un retour en force de l'opposition en Afghanistan. Certains experts s'aperçoivent aujourd'hui que l'importance du comman-



GILLES DORRONSORO

dant Massoud (leader de l'opposition) a été « gonflée ». Pour autant, on ne peut pas en conclure que l'opposition afghane peut continuer comme auparavant. La mort de Shah Massoud a découpé l'opposition : sans cette figure historique, la coopération entre les petits groupes aux idéologies très antagonistes qui forment l'opposition est gravement compromise. Et l'opposition risque de se discréditer si elle s'obstine à proposer ses services aux Américains. Elle sera alors considérée comme l'instrument d'une puissance extérieure, tout comme les communistes afghans dans les années 80. On peut relever toute l'incohérence de la politique américaine. Non seulement les Etats-Unis n'ont pas aidé l'opposition

afghane de manière significative du vivant de Massoud, mais ils ont laissé le Pakistan intervenir avec son armée sur le sol afghan. Leur soutien à l'opposition vient trop tard.

« Comment expliquer la stratégie américaine par rapport à l'Afghanistan ?

Le gouvernement américain, poussé à l'action par une opinion publique très ignorante du monde extérieur, est animé par un souci de visibilité, qui suppose de trouver un coupable à la hauteur du crime. De ce point de vue, la figure de Ben Laden est parfaite. Par ailleurs, une réponse essentiellement technologique et militaire, bien que totalement inadéquate à la nature de la menace, correspond à la culture stratégique américaine. La stratégie du gouvernement Bush telle qu'elle se précise, notamment la militarisation, est exactement celle qu'ont espérée et voulu les auteurs de l'attentat avec deux conséquences essentielles. Premièrement, la montée des tensions entre musulmans et non-musulmans, et ses conséquences, notamment à l'égard d'Israël. »

Propos recueillis par Marie Jégo

Le HCR alerte les Etats-Unis sur les « risques humanitaires » d'une intervention

GENÈVE

de notre correspondant

De retour d'un voyage rapide aux Etats-Unis, jeudi 20 septembre, le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Ruud Lubbers, a lancé un appel pressant aux pays voisins de l'Afghanistan pour « laisser leurs frontières ouvertes afin d'offrir protection aux Afghans désespérés fuyant leur pays en crise ». Après s'être entretenu à New York avec les responsables de l'ONU et à Washington avec les autorités américaines, il a appelé à la « formation d'une coalition humanitaire internationale » en vue d'un partage des responsabilités pour affronter une crise qui pourrait rapidement devenir « la plus grande opération d'aide jamais entreprise par le HCR ». Ruud Lubbers s'est efforcé d'attirer l'attention des autorités américaines sur « les graves risques humanitaires encourus par les populations civiles » en cas de représailles « trop vastes ou mal ciblées ».

Instruit par l'expérience dans les Balkans au moment du départ précipité des Kosovars, le HCR s'efforce de prendre les devants. Alors que tous les délégués internationaux ont quitté l'Afghanistan à la demande expresse de l'ONU, des

dizaines de collaborateurs locaux servent de relais pour maintenir le contact avec les talibans, tandis qu'environ 500 employés sont prêts à agir dans les pays limitrophes. Un premier appel provisoire de fonds (6 millions de dollars) a été transmis aux principaux donateurs pour mettre sur pied les opérations. D'ores et déjà, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les Occidentaux ont répondu qu'ils feraient « preuve de générosité » pour affronter l'urgence.

FRONTIÈRES FERMÉES

Principales victimes des années de guerre civile et du régime des talibans, les civils pâtissent des conséquences d'une sécheresse récurrente depuis trois ans, menaçant directement le quart de la population, près de cinq millions de personnes qui survivent. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a prévenu, le 18 septembre à Genève, qu'il ne dispose que de deux à trois semaines de stocks de denrées comestibles, quantité déjà insuffisante pour satisfaire les besoins de près de quatre millions de personnes qui dépendent uniquement de cette aide.

Dès le lendemain des attentats du 11 septembre, les habitants de Kaboul, Jalalabad ou Kandahar ont commencé à quitter les lieux pour se diriger d'abord vers les zones rurales. Plus d'un million de personnes se sont déjà déplacées à l'intérieur du pays. Des barrières de contrôle militaire ont été placées sur les routes menant vers le Pakistan, qui s'est efforcé de fermer sa frontière, tout comme l'Iran, limitant ainsi l'accès à de nouveaux réfugiés. Ces mesures n'ont cependant pas suffi à empêcher une dizaine de milliers d'Afghans de gagner les camps établis notamment autour de Quetta, au Pakistan, où 2 000 tentes supplémentaires ont été montées à la hâte.

Le HCR a dépêché sur place des renforts en personnel munis de tentes, de couvertures et de nourriture, tout en consolidant ses équipes à Islamabad et à Peshawar. Le Pakistan et l'Iran, qui abritent déjà respectivement 2,2 millions et 1,5 million d'Afghans, estiment avoir fait preuve de bonne volonté et redoutent un nouvel afflux de réfugiés. Peu d'Afghans ont trouvé refuge en Ouzbékistan, il n'y en a pratiquement pas au Turkménistan, et le Tadjikistan, qui en compte 10.000, ne paraît guère disposé à en accueillir davantage, de crainte de s'en trouver lui-même déstabilisé.

Jean-Claude Buhner

NEUBAUER

Peugeot 307. Actuellement chez Neubaueur.

Version 3 portes disponible immédiatement.*

* Hors 2,0i 16V et 2,0i HDi 110 ch.

AGIT DIRECTEMENT SUR LA CONFIANCE.

NEUBAUER

NEUBAUER à Paris Porte de Champerret

9, bd Gouvion-St-Cyr - 75017 Paris • 01 46 22 88 88



AL JAZEERA/AP

■ **KABOUL.** Mercredi 19 septembre, un petit millier de religieux afghans étaient appelés à Kaboul par le gouvernement des talibans pour se prononcer sur Oussama Ben Laden. A l'issue de deux jours de réunion, ils ont décidé de demander à « l'Emirat islamique (d'Afghanistan) de persuader Oussama Ben Laden de quitter librement l'Afghanistan pour l'endroit de son choix, au moment approprié ». Les oulémas ont précisé que si l'Amérique ne faisait pas « preuve de retenue » après cette décision « une guerre sainte deviendrait nécessaire ».

La Turquie craint une déstabilisation de la région

ISTANBUL

de notre correspondant

Dès les premiers jours de la crise, la Turquie, pays musulman membre de l'OTAN et allié loyal des Etats-Unis, a clairement annoncé qu'elle soutiendrait la lutte des Etats-Unis contre le terrorisme international. Mais ceinturée au sud par l'Irak, l'Iran et la Syrie, qui ont tous été, à un moment ou à un autre, accusés par Washington de soutenir des groupes terroristes, la Turquie est consciente qu'un conflit de longue durée à ses frontières pourrait avoir des conséquences sérieuses pour son avenir. Les diplomates turcs craignent notamment des attaques contre l'Irak, qui pourraient déstabiliser la région. L'armée demeure cependant en état d'alerte et « prête à toutes les éventualités ». Une activité intense règne à Incirlik, la base aérienne où sont installés les avions britanniques et américains qui patrouillent régulièrement la zone d'exclusion au nord de l'Irak, et où les vols se sont multipliés ces derniers jours.

Un sondage d'opinion publié dans le quotidien *Milliyet* indique que les sentiments de la population turque par rapport à la réaction des Américains sont complexes : bien qu'horrifiées par les attentats du 11 septembre, 74,3 % des personnes interrogées estimaient que Washington n'aurait pas dû « déclarer la guerre » et 61,9 % ont déclaré qu'elles ne souhaitaient pas d'engage-

ment direct de la Turquie. Certains groupes radicaux marginaux, tels que le DHKP-C qui a revendiqué un attentat-suicide à la bombe contre un poste de police qui a fait trois morts le 10 septembre à Istanbul, au nom de la lutte contre « les serviteurs qui exécutent et torturent au profit du FMI », sont ouvertement antiméricains.

Les autorités turques, qui voient un parallèle direct entre les attaques-suicides contre les Etats-Unis et le conflit que ses forces ont mené pendant quinze ans contre les séparatistes kurdes du PKK, sont outrées par la « duplicité » des Européens, qui se mobilisent aujourd'hui contre le terrorisme international. Le premier ministre, Bülent Ecevit, a attaqué ses alliés européens qui, a-t-il affirmé, ont pendant des années critiqué les violations des droits de l'homme en Turquie tout en abritant des groupes kurdes, gauchistes ou islamistes, actifs dans ce pays. « La plupart des attaques terroristes contre la Turquie sont planifiées dans ces pays. J'espère que maintenant ils vont se libérer de cette honte », a déclaré le premier ministre. L'impact des attentats aux Etats-Unis s'est pour l'instant surtout fait sentir sur l'économie. Le ministre de l'économie, Kemal Dervis, a annoncé qu'Ankara retarderait vraisemblablement le remboursement de 5 milliards de dollars au FMI, prévu pour 2002.

Nicole Pope

Entre la peur et l'espoir, les réfugiés afghans dans les camps du Pakistan

« Ce n'est pas musulman de tuer des innocents »

PESHAWAR

de notre envoyé spécial

L'espoir est-il compatible avec la peur ? Un bon musulman peut-il jamais rêver d'être libéré d'un joug islamiste par une armée d'infidèles ? Accroupi dans la poussière brûlante de Jalosai, sous l'ombre incertaine d'une hutte de pisé, Gul Mohammad, un paysan sans terre venu de Jalalabad, caresse, pensif, son épaisse barbe noire. Sous le turban grisé, le cerveau de l'Afghan caribure dur. Petit coup d'œil discret et circulaire sur les vingt ou trente barbues qui nous entourent, questionneurs et questionnés.

Ces journalistes occidentaux, avec leurs questions insistantes, sont parfois sans pitié. Et si l'imminente attaque américaine dont bruit toute la frontière avait pour conséquence de débarrasser l'Afghanistan non seulement de l'encombrant Oussama Ben Laden, d'origine saoudienne, mais aussi de ses protecteurs « étudiants en théologie », les talibans ? Ne seraient-ils pas tous heureux, ces quelque 2 millions de réfugiés de la misère végétant au Pakistan de pouvoir rentrer chez eux ? Gul Mohammad est bien embêté. Tout illettré soit-il, ce brave paysan en a évidemment envisagé l'éventualité, comme tous ses compagnons d'errance chassés de leurs terres par la famine, la guerre, l'impérialisme et l'oppression. Mais peut-on en parler à ce mécréant de passage qui, lui, ne risque rien avec ses questions ? C'est Shirin Khan, le patriarche du groupe, qui prend finalement la parole : « Nous autres, Afghans, sommes contre le terrorisme, ce n'est pas musulman de tuer des innocents. Si Oussama a commis le crime dont on l'accuse et si l'Amérique fournit les preuves de sa culpabilité, alors il doit être puni. »

Gros soupir de soulagement et borborgyme d'approbation dans l'assistance. Shirin Khan a bien

répondu à l'étranger. Bien sûr qu'il serait « heureux » de rentrer chez lui avec ses neuf enfants. Ils seraient tous heureux d'abandonner enfin ce camp pestilentiel – l'un des cinq de la North West Frontier Province du Pakistan – écrasant de soleil l'été, glacial l'hiver. Ils sont soixante-dix mille ici, à croupir à 35 km de la plus ancienne cité pakistanaise, Peshawar. Certains sont là depuis quinze ans.

Ce n'est pas ici que les marchands de tee-shirts à la gloire de Ben Laden font leur chiffre d'affaires

Ce n'est pas ici que les marchands de tee-shirts à la gloire de Ben Laden « le plus grand moujahid de l'Islam », qu'on s'arrache dans le bazar de Peshawar, font leur chiffre d'affaires. Ici, à Jalosai, seuls les corbeaux semblent prospères. Les enfants qui jouent pieds nus dans la poussière avec des cerfs-volants de fortune, qui tirent des charrettes de légumes pour aider leurs familles entassées sous les tentes, sont plutôt maigres. A Peshawar et dans les autres villes du « pays des purs », les partis religieux et leurs talibans promettent chaque jour un « *djihad* sanglant si les Américains touchent à l'Afghanistan ». A Jalosai, on n'a rien entendu de tel.

Dans sa clinique d'Haya Tabad, plus loin à l'est de Peshawar, M^{me} Fotonah Eshaq Gilani, directrice et bienfaitrice du Conseil des femmes afghanes, une organisation charitable qui gère des dispensaires et des écoles pour les réfugiés les moins miséreux, le dit nettement :

« Notre peuple ne soutient pas les talibans. Ils se sont imposés à nous par le sang et l'obscurantisme. S'ils s'en allaient, nous serions enfin libres. Mais pas comme ça, pas sous les bombes. J'ai reçu cinq appels de Kaboul aujourd'hui. Nos femmes, là-bas, me supplient de dire au monde qu'il ne faut pas attaquer le pays. Nous subissons la guerre et la faim depuis vingt-quatre ans, qu'allons-nous devenir si l'on nous tue encore ? Les Américains sont en colère et nous les comprenons. Ils ont perdu six mille innocents. Mais notre million et demi de morts à nous depuis 1979, qui s'en est jamais soucie ? N'ajoutons pas la mort à la mort, nous vous en supplions. Tous les talibans ne sont pas des fanatiques, certains sont modérés, c'est ceux-là qu'il faut soutenir. Ouvrons un dialogue avec eux et alors tout sera peut-être possible. »

Un peu de sagesse orientale dans un monde de brutes ? Les spécialistes maintiennent qu'il y a possibilité de scission chez les talibans. Mais il est bien tard. Depuis une semaine déjà, selon les Nations unies, plusieurs dizaines de milliers d'Afghans terrorisés ont fui leur maison et frappent à la porte du Pakistan. Le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) supplie le général-président Moucharrarf, qui dirige le « pays des purs », d'ouvrir les frontières. « Pas question, nous avons déjà 2,2 millions de réfugiés et nous n'avons pas les moyens d'en laisser entrer d'autres », répond la junte militaire.

Seuls les plus chanceux ou les plus riches ont pu entrer ces derniers jours. Quelques milliers tout au plus. M^{me} Gilani est formelle : « Si l'Amérique et le Pakistan, qui a créé les talibans, n'avaient pas commis autant d'erreurs avec notre malheureux pays, nous n'en serions pas là... »

Patrice Claude

La « guerre sainte », selon la loi musulmane

AU NOM de quel islam parvient-on à faire un aussi bon marché de la vie des autres ? A quelle lecture des textes sacrés faut-il se référer pour justifier le « martyr » de militants fanatiques ou cet appel à une « guerre sainte » (*djihad*) dont les plus extrémistes du régime taliban menacent les Etats-Unis ? La *djihad* relève d'une rhétorique familière à toute l'histoire des sociétés musulmanes, mais un peu d'exégèse coranique permet de mesurer les manipulations et mutilations de textes auxquelles parviennent, pour tenter de trouver une légitimité sacrée à leur folie, les auteurs d'attentats-suicides et tous les prédicateurs de *djihad*.

● **Le respect de la vie.** Comme la *Torah* juive et le *Nouveau testament* chrétien qu'il prétend récapituler, le *Coran* fait du respect de la vie sa valeur la plus sacrée. Verser le sang d'un homme est un péché irrémissible : « *Quiconque tue une personne non reconnue de meurtre ou de dépravation, c'est comme s'il avait tué l'humanité entière. Quiconque sauve une vie, c'est comme s'il faisait don de la vie à tous les hommes* » (sourate 5, verset 32). Rien n'est plus clair que le blâme infligé à celui qui tue intentionnellement. La peine est plus grave quand la victime est un « croyant en Dieu ». La sanction est « l'enfer pour l'éternité ». Dieu « *maudira l'assassin et lui préparera un châtement terrible* » (sourate 4, 93).

● **Le suicide** est un attentat contre la vie, *a fortiori* quand on y recourt pour ôter celle d'autrui. Le lecteur musulman est bien en peine de trouver dans son livre sacré le moindre début de justification à des opérations de type kamikaze : « *Ne vous tuez pas vous-mêmes, car Dieu ne cesse pas d'être miséricordieux avec vous* » (sourate 4, 29). Selon l'un des *haddith* les plus célèbres du Prophète (commentaires attribués à Mahomet), « *l'encore du savant est meilleure aux yeux de Dieu que le sang du martyr* ». Un suicide n'a jamais de raison valide et celui qui, par faiblesse ou par calcul, se supprime « sera privé de la miséricorde de Dieu au paradis et méritera sa colère en enfer ».

● **Au nom de la justice.** Autrement dit, la vie est un don sacré de Dieu que lui seul peut retirer :

« *Sauf justice, ne détruisez pas la vie que Dieu a rendue sacrée* » (sourate 17, 23). « *Ne tuez pas votre prochain, sauf en toute justice* » (6, 15). Quelle est donc cette « justice » qui équivaldrait à une permission de tuer ? La tradition des compagnons du Prophète réserve à trois cas la possibilité pour le musulman d'appliquer à son semblable la justice divine : s'il a tué (crime prémédité) ; s'il a commis l'adultère (qui doit être reconnu par quatre témoins), sanction déjà prévue dans la loi de Moïse ; s'il a apostasié sa religion (l'islam n'impose à personne de devenir musulman, mais ne tolère pas qu'on y renonce). Seul le détenteur de l'autorité de justice peut appliquer la sentence. Il n'appartient pas aux individus de se faire justice eux-mêmes.

● **La *djihad*.** Les principales ambiguïtés viennent de la notion de *djihad*, riche en interprétations contradictoires. L'herméneutique et l'histoire sont divisées par ce terme que les écoles fondamentalistes et les non-musulmans traduisent improprement par « guerre sainte ». Le mot désigne le « combat intérieur » du fidèle pour atteindre la perfection individuelle. La lutte armée, pour défendre la foi et la terre de l'islam, est bien prévue, mais se fait appeler *djihad mineur* (*al jihad-l-asghar* ou petit effort), expression que le Prophète a utilisée. A distinguer de la *djihad majeur* (*al jihad-l-Akbar* ou grand effort), qui signifie la lutte de l'homme contre ses mauvais instincts. La *djihad* est toujours la volonté de lutter contre le mal et pour la victoire du bien.

● **Les ennemis.** Comment ? Il faut se défier ici d'une interprétation excessivement apologétique de l'islam. Le *Coran* multiplie les termes les plus guerriers pour désigner, combattre, convertir trois catégories d'ennemis : les idolâtres (*mushrikun*), les infidèles non-musulmans (*kufar*), les hypocrites (*munaafiqun*). La deuxième sourate, dite de la Vache, n'a pas de mots assez durs pour vitupérer « ceux qui cherchent à tromper Dieu », les « mécréants », « ceux qui répandent l'immoralité sur terre », les « êtres malfaisants », ou « les transgresseurs des lois divines », bref ceux dont la vie sur terre n'est que crime, injustice, immoralité.

L'enfer et le feu (*nar*) leur sont promis. Les gens du Livre (juifs, chrétiens) y échappent, mais les idolâtres-polythéistes, appelés à reconnaître l'autorité de Dieu par la contrainte si nécessaire (sourate 9, 36), ou les ignorants sont voués aux pires châtements.

On devine le profit que les fondamentalistes, jusqu'à l'époque moderne et sous toutes les latitudes, vont tirer d'une littérature aussi belliqueuse : « *Combattez ceux qui luttent contre vous. S'ils vous combattent, combattez-les ; s'ils s'arrêtent, cessez de combattre. Soyez hostiles envers quiconque vous est hostile* » (sourate 2, 190). Si la figure archétypale de la Bible est celle du pauvre, dans le *Coran*, c'est l'homme du *djihad*, celui qui combat victorieusement tant l'ennemi extérieur que le mal intérieur. Mais la lettre sacrée ne justifie jamais que l'état de légitime défense : « *Ne combattez pas ceux qui ne vous ont pas fait de mal* » (sourate 60, 8). Pour les historiens et la plupart des théologiens réformateurs de l'islam, la lutte armée est exclusivement réservée aux combats menés par le Prophète et ses compagnons pour se défendre au VII^e siècle des persécutions des Mecquois idolâtres. Et elle n'aurait été historiquement justifiée que comme autodéfense contre les ravages des croisés contre les populations musulmanes et juives.

● **L'orientation générale.** Autrement dit – et ce n'est pas nouveau en exégèse – on peut tout faire dire à un texte, si on n'en sélectionne que des extraits servant une thèse, si on le sort de son contexte historique et si on fait semblant d'ignorer l'orientation générale. Celle du *Coran* est pourtant claire : c'est l'*ikraha fid-din* (« Il n'y a nulle contrainte en religion »). La communauté musulmane est celle du « juste milieu », ajoutent les *haddith*. Et la deuxième sourate dit encore que « Dieu n'impose rien à l'âme qui ne soit au-dessus de sa capacité ». Cette attitude devrait rejeter hors de l'islam toute manifestation d'obscurantisme et de violence, toute forme de régression spirituelle qui n'imposerait pas à l'individu le respect d'autrui et de lui-même.

Henri Tincq

Sexe, drogue et rock'n'roll. Plutôt inhabituel pour un spécial 'technologie'!

La procréation artificielle, les dernières découvertes pharmaceutiques, les technologies du son. Des sujets qui vous surprendront! Supplément spécial 'Technology Quarterly' - en vente le 21 septembre dans The Economist.

The Economist

Les Quinze prennent des mesures pour combattre le terrorisme

A la veille du sommet consacré aux attentats, les Européens ont annoncé, jeudi 20 septembre, une série de mesures pour accroître, sous la coordination d'Europol, la coopération de leurs services de police et de renseignement et accélérer la mise en place des mesures d'encadrement judiciaire

BRUXELLES

de notre bureau européen

L'émotion suscitée par les attentats du 11 septembre contre les Etats-Unis va-t-elle accélérer la création de l'espace judiciaire et de sécurité européen ? Réunis d'urgence, vendredi 21 septembre, pour un sommet extraordinaire consacré à la riposte européenne, les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze devaient examiner leur réponse aux demandes de soutien américaines ainsi que les mesures à prendre pour renforcer leur propre lutte contre le terrorisme.

A la veille du sommet, une série de mesures ont été annoncées pour accroître, sous la coordination d'Europol, la coopération des services de police et de renseignement, et accélérer la mise en place des mesures d'encadrement judiciaire prévues par le sommet de Tampere en 1999. Elles ont été arrêtées à Bruxelles au cours d'un conseil extraordinaire des ministres de la justice et des affaires intérieures (JAI). Les ministres se sont notamment engagés à parvenir d'ici à décembre à un accord politique sur deux propositions de la Commission destinées à résoudre les blocages actuels en matière d'extradition.

La première touche au cœur des souverainetés nationales. Elle propose le remplacement de la procédure d'extradition par un mécanisme de transfert automatique d'un Etat membre à un autre, au moyen d'un mandat d'arrêt européen. La procédure de l'extradition n'est actuellement rapide que lorsque la personne visée y consent, ce qui a par exemple été le cas d'Alfred Sir-

ven, l'homme-clé de l'affaire Elf, extradé de l'Allemagne vers la France. En revanche, elle est fort lente lorsque les personnes s'y opposent : elles peuvent alors épuiser toute une série de recours. Certains pays, comme la France, refusent en outre d'extrader pour des motifs politiques : les anciens activistes d'extrême gauche italiens ayant rompu avec le terrorisme

des « années de plomb » ont ainsi été protégés, depuis 1985, par une décision de François Mitterrand. Plusieurs pays ont été longtemps réticents à livrer à l'Espagne les activistes de l'ETA recherchés par Madrid.

La procédure de l'extradition impose le principe d'une double incrimination des infractions : l'Etat auquel elle est demandée exi-

ge que les faits pour lesquels la personne est poursuivie soient punis dans sa législation. Or, tant que les droits ne sont pas harmonisés, la condition est difficile à remplir. L'objet du mandat d'arrêt européen est de supprimer le principe de cette double incrimination : il se fonde sur la reconnaissance mutuelle des décisions de justice. Cette reconnaissance mutuelle, a rappelé Antonio Vitorino, commissaire en charge de la JAI, constitue « la pierre angulaire de la coopération judiciaire européenne ».

Le mandat d'arrêt européen doit être exécuté dans un délai de trois mois. Les pays ne peuvent s'y opposer que pour des raisons qu'ils énumèrent limitativement, en dressant une liste de comportements ne pouvant donner lieu à des poursuites (comme l'euthanasie, dépenalisée aux Pays-Bas). Un Etat peut aussi subordonner l'exécution du mandat d'arrêt à la condition que la réclusion à perpétuité ne s'appliquera pas : c'est ce qu'avait fait le Portugal avant d'accepter l'extradition vers la France de Sid Ahmed Rezala, le « tueur des trains ».

Nombre d'Etats – parmi lesquels l'Allemagne et les Pays-Bas – ont

fait savoir qu'il leur serait difficile, « pour des raisons constitutionnelles », d'abandonner le principe de la double incrimination. En fait, c'est la volonté politique qui est en cause, d'autant que la proposition de la Commission couvre quasiment tout le spectre des codes pénaux : elle s'appliquerait en effet aux personnes faisant l'objet de poursuites passibles d'une peine de prison d'au moins un an.

UNE NÉCESSAIRE HARMONISATION

Les ministres se sont d'ailleurs mis d'accord pour parvenir à une définition commune des actes terroristes, qui éviterait les disparités existantes, seuls six Etats européens (France, Allemagne, Italie, Portugal, Espagne, Royaume-Uni) s'étant dotés d'une législation spécifique. La Commission leur propose de dire que les actes de terrorisme sont des infractions de droit commun « commises intentionnellement par un individu ou un groupe, contre un ou plusieurs pays (...) en vue de menacer, de porter gravement atteinte ou de détruire leurs structures politiques, économiques ou sociales ».

Rafaële Rivais

Les consignes pour une riposte commune

Réunis jeudi 20 septembre à Bruxelles, les ministres européens de l'intérieur et de la justice ont donné une série de consignes à leurs responsables de la sécurité pour organiser une riposte commune au terrorisme.

● **Une unité de spécialistes antiterroristes** va être constituée au sein d'Europol « pour une durée de six mois renouvelable ».

Les Etats membres désigneront à cet effet des officiers de liaison provenant des services de police et de renseignement spécialisés.

● **Les autorités compétentes** doivent constituer « sans délai » une ou plusieurs équipes conjointes composées d'officiers

de police et de magistrats spécialisés dans la lutte antiterroriste, de représentants de pro-Eurojust et d'Europol pour coordonner les enquêtes en cours présentant des liens entre elles.

● **Eurojust**, le corps de magistrats européens chargé de travailler avec Europol, devra être opérationnel début 2002.

● **La Task Force** des chefs de police européens est chargée d'organiser, avant le 1^{er} novembre, une réunion ad hoc des chefs des unités antiterroristes de l'Union européenne pour réfléchir aux missions à confier à l'unité antiterroriste.

● **Le directeur d'Europol** devra faire un rapport, au conseil des 6 et 7 décembre, sur la transmission des données en matière de terrorisme entre les pays, qui pose encore problème. Pour « intensifier » la coopération et l'échange d'informations entre les services de sécurité et de renseignement, y compris Europol, les responsables de ces services sont appelés à se réunir « régulièrement » et à prendre des mesures « sans retard ».

● **Le groupe « terrorisme »**, en collaboration avec Europol, est chargé de développer des plans d'intervention transfrontaliers.

● **Les Etats membres** sont invités à intensifier leur coopération en ce qui concerne la production et le stockage d'armes et d'explosifs.

Le mandat d'arrêt européen se substituera aux lois d'extradition des pays

IMAGINEZ un juge de Hambourg – ou de Marseille – qui lance un mandat d'arrêt européen contre un suspect réfugié en Espagne – ou aux Pays-Bas – et qui le récupère, quelques jours après son interpellation, sans plus de difficulté et en évitant les circonvolutions juridiques de l'extradition... Tel est le projet qu'ont formé les concepteurs du mandat d'arrêt européen, une innovation de la Commission européenne qui pourrait faire franchir un pas décisif à l'Europe en matière de coopération judiciaire. Le mandat d'arrêt européen a en effet pour ambition de se substituer aux lois d'extradition des pays qui l'auront adopté. Une « révolution copernicenne », selon le mot d'un magistrat français, tant les Etats membres de l'Union sont traditionnellement jaloux de leur souveraineté en matière judiciaire.

Depuis l'Appel de Genève, lancé le 1^{er} octobre 1996 par sept magistrats qui réclamaient un véritable espace judiciaire européen, des progrès significatifs ont été faits en matière d'entraide judiciaire : les commissions rogatoires internationales, ces demandes d'investigations faites par un magistrat d'un pays à un autre magistrat étranger, ne sont plus soumises à l'approbation des diplomaties mais se transmettent dorénavant de juges à juges. L'Union européenne a également mis en place, en mars,

« Eurojust », une unité de magistrats européens chargée de faciliter les enquêtes transfrontières. Le 13 juin, Eurojust réunissait ainsi une dizaine de magistrats antiterroristes d'Espagne, d'Angleterre, de Belgique, d'Italie, d'Allemagne et de France autour... des réseaux Ben Laden. « Il nous était signalé que plusieurs magistrats travaillaient autour de cette mouvance, il était important qu'ils partagent leurs informations, explique Olivier de Baynast, membre français d'Eurojust. En matière de terrorisme, les magistrats prennent actuellement conscience qu'ils n'arriveront plus à lutter s'ils restent isolés. »

UNE PRÉROGATIVE POLITIQUE

Si les magistrats antiterroristes commencent à coopérer, ils se heurtent toujours aux procédures d'extradition, qu'ils qualifient de « gros point noir » de l'Europe judiciaire. L'extradition, qui permet à un juge de se faire remettre une personne qu'il souhaite juger par le pays dans lequel il s'est réfugié, reste une prérogative éminemment politique. En Europe, la plupart des législations des pays impliquent un double regard sur la demande d'extradition, d'abord judiciaire puis politique, ce qui peut prendre des mois, parfois des années. Par ailleurs, la France, la Suède, l'Autriche, le Luxembourg, la Grèce et le Portugal refusent toujours d'extrader leurs ressortissants, quand

bien même ceux-ci seraient recherchés pour des crimes graves à l'étranger.

La disparité et la complexité des législations rendent donc aléatoires les progrès des enquêtes, en fonction des pays où se sont réfugiées les personnes recherchées. « Avec l'Allemagne, l'Italie ou la Belgique, les extraditions sont assez rapides, témoigne un juge français. Mais avec la Grande-Bretagne, c'est effrayant ! » La demande d'extradition de la France vers l'Angleterre pour se voir remettre Rachid Ramda, impliqué dans la vague d'attentats islamistes de 1995, illustre ces difficultés jusqu'à la caricature (*lire ci-dessous*). La France, qui se donne parfois plusieurs années pour examiner les demandes d'extradition, s'est vu infliger une leçon de rapidité par l'Allemagne, en février, qui a permis l'extradition d'Alfred Sirven, recherché dans l'affaire Elf, selon une procédure accélérée. Enfin, l'opinion publique française a découvert, sidérée, que l'extradition n'allait pas de soi entre deux pays comme la France et le Portugal, quand un jeune criminel en série, Sid Ahmed Rezala, s'y était réfugié, en janvier 2000.

« On a, à l'heure actuelle, avec l'espace Schengen, ce que j'appelle un phénomène de cliquet, estime Jean-Louis Bruguière, juge antiterroriste parisien, cité dans l'ouvrage *L'Europe judiciaire. C'est-à-dire une grande liberté d'action et de circulation pour des gens*

qu'on ne peut ni récupérer ni juger. » Consciente de ces blocages, l'Union européenne a tenté de faire adopter deux conventions, en 1995 et 1996, accélérant les procédures d'extradition : la première raccourcissait les délais quand la personne interpellée donnait son accord à l'extradition ; la seconde rendait l'extradition automatique en cas d'infractions graves comme le terrorisme, et autorisait l'extradition des nationaux. Mais ces deux textes ne sont pas entrés en vigueur, trop peu de pays les ayant ratifiés.

UN NOUVEL ESPACE JUDICIAIRE

Afin de sortir de l'impasse, l'Union européenne a donc changé de logique. Exit les procédures d'extradition ; ne reste qu'une procédure unifiée, appelée le « mandat d'arrêt européen ». Initié par le sommet européen de Tampere d'octobre 1999, ce projet ambitieux a mûri avant de trouver toute sa pertinence depuis les attentats aux Etats-Unis. Fondé sur une confiance réciproque dans les justices de chaque pays, le mandat d'arrêt européen met à bas les procédures d'extradition. Il crée donc, en théorie, un nouvel espace judiciaire, au sein duquel les personnes recherchées pourraient être rapidement arrêtées et livrées aux magistrats qui les demandent, sans considérations d'ordre politique. Le mandat d'arrêt européen

prévoit également que chaque pays accepte de livrer ses ressortissants.

Nécessaire au regard de l'efficacité des enquêtes judiciaires, séduisant dans sa simplicité, le mandat d'arrêt européen soulève pourtant des difficultés, notamment en matière de libertés individuelles. « Il faut faire attention à ne pas livrer des personnes sur la base de charges légères, s'inquiète un magistrat. Qu'en sera-t-il si la personne est finalement déclarée innocente ? » D'autres soulignent le risque d'une approche totalement dépolitisée des infractions terroristes. « Si on livrait systématiquement tous les Basques d'ETA que nous réclame l'Espagne, je ne suis pas certain qu'on ne mettrait pas en danger nos concitoyens avec d'éventuelles représailles », s'interroge un autre. Quid, par exemple, des anciens terroristes des Brigades rouges italiennes, que la France refuse d'extrader depuis le début des années 1980 ? Autant de questions qui devraient être apremment discutées lors des négociations définissant précisément les contours du mandat d'arrêt européen.

Cécile Prieur

★ **L'Europe judiciaire, Enjeux et perspectives**, de Pierre Rancé et Olivier de Baynast, préface de Jacques Delors, éditions Dalloz, 2001, 92 francs.

Depuis six ans, Paris demande à Londres d'extrader Rachid Ramda, soupçonné d'avoir financé les attentats de 1995

LONDRES

de notre correspondant

Dans sa cellule de la prison de Belmarsh, au sud de Londres, un islamiste algérien de 31 ans, qui aurait dû se réjouir des récents attentats anti-américains, a toute raison, au contraire, de se faire du souci. Depuis près de six ans, Rachid Ramda échappe à la justice française, qui demande régulièrement son extradition au gouvernement britannique. Le projet des Quinze, auquel Londres adhère pleinement, de supprimer entre eux la procédure d'extradition et d'instaurer un mandat d'arrêt européen devrait, en toute logique, permettre de transférer rapidement en France l'homme qu'elle soupçonne d'avoir financé – entre autres – l'attentat à la station de RER Saint-Michel, qui avait fait 8 morts et 150 blessés, le 25 juillet 1995.

Installé à Londres, Rachid Ramda, dit « Elyas », était chargé de la rédaction et de la diffusion du journal *Al Ansar*, organe de propagande des Groupes islamiques armés, le GIA algérien. Dès 1994 au moins, il était l'un des principaux dirigeants du GIA en Europe, où il a financé les opérations menées par Ali Touchent, l'« émigré » dont les autorités algériennes ont annoncé la mort à Alger en 1998.

Après l'attentat de Saint-Michel, la police française a saisi un docu-

ment de transfert de devises en provenance d'une banque londonienne et destinée à Boualem Bensaïd, tenu pour le responsable opérationnel de l'attentat. Un peu plus tard, la police britannique a découvert le bordereau d'envoi des fonds. Il portait les empreintes de Rachid Ramda.

La perquisition de Scotland Yard au domicile du suspect a établi ses liens avec le GIA. Répondant aux mandats d'arrêt internationaux délivrés en France contre Rachid Ramda, la police britannique l'a placé sous écrou extraditionnel le 8 novembre 1995. Près de six ans plus tard, il s'y trouve toujours, au grand dam des juges français, impatients de le faire comparaître devant une cour d'assises.

ÉVITER UNE PROVOCATION INUTILE

Un tribunal anglais a pourtant autorisé, en juin 1996, l'extradition de Rachid Ramda. Mais la décision de la mettre en œuvre appartient au chef du Home Office, le ministre de l'intérieur, et à lui seul. A supposer qu'il l'ait prise plus tôt, la procédure aurait de toute façon traîné. La protection de l'*Habeas corpus* permet à tout extradé potentiel de faire appel devant la Haute Cour et, en dernier ressort, de saisir la Chambre des Lords.

Spécialiste de ce genre d'affaires, l'avocate de Rachid Ramda, Gar-

reth Pierce, affirme que son client est innocent et qu'il ne pourrait avoir « un procès équitable » en France. Elle a même envisagé de saisir la Cour européenne de justice pour contester la « durée anormalement longue » de la détention sans procès de Rachid Ramda. La demande d'extradition de ce détenu algérien est aujourd'hui la plus ancienne, encore en souffrance, émise par la France. « Il n'y a pour l'instant rien de nouveau dans ce dossier. Nous n'avons d'ailleurs pas l'habitude de commenter les demandes d'extradition », déclarait au Monde, jeudi 20 septembre, une porte-parole du Home Office.

Au-delà du respect sourcilieux des droits des détenus, l'inaction britannique répondait à un souci plus politique : éviter tout geste de provocation inutile envers la communauté musulmane britannique. Les attentats du 11 septembre ont balayé ces prudences. Le ministre de l'intérieur, David Blunkett, veut accélérer l'extradition des terroristes présumés. Il est en phase avec les Britanniques qui, selon un sondage du *Daily Telegraph* publié jeudi, prônent la fermeté. 93 % d'entre eux souhaitent que la police incarcère ceux qui, en Grande-Bretagne, « aident ou encouragent les terroristes ».

Jean-Pierre Langellier

Sept personnes appartenant à la mouvance islamiste ont été interpellées en France par les policiers de la DST

SEPT PERSONNES

des hommes et des femmes soupçonnés d'appartenir à la mouvance islamiste, ont été interpellées, vendredi 21 septembre à l'aube, en région parisienne, par les policiers de la Direction de la surveillance du territoire (DST) qui agissaient sur commission rogatoire des juges d'instruction antiterroristes parisiens Jean-Louis Bruguière et Jean-François Ricard. Ces interpellations ont été effectuées vers 6 heures du matin à Bezons (Val-d'Oise), Vigneux-sur-Seine et Chilly-Mazarin (Essonne), dans le cadre de l'information judiciaire ouverte le 10 septembre à Paris concernant des menaces terroristes sur les intérêts américains en France. Les personnes interpellées ont toutes été placées en garde à vue dans des locaux de la DST à Paris. Les enquêteurs souhaitent procéder à des vérifications sur d'éventuelles connexions avec Djamel Beghal, un Franco-Algérien de 35 ans, arrêté en juillet à l'aéroport de Dubaï, aux Emirats arabes unis. Deux des personnes interpellées vendredi pourraient avoir rencontré Djamel Beghal lors de ses séjours en Europe.

Ces sept personnes étaient sous l'étroite surveillance des services de renseignement depuis plusieurs mois, en raison de leurs liens supposés avec la mouvance

islamiste internationale, en relation avec Oussama Ben Laden, le milliardaire d'origine saoudienne que les Etats-Unis considèrent comme l'inspirateur des attentats du 11 septembre à New York et à Washington. L'opération menée vendredi matin fait suite à l'arrestation de Djamel Beghal, un fondamentaliste musulman. Identifié par les services de renseignement français comme un islamiste radical de la mouvance salafite – qui prône un retour aux préceptes originels de l'islam –, Djamel Beghal a effectué plusieurs séjours dans des camps en Afghanistan supervisés par Oussama Ben Laden.

UNE INFORMATION JUDICIAIRE

Arrêté à l'aéroport par la police des Emirats, Djamel Beghal avait déclaré aux enquêteurs que des terroristes envisageaient de prendre pour cible des intérêts américains en France, citant notamment l'ambassade, à Paris (*Le Monde* du 21 septembre). Ces déclarations, communiquées à la justice française dans le courant du mois d'août, avaient entraîné l'ouverture d'une information judiciaire à Paris, le 10 septembre – la veille des attentats commis aux Etats-Unis –, pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Djamel Beghal avait également livré des informa-

tions sur la présence dans deux autres pays européens, la Belgique et les Pays-Bas, d'islamistes appartenant au même réseau chargé de frapper en France. Au total, dans ces trois pays, une cinquantaine de suspects avaient été placés sous surveillance. Les attentats survenus le 11 septembre ont cependant précipité les enquêtes, les policiers belges et leurs homologues néerlandais ayant choisi d'interpellés sans plus attendre les islamistes qu'ils surveillaient depuis plusieurs semaines. Au cours d'une perquisition en Belgique, des plans de l'ambassade américaine à Paris ont d'ailleurs été saisis.

L'initiative des enquêteurs belges et néerlandais avait suscité l'irritation des services antiterroristes français qui auraient souhaité que les surveillances soient poursuivies afin d'obtenir d'autres éléments sur les islamistes liés à Djamel Beghal. Constatant – notamment grâce aux écoutes téléphoniques – que les arrestations effectuées en Belgique et aux Pays-Bas avaient alerté les membres français du réseau, les enquêteurs ont décidé d'interpeller à leur tour les suspects identifiés en région parisienne.

Pascal Ceaux et Fabrice Lhomme



JIMIN LAI

■ **KUALA LUMPUR, MALAISIE.** Jeudi 20 septembre, des policiers surveillent les abords des tours jumelles Petronas, les plus hautes de la planète. La sécurité y a été considérablement renforcée après les attentats perpétrés, mardi 11 septembre, contre les tours du World Trade Centers, à New York.

Dramatique augmentation du nombre des victimes

Le bilan de la destruction des deux tours du World Trade Center s'est aggravé brutalement, jeudi 20 septembre. Le maire de New York, Rudolph Giuliani, a indiqué que 6 333 personnes étaient portées disparues dans les ruines des deux tours, soit 900 de plus que l'estimation précédente. Au total, ce sont près de 7 000 personnes qui ont péri, mardi 11 septembre, dans la série d'attentats qui ont frappé les Etats-Unis.

« La principale raison de cet accroissement vient de chiffres (nouveaux) pour les ressortissants étrangers, a expliqué le maire de New York. Par exemple, seulement pour les Britanniques, nous avons 250 disparus. » M. Giuliani a précisé que le nombre des morts confirmés (qui n'ont pas tous été identifiés) s'élevait pour l'instant à seulement 241. Par ailleurs, 6 291 personnes ont été blessées et ont reçu des soins, a-t-il ajouté. Si les recherches de survivants se poursuivaient jeudi soir, l'espoir d'en retrouver était pratiquement nul. — (AFP.)

WASHINGTON, NEW YORK
de notre envoyé spécial

Avant même les attentats du 11 septembre, certains Américains affublaient déjà le FBI d'un surnom peu enviable : « Famous But Incompetent » (célèbre mais incompétent). Cette police fédérale, dont 4 000 agents enquêtent aujourd'hui sur les pirates de l'air et leurs éventuels complices, passait pour être une administration figée et hautaine. Les récents événements n'ont fait qu'aggraver cette image. Il lui est maintenant reproché, tout comme à la CIA, d'avoir négligé le risque terroriste sur le sol américain. Les services concernés ont beau rétorquer qu'il est facile de critiquer a posteriori, surtout dans un domaine aussi délicat que la lutte contre les réseaux islamistes, rien n'y fait. Le public gronde, les élus s'indignent et les preuves de défaillances s'accumulent, illustrant chaque jour davantage le retard pris en matière d'antiterrorisme.

La première défaillance concerne le traitement des renseignements en provenance d'Europe. Selon nos informations, d'importantes réunions franco-américaines s'étaient en effet tenues à Paris, entre le 5 et le 6 septembre, soit quelques jours avant les attentats. Des représentants des services américains avaient alors rencontré des policiers de la DST et des militaires de la DGSE. Les discussions avaient porté sur de graves menaces pesant contre les intérêts américains en Europe, en particulier l'ambassade des Etats-Unis en France. A cette occasion, la DST avait attiré l'attention des visiteurs sur un Français d'origine marocaine détenu aux Etats-Unis depuis le 17 août et considéré comme un activiste islamiste de premier plan. Or la délégation américaine, préoccupée avant tout par les questions d'administration

et de procédure, n'avait guère prêté attention à cette « alerte », estimant en substance qu'elle n'avait pas de conseils à recevoir et qu'un attentat sur son territoire était inimaginable. Il a fallu attendre le 11 septembre pour que le FBI s'intéresse vraiment à cet homme dont on sait maintenant qu'il a fréquenté deux écoles d'aviation, comme au moins sept des kamikazes.

L'autre défaillance avérée concerne deux pirates de l'air, Khalid Al-Midhar et Nawaq Alhamzi. Dès le mois d'août, la CIA avait informé les services de l'immigration, puis le FBI, du fait que ces deux hommes, soupçonnés d'appartenance aux réseaux Ben Laden, étaient susceptibles de venir aux Etats-Unis. En fait, ils s'y trouvaient déjà depuis plusieurs semaines. Selon le quotidien *Los Angeles Times*, le FBI aurait tardé à engager des recherches et, surtout, n'aurait pas averti les compagnies aériennes qu'ils figuraient sur une « liste noire ». Les agents fédéraux n'ont retrouvé leur trace que le 11 septembre, dans les décombres du Boeing qui s'est écrasé contre le Pentagone...

Le FBI et la CIA étaient à mille lieues d'imaginer que des terroristes partiraient à l'assaut des Etats-Unis ; surtout en utilisant des armes aussi banales que des couteaux et des cutters. Paradoxalement, ils redoutaient davantage une attaque de type « NBC » (nucléaire, bactériologique, chimique) que des détournements d'avions. Bien sûr, il y avait eu, en 1993, l'explosion d'une camionnette piégée au World Trade Center (six morts et un millier de blessés) mais cela restait, à leurs yeux, un acte isolé. Deux ans plus tard, en 1995, la police philippine avait pourtant informé le FBI que des islamistes arrêtés à Manille préparaient des attaques aériennes aux Etats-Unis. A l'époque, les agents fédéraux

n'avaient pas pris la menace au sérieux, selon les hauts responsables philippins interrogés récemment par la chaîne CNN.

L'attentat de 1993 au World Trade Center n'a pas davantage conduit le FBI et la CIA à réviser vraiment leur approche de la mouvance islamiste, bien implantée aux Etats-Unis et au Canada voisin (réseaux maghrébins). Selon les spécialistes interrogés par *Le Monde*, les Américains méconnaissent ces milieux et manquent d'hommes capables de les infiltrer ; une tâche, il est vrai, beaucoup plus délicate

ourdou. « Ils courent sous des milliers d'informations et l'on se demande ce qui va ressortir de tout cela », estime-t-on dans leur entourage.

Le FBI et la CIA, confrontés à ces investigations titanesques, submergés par les appels téléphoniques et les e-mails du public, donnent le sentiment de vouloir racher au plus vite ce qui est perçu ici comme leur échec. La stratégie consistant à ratisser large (au moins 7 personnes arrêtées, 75 interrogées et 200 recherchées, toutes d'origine arabe) ne trahit-elle pas un affolement face à un adversaire, Oussama Ben Laden, contre lequel ils disposent d'un faisceau d'indices mais de peu d'éléments juridiquement fiables ? De la même manière, on peut s'interroger sur la mise en cause, par des responsables politiques, de pays ayant, selon eux, apporté leur soutien opérationnel aux terroristes. A ce jour, en effet, l'enquête n'a pas établi un tel lien.

Le problème de l'identité des dix-neuf kamikazes est révélateur de cet empressément à désigner des coupables. Le directeur du FBI, Robert Mueller, s'était sans doute avancé un peu vite, le 14 septembre, en estimant que les identités des pirates de l'air avaient de grandes chances d'être exactes ; ce qui paraissait pourtant peu probable de la part de terroristes si organisés. Les médias américains, plus pressés encore que M. Mueller, ont cité des noms, diffusé des photos et désigné l'Arabie saoudite comme le pays d'origine d'un grand nombre de kamikazes. Or il s'avère aujourd'hui qu'il s'agissait, pour certains d'entre eux, de patronymes et de nationalités d'emprunt. Quant aux clichés, ils pourraient correspondre, dans au moins deux cas, à des hommes vivants et totalement étrangers à l'affaire.

Philippe Broussard

Les services de Washington méconnaissent ces milieux et manquent d'hommes capables de les infiltrer. Ils sont désormais distancés

qu'au temps de la guerre froide, quand « l'ennemi » était soviétique. Pour avoir privilégié pendant des années l'aspect technologique du travail de renseignement (écoutes, surveillance de l'Internet, etc.) au détriment de la dimension humaine (infiltration, informateurs, etc.), les services de Washington sont désormais distancés. D'où, par exemple, le recrutement en urgence, ces derniers jours, d'interprètes aptes à traduire, voire à décoder, les innombrables documents saisis lors des perquisitions et les conversations téléphoniques interceptées ici ou là en arabe, farsi ou

17-23 septembre 2001

Semaine
du Transport
Public

Et vous, comment vous déplacez-vous ?

Pour faire des économies d'énergie, nous éteignons les lumières en sortant d'une pièce. Pour favoriser le recyclage des déchets, nous participons au tri sélectif. Et pour limiter la pollution de l'air, limiter les nuisances sonores, lutter contre l'effet de serre ?

Que faisons-nous ?

Pour nos déplacements en ville, nous privilégions souvent la voiture particulière alors qu'il faudrait, pour vivre mieux maintenant et dans l'avenir, utiliser plus souvent les transports en commun, marcher ou rouler en vélo.

Nous voudrions tous aujourd'hui

- Respirer un air plus pur dans nos villes, en diminuant la pollution locale due à l'excès de circulation automobile.
- Éviter l'aggravation de l'effet de serre qui a des conséquences néfastes sur nos climats (plus de sécheresse, plus de tempêtes, plus d'inondations).
20 % des déplacements en voiture ne dépassent pas 1 kilomètre. L'utilisation de la voiture peut entraîner jusqu'à 6 fois plus de gaz à effet de serre, par personne et par kilomètre parcouru, que si on se déplaçait en transport public.
- Retrouver une ville plus silencieuse : plus du tiers des Français souffre de la pollution sonore liée au trafic routier trop intense.
Selon l'INRETS, plus de 10 millions de Français sont exposés à des bruits supérieurs à 65 décibels. Pour entendre une personne qui parle normalement, le bruit extérieur ne devrait pas dépasser 55 décibels.
- Mais aussi, réduire le nombre d'accidents sur les routes : 8 000 morts et 33 000 blessés graves par an.
2/3 des accidents corporels se produisent en ville ; ils représentent 30 % des tués. Selon les statistiques, 1 personne sur 3 sera accidentée au cours de sa vie.

Chaque année, le trafic automobile croît en moyenne de 2 %, entraînant un encombrement de plus en plus important de l'espace public urbain, alors que, pour respecter les accords internationaux sur l'effet de serre qui préparent l'avenir, pour retrouver les niveaux d'émissions de CO₂ de 1990, il faudrait qu'il diminue.

Depuis près de 20 ans, les politiques menées par les acteurs des déplacements favorisent, dans le cadre de plans de circulations et de déplacements urbains, l'usage des modes alternatifs à la voiture particulière — transports publics, taxis, vélo, marche — afin de rendre la ville plus agréable et plus solidaire.

Aujourd'hui, nos villes commencent à redécouvrir le charme des tramways et la rapidité des bus sur leurs voies réservées...

Mais il faut aller plus loin :

pour préserver notre environnement et notre santé, pour préserver la planète de nos enfants, adaptions nos moyens de transport à nos déplacements, et utilisons les transports publics chaque fois que nous le pouvons.

Aujourd'hui, chacun peut faire beaucoup pour demain...

Le Comité de promotion des transports publics

le Groupement des autorités responsables de transport, l'Union des transports publics, la Fédération nationale des transports de voyageurs, la Société nationale des chemins de fer français, la Régie autonome des transports parisiens, l'Association française du gaz naturel pour véhicules, le Club des villes diester, l'Association des maires de l'Ile-de-France, la Fédération nationale des associations d'usagers des transports, l'Association nationale pour les transports éducatifs de l'enseignement public, l'association Femmes en mouvement, les transports au féminin, Alstom, Heuliez Bus, Matra Transport International.

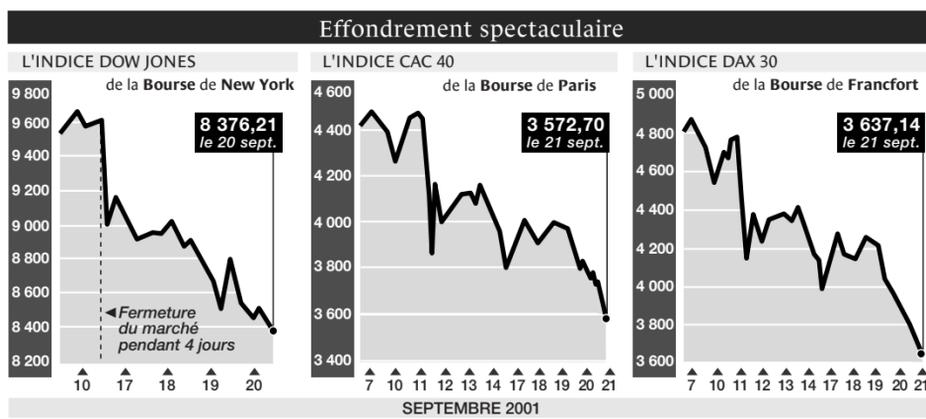
Pour vous impliquer dans cette démarche collective, pour en savoir plus sur la Semaine du transport public et pour connaître des actions à mener dans le cadre de vos déplacements, rendez-vous dès aujourd'hui sur le site www.semaine-tp.org pour les découvrir.

La panique s'amplifie sur les places financières mondiales

Vendredi matin, toutes les grandes Bourses européennes étaient en chute libre, dont celle de Paris qui cédait plus de 6 % en début de matinée. Depuis le printemps 2000, le recul des valeurs américaines représente 6 600 milliards de dollars, soit cinq fois le PIB français

LES INDICES boursiers européens étaient en chute libre, vendredi 21 septembre, en début de matinée. A Paris, l'indice CAC 40 affichait un recul de 2,14 %, à l'ouverture, avant de chuter de 6,24 %, dans la matinée, à 3 542,71 points. A Francfort, le DAX reculait en milieu de matinée de 7,01 %, à 3 542,71 points. A Londres, le Footsie baissait de 3,12 %, à 4 414,50 points. Les indices européens avaient déjà enregistré des baisses considérables, jeudi. L'indice CAC 40 avait plongé de 3,88 %, à 3 738,18 points. L'indice DAX avait reculé de 5,74 %, à 3 809,67 points. Le Footsie avait perdu 3,49 %, à 4 556,90 points. La baisse avait touché également Amsterdam (-5,14 %), Milan (-4,93 %), Zurich (-4,48 %), Madrid (-3 %) ou Stockholm (-3,60 %).

Au lendemain d'une séance hétéroclite à Wall Street, les opérateurs ont fait preuve d'une nervosité extrême sur les marchés européens. Mercredi, l'indice Dow Jones avait fini en repli de « seulement » 1,62 %, à 8 759,13 points, grâce à un sursaut de dernière minute, mais il avait cédé jusqu'à 4,75 % en séance, chu-



Depuis les attentats du World Trade Center, l'indice Dow Jones a chuté de 12,8 % en 4 séances depuis la réouverture de la Bourse américaine. L'indice CAC 40 a abandonné 18,50 % depuis le 10 septembre. A Francfort, l'indice DAX s'est effondré de 22,12 %.

tant sous la barre des 8 500 points. L'indice Nasdaq avait de son côté clôturé en baisse de 1,75 %, à 1 527,80 points, après avoir reculé jusqu'à 1 451,31 points en séance, soit une perte de 6,70 %.

« On peut se demander jusqu'à quel point ce mouvement de rachat, au cours de la dernière heure de la séance, était spontané. Cela nous

paraît très bizarre. L'élan patriotique ne pourra peut-être pas tenir très longtemps », expliquait un opérateur. « Pour l'instant, les Américains n'ont pas le droit de vendre à découvert leurs titres. On peut penser que les fonds spéculatifs (hedge funds) se reportent donc sur l'Europe et les autres marchés ».

Les premières indications sur

l'ouverture de Wall Street, jeudi, ont conforté les opérateurs européens dans leur pessimisme. De plus, des rumeurs ont couru, dans les salles de marchés, sur de possibles difficultés financières touchant des caisses de retraite européennes, des compagnies d'assurances, voire un fonds d'investissement américain, obligés de provisionner

les pertes comptables de leurs participations en actions, et risquant de se retrouver en cessation de paiement. Les valeurs financières se sont effondrées en Europe, notamment les titres San Paolo IMI (-9,14 %), ING (-8,70 %), Aegon (-7,88 %) et Société générale (-7,65 %).

PERTE SÉVÈRE

Depuis le sommet atteint par les marchés au printemps 2000, la destruction de valeur boursière américaine atteint 6 600 milliards de dollars (7 180 milliards d'euros), selon l'agence Reuters. Cette somme représente l'équivalent du produit intérieur brut (PIB) japonais, allemand et français combinés, ou si l'on préfère, cinq fois le PIB français. Devant une telle baisse des valeurs détenues en portefeuille par les institutions financières - baisse qui a aussi affecté les marchés boursiers en Europe et au Japon -, les investisseurs s'inquiètent pour leurs bilans. Ils redoutent aussi les effets de la récession américaine. A Paris, l'action du groupe de luxe LVMH a encore abandonné 8,74 %, devant les craintes de ralentissement de la croissance mondiale.

Ne trouvant plus de soutien suffisant pour s'opposer au courant vendeur, le marché américain a aligné, jeudi, sa quatrième séance consécutive dans le rouge depuis sa réouverture, lundi 17 septembre. L'action Eastman Kodak a dégringolé de 13,37 %. Se joignant à une cohorte d'avertissements sur les résultats, le groupe annoncé une aggravation de son plan social, qui prévoyait déjà 3 000 à 3 500 suppressions d'emplois aux Etats-Unis, en invoquant une baisse de ses ventes. L'indice Dow Jones a terminé en perte sévère de 4,37 %, jeudi, à 8 376,21 points. L'indice du marché Nasdaq, riche en valeurs de technologie, a reculé de 3,72 %, à 1 470,93 point.

A Tokyo, l'indice Nikkei a terminé la séance de vendredi sur un repli de 2,35 %, à 9 554,99 points. La fermeté du yen, malgré les interventions de la Banque du Japon, joue contre les valeurs exportatrices telles que Toyota Motor, dont le cours a perdu 6,12 %, ou Nissan Motor, qui a chuté de 10,62 %, ces deux constructeurs étant très présents sur le marché américain.

Adrien de Tricornot



Excellents résultats semestriels Nouvelle progression du résultat d'exploitation

Résultat d'exploitation

+24 %

Atteignant 5 % du chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation de VINCI progresse de 24 % à 415 millions d'euros au premier semestre 2001. Cette progression concerne tous les métiers de VINCI et particulièrement la construction dont le résultat d'exploitation progresse de 56 %.

Des revenus récurrents

80 %

du résultat d'exploitation est généré par des activités récurrentes. Le portefeuille d'activités de VINCI est faiblement exposé aux cycles conjoncturels et positionné sur des métiers en croissance durable.

Résultat net

+30 %*

Le résultat net s'élève à 170 millions d'euros au premier semestre 2001. Le résultat économique (résultat avant impôt et hors éléments exceptionnels) progresse de 33 %.

* hors plus-value de cession ETPM au premier semestre 2000

Excédent brut d'exploitation

+17 %

L'excédent brut d'exploitation progresse de 17 % au premier semestre 2001. Il s'établit à 608 millions d'euros contre 519 millions d'euros au premier semestre 2000.

Surperformance

+27 %

par rapport au SBF 120 de l'action VINCI du 31/12/00 au 17/09/01. Avec 5 milliards d'euros, VINCI est la première capitalisation boursière du secteur de la construction en Europe. La liquidité du titre a été multipliée par trois en un an.

Perspectives

+20 %

VINCI confirme ses objectifs 2001 et attend une progression de l'ordre de 20 % de son résultat économique. Le résultat net 2001 devrait être supérieur à celui de 2000 en dépit d'une charge d'impôt plus lourde et de l'absence de plus-values exceptionnelles.

N°1 mondial de la construction et des services associés

Information des actionnaires :
www.vinci.com

VINCI
A NOUS D'ENTREPRENDRE

La COB ouvre une enquête sur les mouvements de titres avant les attentats

APRÈS la Securities and Exchange Commission (SEC), le gendarme de la Bourse américaine, la Commission des opérations de Bourse (COB) a décidé, jeudi 20 septembre, d'ouvrir à son tour une enquête sur des mouvements inhabituels autour de certaines valeurs avant les attentats américains. Il « n'est pas du tout impossible que les commanditaires des attentats du 11 septembre soient les auteurs de cette spéculation », a déclaré jeudi le ministre français de l'économie et des finances, Laurent Fabius sur Europe 1. « Nos systèmes informatiques ont repéré une certaine liste d'anomalies sur laquelle nous travaillons d'arrache-pied, compte tenu de la coïncidence avec les attentats », a déclaré de son côté sur RMC le directeur général de la COB, Gérard Rameix. « On ne peut s'empêcher d'être frappé par l'importance des volumes échangés et les secteurs choisis », remarque une personne proche du dossier.

Une dizaine de valeurs de groupes français sont concernées par cette enquête. Les noms n'ont pas été dévoilés par la COB, mais certains d'entre eux sont aisément identifiables. Les sociétés sous surveillance appartiennent au secteur de l'assurance (le nom d'AXA a été évoqué plusieurs fois), l'aéronautique avec EADS, issu du mariage entre Aerospatiale-Matra et l'allemand DASA, le transport aérien (Air France), le luxe (LVMH), la grande distribution et les télécommunications. Cette liste de secteurs est assez proche de celle de la SEC. Les autorités boursières américaines ont repéré des mouvements anormaux avant les attentats autour des titres United et American Airlines, les deux compagnies aériennes directement impliquées dans les attaques, des institutions financières comme Morgan Stanley Dean Witter et Merrill Lynch, le premier étant le principal occupant du World Trade Center, l'autre étant installé juste à côté. De leur côté, les autorités allemandes ont parlé de mouvements importants sur des groupes de réassurance Munich Ré et Swiss Ré, tandis que le ministre italien de la défense, Antonio Martino, évoquait « des Etats et des organisations terroristes derrière cette spéculation » (Le Monde du 19 septembre).

ANOMALIES IMPORTANTES

Pour l'instant, la COB se refuse à parler de délits d'initiés ou de spéculations concertées. Elle se contente juste d'évoquer des anomalies importantes sur les volumes ou des décalages notables par rapport aux indices boursiers, au secteur, ou à l'historique de la valeur. Plusieurs semaines, selon elle, seront nécessaires avant de se faire une idée sur la nature exacte

des mouvements constatés. L'ouverture d'une enquête lui permet de se donner des moyens importants d'investigation.

L'autorité boursière dispose, grâce à cette procédure, de pouvoirs d'enquête élargis. Elle peut notamment demander communication de tous les relevés de transactions dans les banques et chez les intermédiaires, d'entendre des responsables de marché, de se rendre dans les bureaux des institutions financières concernées. Aucun secret professionnel ne peut lui être opposé.

Les Quinze vont renforcer la lutte contre les réseaux financiers du terrorisme

Les ministres européens des finances, devaient étudier, vendredi 21 septembre, à Liège, les mesures à adopter contre les réseaux financiers du terrorisme. Le ministre français, Laurent Fabius, devait dénoncer l'enlèvement de la convention signée, à l'ONU, le 9 décembre 1999, contre le terrorisme. En France, le texte est toujours examiné par le Sénat. M. Fabius et ses collègues devaient également évoquer les blocages au sein de la communauté européenne sur l'adoption d'une directive qui doit élargir la définition du blanchiment à tout produit issu du terrorisme. Les conditions mêmes de l'unification de l'Europe ne pourraient, à terme, être réunies si les pays membres, comme le Luxembourg, ou candidats à l'adhésion, tels que la Hongrie ou Chypre n'adoptent pas des mesures identiques contre le terrorisme. Enfin, Bercy doit mettre en place, dans les quinze jours, un comité de liaison pour traquer les fonds du terrorisme.

La coopération internationale entre places boursières, au travers de l'Organisation internationale des commissions de valeurs, fonctionne à plein actuellement. Une réunion téléphonique a été organisée dès le début de la semaine entre les différentes autorités pour faire le point sur les anomalies de marché constatées. La COB, qui risque dans le cadre de cette enquête de déborder du cadre national, compte bien s'appuyer sur les liens de coopérations pour poursuivre. « Mais si on aboutit à un paradis fiscal ou à des sociétés écrans, comme cela est tout à fait possible, tout deviendra plus difficile. L'enquête aura toutes les chances de s'enliser », fait remarquer un proche du dossier.

Martine Orange



Le 4 juillet 1976, la foule acclame le chef de l'escadron de sauvetage à son retour en Israël.

3 LES HEURES SANGLANTES DU TERRORISME

Entebbe, 1976 : des avions israéliens se posent en secret

Il est un peu plus de midi et demi, ce dimanche 27 juin 1976, l'Airbus 139 de la compagnie Air France fait route vers Paris. Parti dans la matinée de l'aéroport Ben-Gourion, en Israël, il a fait escale comme prévu à Athènes où il a embarqué cinquante-huit passagers. Parmi ceux-ci, figurent un Péruvien, une ressortissante de l'Equateur, un Bahreïnien et un Koweïtien, qui ont suivi sans encombre les procédures de sécurité. L'avion a atteint sa vitesse de croisière. A bord, les stewards et les hôtesses s'affairent dans les cuisines et se préparent à servir une collation aux deux cent quarante-six passagers. Une jeune femme se lève de son siège, en première classe, et se dirige vers le poste de pilotage. Elle est rejointe par le jeune homme blond au passeport péruvien. Tous les deux sont armés. Le contact radio avec l'Airbus est perdu. L'avion vient d'être détourné.

L'essor du transport aérien, à la fin des années 1960, et les mesures de sécurité encore rudimentaires ont transformé les avions en cibles idéales. Les diverses factions palestiniennes ne sont pas les dernières à recourir à ce type de prise d'otages, notamment le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache. A bord du vol 139, les quatre pirates de l'air montés à Athènes obtiennent du pilote, Michel Bacos, qu'il déroutent l'Airbus sur Benghazi, en Libye. Ils exigent le plein de l'appareil et demandent de pouvoir s'entretenir avec le représentant local du FPLP. A Jérusalem, les Israéliens, qui ont intercepté leurs conversations, procèdent rapidement à des vérifications. Soixante-dix-sept de leurs ressortissants figurent parmi les passagers : Israël est visé. Après l'escale en Libye, l'Airbus met le cap au sud-est et se pose définitivement en Ouganda, sur l'aéroport d'Entebbe. Il est un peu plus de 3 heures du matin. Une guerre d'usure s'engage.

Pour Israël, l'Ouganda est, depuis quatre ans, un territoire ennemi. Poussé par la Libye et des promesses de largesses financières, son président, l'inquiétant Idi

Le 27 juin 1976, un Airbus est détourné vers l'aéroport d'Entebbe, en Ouganda. A bord, 77 ressortissants israéliens. Une semaine plus tard, un raid audacieux des troupes d'élite israéliennes parvient à les libérer, faisant 33 morts, dont 4 otages

Amin Dada, a mis fin, en mars 1972, à une longue et avanteuse coopération qui rapportait au pays un tiers de l'aide totale d'Israël à l'Afrique. La rupture a été brutale : les cinq cents ressortissants israéliens présents sur place ont eu quatre jours pour quitter le pays et, depuis, le dictateur multiplie les attaques verbales contre Israël. En septembre 1972, il assure à Yasser Arafat qu'Hitler a agi « avec justesse » contre les juifs. Un an plus tard, il se déclare prêt à participer à la guerre d'octobre, à la tête de « trois millions d'Ougandais ». En 1974, un documentaire réalisé par Barbet Schroeder le montre dirigeant une attaque simultanée et victorieuse du Golan...

A Entebbe, quelques heures après leur arrivée, les otages installés sommairement dans l'aéroport reçoivent rapidement la visite de l'homme fort de l'Ouganda, qui « couvre » le détournement tout en plaçant pour une issue diplomatique. Les pirates de l'air, rejoints par trois autres camarades, font connaître leurs exigences : la libération de dizaines de Palestiniens retenus en Europe et en Israël. En Israël, Le premier ministre, Itzhak Rabin, multiplie les réunions avec son ministre de la défense, Shimon Pérès. La négociation n'offre aucune garantie pour les otages, mais une opération, à plus de 4 000 kilomètres du territoire israélien, n'est-elle pas, par nature, impossible ? L'idée, pourtant, fait son chemin. Le 29 juin, en fin d'après-midi, il se tourne vers son chef d'état-major, Motta Gur : « Quelles sont vos propositions pour récupérer les otages ? » Le gouvernement ne négociera pas.

Le 30 juin, les pirates de l'air libèrent un premier groupe de quarante-sept passagers, au terme d'un tri sinistre : tous sont non juifs et non israéliens. Invité à se joindre à eux, l'équipage d'Air France refuse. Il restera jusqu'au bout. En Israël, l'opération « Thunderball » s'échafaude. Les anciens conseillers militaires présents en Ouganda sont mis à contribution par le chef d'état-major adjoint Ehoud Barak, qui a brillé à son heure dans les commandos israéliens. En France, les passagers libérés sont minutieusement « débriefés ». On leur demande de décrire avec précision les lieux, les

mettent le cap sur le sud. Ils sont suivis par deux Boeing, dont un transformé en hôpital de campagne. Les avions-cargos gagnent discrètement le lac Victoria, protégés par des conditions météorologiques déplorables. A 23 heures, les avions israéliens se posent clandestinement sur la piste d'Entebbe, profitant de l'obscurité et de la désorganisation locale. Deux Land Rover et une Mercedes noire semblables aux véhicules des convois officiels ougandais sont rapidement débarquées. Le cortège fonce à vive allure vers le terminal de l'aéroport, transformé depuis six jours

Après trois guerres victorieuses contre les voisins arabes, Entebbe marque l'apogée d'une génération de combattants, celle des sabras, qui va bientôt s'égarer dans l'aventure libanaise

preneurs d'otages, leur armement et le comportement des soldats ougandais embarqués dans une histoire qui les dépasse. Parallèlement, les diplomates occidentaux gardent le contact avec les Ougandais et les pirates de l'air, et tentent de gagner du temps. Un premier ultimatum avait été fixé au 1^{er} juillet. Il est repoussé au 4 juillet. Un second groupe de cent un passagers est également libéré. Désormais les pirates de l'air ne détiennent plus que des otages juifs et israéliens, ainsi que l'équipage.

Le 3 juillet, en tout début d'après-midi, quatre avions-cargos Hercules s'arrachent du sol israélien et

tamment son matériel et, moins d'une heure après le début du raid, le dernier Hercules décolle à son tour pour rejoindre les autres appareils à Nairobi, au Kenya, où s'est posé à l'avance le Boeing-hôpital. Le plein des appareils effectué, la flotte repart en direction d'Israël, où l'accueil, dans la matinée du 4 juillet, est inouï.

Dans le monde entier, le raid audacieux et victorieux soulève l'admiration. En Israël, le coup de main redore le blason de Tsahal, mise en difficulté lors du conflit de 1973, et retrempe l'autorité du gouvernement d'Itzhak Rabin. Le raid conforte le pays dans la certitude qu'il ne doit compter que sur ses propres forces et que ni la diplomatie ni le droit international ne lui seront jamais d'aucun secours. Après trois guerres victorieuses contre les voisins arabes, Entebbe marque l'apogée d'une génération de combattants, celle des sabras, qui va bientôt s'égarer dans l'aventure libanaise. Ce n'est pourtant pas la première fois qu'Israël s'illustre dans un coup de main « va-et-vient », selon la terminologie en vigueur. Trois ans auparavant, Ehoud Barak – alors jeune colonel – a assassiné, le 10 avril 1973 à Beyrouth, au Liban, trois dirigeants de l'OLP tenus pour responsables de la prise d'otages sanglante, près d'un an plus tôt, de onze athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich. En 1988, un autre commando israélien assassinera également le numéro deux de l'OLP, Abou Jihad, dans la banlieue de Tunis. Cette dernière opération ne mobilisera pas moins de 4 000 hommes, un avion radar Awacs, une escadrille de chasseurs pour protéger cet avion, un appareil chargé de leur ravitaillement, deux bâtiments de guerre au large des côtes et un sous-marin pour les protéger. Quarante hommes avaient été débarqués en Tunisie pour encercler la maison et pour procéder à l'exécution.

L'opération menée en Afrique par l'armée israélienne ne va pas tarder à inspirer l'industrie littéraire et cinématographique. L'« exotisme » de l'Ouganda et de son dictateur, la vulnérabilité des otages, le suspense des ultimatums et le

coup d'éclat : l'affaire d'Entebbe est en soi un excellent scénario. Deux ans auparavant, le conflit israélo-palestinien avait déjà inspiré *Rosebud* à Otto Preminger : un récit de prise d'otages en mer par des membres de l'OLP, avec Peter O'Toole, Richard Attenborough, et une jeune actrice française, Isabelle Huppert. Entebbe fascine immédiatement les maisons d'édition qui s'emparent du sujet. Dans les jours qui suivent l'opération, Bantam Books, à New York, annonce la publication prochaine d'un livre racontant minute par minute le raid sur l'aéroport ougandais. La rédaction en est confiée à l'expert militaire du quotidien israélien *Maariv* et à un auteur à succès, William Stevenson, qui a consacré plusieurs livres à Israël. Hollywood n'est pas en reste.

CINQ jours seulement après la libération des otages, Universal Pictures annonce que le raid sera porté à l'écran sous le titre *Rescue at Entebbe* (Sauvetage à Entebbe). La réalisation du film est confiée à George Roy Hill, l'auteur de *L'Arnaque*. Le projet fera long feu, mais le sujet reste d'actualité et, au total, ce sont trois films qui sortent coup sur coup sur les écrans, en 1976 et en 1977. Deux ans après le dénouement de la prise d'otages, paraissent, en effet, *Victory at Entebbe* (Victoire à Entebbe), réalisé par Marvin Chomsky pour la Warner, avec Kirk Douglas, Elizabeth Taylor, Burt Lancaster, Anthony Hopkins et Helmut Berger ; puis *Raid on Entebbe* (Raid sur Entebbe) d'Irvin Kershner, pour HBO, avec Charles Bronson, Peter Finch, Horst Buchholz et Martin Balsam. L'année suivante voit la sortie de *Operation Thunderbolt*, de Menahem Golan, avec l'acteur et chanteur Yehoram Gaon, Klaus Kinski et Assaf Dayan, produit par la MGM.

Partout dans le monde, une fois l'émotion et la liesse retombées, l'heure des bilans ne tarde pas à sonner. Débordée par un groupuscule en rupture de ban avec le FPLP, comme le clame son chef, Georges Habache, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) voit la quête de respectabilité engagée en 1974 par Yasser Arafat à la tribune des Nations unies réduite à néant. Les pays arabes grondent, impuissants. En Afrique, l'Ouganda accuse le Kenya de complicité avec Israël. L'Organisation de l'unité africaine rassemblée à cet instant en congrès à Port-Louis, au Sénégal, se déchire, alors qu'elle avait jusqu'alors maintenu un consensus contre Israël.

En France, la presse se divise. *Le Figaro* se félicite de la « leçon magistrale » apportée par Israël, alors que *L'Humanité* estime que « les crimes des pirates de l'air ne sauraient autoriser aucun Etat à faire régner la loi de la jungle ». L'extrême gauche tempête : « Le terrorisme désespéré de quelques-uns, s'il s'explique, mais ne se justifie pas, ne justifie pas pour autant le terrorisme israélien », écrit Serge July dans *Libération* première manière. Le débat fait également rage à New York, les Nations unies, saisies, ne parviennent pas à trancher, oscillant entre la condamnation du terrorisme et celle de la violation de l'intégrité d'un pays membre.

A Kampala, Idi Amin Dada fulmine, même s'il téléphone quelques jours plus tard à un officier israélien autrefois engagé dans la coopération avec l'Ouganda pour le féliciter. Une passagère âgée malheureusement hospitalisée peu de temps avant l'assaut, Dora Gold, disparaît mystérieusement, victime de la vindicte du président. La chance a tourné pour « Big Daddy », qui lancera imprudemment ses troupes contre la Tanzanie, deux ans plus tard, précipitant sa propre chute, le 11 avril 1979. Alors qu'Israël célèbre sa victoire, une famille se recueille autour de la dépouille d'un officier mort au combat à Entebbe. Benzion Nétanyahou porte en terre son fils Jonathan, lieutenant-colonel de Tsahal, promis au plus brillant des avenir militaires et politiques. La charge revient désormais à son cadet, Benyamin, « Bibi », futur chef de la droite nationaliste du Likoud et futur premier ministre, qui ne cessera pourtant d'être habité par le souvenir de ce frère modèle trop tôt disparu.

AFTER THE ATTACK

In a Mall Turned Tomb, Officials Suspect Looting

By C. J. CHIVERS

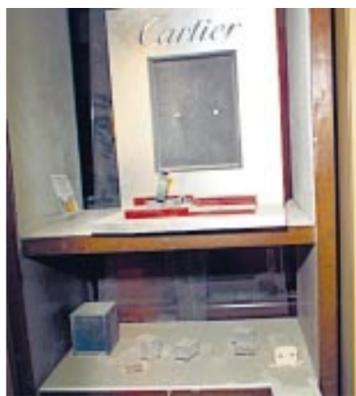
The police are investigating whether rescue workers are responsible for looting in the retail mall under the World Trade Center, law enforcement officials said on Thursday.

The looting, which a New York National Guard infantry unit discovered, appears to have begun last week, and continued through Tuesday night or early Wednesday morning of this week, said Capt. Vincent J. Heintz, of the Light Infantry.

"There have been people down here trying to steal from a mass grave," the captain said. "They are grave robbers."

The mall, an underground concourse with dozens of retail stores, restaurants, bank branches and other enterprises, somehow survived the destruction of the twin towers and the fires that raged overhead throughout Sept. 11 and remain largely intact, one level below ground.

It is the sort of preserved underground space where rescuers had hoped to find trapped survivors. It is



A Cartier display at a store under the towers has been cleaned out.

not known whether any survivors were pulled from there in the early hours after the attack. By the time the National Guard arrived, it was empty.

Together the passageways and shops form an eerie Pompeii, a hushed and lightless world of ash, broken glass and crumpled ceilings, interspersed with scenes of a New York City morning frozen in time. Several soldiers who entered the mall likened the scene to a tomb that had been raided.

The looters stripped a Tourneau watch store, raided cases of designer sunglasses, attempted to pry open at least one cash register and penetrated the service room behind a row of cash machines, but the steel vaults appeared to have thwarted their attempt to get the money.

Early this week the soldiers reported the crimes to the police and Robert M. Morgenthau, the district attorney. Po-

lice investigators toured the concourse on Wednesday night, and Daniel Castleman, chief of the district attorney's Investigations Division, said he told police officials of his concerns for security at the site. He said on Thursday that the looting appeared limited to a few shops under one building.

"It's not a situation of everyone walking in and stuffing their pockets," Mr. Castleman said. "It could be one guy who was very determined, and got his hands on some merchandise. At this point we don't have evidence of who it was, when it was or precisely what was taken, and the Police Department, understandably, has taken an interest in it."

Officials of the National Guard have taken care not to blame any particular group, saying the thieves could have come from any number of agencies or organizations working to find survivors.

"They could have been police officers, they could have been firefighters, they could have been contractors or National Guardsmen," said Captain Heintz, who works as a prosecutor in Mr. Morgenthau's office in his private life.

Officials said it was virtually impossible for civilians to reach the underground area, which is at the center of rings of security. They said they had little doubt that the thefts were conducted by people familiar with the area. "It was calculated," said Second Lt. Peter Fluker. "It was done with crowbars and heavy equipment and some sharp, blunt objects that were used to smash open big doors and jewelry cases. They were rescue workers of some sort."

In addition to the retail establishments that were clearly looted, other shops and newsstands were damaged by collapses, so in many cases it was not clear whether scattered merchandise and open cash boxes indicated looting or simple disarray. "In some places, you just can't tell," said First Sgt. John Brett, who spent several shifts guarding the dark mall.

The concourse itself is a world stopped in time.

Inside Sunglass Hut International, an employee's breakfast — three link sausages and a moldy pile of eggs with a fork standing upright — rests beside the cash register.

At the Chase Bank automated teller machine booth, a customer's receipt — for a \$100 withdrawal made at 8:51 a.m. — protruded from the receipt slot. Captain Heintz removed it, blew off the glass fragments and dust, and placed it gingerly on the counter. "This is from one of the last poor people who was down here," he said.

In a bakery, the loaves of bread look fresh. At the Perfumeria Milano, the cases of nail polish and fragrances are neatly arranged. "You could almost come in to work here right now," Captain Heintz said.

In a few places, the corridors end in



Photographs by Edward Keating/The New York Times

Soldiers from the New York National Guard investigating thefts at the Tourneau boutique below the World Trade Center. Parts of the mall under the towers are intact; officials suspect rescue workers looted some stores.



sheer walls of twisted debris, where the building overhead buckled and sealed off escape. Deep inside, footfalls are muffled by the dust. Drops of water plink on metal. A faint sound overhead is a small cascade of shifting debris.

A subway platform is also intact, brightly lit and deserted. Small tokens of panic are on the floor: a book with a family snapshot marking the page, a lipstick tube, scattered coins.

Mr. Castleman said two men were arrested last Thursday at the Tour-

neau store, accused of stealing two watches priced at a combined \$3,700. But guardsmen said the looting was too extensive to have been the work of only those men.

Captain Heintz said he believed most rescue workers were honest. One search-and-rescue member even left a note. "On a postcard rack was a dollar bill sticking off one of the card slots," a soldier said. "Someone had written on it, 'SAR team was here. Took WTC postcard. Good luck.'"

Grim Tour For Senators As Toll Rises

The number of people listed as missing in the World Trade Center attack rose starkly on Thursday, with Mayor Rudolph W. Giuliani announcing a total of 6,333 from 5,422 and citing the number of injured, both from the attacks and the rescue efforts this week, as 6,291.

The mayor said the sharp increase in missing people was largely due to the delayed reporting of more than 60 foreign nations.

Mr. Giuliani also led a delegation of 40 United States senators to view the site where terrorists wreaked havoc.

The tour was one in a series encouraged by the mayor, who, along with the governor and senators from New York State, wants to impress upon lawmakers that the federal government ought to help pay for the cleanup.

The first thing that hit the group, inevitably, was the terrible smell. Then, there was the creeping smoke that still emanates from the site and curls toward the Hudson River. The group of lawmakers, many in pink rain ponchos and hard hats, approached the fallen buildings in silence, which was broken only by the sounds of heavy equipment groaning under the weight of steel and glass.

"The mayor said it so well," said Senator Tom Daschle of South Dakota, the Democratic majority leader. "It is one thing to see it on television, to hear about it on the radio and watch it as we have from day to day. It's another thing altogether to be here, to experience the loss."

JENNIFER STEINHAUER

A Shrine Disappears

Just before rain arrived on Thursday morning, Parks Department workers gingerly collected the poems, paintings and missing-person fliers that had turned Union Square Park in downtown Manhattan into a shrine. Some visitors said they were saddened to find sections of the park cleared of candles, bouquets and notices about marches and meetings.

As rain scattered the crowds, some of those who had been living in the park said they felt a historic moment was drawing to a close. Since the terror attack on the World Trade Center on Sept. 11, the police had looked the other way as dozens of people turned the park's central lawn into a campground. By late Thursday afternoon, however, the people had been cleared and workers were erecting a more daunting fence.

As crews threw away candles, Nathaniel Hammel, 20, bemoaned the changing atmosphere. He said he and a group of friends had sparked the public display of emotion by spreading out sheets of butcher paper and supplying markers. Over the last nine days, he added, they kept the votives lit and comforted strangers.

"It was an incredible time," he said. "There was such a feeling of community. Now it seems like New York is getting back to its old self."

ANDREW JACOBS

A Drumbeat for Peace

The drumbeat for war, so loud in the rest of the country, is not as audible on the streets of New York.

In interviews with two dozen New Yorkers, most people said the desire for peace outweighed any impulse for vengeance. Many said they were worried that the rest of the country, encouraged by the White House and the news media, was driving the nation toward a large-scale conflict.

"I don't want to see more people go through pain and suffering," said Shannon Carr, 34, who teaches at a private school in Brooklyn.

While much of the country clamors for retribution, with polls showing nearly 90 percent supporting a military response, some New Yorkers remained ambivalent about President Bush's promised war against terrorism. Many expressed fear that any strike would spark another wave of mayhem in New York.

"It's easy to call for blood when you live in Des Moines," said Terrance Kincaid, 37, an insurance broker from Queens. "We have seen the horrific consequences of aggression. For the rest of the country, it's still just a bunch of television images."

ANDREW JACOBS

A Restaurant That Reached for the Stars Is Lost in the Rubble

By WILLIAM GRIMES

New York has many bars and restaurants with views of the city. Windows on the World was something else, a restaurant that seemed suspended halfway between the earth and the moon. From 107 stories, the views extended for 90 miles (145 kilometers). Manhattan, Brooklyn and New Jersey spread out below. The river bridges looked like fragile steel filaments from a quarter mile up, and New York Harbor threw back tiny sparks of sunlight.

It may be a footnote in a national calamity, but the collapse of the World Trade Center's two towers ended an era in New York City dining. As a terrorist target, the towers represented American economic power. For hundreds of thousands of New Yorkers, and untold numbers of tourists, it was a place to eat.

From the beginning, Windows on the World, and the busy hive of small food operations down below that fed thousands of workers every day, represented a grand experiment, undertaken at a time when New York's economy had hit rock bottom. Could a vertical city rise over the bent, intertwined streets of Dutch Manhattan? Could its population be fed every day in anything more than the most perfunctory way? And could any one restaurant match the sheer audacity of two 110-story build-



Philip Greenberg for The New York Times

The view from Windows on the World could stretch for 90 miles.

ings? Improbably, the answer to all these questions was yes.

The human cost is still not known. The two restaurants and bar on the 106th and 107th floors of 1 World Trade Center — Windows on the World, the Greatest Bar on Earth and Wild Blue — employed 450 people. Seventy-nine were on duty Sept. 11; all were still missing on Thursday.

The World Trade Center did not start out as a powerful symbol of the city's spirit. At birth, it was reviled as a waste of public money and an architectural monstrosity. If ever a building project had an image problem, the World Trade Center was it.

The change in public perception was brought about by Windows on the World. "It conveyed a level of respectability to what was a vilified complex," said Michael Whiteman, who helped plan the trade center's food operations with the restaurateur Joseph Baum. Within a year of opening, in April 1976, Windows on the World was one of the most talked-about restaurants in New York, and a prime draw for tourists, who lined up to take the 58-second elevator ride to the 107th floor.

It was the showcase restaurant, with its commanding views, that came to embody the visionary drive behind the World Trade Center. In a city built on risk, the towers and the restaurant that seemed to hover in the sky were an almost absurd gamble. "In a way, it was the symbol of the beginning of the turnaround of New York," Mr. Whiteman said. "We were successful because New York wanted us to be successful. It couldn't stand another heartbreaking failure."

Windows on the World had a difficult birth. Mr. Baum, the visionary behind restaurants like the Four Seasons, won the bid to create the restaurants at the World Trade Center. Working with Mr. Whiteman, he hired a team of consultants that included James Beard, Jacques Pépin and Barbara Kafka.

The wines came from an extraordinary list developed by a 25-year-old wine salesman named Kevin Zraly,

who so impressed Ms. Kafka that she urged Mr. Baum to hire him. He never left. Mr. Zraly built one of the city's most admired wine lists. "Joe Baum told me to create the biggest and best wine list New York had ever seen," Mr. Zraly said Tuesday. Circumstances were favorable. French wine-makers were desperate for cash, and Mr. Zraly was able to get great wines at laughable prices. In the late 1970's, he turned his attention to California.

"Windows on the World and the Four Seasons were the first two restaurants on the East Coast to go into California wines in a big way," Mr. Zraly said. "But our first list really was international. It was Windows on the World, and we had wines from Yugoslavia, Chile, Hungary and Greece." The wine list, at the time of the attack, ran to 1,400 bottles worth more than \$1 million.

Windows on the World, originally attacked as elitist — it was a private club by day — evolved into the centerpiece of a populist entertainment complex. The restaurant was never cheap, but it was not intimidating either. The Greatest Bar on Earth had a technical, fun-house décor and an atmosphere to match. It was loud and wild. Wild Blue, by contrast, was one of the most charming, romantic restaurants in New York, a 60-seat cozy cocoon in the sky that felt as snug as a ship's berth.

And then, in the blink of an eye, it all disappeared.

La plus criminelle des inventions par José Saramago

QUELQUE PART en Inde. Une rangée de pièces d'artillerie. A la bouche de chacune d'elles est attaché un homme. Sur la photo, au premier plan, un officier britannique lève son épée et s'apprête à ordonner la mise à feu. Il n'existe aucune image des effets produits par l'explosion. Mais même l'imagination la plus bornée peut appréhender têtes et torses parsemant le champ de tir, restes sanguinolents, viscères, membres amputés. Les hommes étaient des rebelles.

Quelque part en Angola. Deux soldats portugais soulèvent par les bras un Noir qui n'est peut-être pas mort, un autre soldat saisit un sabre et se prépare à lui séparer la tête du corps. C'est la première photographie. Dans la deuxième – cette fois-ci il y a une deuxième photo –, la tête a déjà été coupée, elle est embrochée sur un bâton, et les soldats ricanent. Le Noir était un guérillero.

Quelque part en Israël. Alors que des soldats israéliens immobilisent un Palestinien, un autre militaire casse avec un marteau les os de sa main droite. Le Palestinien avait jeté des pierres.

Etats-Unis d'Amérique, ville de New York. Deux avions commerciaux nord-américains détournés par des terroristes au nom de l'intégrisme islamique se jettent contre les tours du World Trade Center et les détruisent. Par le même procédé, un troisième avion provoque d'énormes dégâts à l'édifice du Pentagone, siège du pouvoir belliqueux des States. Les morts, enterrés sous les décombres, réduits en miettes, volatilisés, se comptent par milliers.

Les photos de l'Inde, de l'Angola et d'Israël nous saisissent d'horreur, les victimes nous sont révélées à l'instant même de la torture, de la lancinante attente de l'agonie, de la mort ignoble. A New York, tout semblait irréel au départ, épisode à répétition et sans

nouveauté d'une catastrophe cinématographique de plus, extrêmement réussie, due aux talents du spécialiste des effets spéciaux, mais débarrassée des râles, des jets de sang, de la viande écrasée, des os triturés, de la merde.

En réalité, l'horreur, tapie comme un animal immonde, traquait notre stupéfaction pour nous sauter à la gorge. L'horreur a dit pour la première fois « *Me voilà* » quand

absurde, celle qui heurte la raison la plus ordinaire, c'est celle qui, depuis le commencement des temps et de la civilisation, ordonne de tuer au nom de Dieu.

Il a été déjà dit que les religions, toutes sans exception, n'ont jamais servi à rapprocher et réconcilier les hommes, bien au contraire. Elles ont été et continuent d'être la cause de souffrances indicibles, de carnages, de violences physiques et

C'est justement à cause et au nom de Dieu que tout a été permis et justifié, surtout le pire, surtout le plus horrible et le plus cruel

des individus se sont jetés dans le vide comme s'ils venaient de choisir leur propre mort. Dorénavant l'horreur surgira, à chaque instant, du déplacement d'une pierre, d'un pan de mur, d'une tôle en aluminium tordu, et ce sera une tête méconnaissable, un bras, une jambe, un ventre défait, un thorax écrabouillé.

Mais même tout cela est répétitif et monotone, du *déjà-vu*, en quelque sorte, à travers les images qui nous ont été présentées de ce Rwanda-d'un-million-de-morts, de ce Vietnam cuit au napalm, de ces exécutions dans des stades peuplés de gens, de ces lynchages et passages à tabac de soldats irakiens enterrés vivants sous des tonnes de sable, de ces bombes atomiques qui ont rasé et calciné Hiroshima et Nagasaki, de ces fours crématoires nazis vomissant des cendres, de ces camions qui déchargent des cadavres comme si c'était de l'ordure.

On mourra toujours de quelque chose. Mais on a perdu toute notion de ce que les êtres humains ont pu inventer pour faire mourir d'autres êtres humains. Une d'entre elles, la plus criminelle, la plus

spirituelles monstrueuses constituant l'un des plus ténébreux chapitres de la misérable histoire humaine. Ne serait-ce qu'en signe de respect pour la vie on devrait avoir le courage de proclamer en toutes circonstances cette vérité évidente et démontrable.

Pourtant, la plupart des croyants, quelle que soit leur religion, non seulement feignent de l'ignorer, mais se rebellent, courroucés et intolérants vis-à-vis de ceux pour qui Dieu n'est plus qu'un nom, rien qu'un nom, un nom que, par peur de mourir, on lui a attribué un jour et qui viendrait entraver la marche d'une humanité nouvelle. En échange, on nous a promis des paradis et menacés d'enfers, aussi faux les uns que les autres, insultes effrontées à l'intelligence et au bon sens que nous avons eu tant de difficultés à faire naître.

Nietzsche a dit que tout était permis si Dieu n'existait pas, et moi je réponds que c'est justement à cause et au nom de Dieu que tout a été permis et justifié, surtout le pire, surtout le plus horrible et le plus cruel. Pendant des siècles, l'Inquisition, comme aujourd'hui les talibans, était une organisation terro-

riste qui s'acharnait à pervertir des textes sacrés qui devraient mériter le respect de ceux-là mêmes qui prétendaient y croire, un monstrueux pacte conjugal entre la religion et l'Etat contre la liberté de conscience et contre le plus humain des droits : le droit de dire « non », le droit à l'hérésie, le droit de choisir, puisque c'est tout ce que le mot hérésie signifie.

Et cependant, Dieu est innocent. Innocent comme quelque chose qui n'existe pas, qui n'a pas existé ni n'existera jamais, innocent d'avoir créé l'univers pour y placer des êtres capables de commettre les pires crimes et de se justifier aussitôt en disant que ce sont les célébrations de son pouvoir et de sa gloire, pendant que les morts s'accumulent, ceux des tours jumelles à New York, et tous les autres qui, au nom d'un Dieu devenu assassin par la volonté et l'action des hommes, couvrent et recouvrent de terreur et de sang les pages de l'Histoire.

Les dieux, je crois, n'existent que dans le cerveau humain, prospè-

rent ou dépérissent à l'intérieur même de l'univers qui les a inventés, mais le « facteur Dieu », lui, est présent dans la vie comme si effectivement il avait été son maître et son seigneur. Ce n'est pas un dieu, mais le « facteur Dieu » qui s'exhibe sur les dollars papier et s'affiche sur des pancartes qui demandent la bénédiction divine de l'Amérique (celle des Etats-Unis, pas l'autre...). Et c'est à travers le « facteur Dieu » que le dieu islamique s'est incarné. Il a jeté contre les murs du World Trade Center les avions de la révolte contre le mépris et de la vengeance contre les humiliations.

On dira qu'un dieu a semé le vent et un autre récolté la tempête. C'est possible, c'est même certain. Mais ce n'étaient pas eux, pauvres dieux non coupables, c'était le « facteur Dieu », celui qui est le même chez tous les êtres humains où qu'ils soient et indépendamment de toutes croyances, celui qui a intoxiqué la pensée et ouvert la porte aux intolérances les plus sordides, celui qui ne respecte que ce qu'il ordon-

ne de croire, celui qui, présumé avoir fait de la bête un homme, a fini par faire de l'homme une bête.

Au lecteur croyant (quelle que soit sa religion) qui a réussi à surmonter la répugnance que ces mots pouvaient lui inspirer, je ne demande pas de devenir athée comme celui qui les a écrits. Simple-ment, je le prie de comprendre, par le biais de la sensibilité si cela s'avère impossible par celui de la raison, que si Dieu il y a, il est unique et que, dans son rapport avec lui, ce qui importe le moins, c'est le nom qu'on a appris à lui donner. Et qu'il se méfie du « facteur Dieu ».

L'esprit humain ne manque pas d'ennemis, mais celui-là est l'un des plus obstinés et corrosifs.

Comme cela vient d'être démontré et comme, malheureusement, cela risque de l'être encore.

José Saramago est écrivain, Prix Nobel de littérature 1998.

Traduit du portugais par Térésa Maria Ovidio.

Revenir aux valeurs communes

par Javier Solana

PLUS d'une semaine après le drame, nous ne pouvons toujours pas nous habituer aux images de dévastation qui nous sont venues des Etats-Unis. Vendredi 14 septembre, journée de deuil et de solidarité dans toute l'Europe, des millions d'Européens ont exprimé en silence leur horreur et leur sympathie pour les victimes et leurs proches.

Si l'Europe a réagi de manière si spontanée, c'est aussi parce que nous nous sentons, nous, Européens, une parenté naturelle avec nos cousins d'outre-Atlantique. New York a été la porte du Nouveau Monde pour tant d'Européens. Et l'Europe est, du reste, touchée également de manière plus directe, dans sa chair : n'oublions pas que plusieurs centaines de ressortissants de l'Union européenne sont portés disparus après les attaques terroristes du 11 septembre. Au-delà, ce qui est en cause, ce sont nos valeurs, des valeurs universelles, et une vision du monde.

Depuis le 11 septembre, l'Union européenne a multiplié les activités, à la fois pour coordonner sa propre action dans tous les domaines pertinents, y compris au plus haut niveau, et pour se coordonner avec les Etats-Unis et nos autres partenaires. Les ministres des affaires étrangères des quinze se sont réunis d'urgence le lendemain du drame. Leurs collègues des transports se sont penchés sur la sécurité aérienne dans l'Union. Les experts européens en matière de terrorisme ont rencontré des représentants américains pour examiner un renforcement rapide de la coopération antiterroriste entre l'UE et les Etats-Unis.

Les ministres de la justice et de l'intérieur de l'Union ont examiné, le 20 septembre, une série de mesures nouvelles ainsi que l'accélération des travaux en cours sur les réponses à apporter au fléau du terrorisme. Les Européens vont se doter d'instruments juridiques – notamment pour disposer d'une définition commune du terrorisme et d'un mandat d'arrêt européen – qui permettront de mieux combattre le terrorisme ; ils vont mieux s'informer mutuellement et mener davantage d'actions coordonnées.

Le même jour, nous nous sommes rendus à Washington avec la trêve de l'UE pour porter au secrétaire d'Etat Colin Powell le message de la solidarité européenne et nous entretenir avec lui de la situation créée par les attentats. La présence européenne a du reste été forte tout au long de cette semaine à Washington. Enfin et surtout, une réunion extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne se tient le 21 à Bruxelles.

La situation appelle en effet des réponses complexes et diversifiées et une action de longue haleine, tant en Europe qu'en coopération avec les Etats-Unis et avec nos partenaires dans le monde. Le terrorisme est un cancer dont les métastases n'épargnent ni nos partenaires ni nos propres pays. Il faut lui faire face par tous les moyens dont nous disposons : politiques, économi-

ques, voire militaires lorsque cela s'impose. Et il faut évidemment faire tout le possible pour renforcer notre sécurité, la sécurité de nos sociétés – même si cela va peser sur certains aspects de notre vie quotidienne, à commencer par les voyages aériens. Pour autant, le tout-sécuritaire serait insuffisant. Il faut aller aux racines du mal, et celui-ci est complexe.

Une priorité immédiate est de redoubler d'efforts pour trouver des solutions politiques aux conflits qui servent trop souvent de prétexte à la barbarie. Ainsi, on le sait, la question palestinienne est utilisée par les extrémistes islamistes. Ils ne sont pourtant pas les premiers amis de ceux dont ils défendent de très loin la cause. Il ne faut pas leur laisser cette chance. A première vue, les attentats du 11 septembre ne comportent guère d'implications positives pour le Proche-Orient.

une religion ou à une civilisation. Cela ferait l'affaire des terroristes. Il faut au contraire bâtir une coalition aussi large que possible, contre le terrorisme et pour la paix. Cela devrait inclure un renforcement de la coopération dans tous les domaines – politique, sécurité, économie. Les difficiles circonstances actuelles peuvent même être l'occasion d'un nouvel élan. C'est notamment ce que j'ai dit depuis la semaine dernière à la plupart des ministres des pays du sud de la Méditerranée. Nous devons les associer, y compris dans notre processus euro-méditerranéen de Barcelone, à la lutte qui devrait s'engager.

Dans le contexte actuel, il est encore plus essentiel de revenir aux valeurs communes de l'humanité comme base d'une action solidaire : en ce mois de septembre 2001, les grands textes qui incarnent ces valeurs et qui fondent la coexis-

Les droits de l'homme, le respect de la vie humaine, l'Etat de droit ne sont pas des valeurs occidentales : ce sont des valeurs universelles

Pourtant, je pense précisément qu'il est possible de transformer le risque d'une escalade supplémentaire dans cette région en chance pour la paix. Il faut saisir l'occasion pour donner une nouvelle chance au dialogue. Les derniers développements sur le terrain et la perspective de la relance d'un processus politique entre Palestiniens et Israéliens offrent une lueur d'espoir. C'est à cela que l'UE a travaillé sans relâche au cours des dernières semaines. Elle va continuer à travailler avec les parties et pour renforcer une grande coalition pour le processus de paix au Proche-Orient. Toute autre solution qui était dangereuse hier l'est aujourd'hui encore plus.

Enfin, ne tombons pas dans le piège qui consisterait à identifier la menace terroriste à une région, à

tence pacifique internationale – la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte des Nations unies, entre autres – sont plus importants que jamais. Les droits de l'homme, le respect de la vie humaine, l'Etat de droit ne sont pas des valeurs occidentales : ce sont des valeurs universelles. Les Nations unies seront un cadre privilégié pour l'intensification de ce qui doit être une lutte mondiale sans relâche contre le terrorisme. C'est la communauté internationale dans son ensemble qui est menacée par ce fléau. C'est elle qui doit faire front commun contre lui.

Javier Solana est haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commune.

AU COURRIER DU « MONDE »

BEN LADEN, HÉROS DES BANLIEUES

Vous avez relayé et relativisé les réactions de joie de quelques Palestiniens à la suite de ces actes de folie meurtrière. Mais il y a eu également en France des manifestations de joie à Vénissieux, Vaulx-en-Velin, et même à Lyon 7, pour ne parler que des lieux que je « pratique ». Cela me semble grave et alarmant.

J'aurais apprécié que vous en fassiez formellement état, avec un solide article d'une page entière, afin que nos ministres et directeurs de cabinet, n'ayant du « vrai monde » et des « vraies gens » que les pages société de votre journal, prennent peut-être conscience de la gravité de la situation et des soucis qui attendent nos enfants. Si on trouve des armes de guerre à Béziers ou à Saint-Fons, il y en a

ailleurs. Si les agents de Ben Laden ont recruté dans nos banlieues, ils savent aujourd'hui, avec plus de certitude encore, qu'ils ont de la chair en réserve, et elle est armée.

Jean-Marc Sirera, courriel

FASCISME ET ISLAMISME

Espérons que l'Occident, et en particulier la France, prendra enfin la mesure du fascisme – fût-il islamiste – que les démocraties ont laissé proliférer et souvent aidé tant qu'il ne s'attaquait qu'aux pays sous-développés et à leurs élites. L'idéologie fasciste est une. En Algérie, les démocrates sont malheureusement payés pour le savoir.

Soumeya et Fadela Belkhenchir

(fille et épouse de Djillal Belkhenchir, assassiné par les islamistes le 10 octobre 1993 sur son lieu de travail), courriel

23 Septembre 2001

Fête Nationale du Royaume d'Arabie Saoudite

INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT	1970	2000
RESSOURCES ÉCONOMIQUES		
Usines agréées	199	3.163
Production d'électricité (mégawatts)	418	25.133
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES		
Établissements d'enseignement secondaire et supérieur	3.283	22.770
Élèves et étudiants	547.000	4.774.000
SANTÉ		
Dispensaires	591	3.506
Hôpitaux	74	314

Au cours des trente dernières années, le Royaume d'Arabie Saoudite a, avec l'aide de Dieu, réalisé un programme de développement d'une envergure exceptionnelle.

En outre, le Royaume a consacré 5% de son produit national brut, moyenne annuelle sans précédent, à l'aide financière de plus de soixante-dix pays du monde islamique et d'ailleurs.

Le Royaume entre maintenant dans une nouvelle phase de développement exaltante

CONSEIL ÉCONOMIQUE SUPRÊME (SEC): Constitué en août 1999, le SEC supervise la croissance et la diversification de l'économie, sur la base des principes d'un marché libre des biens et services, allié à des perspectives d'emploi et à un système d'assistance sociale global pour tous ses citoyens.

POLITIQUE CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS: En avril 2000, de nouvelles réglementations ont été promulguées en vue d'encourager les investissements étrangers dans le Royaume, dans un cadre d'opportunités, de droits et de responsabilités clairement définis.

CONSEIL SUPRÊME CHARGÉ DES AFFAIRES CONCERNANT LE PÉTROLE ET LES MINÉRAUX (SCPMA): Constitué en janvier 2000, le SCPMA détermine la politique générale concernant le pétrole et les minéraux. Il a pour responsabilité particulière les questions se rapportant à l'exploitation des ressources en gaz du Royaume, secteur dans lequel ont récemment été annoncés de nouveaux projets d'envergure.

TOURISME: La Commission suprême pour le tourisme a été mise en place en avril 2000 afin de développer le tourisme dans le cadre du programme de diversification économique générale, créant ainsi des emplois pour son peuple et un revenu pour l'économie.

Pour tous renseignements complémentaires, visitez le site du Ministère de l'Information:

www.saudinf.com

Ministry of Information, PO Box 570, Riyadh 11161

L'authenticité du Coran

par **Hani Ramadan**

EN date du 7 septembre, *Le Monde* a publié un article de Xavier Ternisien intitulé « Le Coran en question ». Ce texte a suscité un grand nombre de réactions au sein de la communauté musulmane, et pour cause : l'auteur y énumère les thèses de divers chercheurs qui ont toutes en commun de mettre en doute l'authenticité du livre sacré des musulmans.

Il ne s'agit pourtant pas de crier au scandale. Il suffit simplement de relever le caractère évidemment fallacieux d'arguments présentés comme scientifiques et historiques.

Laissons de côté les propos de l'ancien marxiste Mondher Sfar, cité par l'auteur. Ce dernier avoue le passé (ou le présent) négationniste de l'universitaire tunisien, mais retient cependant que « son livre sur le Coran vaut mieux que ses élucubrations passées ». En d'autres termes, un révisionniste évoquant le « mythe des chambres à gaz » reste parfaitement crédible dans les énoncés de sa « critique historique du texte coranique ».

Il est possible de reprendre quelques exemples des inexactitudes contenues dans les références de cet article.

Le D' Gerd-Rüdiger Puin, sur la base d'un manuscrit trouvé à Sanaa, prétend détenir la preuve que le texte coranique a connu des « évolutions ». Contrairement à la version officielle, le manuscrit comprendrait de multiples variantes. Exemple précis donné par le savant docteur : « Le mot "qil" sans "alij" peut se traduire par "dis !" ou "il disait". »

Réponse : on trouve dans le texte du Coran lui-même le mot *qil* avec ce double sens. Ainsi, le verset 112 de la sourate 21 peut être traduit selon deux lectures du Coran, « il a dit » (*qâla*) et « dis ! » (*qul*), toutes deux ramenées à la graphie *qil*. En d'autres

termes, le D' Puin ignore tout simplement qu'il existe plusieurs lectures du Coran, appelées *qirâ'ât*, parfaitement connues des spécialistes de la récitation. C'est dire que sa découverte n'en est pas une.

Le même affirme que l'on « n'a pas de preuves archéologiques que le Coran existait dès cette époque », c'est-à-dire du temps des premiers califes. Aucun des Corans « othmaniens » n'a été selon lui retrouvé.

Réponse : « Certains de ces Corans de Othman existent jusqu'à nos jours, par exemple au

Les musulmans, de leur côté, disposent de suffisamment d'éléments pour ne pas craindre la critique historique

Musée Topkapi, à Istanbul et à Boukhara, au Turkestan. (D' Salah ed-Dine Kachrid, *Introduction à l'interprétation du Coran*, Beyrouth, 1983.)

Quant à Jacqueline Chabbi, qui prétend que le Coran a été rédigé sous le calife Abd-al-Malik, à Damas, à l'aube du VIII^e siècle, et ceci « à partir de fragments d'oralité conservés dans les mémoires », il s'agit là d'affirmations gratuites qui ne reposent sur aucun fondement sérieux. « Si nous prenons la figure de l'ange Gabriel, explique-t-elle, le message de la révélation si présent dans la tradition postcoranique, nous constatons qu'elle est quasiment absente du Coran : elle ne fait l'objet que de trois mentions, dans des passages tardifs. » C'est faux. La figure de l'ange

Gabriel est déjà évoquée dans les sourates mecquoises, aux premiers temps de la révélation coranique (voir 53, 5-10 et 81, 19-21).

Si les points et les voyelles ont été ajoutés à l'époque des Omeyyades pour prévenir des erreurs de lecture dues à l'extension de l'islam aux populations non arabophones, il reste que toutes les sources historiquement fiables se rejoignent sur le fait que le Coran a été intégralement dicté par le Prophète lui-même à ses scribes, et qu'il fut mémorisé entièrement par un nombre considérable de ses compagnons.

Lorsque le premier calife Abû Bakr décida sa compilation, il disposait ainsi de deux sources : l'une écrite, l'autre orale. Il n'existe guère de livre dans l'histoire des hommes qui ait bénéficié de ce double gage d'authenticité.

Nous ne pouvons donc qu'encourager les chercheurs qui s'intéressent au Coran à faire preuve d'une très grande rigueur dans leurs analyses. Les musulmans, de leur côté, disposent de suffisamment d'éléments pour ne pas craindre la critique historique.

N'est-il pas d'ailleurs étonnant d'observer qu'il n'existe qu'une seule version du Coran, riche de ses diverses lectures, et qu'à travers les âges, mais aussi géographiquement dans le monde musulman, c'est exactement et sans transformation aucune le même livre, en langue arabe, que tous les enfants de l'islam lisent ?

En la matière, la vérité historique finira toujours par rejoindre et confirmer la promesse divine : « C'est Nous qui avons fait descendre le Rappel (le Coran), et c'est Nous qui en assumons la conservation » (Coran : 15,9).

Hani Ramadan est directeur du centre islamique de Genève.

Pour une solidarité sans faille

par **Valéry Giscard d'Estaing**

IL est arrivé dans le passé que les Etats-Unis et la France expérimentent certaines divergences dans le domaine de la politique étrangère. Dans d'autres circonstances (1796, 1917 et 1944), ils se sont joints dans des formes d'actions communes et étroitement liées. Cela devrait être le cas aujourd'hui. Les événements appellent une solidarité sans faille.

L'émotion ressentie par la population française concernant l'épreuve du peuple de New York et de Washington n'était pas superficielle. Elle a vécu les événements avec intensité et fut horrifiée par l'image de l'avion, rempli de passagers, virant sur l'aile pour s'écraser sur la tour. Elle a été touchée, au-delà de toute expression, par la ruée des pompiers et des jeunes secouristes d'urgence dans l'immeuble, dans une tentative de sauver des vies, au prix des leurs. Réellement, le peuple de New York a été magnifique !

Cette émotion doit être suivie par une solidarité politique face au défi qui est devant nous, une solidarité sans faille, ni querelles.

Certains points doivent être clarifiés. Pour être précis, nous n'entrons pas actuellement dans un état de guerre. Une guerre signifierait que nous sommes engagés à participer à un conflit entre armées régulières, ou à la confrontation entre deux groupes de nations. Adopter cette présentation serait jouer le jeu des terroristes, qui étaient mus par leur haine des Etats-Unis mais aussi par la volonté calculée d'augmenter le niveau et la dimension du conflit.

Le but de la future action devrait être ainsi défini : identification et destruction des réseaux terroristes, d'une manière qui rendra impossible le renouvellement de telles attaques, quelle que soit la technique utilisée. Cela veut dire que la logistique de ces réseaux devrait être éradiquée, en incluant les groupes et les structures qui leur fournissent protection, ressources, ou infrastructures d'en-

traînement. Cela conduira probablement à des opérations terrestres limitées, autour de territoires et d'endroits qui nécessitent d'être clairement identifiés, afin d'éviter les risques de dispersion et de dissimulation. L'utilisation de frappes aériennes ne semble pas suffisante pour atteindre cet objectif.

Cette destruction des réseaux terroristes ne doit pas être conçue et présentée comme une nouvelle croisade des pays industrialisés contre le monde musulman. Il se trouve que les Etats islamiques modérés souffrent des mêmes attaques haineuses. Souvenons-nous

Une action conjointe est clairement préférable

du destin du président Anouar el Sadate ! Pour cette raison, convoquer une réunion du G 8 pour évaluer la situation serait un non-sens absolu.

Une difficulté majeure surgira du fait que, pour détruire les réseaux terroristes, l'action devra se produire avant que le crime soit commis, contrairement à notre culture judiciaire. Ce problème n'existe pas dans le cas de l'attaque du 11 septembre, mais cette contradiction ne doit pas rendre impossible la suppression des autres réseaux, ni le démantèlement des préparatifs de nouvelles attaques. Pour cela, certains amendements législatifs seront probablement nécessaires.

Les Etats-Unis doivent-ils agir seuls, ou conjointement avec leurs alliés ? Une action conjointe est clairement préférable, et c'est pourquoi l'article 5 du traité de l'OTAN a été invoqué. Une action conjointe suppose une certaine forme de concertation, ou, tout au moins, d'information. Dans le cas présent, la nature de l'opération, qui présuppose un intense travail

des services de renseignements et une totale surprise, rend pratiquement impossible la forme classique de consultation. Cela signifie que la concertation devrait être concentrée au sein du plus haut niveau des dirigeants des pays qui prendront part à l'action.

Ils doivent évaluer ensemble, avec le plus grand soin, les réactions politiques qui seront entraînées par leur action, tant immédiatement que dans le long terme, et rechercher les moyens de gagner le soutien, ou l'assentiment, des Etats islamiques modérés. Ils doivent également tenter d'éliminer les tensions actuelles, qui fournissent un sol fertile au développement du terrorisme, et s'attaquer au problème le plus difficile qui est, pour les Etats-Unis, de passer d'une situation *de facto* de pouvoir dominant, qui augmente les antagonismes et excite l'envie, à une position d'acceptation mutuelle et de recherche de consensus.

Ils doivent garder à l'esprit le fait que les actions à venir doivent respecter nos valeurs communes de responsabilité et de recherche de la justice. Ces valeurs sont notre héritage et ne doivent pas nous donner un motif de controverse.

Il pourrait y avoir des circonstances qui appelleraient à la discussion entre nous, et même certaines différences d'évaluation. Mais les temps sont là maintenant pour la solidarité et l'action jointe.

Lorsque les moyens les plus horribles sont utilisés pour détruire les gens et fracasser le monde dans lequel ils vivent, quand l'Amérique est frappée dans sa chair et dans son sang, nous devons démontrer une solidarité forte, déterminée et effective, pour frapper les organisateurs et les inspirateurs, et prévenir le retour de telles agressions.

C'est le temps de la solidarité sans faille.

Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République, est député (UDF) du Puy-de-Dôme.



Nouvelle Civic 3 portes, premier signe d'indépendance ✓

Journées portes ouvertes les samedi 22 et dimanche 23 septembre** ✓



Vous pouvez être tranquille : dans le plus récent des crash-tests indépendants, la Honda Civic a obtenu 3 étoiles sur 4 pour la sécurité piéton et 4 étoiles sur 5 aux tests de collision. Test réalisé en juin 2001, validé sur la Civic 5 portes 1.4 LS.

Rendez-vous chez votre concessionnaire Honda



* Données en g/m³

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Justice européenne

L'EUROPE est en panne. Elle manque de leader capable de se projeter dans l'avenir et de tirer l'attelage des Quinze. Quand les événements forcent l'histoire et poussent cette Union désespérée vers plus d'intégration, il faut s'en féliciter. Les attentats du 11 septembre donnent ainsi l'occasion d'avancer d'un grand pas dans la constitution d'une Europe de la justice. Réunis jeudi 20 septembre à Bruxelles, les ministres européens de la justice et de l'intérieur ont approuvé un ensemble de mesures pour renforcer la lutte antiterroriste. Ils se sont engagés, en particulier, sur la mise en œuvre d'un « mandat d'arrêt européen ». Fondé sur la reconnaissance mutuelle entre les autorités judiciaires des Etats membres, il devrait se substituer aux procédures actuelles d'extradition, qui font dépendre l'envoi d'un accusé devant une autre juridiction des Quinze d'une décision du pouvoir politique de l'Etat membre où s'est réfugié cet accusé. L'aval politique sera abandonné au profit d'une procédure d'échange direct entre les juges des différents pays membres.

Ce projet, évoqué dès 1999, a longtemps été voulu par l'Espagne, entravée dans sa lutte contre l'ETA notamment par la France, qui refusait d'extrader les ressortissants demandés par Madrid : elle trouvait souvent les dossiers d'accusation insuffisants, mais craignait surtout de porter sur son sol le conflit basque. L'abandon de la décision politique est un geste fédéraliste majeur qui se heurte à des obsta-

cles si nombreux que le scepticisme est permis sur l'avancement du projet. L'extradition reste le « nerf de la guerre » en matière judiciaire, et beaucoup de projets précédents se sont perdus dans les sables, notamment les deux conventions de 1995 et 1996 destinées, déjà, à permettre l'extradition de terroristes. Le mandat d'arrêt européen suppose, avant d'exister, la remise en cause des traditions d'asile et des lois très anciennes de chacun des pays membres. En France, les textes sur l'extradition remontent à 1927, et ils prévoient une décision du premier ministre qui doit être avalisée par le Conseil d'Etat. Les Quinze s'engagent donc vers des révolutions judiciaires et un immense abandon de souveraineté.

Les juges de la lutte anticorruption réclamaient avec insistance ce mandat européen en dénonçant la contradiction entre une justice limitée par des frontières et la liberté de circulation des hommes et des capitaux dans l'Union. L'Europe de la justice avance à petit pas ces dernières années, avec la création des commissions rogatoires internationales et avec Eurojust, l'organisme qui coordonne des enquêtes transfrontières dans l'Union. Mais les résultats restent maigres et les procédures beaucoup trop longues. Pour des raisons qui sont souvent justifiées, en particulier la défense par chaque pays de ses ressortissants. Mais pour beaucoup d'autres qui tiennent de la bureaucratie ou d'une idée de la souveraineté dépassée par les malfaiteurs, les criminels et les terroristes.

Les réorientations nécessaires de George W. Bush

PLUS POPULAIRE que jamais, George W. Bush surfe sur les sondages alors qu'il y a dix jours encore près d'un Américain sur deux conservait des doutes sur la légitimité de son élection. Les sanglants attentats du 11 septembre ont bouleversé la donne dans un pays qui, en temps de crise, se range traditionnellement derrière son président et se drape dans les plis de la bannière étoilée. Malgré quelques flottements initiaux et son manque de charisme, il est vite apparu, dans cette atmosphère d'unité nationale, comme un président incontesté. Et il a su rappeler à ses compatriotes que les millions de musulmans américains - désormais plus nombreux que les juifs - n'étaient pas tous des terroristes.

Mais, pour un homme qui se détermine constamment par rapport à son père, l'ancien président George Bush, il importe de ne pas oublier qu'un peu plus d'un an après sa victoire dans la guerre du Golfe, George Bush senior était battu par un obscur gouverneur démocrate du nom de Bill Clinton. Pour continuer d'inspirer ses compatriotes, pour rassembler une coalition internationale indispensable à sa guerre contre le terrorisme et pour l'emporter face à Oussa-

ma Ben Laden, George W. va devoir modifier son style et sa politique.

Il lui faudra choisir entre les stratégies proposées par son équipe : celle, plus modérée et multilatérale, du secrétaire d'Etat, Colin Powell, ou celle des unilatéralistes du Pentagone, proches du vice-président et éminent grise Dick Cheney. Car, si le général Colin Powell, fort de son expérience de la guerre du Golfe, fait preuve de prudence et reconnaît qu'il faudra un peu tenir compte des alliés, le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, a déclaré que la croisade antiterroriste ne s'arrêterait pas avec la capture d'Oussama Ben Laden, et son adjoint Paul Wolfowitz a, dans des propos aux relents de guerre froide, appelé à « détruire les sanctuaires [des terroristes], leurs systèmes de soutien » et à « mettre fin aux Etats qui soutiennent le terrorisme ».

George W. Bush pourra-t-il rassembler sur une telle base une coalition durable allant de l'OTAN à la Russie, à la Chine et aux nations musulmanes ? Pourra-t-il obtenir un soutien sans failles à ses projets de représailles aux limites mal définies s'il ne réalise pas qu'il doit revoir la politique de cavalier seul poursuivie

depuis des mois ? Cela fait en effet longtemps que Washington n'avait pas affiché une telle désinvolture à l'égard du reste du monde.

Il a ainsi tenté d'imposer son bouclier antimissile - pourtant inefficace face aux menaces terroristes - et manifesté son dédain pour le traité antibalistique ABM comme pour bien d'autres conventions qui régissent les relations internationales. Il s'est opposé au protocole de Kyoto sur l'environnement, aux efforts pour lutter contre le blanchiment de l'argent sale - pourtant fort utiles pour traquer celui des islamistes - ou au contrôle des armes à feu. Sans autre justification que les intérêts de l'Amérique, du moins tels qu'il les conçoit.

CONFondre DIALOGUE ET RALLIEMENT

Les assurances de consultation risquent de ne pas suffire si elles ne sont pas suivies d'effet, alors que l'antiaméricanisme qui subsiste en Europe n'a pas été effacé par l'émotion qu'a soulevée le carnage du World Trade Center. Rares sont ceux qui sont prêts à suivre Washington les yeux fermés dans une aventure sur laquelle ils n'auraient aucun contrôle. La conception du « dialogue » qu'ont bon nombre de membres de l'administration, tous partis confondus, n'est plus acceptable comme du temps de la guerre froide et de la menace soviétique. Comme le remarquait un diplomate allemand lors d'un récent colloque, Washington a la fâcheuse habitude de confondre dialogue et ralliement aux positions américaines.

Nécessité faisant loi, George W. Bush est finalement intervenu dans le conflit israélo-palestinien, lui qui avait, jusqu'à présent, tenu à bout de bras le Proche-Orient, se contentant d'un soutien inconditionnel à son ami Ariel Sharon. Il en allait du soutien des pays arabes à sa lutte contre Ben Laden à un moment où la seconde Intifadah exacerbe l'antiaméricanisme des masses musulmanes. Lui qui avait refusé de recevoir Yasser Arafat a fait pression sur les deux camps, et imposé un cessez-le-feu.

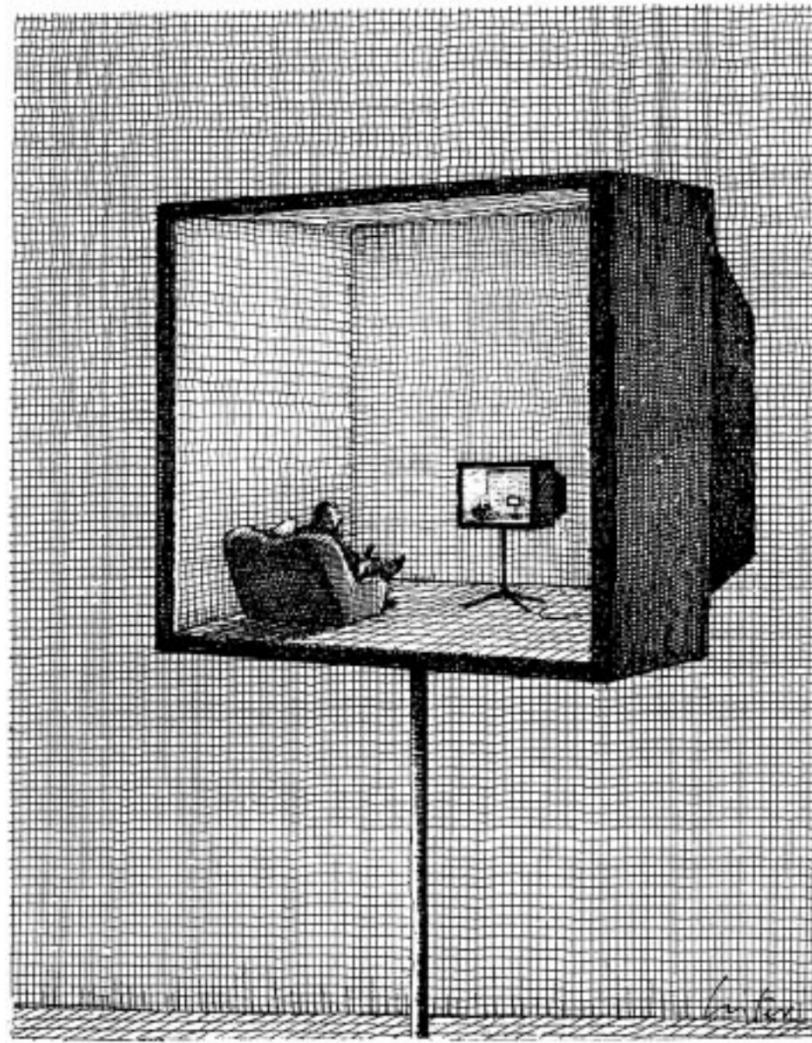
Il faudra aussi qu'il refuse de se laisser piéger par ceux qui tenteraient d'utiliser la crise actuelle à leur profit, que ce soit Vladimir Poutine, pour justifier sa sanglante campagne en Tchétchénie, ou Ariel Sharon, s'il voulait reprendre sa croisade contre l'OLP. Ou, aux Etats-Unis mêmes, par cette droite fondamentaliste chrétienne dont il est politiquement proche mais dont les débordements verbaux rappellent par trop ceux des islamistes. A l'exemple des révérends Falwell et Robertson, qui ont affirmé que les récents attentats étaient un châtement de Dieu contre une Amérique qui ne va plus assez à l'église et où il y a trop d'homosexuels, d'avortements...

Car ce n'est pas seulement en politique internationale que le conservatisme du président américain a montré ses limites. Lui qui prônait un ultralibéralisme économique et qui avait critiqué l'interventionnisme de son prédécesseur démocrate Bill Clinton prépare aujourd'hui un plan de relance de cette même économie.

C'est à sa capacité à s'adapter aux circonstances que l'on reconnaît un bon président. A ceux qui se moquaient de son aspect un peu fruste, il a répliqué qu'il était assez déterminé pour entrer à la Maison Blanche. A ceux qui attendaient un faux pas fatal, il a montré que, sans avoir le charisme de certains de ses prédécesseurs, il avait une capacité de survie. Reste à prouver qu'il saura imprimer sa marque à l'Amérique dans l'adversité, sans la lancer dans un nouveau bourbier de type vietnamien.

Patrice de Beer

Proximité par Leiter



Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.
Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhometou
Directeur artistique : Dominique Roynette ; adjoint : François Lolicton
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer
Rédaction en chef centrale :
Alain Frachon, Eric Fottorino, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre
Rédaction en chef :
Alain Debove (International) ; Anne-Line Roccati (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Serge Marti (Le Monde Economie)
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pillaux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vermet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Un film très « spécial »

PANDORA EST UNE ŒUVRE ébouriffante, insensée, incroyable. L'analyse ? Autant vouloir résumer *Sindbad le Marin*. Pandora, mythologiquement parlant, fut la « première femme », d'après la *Théogonie* d'Hésiode et *Les Œuvres et les Jours*. Fabriquée par Héphaïstos avec de la terre et de l'eau, elle fut envoyée aux hommes par Zeus pour les chatier quand Prométhée eut dérobé le feu au ciel. Cette Pandora-là, nous n'en verrons que le moderne symbole, Pandora Reynolds, pour qui tout le monde meurt d'amour dans la petite île méditerranéenne d'Esperanza, où elle villégiature.

Dans la rade d'Esperanza, un mystérieux yacht jette l'ancre. L'éruption d'un vieil archéologue nous laisse pressentir qu'à son bord doit se trouver le... Hollandais volant. Ce personnage est condamné à ne jamais mourir depuis qu'au dix-sep-

tième siècle il a poignardé sa Desdémone, pourtant innocente. Son destin est d'errer sur les océans et de temps à autre de revenir parmi les hommes : ce, jusqu'à ce qu'une femme meure par amour de lui. Le retour en arrière, portant sur trois siècles, qui rend compte de l'épisode est parfaitement ridicule, mais nous renvoie à Esperanza, où Ava Gardner s'élançait dans les flots vers le yacht où James Mason, seul, achève le portrait de l'antique Pandora. C'est à peu près à ce moment que s'engage l'action principale...

Personne ne manifestait d'impatience au Marbeuf lorsque j'y vis Pandora. De l'amusement certes, et souvent là où le metteur en scène, Albert Lewin, eût espéré de l'émotion. Ava Gardner est belle comme... les sept péchés capitaux.

Henry Magnan
(22 septembre 1951.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La redécouverte de l'Etat

Suite de la première page

Les archives des prévisions économiques des trois dernières décennies l'illustrent abondamment : les économistes avaient prévu la récession de 1988... qui ne s'est pas produite, mais non celle de 1993 qui fut en Europe l'une des plus fortes de l'après-guerre. Il y a de nombreuses raisons à cela, la plus satisfaisante pour l'esprit est de penser qu'un accident annoncé ne devrait pas se produire et qu'ainsi les seuls qui adviennent sont imprévisibles. Les gouvernements font généralement leur métier en empêchant l'émergence d'une crise future, lorsque les données du présent permettent de l'anticiper. On apprend beaucoup des événements extrêmes mais, par définition, on ne peut les prévoir. Il n'y a aucune honte à avouer cette ignorance.

On pourrait alors dessiner un autre scénario. L'avenir économique est inscrit dans un enchevêtrement de décisions interdépendantes des agents publics et privés. L'évolution libérale de nos sociétés a conduit presque partout à vouloir limiter l'espace des décisions publiques, à déclarer l'impuissance des Etats sous prétexte de mondialisation. Mais comme il est normal, chaque fois qu'un événement extrême se produit, les populations redécouvrent avec acuité le besoin du collectif, l'intérêt d'être gouverné, l'importance des services publics et de leur bon fonction-

nement. On craint alors une baisse de la demande privée au moment même où l'on perçoit l'immense utilité de la dépense publique et plus généralement de toutes les protections qu'elle assure. Le Congrès des Etats-Unis a voté un crédit égal au double de celui que le président demandait. La Fed et la Banque centrale européenne ont baissé le même jour leur taux d'intérêt d'un demi-point. Je suppose qu'en Europe le débat sur les déficits, jusqu'à présent arithmétique, prendra davantage de hauteur. Les conséquences économiques de ce drame, au-delà du très court terme, ne pourront donc être appréciées indépendamment des réponses politiques qu'il suscitera.

Ces réponses sont multidimensionnelles dans l'ordre interne comme dans celui de la coopération internationale, y compris l'aide au développement. L'événement implique, en effet, un changement structurel dans la coopération entre nations quel que soit le niveau de développement qui les caractérise, une autre conception de la mondialisation. C'est une œuvre de longue haleine. La mondialisation redevient affaire de gouvernement plutôt que gouvernement des affaires. Les fractures qui séparent le monde, entre pays pauvres et pays riches comme au sein de ces derniers, apparaissent encore moins acceptables. On comprend mieux que la mondialisation est aussi un discours rhétorique de légitimation des gains des gagnants - entre nations comme à l'intérieur des nations - et qu'il sert fréquemment les intérêts d'un corporatisme de riches. C'est la structure du monde tel qu'il est

qui permet aux uns de gagner et aux autres de perdre, davantage que le mérite comparé de chacun.

Mais si l'événement invite à repenser l'organisation du monde en même temps que la souveraineté des nations - beaucoup plus grande qu'on ne le pense et ne le dit -, il convient de se garder de toute naïveté, de se méfier des raccourcis commodes que notre culpabilité de personnes bien nourries nous incite à prendre. Les pays occidentaux ont fréquemment usé de leur puissance et du pouvoir de persuasion que donne l'argent pour exploiter des pays pauvres, ou pour maintenir au pouvoir, en ces pays, des régimes corrompus.

GLOBALISATION

Certes. Mais nombre de ces pays sont aussi sous la domination de totalitarismes qui n'ont comme moyen de perdurer que celui de maintenir leur population en état d'extrême pauvreté, en situation de ne pouvoir accéder à l'éducation, sauf celle qui glorifie le totalitarisme lui-même. Il est en un sens vrai que la globalisation met en relations économiques et financières des sociétés qui vivent en des

siècles différents, du Moyen Age au XXI^e siècle. Il nous faut comprendre que ce déséquilibre « chronologique » ne peut seulement être combattu par l'exportation des marchandises ou des capitaux, mais surtout par le soutien de la démocratie et de la justice sociale, quoi qu'il en coûte aux intérêts géopolitiques immédiats des pays riches. C'est l'absence de démocratie, beaucoup plus que la parcimonie de l'aide financière, qui maintient la population de nombre de pays en développement dans la pauvreté et la misère morale.

La récession de demain n'est inscrite dans les données d'aujourd'hui que si la mécanique des comportements individuels ne rencontre pas l'action politique. Mais il existe une possibilité que le XXI^e siècle s'ouvre aussi sur une réhabilitation du politique. Autrement la récession ajouterait à la violence meurtrière la violence économique, dont on sait qu'elle a toujours frappé de façon disproportionnée les pays les plus fragiles, c'est-à-dire les plus pauvres.

Jean-Paul Fitoussi
pour Le Monde

RECTIFICATIFS

IMMIGRATION

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans l'article sur la condamnation, à trois ans de prison, d'un policier qui avait tué un jeune à Toulouse en 1998 (*Le Monde* du 8 septembre), le MIB ne signifie pas Mouvement indépendant des banlieues mais Mouvement Immigration Banlieues.

« L'ANGLAISE ET LE DUC »

Deux erreurs historiques figuraient dans la critique du film d'Eric Rohmer *L'Anglaise et le Duc* (*Le Monde* du 5 septembre). Philippe d'Orléans, dit Philippe Egalité, n'était pas le frère mais le cousin du roi. Et c'est la princesse, non la duchesse de Lamballe, dont la tête a été promenée par la foule, après sa décapitation le 3 septembre 1792.

ÉLECTIONS Les élections sénatoriales du dimanche 23 septembre renouveleront un tiers des effectifs de la seconde Chambre du Parlement. Le scrutin, qui porte sur 102

des 321 sièges, ne peut remettre en cause la domination de la droite au Sénat. ● LA PARITÉ s'applique, pour la première fois à ces élections, dans les départements pourvus à la pro-

portionnelle. Cependant, nombre de sortants recourent à des subterfuges qui devraient limiter à une demi-douzaine le nombre de femmes supplémentaires au Sénat, qui n'en compte

que vingt. ● LA PROPORTIONNELLE a été étendue aux départements comptant au moins trois sénateurs. Cette modification devrait favoriser les socialistes au détriment

de la droite. ● LA MEURTHE-ET-MOSELLE illustre l'éparpillement des candidatures provoquées par le désir des sortants d'être réélus, au détriment de l'arrivée de femmes.

Le Sénat résiste à l'application de la loi sur la parité

Les élections sénatoriales qui auront lieu dimanche 23 septembre dans un tiers des départements ne devraient pas amener plus d'une demi-douzaine de femmes supplémentaires dans la seconde Chambre du Parlement, qui n'en compte que vingt. La gauche devrait légèrement progresser

SAVEZ-VOUS détourner une loi ? L'empêcher de produire ses effets ? Les sénateurs, eux, savent le faire ! Droite et gauche confondues. Confrontés, à l'occasion des élections sénatoriales du 23 septembre, à l'application, pour la première fois, de la loi sur la parité et d'un mode de scrutin aménagé, ils ont rivalisé d'imagination pour utiliser l'une de ces réformes, l'extension de la proportionnelle dans les départements qui élisent au moins trois sénateurs, au détriment d'une autre, l'obligation d'inscrire 50 % de candidates sur les listes, en alternant un homme, une femme. Cette contrainte laissait présager, en théorie, une considérable féminisation au Palais du Luxembourg, qui ne compte actuellement que vingt élus sur un total de 321 sénateurs. Finalement, elles devraient être... entre vingt-six et vingt-huit à l'issue du scrutin !

Sur les trente-deux départements ou collectivités renouvelables, il y a six sénatrices sortantes, sans oublier Monique Cerisier-Ben Guiga, qui représente les Français établis à l'étranger. Sur ce total de sept élus, six sont à nouveau candidates. Elue de Lozère, qui ne compte qu'un siège à pourvoir, Janine Bardou (DL) renonce pour des raisons de santé et devrait être remplacée par Jacques Blanc (DL), président de la région Languedoc-Roussillon. Et une sénatrice en moins !

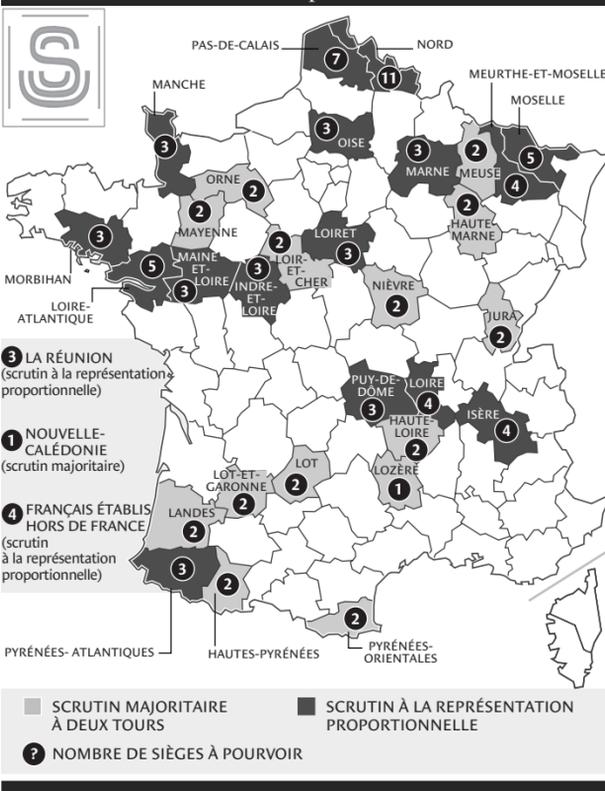
Mais les ruses s'exercent principalement dans les dix-huit départements où s'applique le scrutin de liste, qui va profiter à la gauche

(lire ci-dessous). La Manche est un beau cas de figure : pour sauver leur siège, les deux sénateurs RPR sortants, Jean-François Le Grand et Jean Bizet, ont constitué chacun une liste. Troisième sortante, Anne Heinis (UDF) se retrouve numéro deux sur celle de M. Le Grand... et risque d'être battue. « Jusque-là, on travaillait tous les trois ensemble. Cette fois-ci, le changement du mode de scrutin et la parité nous ont obligés à faire liste séparée », déplore M^{me} Heinis, qui s'en prend davantage aux réformes de la gauche qu'au comportement de ses deux collègues.

« LOI SCÉLÉRATE »

Dans le Loiret, où aucun des trois sénateurs de droite ne se représente, les partis ont perdu l'occasion de promouvoir des candidates. Sur les onze listes en lice, aucune n'est conduite par une femme. Au total, le bilan de la majorité sénatoriale RPR-UDF-DL se résume à une tête de liste UDF, Gisèle Gautier (Loire-Atlantique), une divers droite Annette Laurent (Marne) et... zéro RPR et DL. Le président du groupe RPR, Josselin de Rohan (Morbihan), se défend : « Comment voulez-vous que je choisisse, dans l'Oise, entre nos deux sortants, qui sont méritants [Philippe Marini et Alain Vassel], ou encore, dans la Loire, entre Bernard Fournier et Lucien Neuwirth, qui est croix de guerre ? » Sacrée parité ! A l'époque des débats, le président du Sénat, Christian Poncelet (RPR), l'avait qualifiée de « loi scélérate ». Bien évidemment, la gauche

Le mode de scrutin des départements renouvelables



s'en était offusquée. « M. Poncelet a aidé la droite à détourner la loi sur la parité », dénonce aujourd'hui Michèle Sabban, secrétaire nationale chargée des femmes au PS,

qui mise sur la féminisation du collège des grands électeurs, composé essentiellement de conseillers municipaux, pour « sanctionner les propos » du président du Sénat.

Elle est même allée plaider la cause devant quelques nouvelles conseillères municipales « élues grâce à la parité »...

A gauche, la situation n'est guère plus florissante, avec deux têtes de liste socialistes, Odette Herviaux (Morbihan) et Monique Cerisier-Ben Guiga, quatre Verts, deux divers gauche et une communiste. Et les coups bas existent là encore. En Loire-Atlantique, où le PS devrait conserver ses deux sièges, Marie-Madeleine Dieulanaud (PS), numéro deux sur la liste PS-PCF, est menacée. D'un côté, la tête de liste est revenue à Charles Gautier, suppléant de Jean-Marc Ayraut, grâce à l'entremise du président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. De l'autre, le sortant François Autain (PS), privé de l'investiture par son parti, a décidé de conduire une liste dissidente avec les Verts. « Cette liste risque de mordre sur notre électoral. Je suis très déçu par le PS, qui n'a pas réussi à imposer suffisamment de candidates », lance M^{me} Dieulanaud, amère. M. Autain explique qu'on l'a « renvoyé sèchement ». « C'est un véritable complot. Certains d'entre nous avaient proposé une liste conduite par une femme suivie de Gautier et d'une candidate des Verts, mais Jean-Marc Ayraut s'y est opposé. Il m'a fait convoquer par sa secrétaire. On attendait plus d'humanité de la part d'un robot ! », s'empare le questeur du Palais du Luxembourg, qui ajoute : « Nous n'avons pas mesuré les conséquences sur le terrain de la parité. Pour l'instant, peu de femmes sont

crédibles comme tête de liste. » La perspective de la présidentielle et des législatives de 2002 rend parfois les partis soudainement vertueux. Dans le Nord, l'accord national Verts-PS va faire le bonheur de Marie-Christine Blandin (Verts), conseillère régionale du Nord-Pas-de-Calais. Numéro quatre sur la liste de Pierre Mauroy (PS), l'ancienne présidente de la région privée Guy Allouche (PS) d'un nouveau mandat. Le vice-président du Sénat est dépité. « Où est la parité, où est le rajeunissement ? On envoie tous les vieux, Mauroy, Labarrère, Mermaz ! Le PS a préféré des cumulards qui, en plus, ne s'investissent pas. Dans les Landes, Philippe Labeyrie a été réinvesti alors qu'il n'est jamais monté à la tribune du Sénat depuis sa première élection en 1983. Alors qu'on cesse de faire la morale aux autres ! »

Au total, le groupe socialiste devrait compter trois nouvelles élus, Odette Herviaux (Morbihan), Michelle San Vicente (Pas-de-Calais) et Michèle André (Puy-de-Dôme), ancienne secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes. M^{me} Blandin devrait faire son entrée au Palais du Luxembourg. Au groupe communiste, qui compte déjà cinq sénatrices, on espère bien l'arrivée d'Anne David (Isère). La droite, qui va perdre au moins deux élus, devrait en gagner six. Et une quinzaine toutes tendances confondues lors du prochain renouvellement, dans trois ans. Au Sénat, la parité prend son temps...

Elie Barth et Clarisse Fabre

En Meurthe-et-Moselle, les sortants contre les femmes

NANCY

de notre correspondante

Chacun pour soi ! La Meurthe-et-Moselle illustre à merveille comment, dans un département qui élisait jusqu'à présent ses sénateurs au scrutin majoritaire uninominal, l'introduction de la proportionnelle et de la parité conduit les sortants, tous masculins et tous du même bord politique, à devenir rivaux pour sauver leur siège.

La nouvelle équation est implacable. En 1992, le scrutin majoritaire avait permis à la droite de rafler les quatre sièges du département. Aujourd'hui, les sénateurs Jacques Baudot (UDF), Jean Bernadaux (UDF) et Claude Huriet (UDF), membres du groupe de l'Union centriste (UC), et Philippe Nachbar (DL), affilié au groupe des Républicains et Indépendants (RI), sollicitent un renouvellement de leur mandat. Mais, cette fois, le scrutin a lieu à la proportionnelle, ce qui suppose que les candidats se présentent sur des listes comportant quatre noms. Cette modifi-

cation du mode de scrutin a pour conséquence presque mécanique d'assurer à la gauche un de ces quatre sièges et de rendre incertain un second. Sachant que, dans ces conditions, si les quatre sortants, qui occuperaient la quatrième place seraient assurés d'être battus, et que le troisième serait menacé, il y avait peu de chance pour que les choses se règlent à l'amiable.

SANS ÉTATS D'ÂME

La loi sur la parité complique encore l'affaire, puisqu'elle oblige à alterner, sur les listes, candidats et candidates. Les quatre sortants ont vite fait l'addition de ces contraintes : pour être réélu, le plus sûr était encore de constituer sa propre liste et d'en prendre la tête. C'est ce qui fut fait : bien que siégeant sur les mêmes bancs au Palais du Luxembourg, MM. Baudot, Bernadaux, Huriet ainsi que M. Nachbar concourront chacun pour soi, dimanche 23 septembre.

Les candidats sont sans états d'âme. « Même si les trois centristes s'étaient entendus », explique M. Huriet, il y en aurait eu un en première position, un en troisième et un en cinquième. » Il n'y a donc pas eu de stratégie de parti, ni de concertation. Pas de solidarité non plus. Chacun fait ses visites aux grands électeurs de son côté, officiellement « sans s'occuper des autres », comme le déclare M. Baudot, mais en soupesant les chances de ceux qui deviennent, de fait, des adversaires. Parfois, l'aigreur n'est pas loin : « Vous avez vu la plaquette de Baudot, glisse un candidat. Il s'affiche en photo avec Christian Poncelet et Jacques Chirac pour laisser croire qu'il a le soutien du RPR... »

Dans ce jeu de chaises musicales, c'est M. Bernadaux, l'ancien maire de Villers-lès-Nancy, qui apparaît le plus menacé.

Au total, pas moins de dix listes brigueront les suffrages des 1 955 grands électeurs de Meurthe-et-Moselle : aux trois listes UDF et à la liste DL s'ajoutent une liste PS-PCF-PRG soutenue par les Verts, une liste du Mouvement des citoyens (MDC), une liste Front national, une du Mouvement

national républicain (MNR), celle de Lutte ouvrière et, enfin, celle de l'Union des contribuables de France. La gauche, où la logique d'appareil s'est imposée, compte bien tirer parti de la division de la droite. Premier de la liste de la gauche plurielle, Daniel Reiner (PS), conseiller régional, se prend à espérer l'élection de sa deuxième de liste, Evelyne Didier (PCF), conseillère générale de Conflans-en-Jarnisy.

Les contraintes de l'union ont cependant laissé des séquelles dans la majorité. Jean-Pierre Minella, maire (PCF) d'Homécourt, qui avait caressé l'idée de figurer en deuxième place sur une liste conduite par la maire (PS) de Toul, Nicole Feidt, avant que celle-ci rentra dans le rang, ne se prive pas pour ironiser sur « une parité drôlement subie ». A gauche, pas plus qu'à droite, ajoute-t-il, on ne confie la conduite d'une liste à une femme « lorsque le premier est quasiment sûr d'être élu ».

Monique Raux

Un scrutin indirect et à modalités variables

● **Renouvellement** : le scrutin du 23 septembre concerne 102 des 321 sièges de sénateur. Il a lieu dans les départements qui, suivant l'ordre minéralogique, vont d'Indre-et-Loire aux Pyrénées-Orientales, ainsi que la Réunion, la Nouvelle-Calédonie et 4 des 12 sièges des Français de l'étranger. Le mandat est de 9 ans.

● **Mode de scrutin** : les sénateurs sont élus dans le cadre du département. Dans les départements qui ont droit à 1 ou 2 sièges, l'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours. Dans les départements comportant au moins 3 sièges, l'élection a lieu à la représentation proportionnelle, suivant la règle de la plus forte moyenne, sans possibilité de panachage ni de vote préférentiel. Dans ces départements, chaque liste doit être composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

● **Collège électoral** : les sénateurs sont élus par un collège composé des députés, des conseillers régionaux du département, des conseillers généraux et des délégués des conseils municipaux. Ces derniers constituent 95 % du collège électoral. Le nombre de délégués d'un conseil municipal dépend de la taille de la commune. Le Conseil constitutionnel a annulé, le 6 juillet 2000, une mesure législative qui visait à renforcer la représentation des zones urbaines, largement dominées par les zones rurales dans les collèges.

● **Composition du Sénat sortant** : groupe Communiste, républicain et citoyen, 17 dont 5 femmes ; groupe socialiste, 77 dont 9 femmes ; groupe du Rassemblement démocratique et social européen, 23, pas de femme ; groupe de l'Union centriste, 51 dont 1 femme ; groupe des Républicains et Indépendants, 46 dont 2 femmes ; groupe du Rassemblement pour la République, 99 dont 3 femmes ; non-inscrits, 7 hommes.

Le PS devrait bénéficier de l'extension de la proportionnelle

LES ÉLECTIONS sénatoriales du dimanche 23 septembre, qui concernent un tiers des sièges de cette assemblée, ne changeront pas les grands équilibres de la seconde chambre du Parlement, structurellement à droite. Tout au plus la réforme du mode de scrutin, avec l'extension de la proportionnelle aux départements comptant au moins trois sièges, contre cinq auparavant, modifiera-t-elle à la marge la composition des différents groupes politiques. Le Parti socialiste, qui a conclu des accords avec le PCF dans neuf départements, et dans six avec les Verts, en sera le principal bénéficiaire puisque dans une dizaine de départements au moins où la droite exerce jusqu'alors une hégémonie sans partage, la proportionnelle lui permettra d'être désormais représenté. Cela devrait être le cas de l'Indre-et-Loire, de l'Isère, de la Loire, du Loiret, du Maine-et-Loire, de la Manche, de la Marne, de la Meurthe-et-Moselle, du Morbihan, de l'Oise et des Pyrénées-Atlantiques.

A l'inverse, le PS devra céder l'un de ses trois sièges dans le Puy-de-Dôme, sans doute au profit de Jean-Marc Juillard (UDF), qui conduit la liste de l'opposition. Claude Estier (Paris), le président du groupe socialiste, s'attend également à perdre un sénateur dans le Pas-de-Calais, où la gauche plurielle part en ordre dispersé face à une droite unie. Enfin, le PS a abandonné aux Verts un siège dans le Nord, ce qui permettra à Marie-Christine Blandin de faire son entrée au Sénat au détriment du socialiste Guy Allouche, évincé contre son gré.

« UN GAIN DE SIX OU SEPT SIÈGES »

« Au total, je m'attends à un gain de six ou sept sièges », résume M. Estier, ce qui nous permettra de dépasser pour la première fois le seuil des quatre-vingts sénateurs socialistes. » Le PS profite de ces circonstances favorables pour accueillir deux anciens ministres de François Mitterrand, André Labarrère (Pyrénées-Atlantiques) et Louis Mermaz (Isère). La multiplication des vocations sur fond de réajustements de comptes locaux, ajoutée à l'introduction de la parité, est, notamment, à l'origine de l'éviction de M. Allouche (PS, Nord), vice-président du Sénat, et du questeur François Autain (PS, Loire-Atlantique). Celui-ci a décidé de présenter une liste dissidente avec les Verts. Quant à M. Allouche, auquel on avait promis la présidence du groupe PS après l'élection présidentielle de 2002, il a décidé de se retirer, non sans amertume : « Je suis victime de l'indéclicatesse de François Hollande, qui ne sait pas prendre ses responsabilités. »

Le Parti socialiste n'a pas, tant s'en faut, le monopole des aigres. Avec 30 sortants renouvelables, le RPR, qui devrait perdre, aux dires de son président de groupe, Josselin de Rohan (Morbihan), « entre trois et sept sièges », a préféré laisser se multiplier les listes (trois dans la Loire et le Loiret, par exemple) en son nom plutôt que d'octroyer une investiture unique. « C'est l'effet pervers de la proportionnelle », déplore M. de Rohan. Cette réforme a été introduite pour permettre aux socialistes de renforcer leurs rangs. Il est difficile d'éva-

luer dans quels départements nous serons en difficulté car les élections sénatoriales sont soumises à des ressorts psychologiques autant que mathématiques, mais nous resterons le groupe le plus important avec plus de quatre-vingt-dix sénateurs. »

Si l'Union centriste (22 renouvelables), composée essentiellement de membres de l'UDF, devrait rester stable, le groupe des Républicains et Indépendants (11 renouvelables), majoritairement proche de Démocratie libérale, et celui du RDSE (10 renouvelables), qui comprend des élus de droite et de gauche, pourraient enregistrer un léger recul. A l'autre bord de l'échiquier politique, le groupe Communiste républicain et citoyen (CRC), avec quatre sortants renouvelables, pourrait gagner un siège.

L'une des rares certitudes concernant la réélection à la présidence du Sénat de Christian Poncelet (RPR, Vosges), le 1^{er} octobre. En 1998, il avait succédé à René Monory à l'issue d'une habile manœuvre de contournement du sénateur centriste. « Il sera réélu triomphalement dès le premier tour, pronostique M. de Rohan. Il est beaucoup plus malin que M. Monory. Les voix du RPR et des RI lui sont acquises. Les centristes n'ont pas intérêt à présenter un candidat. Maintenant, si leur président de groupe, Jean Arthuis, veut ramasser une gamelle... »

E. B.

MÉDAILLE D'OR 2000
CONCOURS NF AMEUBLEMENT
DÉTAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

RECOMMANDÉ PAR
PARIS PAS CHEER

MATELAS • SOMMIERS
Vente par téléphone possible
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...
Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...
CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Steiner - Coulon - Diva - Burnas - Duvivier etc...
5500 m² d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
• 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19^{ème} - M^o Télégraphe
• 50, avenue d'Italie
Paris 13^{ème} - M^o Place d'Italie
01.42.08.71.00 - 7 j/7

L'ENCAISSEUR DU FRAC®

REND VISITE À VOS DÉBITEURS
39, Rue La Fayette - 75009 PARIS
Tel 0153209353 - Fax 0153209350
www.lencaisseurdufrac.com

M. Chevènement commente à mi-mots les attentats contre les Etats-Unis

Lors de son premier déplacement de campagne, à Grenoble, consacré à la recherche et à l'environnement, le candidat à l'élection présidentielle a prôné une « fermeté sans faille » face au terrorisme

GRENOBLE
de notre envoyée spéciale
Pas de petite phrase. Pas d'interview écrite. Encore moins de déclaration au canon. Jean-Pierre Chevènement

REPORTAGE

Les journalistes, qui ne veulent parler que de la tension mondiale, finissent par l'agacer

nement se surveille comme lait sur le feu. « Je maîtrise mon expression », dit-il. Il cisèle et modère chaque phrase, à l'image de cette longue tribune publiée par *Le Figaro*, le 20 septembre. Depuis les attentats du World Trade Center et du Pentagone, le « Che », ne dit pas un mot plus haut que l'autre, lui qui avait démissionné avec fracas pour dire son désaccord avec la guerre du Golfe.

Pourtant, continuer à faire campagne alors que la vie politique française s'est pour ainsi dire gelée autour des événements du 11 septembre, revient déjà à envoyer un signe. « Nous avons respecté un délai de décence, en reportant le premier déplacement. Mais la vie continue », dit le candidat à la présidentielle. Il poursuit sa campagne, car il « intègre parfaitement ce qui se passe aujourd'hui. Malheureusement, cela ne me surprend pas », soupire-t-il. Il s'est donc rendu comme prévu, à Grenoble, ce jeudi 20 septembre, pour une journée thématique sur les questions de la recherche et de l'environnement. Il a pris le tramway, abondamment filmé et photographié. Assis en face de lui, le président du comité de soutien à sa candidature dans l'Isère, un professeur de droit public, dévoile sans fards sa pensée, à propos des Etats-Unis : « Qui sème le vent, récolte la tempête », assène Antoine Manassis. « Oui,

bien sûr, même si l'on ne peut pas le dire aussi brutalement », tempère M. Chevènement.

La journée a beau être studieuse, rythmée par des exposés scientifiques de haut vol sur la pile à combustible, les effets des pots catalytiques sur la calotte polaire, les biopuces d'ADN sur les vaches pas folles, ou les dérèglements du climat sur 10 000 ans, l'actualité revient comme un boomerang. Les journalistes, qui ne veulent parler que de la tension mondiale, finissent par agacer M. Chevènement. Mais il répond tout de même aux questions, ne s'estimant pas le plus mal placé pour le faire, « comme ancien ministre de la défense et de l'intérieur ». Il ne regrette d'ailleurs pas d'avoir démissionné il y a dix ans, au moment de la guerre du Golfe : « J'assume tout à fait cette décision, qui n'est pas sans rapport avec la suite. » S'il répète qu'il faut « répondre par une fermeté sans faille au terrorisme » et « ne pas marchander notre solidarité aux Etats-Unis », il souligne que l'on « a vu il y a dix ans, le contre-exemple de ce qu'il faut faire ». « Pensez-vous que cela n'a pas suscité un anti-américanisme fanatique, avec un embargo [sur l'Irak] qui a fait de milliers de morts ? », lance-t-il.

DANS LES HÔPITAUX DE BAGDAD

Dans la réponse à apporter aux actes terroristes, « l'aspect policier, judiciaire, financier, est une chose. Mais l'usage de la force doit être très ciblé et dosé », juge-t-il. En répondant, en fin de journée, aux questions d'une centaine de personnes réunies à l'Institut d'études politiques de Grenoble, M. Chevènement rend hommage à Bill Clinton, « qui a fait avancer le dialogue israélo-palestinien, ce qui n'est pas le cas de l'administration Bush depuis sept ou huit mois ». A ses interlocuteurs, il répète que « le monde arabo-musulman compte un milliard

d'hommes sur la terre » et qu'il faut « investir dans l'humain ». A ses yeux, le « défi terrible du terrorisme qu'il faut relever ensemble » est de pouvoir « provoquer des affrontements intercommunautaires ». Enfin, il évoque sa visite dans les hôpitaux de Bagdad, depuis l'embargo, et raconte qu'il « en est ressorti le cœur serré ». « Si l'on veut porter un jugement juste sur l'état du monde, il ne faut pas oublier cela », relève-t-il, appelant les responsables politiques à « la générosité, l'humanisme, la compassion ».

L'essentiel de son temps, le candidat l'a cependant passé à écouter des savants, dont la République « a besoin ». Accumuler des données, enregistrer des noms. Jean-Jacques Payan, homme de réseaux, ancien directeur général du CNRS, lui avait concocté cette journée sur mesure. « Je suis disponible pour Jean-Pierre Chevènement que je connais bien et que j'estime », dit-il. Le candidat, amateur de jolis mots, en a même appris deux nouveaux : trophosphère (l'air que l'on respire) et picogramme (un gramme divisé par un million de millions). En échange, il a enseigné à un spécialiste du climat ce qu'était l'EPR : « C'est un réacteur nucléaire, qui devrait être lancé depuis deux ans et qui ne l'est pas pour des raisons de politique intérieure. Et il ne le sera pas si les Verts disposent de la clé pour construire une majorité. » La vie continue, la campagne aussi.

Béatrice Gurrey

■ **PCF** : Pierre Lévy, directeur du mensuel *République-Bastille-Nation*, qui s'est retiré de la primaire destinée à choisir le candidat du PCF en 2002, appelle à voter pour Jean-Pierre Chevènement. Dans un entretien au *Parisien* du 20 septembre, il invite « ceux qui gardent des convictions communistes (...) à prendre toute leur place dans le pôle républicain ».

Des milliers d'hospitaliers manifestent pour réclamer plus d'embauches

Les syndicats envisagent une nouvelle journée d'action le 27 septembre

Des dizaines de milliers d'agents et de médecins hospitaliers ont manifesté dans de nombreuses villes, jeudi 20 septembre, à l'appel de la plupart des syndicats. Ils

jugent que les 45 000 embauches sur trois ans décidées par le gouvernement sont insuffisantes pour alléger leur charge de travail et faciliter le passage aux 35 heures.

« **NON aux 35 heures bidon** », ont scandé, jeudi 20 septembre, des dizaines de milliers d'agents hospitaliers dans plusieurs villes de France. Le dossier de la réduction du temps de travail (RTT) à l'hôpital a réveillé tous les malaises des professionnels de la santé. A Paris, plus de cinq mille manifestants réunis à l'appel des syndicats CGT, FO, SUD-CRC, CFDT, UNSA, CMH (Coordination médicale hospitalière) et CHG (Confédération des hôpitaux généraux), ont réclamé « le retrait du projet Guigou ». Venu massivement de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) et pour quelques centaines d'entre eux des établissements non universitaires d'Ile-de-France, les manifestants ont fustigé « l'annualisation du temps de travail » et réclamé « des embauches pour la RTT ».

Dans les rangs du cortège, ils étaient nombreux à considérer que la création de 45 000 emplois sur trois ans, décidée par le gouvernement pour faciliter la mise en place des 35 heures, ne suffira pas à répondre aux besoins. « 45 000, ça servira juste à combler les manques actuels mais certainement pas les conséquences des 35 heures », estime une aide-soignante de l'hôpital Saint-Louis. Elle et ses collègues « redoutent » la RTT. « On ne sait pas à quelle sauce on va être mangé », expliquent-elles, mais « il y a de fortes chances qu'on nous demande d'en faire encore plus en

étant toujours moins nombreux ». Pour bon nombre d'infirmières les 35 heures « version Guigou » « risquent de ne pas être un progrès social ». « Si c'est pour enquiller les heures en attendant un hypothétique départ en compte épargne temps, non merci », s'indignent les blouses blanches, qui évoquent toutes « des conditions de travail de plus en plus difficiles et une baisse de la qualité de soins ». « Avec les 35 heures, on cherche à nous gruger sur les repos, les jours fériés, les temps de formation », craint une ergothérapeute de l'hôpital Paul Guiraud à Villejuif (Val-de-Marne). « Des congés-maladie ne sont pas remplacés, des lits ferment faute de personnels et vous croyez qu'on va passer aux 35 heures », lance, excédée, une infirmière de Bichat. « La colère des personnels hospitaliers est au maximum », assurent les syndicalistes de SUD-CRC.

A Marseille, ils étaient environ 3 000 à défilé pour exiger « davantage d'embauches dans les hôpitaux publics ». Les syndicats FO, CGT, CFDT, SUD-CRC et la Coordination nationale des infirmières (CNI) estiment qu'il faut mille postes supplémentaires pour la ville, soit 10 % des effectifs de jours actuels. « Ce chiffre correspond aux besoins minimum pour la mise en place des 35 heures », assurent-ils. En Normandie, deux mille personnes ont défilé dont un millier à Rouen. Des manifestations ont

également été organisées à Lyon, Toulouse, Lille ou Dijon. A chaque fois, les cortèges ont rassemblé aussi bien des infirmières et des aides-soignants que des médecins, des techniciens ou des agents administratifs.

A Toulouse, un millier d'agents ont manifesté dans le centre-ville à l'appel de l'ensemble des syndicats derrière une grande banderole « 35 heures, travailler mieux, vivre mieux ». La manifestation s'est déroulée dans une ambiance dynamique et combative. Les manifestants réclament, dans le cadre de la réduction du temps de travail, un train d'embauches que la CGT estime à un millier d'emplois, soit près de 10 % du total des salariés du secteur hospitalier public de Haute-Garonne. Les organisations professionnelles de médecins chiffrent, elles, les besoins à 700 personnes. Outre cette augmentation des effectifs pour compenser la réduction du temps de travail, les manifestants réclament une « mise à niveau des effectifs » dans des secteurs comme la psychiatrie ou les soins intensifs, qui souffrent d'un manque de personnel. Le taux de gréviste a varié entre 50 et 60 % selon les établissements. Un nouveau préavis de grève devrait être déposé, pour jeudi prochain, dans les hôpitaux de l'Héxagone.

Sandrine Blanchard

Tirs croisés contre l'opacité des comptes de la Sécurité sociale

LES ADJECTIFS n'ont guère varié pour qualifier la présentation des comptes de la Sécurité sociale. « Opaque », ont dit les uns, « embrouillée » ou « irréaliste » ont renchéri les autres. La « Sécu » a beau afficher des excédents (*Le Monde* du 21 septembre), la méthode comptable a beau avoir été changée pour rendre les comptes plus « transparents », la ministre de l'emploi et de la solidarité, Elisabeth Guigou, a eu beau défendre un bilan plus avantageux que sous les gouvernements précédents, une pluie de critiques a accueilli ces résultats, qualifiés d'« exercice éprouvant » par le secrétaire général de la commission des comptes de la Sécurité sociale, François Monnier.

Dans l'introduction de son rapport, ce dernier a lui-même mis en garde contre le « sentiment d'opacité » qui règne « devant la complexité croissante » de la « Sécu », « et notamment de ses circuits de financement ». L'excédent global de 5,4 milliards de francs prévu en 2002 reste « modeste », écrit M. Monnier. « Le régime général aborde la période plus difficile qui s'ouvre à présent sans avoir suffisamment rétabli sa situation financière », ajoute-t-il.

Deux éléments, surtout, ont jeté le doute. Les dépenses de santé, tout d'abord : alors que l'assurance-maladie affiche encore un déficit de 13 milliards de francs, le gouvernement a fixé à 3,8 % l'évolution des dépenses en 2002. Or ces dernières ont progressé de 5 % sur les huit premiers mois de 2001 et l'envelop-

pe de 2002 devra prendre en compte une partie des 45 000 créations d'emploi dans les hôpitaux. Les 35 heures, ensuite : l'absence de compensation intégrale à la « Sécu » des allègements de charges en partie liés à la réduction du temps de travail a considérablement dégradé les résultats de 2001 (-7 milliards de francs) et provoqué un nouveau schéma complexe de financement. « Maquillage, désinvolture et irréalisme », a conclu le Medef en justifiant, une nouvelle fois, le retrait prochain de ses administrateurs des caisses de Sécurité sociale.

« CHIFFRES FAUSSÉS »

Intervenant devant la commission, son représentant, Bernard Boisson, a déclaré qu'« avec des chiffres faussés, manipulés, triturés, il n'y a plus de débat, ni de gestion possible ». La CGT ne s'est pas montrée plus tendre en déplorant « de grandes lacunes, incohérences et insuffisances ». La centrale de Bernard Thibault estime que les comptes, comme le projet de budget 2002 de la « Sécu », « confirment une fois de plus l'inadéquation croissante, et devenue aujourd'hui critique, entre le mode de financement de la Sécurité sociale et les objectifs qui lui sont assignés, à savoir la satisfaction durable des besoins de la population en matière de santé, de famille et de retraite ». Pour elle, « les transferts de recettes envisagés par l'Etat entre les divers fonds créés à l'origine pour financer des besoins bien définis,

mais qui sont sans cesse détournés de leur objectif initial (...) rendent de plus en plus opaques (...) les prévisions budgétaires affichées ». « Nous sommes dans le brouillard », a renchéri Solange Morgenstern (CGC).

A droite, les critiques ont été acerbes. « Avec des comptes de plus en plus embrouillés, des prévisions de recettes de plus en plus douteuses, notre Sécurité sociale s'enfoncé dans l'obscurité », a fustigé Jacques Barrot, député UDF (Haute-Loire). « Le rapport annuel des comptes devait éclairer les Français sur leur système de protection sociale et les responsabiliser. Les voilà confrontés à un exercice de présentation presque indéchiffrable qui masque l'essentiel et qui signe l'échec d'un pilotage clair et responsable », a ajouté l'ancien ministre des affaires sociales. Pour le sénateur RPR Charles Descours, qui avait déjà dénoncé, avant même la réunion de la commission, le « viol » de la Sécurité sociale, « le prix à payer » des 35 heures « peut être évalué aujourd'hui à environ 85 milliards de francs pour les années 2000 à 2002 ».

A gauche, le président du Mouvement des citoyens, Georges Sarre, a également déploré « l'illisibilité croissante des comptes ». Embarassée, la représentante du PCF, Muguette Jacquaint, députée de Seine-Saint-Denis avouait à la sortie de la réunion : « Il y a de quoi faire. »

Isabelle Mandraud

DÉCOUVREZ DANS CE JOURNAL COMMENT GÉRER VOTRE EMPLOI DU TEMPS A PARTIR D'UN CADRE.

Michel Field
18h10
dimanche
Europe 1
c'est bien.

Europe 1.fr

Il arrive parfois que des journalistes en fassent un peu trop. Ou pas assez. Michel Field les invite le dimanche à s'expliquer et à revenir en toute sincérité sur leur façon de couvrir l'actualité. On rembobine et on discute. Parce qu'on le sait aujourd'hui, les médias ont leur part de responsabilité à prendre dans l'actualité. Les journalistes ne se contentent pas de rendre compte de l'opinion. Parfois, ils la font. Michel Field apporte un regard juste et sans complaisance sur une profession, le journalisme.

lagardere active • 18h10-19h00 le dimanche

SANTÉ La 8^e Journée mondiale consacrée à la maladie d'Alzheimer, vendredi 21 septembre, met l'accent sur les difficultés financières et matérielles auxquelles sont confrontées

les familles pour la prise en charge des personnes atteintes de cette forme de dégénérescence cérébrale ● 70 % DES MALADES vivent à domicile, aidés par leur conjoint ou leurs

enfants, qui leur consacrent en moyenne plus de six jours par jour, selon une étude, au détriment de leur temps libre, voire de leur santé. ● LES CHARGES FINANCIÈRES, qui incom-

bent principalement à la famille, sont très lourdes : 400 francs pour une surveillance de huit heures par jour, de 20 000 à 30 000 francs par mois pour une garde permanente.

● DES ESPIRS thérapeutiques sont nés, ces dernières années, des nombreuses avancées dans la connaissance de la maladie. La phase d'essai d'un vaccin va être lancée.

Les familles déplorent les lacunes de la prise en charge des malades d'Alzheimer

À l'occasion de la journée mondiale consacrée à cette affection cérébrale qui atteint plus de 350 000 personnes en France, les associations insistent sur les difficultés matérielles et financières vécues par les proches des malades. Elles réclament des aides publiques pour faciliter l'accès aux centres de soins

À L'OCCASION de la 8^e Journée mondiale consacrée à la maladie d'Alzheimer, vendredi 21 septembre, l'Europe a choisi de mettre l'accent sur « l'aide aux aidants ». C'est en effet sur ces « aidants » – conjoints, compagnons ou enfants d'un malade – que repose la lourde charge humaine, affective et financière qui est indissociable de l'accompagnement de cette maladie fréquente (lire ci-contre), qui atteint surtout les personnes de plus de soixante-cinq ans et dont la fréquence augmente avec l'âge. Au point que le professeur Christian Derouesné, de La Pitié-Salpêtrière à Paris, peut dire que « la maladie affecte non seulement le malade lui-même, mais également, et de façon dramatique, son entourage proche ».

L'Union nationale des associations Alzheimer, qui a ouvert un site Internet – www.francealzheimer.com – se mobilise pour obtenir une meilleure prise en charge. Plus de la moitié du coût de cette forme de dégénérescence cérébrale est en effet supportée par les familles, déplore l'Union, qui estime à 400 francs par jour le prix d'une surveillance de 8 heures, soit 10 000 francs par mois, et

entre 20 000 et 30 000 francs celui d'une garde permanente.

Or la solidarité nationale est actuellement à la hauteur du problème. Pascal Terrasse, député (PS) de l'Ardèche et rapporteur du projet de loi sur l'allocation personnalisée à l'autonomie, a ainsi demandé, jeudi 20 septembre, que les pouvoirs publics s'engagent davantage dans l'aide aux familles, « qui, le plus souvent, supportent seules le lourd fardeau de cet accompagnement ». M. Terrasse plaide notamment pour « la mise en place de centres de dépistage précoce », de « lieux d'aide au répit des familles », et pour la reconnaissance de la maladie d'Alzheimer au répertoire des affections de longue durée de la Sécurité sociale.

SURVEILLANCE PERMANENTE

Souvent seul soutien du malade, « la famille, en France, ne se désengage pas et donne des soins efficaces », souligne le docteur Philippe Thomas, psycho-gériatre au CHU de Poitiers, coordonnateur de l'étude Pixel, financée par les laboratoires Novartis, sur le rôle de l'entourage dans la prise en charge des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. Plus de 7 patients sur 10 vivent à domici-



le, aidés par leur conjoint ou l'un de leurs enfants. « Ce sont les femmes qui, en majorité, s'occupent du malade : deux fois sur trois l'épouse et, lorsque le malade est très âgé, trois fois sur quatre sa fille », précise le docteur Thomas. Ils consacrent en moyenne

plus de six heures par jour aux soins de leur parent, en plus d'une surveillance qui doit être permanente. Ainsi, 41 % des conjoints et 28 % des enfants déclarent ne plus avoir du tout de temps libre, au détriment, pour les personnes âgées, de leur

propre santé. Enfin, une famille sur trois prend totalement en charge le patient, sans aucune aide extérieure.

Nicole s'occupe ainsi de sa mère depuis cinq ans. Elle avait cinquante-trois ans lorsque sa mère, âgée de quatre-vingt-deux ans, est tombée malade : « Il est vite apparu qu'elle ne pouvait plus vivre seule. Je travaillais à Paris, elle vivait en province. J'ai abandonné mon travail, et suis allée vivre avec elle », raconte-t-elle. Elle a eu la chance alors de rencontrer un homme, devenu son époux, qui connaissait bien la maladie. « Nous la stimulons en permanence et elle semble très heureuse. Jamais nous ne sortons sans elle. » Les soins sont épuisants, nuit et jour. « Je veille à ce que ses jambes ne se replient pas pendant la nuit parce qu'il est important qu'elle se lève tous les jours. Elle adore sortir, ne supporte pas de se sentir enfermée. »

La façon dont Nicole parle de sa mère ne laisserait pas imaginer qu'elle est si mal. En réalité, elle ne mange plus seule – « mais elle adore les bonnes choses » –, elle ne parle plus – « mais nous nous comprenons très bien ». Une infirmière vient matin et soir pour l'aider à lui faire sa toilette, un kinésithérapeute la masse quatre fois par semaine. Le couple ne quitte jamais leur petite ville. À l'évocation d'une structure qui pourrait recevoir sa mère quelques jours pour les soulager, Nicole répond que sa mère « n'accepterait jamais d'être avec des inconnus », que « la privation de son monde la casserait ».

Pour le professeur Jacques Touchon, du CHU de Montpellier, l'accueil de jour des malades devrait être développé et « il faut créer des centres de vacances où les familles viendraient avec leur malade, conservant ainsi un cadre rassurant ».

Il n'est cependant pas toujours possible de garder le malade à la maison. Jean-Claude Cadeau a dû placer dans un lieu de vie sa femme, atteinte d'une variante de la maladie d'Alzheimer comportant de gros troubles du comportement et qui s'est déclarée lorsqu'elle n'avait que cinquante-quatre ans. Il va la voir tous les jours et insiste sur la nécessité de petites structures proches des

domiciles, car cette visite quotidienne est indispensable aux malades, comme souvent à leur famille.

« Nous partageons des regards, nous nous touchons, la communication persiste. » Président de l'antenne locale de France-Alzheimer, il décrit aussi les énormes difficultés financières de ceux qui doivent placer leur malade. « Avant soixante ans, il n'existe aucu-

350 000 malades recensés en France

La maladie d'Alzheimer – qui tire son nom du neurologue allemand Alois Alzheimer, qui, le premier, décrit la maladie en 1901 – touche aujourd'hui 350 000 Français. Non diagnostiquée dans la moitié des cas, cette maladie a une prévalence dans la population en fait très supérieure. C'est la première cause de démence et une des maladies chroniques les plus répandues. La gravité des manifestations varie d'un patient à l'autre, en fonction du niveau d'instruction, du sexe et de la culture. La durée de vie, une fois la maladie déclarée, est d'environ dix ans. « Au-delà de 85 ans, la maladie atteint environ 10 % des Français, mais 20 % des Américains et seulement 7 % des Japonais, rapporte le docteur Philippe Thomas, psychogériatre à Poitiers. L'effet de la civilisation semble considérable car les Japonais qui s'installent à Hawaï dans leur jeunesse sont atteints dans la même proportion que les Américains lorsqu'ils atteignent 85 ans. »

ne aide, la réglementation ne tient pas compte des cas réels, fulmine-t-il. En outre, dans les campagnes, la fortune est foncière, pas financière. Les enfants refusent que la terre soit vendue pour payer l'institution. » Au stress affectif et physique, s'ajoute encore trop souvent une grande inquiétude financière.

Elisabeth Bursaux

A Garches, un centre spécialisé pour distraire les patients et soulager les familles

L'ACCUEIL, avec ses grandes plantes en pot et sa musique d'ambiance feutrée, ressemble à celui d'un hall d'hôtel. Plus loin, dans un des salons à moquette bordeaux, la

REPORTAGE

À la Villa d'Epidaure, le prix d'un séjour mensuel oscille entre 18 000 et 21 000 francs

télévision a été éteinte. Pour la dizaine de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer qui se sont regroupées, assises autour d'un tableau, l'heure n'est plus à la valse : il faut désormais deviner le mot le plus long. Magali, dynamique psychomotricienne de vingt-trois ans, aligne les lettres avec énergie, pour maintenir à tout prix les esprits en éveil. Si un vieil homme ne se souvient plus de l'orthographe d'un mot, elle lui fait immédiatement consulter le dictionnaire. Au milieu de la partie, une pensionnaire interrompt le jeu, comme elle le fait souvent depuis deux ans : « Excusez-moi, mon taxi pour Paris est-il enfin arrivé ? ». On lui répond que ce soir elle dormira ici, et « gratuitement, en plus ».

La scène se tient à la Villa d'Epidaure, imposante bâtisse blanche au style rétro, installée à Garches

(Hauts-de-Seine) depuis onze ans. Cette maison de retraite privée, destinée à une clientèle aisée – le prix d'un séjour d'un mois oscille entre 18 000 et 21 000 francs –, est spécialisée dans la prise en charge des malades d'Alzheimer. En France, vingt centres de ce type sont recensés, dont les trois quarts sont privés. Patrick Dewavrin, psychiatre et initiateur du projet, explique : « Auparavant, les malades d'Alzheimer étaient partout considérés comme des mauvais patients. De plus, il y avait une réticence à créer des lieux spécialisés, par peur d'en faire des ghettos. Il nous a paru urgent de rattraper ce retard. »

Le bâtiment, qui accueille 84 malades âgés de 63 à 94 ans et emploie 63 salariés, se compose de sept unités. Chacune d'entre elles compte douze patients et s'organise autour d'une « unité de vie », un espace commun équipé d'une télévision et d'un piano, décoré selon les vœux de chacun – plantes, photos, cadres – pour reconstituer une « petite maison ». Derrière la salle, une large cuisine américaine permet aux soignants de cuisiner sur place pour leurs patients. « Nous croyons à la thérapie institutionnelle, souligne la directrice, Claudette Bouaziz. L'organisation des lieux est capitale. Elle crée une dynamique de groupe indispensable et assure une proximité des soignants. » Dans cha-

que unité, le centre a fait le choix de mélanger des individus atteints à différents stades de la maladie et de doter chacune de son propre personnel soignant. Cette originalité permet aux équipes de connaître « l'histoire de la maladie du patient », selon l'expression de la directrice, et dès lors de construire une relation avec lui.

ANIMATIONS ADAPTÉES

Parmi les pensionnaires, Jeanne, soixante-dix-huit ans, assise calmement sur le bord de son lit, au centre d'une petite chambre ordonnée, explique être « arrivée depuis un petit moment ». Elle se dit « satisfaite » d'être ici, même si elle est encore persuadée d'habiter « plus loin », à Stuttgart, avec son mari, pourtant décédé. « Si j'étais moins fatiguée ce soir, je serais plus intelligente, vous savez » – manière polie de signaler qu'on la dérange. De son côté, Pierre, quatre-vingt-quatre ans, précise, mi-sérieux mi-rieur, qu'« ici, ce n'est pas bien, car il manque le principal : l'argent » : à son image, nombre de pensionnaires ont du mal à s'habituer à une vie sans monnaie et sans dépenses, telle qu'elle est organisée dans le centre.

Des programmes d'animation, adaptés à l'état de développement de la maladie, sont proposés chaque après-midi. Au premier stade,

caractérisé par la perte de la mémoire épisodique – l'évocation d'événements personnellement vécus –, correspondent des « activités cognitives », du type jeux de mots ou échecs. La perte de la mémoire sémantique, qui concerne les connaissances générales, dont le langage, marque un nouveau palier, et donne lieu à d'autres animations : danse ou relaxation. Enfin, au dernier stade, lorsque la mémoire procédurale, et donc l'ensemble des pratiques motrices ou verbales, disparaît, les patients peuvent bénéficier de massages, pour stimuler la mémoire tactile. Des musiciens viennent aussi jouer, très proches des pensionnaires, de façon à susciter une émotion musicale.

Pour le D^r Dewavrin, il s'agit de « stimuler les mémoires résiduelles, et si possible à tous les stades ». Quand on lui demande si cette maison de retraite parvient à ralentir le développement de la maladie d'Alzheimer, il veut rester « modeste » : le centre tente d'abord d'apporter « un peu de plaisir » aux malades, et de soulager leur famille. L'objectif reste de prolonger, « dans cette communauté humaine, la personnalité de chacun. Ce n'est pas parce qu'ils ne s'expriment pas qu'ils ne ressentent pas ».

L. La.

L'approche thérapeutique de cette affection a été bouleversée en dix ans

« IL N'EST PAS d'affection cérébrale dont l'approche clinique et thérapeutique ait été autant modifiée au cours des dix dernières années. » Tel est le constat optimiste dressé par le professeur Christian Derouesné, de l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière. Rien que dans l'année écoulée, deux nouvelles pistes sont venues renforcer les espoirs thérapeutiques des personnes touchées par la maladie d'Alzheimer : le lancement annoncé d'un vaccin qui a montré son efficacité sur la souris et un essai de traitement par thérapie cellulaire apportant un facteur de croissance des cellules neuronales.

La maladie d'Alzheimer se caractérise par la dégénérescence de cellules neuronales. Elle débute dans les zones du cerveau les plus impliquées dans la mémoire puis s'étend progressivement vers des zones contrôlant d'autres fonctions comme le langage, le jugement, la motricité. Les échanges entre les diverses régions du cerveau sont également altérés, expliquant la désorganisation croissante de l'activité mentale observée au cours de la maladie.

L'évolution naturelle conduit à la démence. La désorganisation de la personnalité entraîne à terme une perte totale d'autonomie.

La recherche fondamentale a montré une anomalie biologique constante : l'accumulation à l'extérieur des cellules d'un fragment d'une protéine normale (APP), le peptide bêta-amyloïde. Celui-ci forme des agrégats à l'origine des plaques séniles – le signe caractéristique de la maladie. Autour, les neurones dégèrent. En juillet 1999, un article publié dans *Nature* par l'équipe californienne de Dale Schenk ouvrait une perspective thérapeutique (*Le Monde* du 10 juillet 1999). M. Schenk avait créé des souris transgéniques ayant incorporé dans leur patrimoine génétique le gène humain codant pour la protéine APP humaine mutante, responsable de très rares maladies d'Alzheimer héréditaires. Puis il les avait immunisées contre le peptide bêta-amyloïde humain et observé que ce « vaccin » les protégeait contre la maladie. Faire diminuer la concentration du peptide en le captant à l'aide d'un anticorps permettrait

peut-être de déliter les plaques existantes et, surtout, d'empêcher la constitution de nouvelles plaques. Les premières expérimentations d'un vaccin chez l'homme – essais de phase I – ont été rapportées en juillet 2000 au congrès mondial consacré à la maladie d'Alzheimer (*Le Monde* du 15 juillet 2000) et ont établi l'innocuité, au moins initiale, du vaccin. Aujourd'hui commencent les essais dits de phase II chez 400 malades répartis dans de multiples centres, dont le service de neurologie du professeur Jacques Touchon au CHU de Montpellier.

RETARDER L'ÉVOLUTION

« On cherche toujours à trouver une molécule chimique capable d'empêcher l'action de l'enzyme qui coupe la protéine APP, explique le professeur Touchon. La découverte récente de cette enzyme a donné de grands espoirs. » La deuxième thérapeutique très innovante, testée cette année, a pour but d'empêcher les neurones de mourir en leur fournissant un facteur de croissance. Un cas de traitement a été rapporté en août

par le *Sunday Telegraph*, selon lequel un traitement cellulaire a été testé chez une femme à l'aide de cellules de sa propre peau ayant incorporé le gène d'un facteur de croissance.

Ces espoirs nés de la biologie fondamentale sont d'autant plus importants qu'aucun traitement médicamenteux n'est très efficace. La maladie, progressive, débute en général chez des personnes déjà âgées : retarder l'évolution peut apporter un début de réponse, les malades pouvant mourir avant d'avoir subi une déchéance pénible. Certains médicaments vont dans ce sens, en permettant déjà le maintien de neurotransmetteurs assurant la communication entre les différentes populations de neurones. Mais la prise en charge non médicamenteuse des patients et l'aide de l'entourage demeurent les éléments déterminants pour retarder l'hospitalisation. « Soutenir et stimuler l'activité cognitive de la personne atteinte est une des voies thérapeutiques les plus efficaces », rappelle le professeur Touchon.

E. Bx

LA FIN DU RÊVE AMÉRICAIN

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

Humanité à refaire

En kiosque cette semaine

EXCLUSIF : Tariq Ramadan

"Islam et laïcité sont compatibles"

> Guetter la petite lueur, l'édito de Michel Cool

> La fin du rêve, Isabelle Richet dévoile les grands traits de la mentalité américaine

> Témoignages, ces américains qui refusent l'engrenage

A suivre jeudi prochain

> Vivre à Kaboul avec les talibans

> Les peuples du Sud disent NON à la guerre de civilisation

tel. vente ou sr : 01 42 40 02 20 | **LE MONDE** | tel. abonnement : 01 44 83 82 82

Les déclarations de patrimoine de M. Chirac auraient dû inclure ses fonds en espèces

La commission de transparence contredit l'Elysée

ATTENDUE depuis le début de l'été, la réponse de la Commission pour la transparence financière de la vie politique (CTFVP) est arrivée le 12 septembre, soit le lendemain des attentats commis aux Etats-Unis, qui en ont éclipsé le teneur. Sollicitée par les juges d'instruction chargés de l'enquête sur les voyages de Jacques Chirac et de son entourage, la commission a clairement indiqué que les montants en espèces utilisés par le chef de l'Etat entre 1992 et 1995 auraient dû être mentionnés dans ses déclarations de patrimoine – ainsi que l'indiquait *Liberation* dans son édition du 18 septembre. Elle contredit ainsi la ligne de défense avancée par l'Elysée, que résumait un communiqué de la présidence indiquant que les sommes concernées « ne pouvaient, par nature, faire l'objet d'aucune déclaration » (*Le Monde* du 24 juillet).

« La commission a eu l'occasion, dans ses rapports publics (...), de préciser les contours des éléments de patrimoine qui lui paraissent devoir être déclarés (...), indique le courrier. Elle a tout particulièrement souligné que tous les éléments constituant le patrimoine dans son universalité devaient être mentionnés, quel que soit, notamment, le régime fiscal auxquels ils sont soumis. » Certes, la réponse de la CTFVP aux juges – signée par son président, Renaud Denoix de Saint-Marc, vice-président du Conseil d'Etat – indique sèchement que la commission n'a pas vocation à donner « des consultations juridiques », fût-ce à des fins judiciaires. Mais elle écarte sans ambiguïté l'argument selon lequel les « fonds spéciaux » gouvernementaux, avec lesquels M. Chirac a publiquement assuré avoir réglé les billets d'avion visés par l'enquête,

auraient pu ne pas être recensés dans les déclarations de patrimoine du président de la République. Or de telles sommes ne figurent ni dans les déclarations détenues par l'Assemblée nationale – au titre de ses mandats de député, en 1988 et en 1993 – ni dans celles conservées par la commission.

« **DES MOTIFS POLITIQUES OU PRIVÉS** » Interrogé par les juges, le sénateur (RPR) Maurice Ulrich, ancien directeur du cabinet de M. Chirac à l'Hôtel Matignon (1986-1988) et actuel conseiller du président de la République, avait indiqué avoir « conservé », dans un coffre de son bureau à la Mairie de Paris, une part des fonds spéciaux que le futur président lui avait confié, lors de son départ de Matignon, en 1988. Celui-ci lui « avait demandé de [les] conserver pour son compte », avait-il précisé, ajoutant : « Il m'avait indiqué qu'il comptait utiliser ces fonds à voyager pour des motifs politiques ou privés », sans consentir à en dire davantage, au nom de la « tradition » (*Le Monde* du 16 juillet).

Estimant que leurs découvertes constituaient des « indices » et rendaient « nécessaire à la manifestation de la vérité » l'audition de M. Chirac « en qualité de témoin assisté », les juges s'étaient déclarés « incompetents », le 17 juillet, pour prolonger leur instruction en ce sens. Les carences de ses déclarations de patrimoine ne constituent, elles, aucun délit, mais font encourir au fautif une autre sanction – sans doute théorique, dans ce cas particulier : l'inéligibilité.

Hervé Gattegno

► www.lemonde.fr/chirac-affaires

La Cour des comptes dénonce les carences de la prévention des risques liés à l'amiante

Les pouvoirs publics sont accusés d'avoir accumulé du retard en raison de « la pression exercée par les industriels »

L'attitude de la branche accidents du travail et maladies professionnelles (AT/MP) de la Sécurité sociale et celle des pouvoirs publics sont sévèrement mises

en cause dans un rapport préliminaire de la Cour des comptes. L'action de la France aurait été « moins déterminée » et « plus tardive » que celle de nos voi-

sins européens, en raison de « la pression exercée par les industriels ». Le fonds d'indemnisation spécifique créé en 2000 n'est pas encore opérationnel.

se en charge de leur réparation par la branche AT/MP et les effets de cette prise en charge sur le montant des cotisations versées par les entreprises utilisatrices ».

L'action de la France est qualifiée de « moins déterminée » et « plus tardive » que celle de beaucoup de nos voisins européens, un retard expliqué par « la pression exercée par les industriels, leur maîtrise de l'information et l'absence d'un signal fort émanant des autorités scientifiques et de celles chargées de la prévention ». L'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS), rappelle le magistrat de la Cour, a été à l'initiative de la création, en 1982, du Comité permanent amiante, qui « est apparu assez rapidement comme un instrument permettant aux industriels de promouvoir une politique d'utilisation contrôlée ».

« **ABSENCE D'ANTICIPATION** »

Evocant « une absence d'anticipation », l'auteur du rapport estime « que le régime d'assurance contre les risques professionnels (...) n'a pas été un révélateur de l'étendue des risques liés à l'amiante et n'a pas cherché à jouer un rôle d'alerte en utilisant les informations dont il pouvait disposer sur la

santé des salariés ; il a plutôt pris en compte avec retard le développement des pathologies liées à l'amiante ». L'action de l'INRS n'est pas jugée avec plus d'indulgence. L'INRS n'a « pas utilisé sa compétence scientifique pour alerter les pouvoirs publics, les entreprises, les salariés sur les risques auxquels restaient confrontés de nombreux travailleurs du fait de l'utilisation de l'amiante », conclut le magistrat.

En matière de réparation, il a fallu attendre le décret du 31 août 1999 pour que soit favorisée « une plus large prise en compte de ces maladies par la branche AT/MP » et que soit consolidée « l'évolution du nombre de reconnaissances », non sans que persistent de fortes disparités régionales. Cette évolution représente un coût croissant pour la branche AT/MP, sans que la Cnamts puisse encore le chiffrer. Il semble cependant que les maladies liées à l'amiante « représentent près de la moitié du coût des pathologies professionnelles » : 1,318 milliard de francs sur un total de 2,716 milliards (48,5 %) en 1997.

La création en 2000 d'un fonds d'indemnisation – qui n'est pas encore opérationnel – « invite à une réflexion plus générale sur la pertinence du dispositif d'indemni-

sation des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, tel qu'il est appliqué aujourd'hui par la branche AT/MP », et le rapporteur se demande « s'il est fondé, à terme, de conserver deux systèmes d'indemnisation », l'un de droit commun « applicable dans la majorité des cas, l'autre plus favorable, applicable aux seules victimes de l'amiante ».

Enfin, le rapporteur examine le dispositif de cessation anticipée d'activité. En juin 2000, 2 398 dossiers avaient été acceptés sur les 4 128 soumis, avec un montant brut cumulé des allocations versées de 133,2 millions de francs depuis la mise en œuvre du dispositif. Le rapport souligne la « mise en œuvre relativement difficile » de ce dispositif, « marquée par une absence d'harmonisation dans le traitement des dossiers, elle-même imputable à la diffusion d'une information sans doute incomplète et trop tardive aux services ayant la charge de les instruire ». A quoi sont venus s'ajouter « l'absence d'un outil informatique permettant de gérer efficacement l'allocation » et « une mise à disposition tardive des fonds permettant d'en financer le versement ».

Paul Benkimmou

L'avocat général demande la confirmation de la relaxe pour une institutrice accusée de défaut de surveillance sur un élève

FRANÇOISE NANSSOT, cinquante-trois ans, n'exerce plus son métier d'institutrice depuis quelques mois. « L'inspecteur d'académie m'a dit de me mettre à l'abri » dans l'administration, explique-t-elle devant la cour d'appel de Paris. Jeudi 20 septembre, une nouvelle confrontation douloureuse a opposé cette enseignante à la famille de Benjamin Duwelz, un enfant de dix ans retrouvé étranglé, le 16 novembre 1995, à six mètres de sa salle de classe, dans les toilettes de l'école Maxime-Henriet de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Quelques minutes avant la sortie de 16 h 30, Françoise Nanssot avait laissé Benjamin aller seul faire pipi. Asphyxié par une pendaison qui aura duré, selon les experts, de trois à dix minutes, il est décédé six jours plus tard à l'hôpital.

Mise en examen, trois ans après les faits, pour homicide involontaire par défaut de surveillance, M^{me} Nanssot avait été relaxée le 14 juin 2000 par le tribunal correctionnel de Bobigny. Pour le tribunal, l'absence de Benjamin, estimée à dix minutes, a été trop courte pour consacrer la faute. Une décision frappée d'appel par la fédération de parents d'élèves PEEP de Seine-Saint-Denis, suivie du ministère public et des parties civiles. Comme masquée de cire, Françoise Nanssot n'a, guère plus qu'en première instance, convaincu les parents qu'elle partageait leur douleur. L'accident, a-t-elle affirmé, « était totalement illogique et incroyable. Petit à petit, l'angoisse des gens s'est reportée sur moi ». Plus tard, elle répondra aussi : « Je ne me suis jamais sentie coupable. »

Coupable, elle l'est toujours, pourtant, plaident les avocats des parents. Hervé Rigoli, au nom de la PEEP, a invoqué « une carence dans son rôle de surveillance ». Pour M^{me} Karim Achoui, « il existe un espace suffisant dans la loi du 10 juillet 2000 [sur les délits non intentionnels] pour déclarer coupable Françoise Nanssot ». Plusieurs circulaires, et le règlement intérieur de l'école, soulignent qu'un enfant doit rester sous une surveillance effective et permanente. « Elle a violé de façon manifestement délibérée une obligation de sécurité », a ainsi défendu M^{me} Achoui en citant la loi, et « a créé ou contribué à créer la situation qui a permis la réalisation d'un dommage ».

Pour Pierre La Fontaine, défenseur de M^{me} Nanssot, la loi de juillet 2000 ne change rien : la cul-

tabilité de l'institutrice n'était déjà pas établie avant sa publication. « Pouvait-elle un seul instant imaginer qu'en laissant sortir cet enfant aux toilettes il en ressortirait mort ? », a questionné Pierre La Fontaine. « Les enseignants ont un métier difficile. Ne leur tombez pas dessus quand il n'y a pas de faute », a-t-il lancé, tout en regrettant que de trop nombreuses « pressions », médiatiques et ministérielles, aient pesé pour qu'un responsable soit

trouvé. La cour d'appel de Lyon, a encore rappelé M^{me} La Fontaine, devant les parents de Benjamin Duwelz effondrés, a relaxé l'institutrice et la directrice impliquées dans le drame du Drac qui avait fait six morts : « Il peut donc y avoir des accidents, mais pas de coupable. » L'avocat général a demandé la confirmation de la relaxe. Décision le 24 janvier 2002.

Nathalie Guibert

Le procureur de Nice engage le Parlement à se prononcer sur le cannabis

LE PROCUREUR de Nice, Eric de Montgolfier, a engagé « le législateur » à prendre position sur le cannabis, dans un entretien publié vendredi 21 septembre par *Liberation*. Le parquet de Nice ne poursuit plus les usagers : « Je tiens compte de l'évolution de la société, et notamment du discours public de certains élus, a indiqué le procureur, (...) et ce discours affaiblit la répression quand il ne la rend pas illusoire ».

Un substitut du procureur de Perpignan avait été sanctionné après un entretien le 17 septembre dans *l'Indépendant* où il s'affirmait favorable à la dépénalisation sous conditions du cannabis (*Le Monde* du 21 septembre). « On demande à la justice de régler le décalage entre la loi et les modes de vie, reprend Eric de Montgolfier. Il y a là une ambiguïté majeure, on répète que les juges ont trop de pouvoir (...). Or il y a là un défaut de courage politique. Et une véritable fuite des parlementaires devant le débat. »

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : le Conseil constitutionnel a prononcé jeudi 20 septembre la déchéance de Louis-Ferdinand de Rocca Serra (divers droite) de son mandat de sénateur de Corse-du-Sud, en raison de sa condamnation à deux ans de privation de droits civiques dans une affaire d'emploi fictif. Il a également infligé à l'ancienne députée européenne Aline Paillet, soutenue par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), un an d'inéligibilité, pour non-respect de la législation sur le financement.

■ **Un prêtre de la paroisse de Pessac (Gironde) a été condamné**, jeudi 20 septembre, à quatre ans de prison et dix ans de suivi psychiatrique, par le tribunal de Bordeaux pour des agressions sexuelles sur mineurs (*Le Monde* du 22-23 octobre 2000). Toutes activités avec des mineurs lui sont dorénavant interdites.

■ **Le tribunal correctionnel de Strasbourg (Bas-Rhin) a condamné jeudi 20 septembre pour « proxénétisme aggravé »** onze prévenus, majoritairement slovaques et tchèques, accusés d'avoir réduit à la prostitution plusieurs dizaines de jeunes victimes bulgares, slovaques et tchèques entre août 1999 et février 2000. Les condamnations vont de peines d'amendes de 2 500 francs (380 €) à huit ans d'emprisonnement avec interdiction définitive du territoire.

■ **FAIT DIVERS** : une femme de cinquante ans et sa fille de seize ans ont été tuées à coups de couteau mercredi 19 septembre, dans la nuit, dans le pavillon qu'elles occupaient à Florensac (Hérault), près de Montpellier. Les gendarmes, qui n'ont retrouvé aucune trace de lutte ni d'effraction, orientent actuellement leur enquête vers les familiers des victimes.

■ **VIE QUOTIDIENNE** : Lionel Jospin a annoncé, jeudi 20 septembre, la création d'un fonds de 30 millions de francs pour encourager les villes à créer des « bureaux du temps » sur le modèle de ceux de Poitiers et de Paris. Ils devront servir à « repérer les dysfonctionnements dans les rythmes des villes », a expliqué le premier ministre, qui a enjoint aux services déconcentrés de l'Etat de « repenser leur organisation, notamment pour améliorer l'accueil des usagers ».

Desormais dans les Agences France Telecom, vous avez le Palm™ et les conseils qui vont avec.

Les derniers ordinateurs de poche Palm™ sont dans votre Agence France Telecom. Dès la rentrée nos vendeurs vous expliqueront toutes les fonctions du Palm : agenda, répertoire, envoi d'e-mail...

Dispositifs sous votre Palm. France Telecom. Palm. © 2001 Palm. Voir le Palm™.

France Telecom

DISPARITION

Stuart Sherman

Facteur Cheval de l'humour

L'ARTISTE ET AUTEUR américain Stuart Sherman est mort vendredi 14 septembre à l'hôpital général de San Francisco des complications d'une pneumonie. Comme souvent ces dernières années, il faisait alors retraite dans un monastère zen de Big Sur.

Né le 9 novembre 1945 à Providence (Rhode Island), il a, dans les années 1960, fréquenté à la fois la romancière Carson McCullers, dont il a accompagné les derniers moments, le groupe artistique Fluxus, d'inspiration néo-Dada, et des compagnies théâtrales d'avant-garde comme le Ridiculous Theater de Charles Ludlam et l'Ontological Hysterical Theater de Richard Foreman. De là sans doute cette multiplicité de sources d'intérêt et ce sens de la loufoquerie qui vont faire de lui l'un des artistes les plus polyvalents et les plus doués d'humour de notre époque.

Il commence à voler de ses propres ailes en 1975, exécutant en appartement des *actions solo*. Aux Etats-Unis et dans les divers pays qui vont l'accueillir en résidence tout au long de sa vie (Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Australie, Japon, France), il est bientôt le roi de la forme brève et saugrenue, s'exprimant par l'installation, la fabrication d'objets, le dessin, le collage, le texte court, le journal photocopié, le condensé de pièce de théâtre (*Cedipe Roi* en 25 minutes, *Faust* en 5...), la pièce sonore (pour l'Atelier de création radiophonique de France-Culture), et surtout le (très) court métrage (*Scotty and Stuart*, 1977 ; *Skating*, 1978 ; *Golf Film*, 1982 ; *Fish Story*, 1983, etc.) et la performance.

C'est, de fait, au titre de performeur et de cinéaste que Richard Foreman et Bénédicte Pesle le font inviter au Festival d'automne de 1979. Les Parisiens, puis d'autres, vont alors découvrir un étrange

prestidigitateur. Il arrive avec une valise ou deux, dont il sort de menus objets. Sans un mot (ou avec un seul, de temps en temps), avec des gestes rapides et sûrs, il commence sa démonstration – son rituel. Bonimenteur silencieux. A la fin, il salue, comme Méliès. Idem dans ses films, ses sculptures, ses minipèces : le moins de mots possible, même pour adapter de grands hommes de langage, Shakespeare, Strindberg ou Brecht. Stuart Sherman ne parle pas, comme Keaton ne riait pas. Que montre-t-il ? Des symétries en trompe-l'œil, de faux liens de cause à effet, des glissements de sens, des transferts, des analogies – les joyeuses cocasseries de la raison en fièvre. C'est le rationalisme morbide des schizophrènes, mais dompté, mais ludique, appliqué à produire des ribambelles de calembours de gestes et de formes.

Même chose avec *Hamlet* et autres grandes pièces, ou avec les rituels religieux dont il joue dans *The Stations of the Cross* or *The Passion of Stuart*, sa dernière prestation à Paris, au Centre Pompidou, en octobre 2000 : il y prend des éléments – un mot, un accessoire, une situation – et jongle avec, les rapproche, les télescope, les entrecroche, provoquant en quelques secondes de gestuelle mille étincelles de sens. Il fait devant nous le travail du rêve. Déplacement et surtout condensation. Mais vite, très vite, s'interrompant avant toute élaboration. D'où les valises (et la brièveté des films). Toujours en route, déjà reparti avec ses tennis blanches et ses tenues sombres de clergyman chorégraphe. Prince du haïku, facteur Cheval de l'humour, Satie sans musique mais avec parapluie, commis voyageur de l'inconscient.

Dominique Noguez

puis, en juillet 1996, directeur des personnels, de la formation et de l'action sociale à la direction générale de l'administration. Depuis août 1999, il était préfet de l'Yonne.

[Né le 23 novembre 1955 à Calais (Pas-de-Calais), ancien élève de l'ENA, sorti administrateur civil au ministère de l'intérieur, **Philippe de Mester** est, en août 1986, détaché en qualité de sous-préfet auprès du préfet, commissaire de la République de la Marne, en tant que directeur de cabinet. En novembre 1988, il devient directeur de cabinet du préfet de la région et du département de la Guadeloupe, puis en mai 1990 secrétaire général de la préfecture du Tarn. En décembre 1991, il devient directeur du cabinet du directeur général de l'administration au ministère de l'intérieur. Directeur de cabinet du préfet du Val-de-Marne entre décembre 1994 et août 1996, il est en octobre 1996 détaché en qualité de directeur chargé de la mise en place de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Alsace. Depuis juin 1998, Philippe de Mester était directeur général des services de la région Haute-Normandie.]

[Né le 15 décembre 1952 à Epervain (Marne), **Pierre Bayle** est diplômé de l'Institut d'études politiques de Strasbourg et titulaire d'une maîtrise de droit public. Ancien élève de l'ENA, il est successivement sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Guyane (1980-1982), sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Haute-Normandie et du département de Seine-Maritime (1982-1984), secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord (1984-1986), chargé de mission auprès du directeur de l'administration territoriale et des affaires politiques (1986-1988), directeur de cabinet du directeur général de l'administration (1988-1989), secrétaire général de la préfecture de la Réunion (1989-1992), puis secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône (1992-1996). Nommé sous-préfet d'Antony dans les Hauts-de-Seine en février 1996, Pierre Bayle était depuis juillet 1998 préfet, représentant du gouvernement à Mayotte.]

DIPLOMATIE

Dominique Lassus a été nommé ambassadeur de la Principauté d'Andorre, en remplacement de Henri Leclercq, admis à faire valoir ses droits à la retraite, par décret publié au *Journal officiel* du 19 septembre.

[Né le 5 novembre 1938 à Paris, Dominique Lassus a été vice-consul, archiviste à Moscou puis à Sofia avant d'être admis au concours pour le recrutement des secrétaires des affaires étrangères en 1975. Il a notamment été en poste à Bonn (1976 et 1982-1986), à Berlin (1976-1979), à l'administration centrale du Quai d'Orsay (1979-1982 et 1988-1990), à Rome (1990-1994), à Hambourg (1994-1999) et à l'ambassade de Suisse en Yougoslavie (1999-2000). Dominique Lassus était premier conseiller à Belgrade (Yougoslavie) depuis novembre 2000.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Aurélié, Philippe et Louis HALLARD ont la joie d'annoncer la naissance de

Paul,

le 17 septembre 2001, à Paris.

Mariages

– Suresnes. Homblières.

M. et Mme Pierre GEHANNE, M. et Mme Claude CAUCHEUX ont le plaisir de faire part du mariage de leurs enfants,

Christelle et Sylvain,

le 21 septembre 2001, en l'église de Saint-Rémy-en-l'Eau (Oise).

Décès

– Mme Pierre Benoit, Et sa famille ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Pierre BENOIT,

survenu le 19 septembre 2001.

La cérémonie religieuse sera célébrée à 10 heures, le lundi 24 septembre, au temple, 19, rue Cortambert, Paris-16^e, suivie de l'inhumation au cimetière de Vaux-sur-Seine (Yvelines).

– Maïchette Benoit, son épouse, Xavier et Bernadette Audouard, Jean-David et Nelba Nasio, Bernard et Claude This, tous travaillant avec lui dans un groupe de recherche mensuel (« Cartel »), depuis trente ans, ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Pierre BENOIT,

pédiatre et psychanalyste, disparu dans sa quatre-vingt-sixième année, le 19 septembre 2001.

– Les membres du conseil d'administration de la Maison Verte, L'équipe de la Maison Verte ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu du

docteur Pierre BENOIT,

psychanalyste, cofondateur et président honoraire de la Maison Verte, leur collègue et ami,

survenu le 19 septembre 2001, à son domicile.

10, rue Corot, 92410 Ville-d'Avray.

– Mme Claudine Berne, son épouse, M. Michel Berne, Mme et M. André Berne, ses enfants, Elsa, Marie-Anne, Jean-François, Jeanne-Alix, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Lucien BERNE,

chevalier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945,

rappelé à Dieu, le 17 septembre 2001.

La cérémonie religieuse aura lieu le 24 septembre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Chatou.

Jean JACOBS

s'en est allé le 17 septembre 2001.

Elisabeth, son épouse, Olivier, Nicolas et Rémi, ses fils, Ses belles-filles et ses petits-enfants l'aimaient.

Il continuera à vivre dans le cœur de ceux qui l'ont connu et estimé.

2, rue de Pivoines, 78450 Villepreux.

– M. Paul M.G. Levy, son épouse, Françoise, Jean-Michel, Luc, ses enfants, Marc, Caroline, Marie-Maxime et Léa, ses petits-enfants, Arthur, Victor et Victoria, ses arrière-petits-enfants, Et toute sa famille, ont la tristesse d'annoncer le décès, le 18 septembre 2001, de

Simone JONIAUX-VERBOECKHOVEN,

née le 30 avril 1911, à Bruxelles.

Ce fut une épouse modèle, une maman infiniment dévouée et une mamy très aimante.

Ses funérailles, suivies de l'inhumation, seront célébrées en l'église Saint-Guibert de Gembloux, le 22 septembre, à 14 h 30.

49, chaussée de Tirlemont, B-5030 Gembloux.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

e-mail:carnet@mondepub.fr

– Segonzac (Charente). Paris. Bonneuil (Charente). Burwash (Grande-Bretagne). Londres (Grande-Bretagne). Canberra (Australie).

M. Suzuki Saburo, M. et Mme Claude Delahaye, Mme Nicole Claoué, Mme Maise Claoué, Le docteur Emmanuel Claoué, M. Gérard Claoué, Le docteur Charles Claoué, Mme Béatrice Claoué, Mme Geneviève Claoué-Lafarge, Mme Lorraine Claoué-Nau, Mme Anne Claoué-Long, ses petits-neveux, Les familles Claoué, Claoué-Lafarge, Brimicombe, Stevenson, Lamey, Pérignon de Troyes, Pouget, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Yves CLAOUÉ,

chevalier des Arts et des Lettres,

survenu le 19 septembre 2001, dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 22 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Segonzac (Charente), dans l'intimité familiale.

La famille ne recevra pas les condoléances, un registre se tiendra à votre disposition aux portes de l'église.

Une messe sera célébrée prochainement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– La famille Douchevsky,

Parents et alliés ont la douleur de faire part du décès de

Anatole DOUCHEVSKY,

survenu le 12 septembre 2001.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Roch, à Nice, et l'inhumation à Seillans (Var), le 15 septembre.

« *Nunc dimittis servum tuum Domine secundum verbum tuum in pace.* » (Luc 2, 29)

– Sa famille, Et ses proches ont la tristesse de faire part du décès de

François RONDELAUD,

capitaine de vaisseau (e.r.), croix de guerre 1939-1945, officier de la Légion d'honneur,

survenu dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Conformément à la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 14 septembre 2001.

10, rue de Guébriant, 75020 Paris.

– Mme Gabrielle Vincent, sa mère, Mme Chantal Vincent, son épouse,

François-Xavier et Anne Vincent, Anne-Christine et Christian Keuper, ses enfants, Thibaud, Louis, Emma, Pierre et Alice, ses petits-enfants, Ses frères, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Alain VINCENT,

le 19 septembre 2001, dans sa soixantième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 22 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Martin de Jouy-en-Josas (Yvelines), par le Père Paul Agneray.

Chantal Vincent, 14, rue Oberkampf, 78350 Jouy-en-Josas.

– Sophie et François Meunier-Lecarme, Laurence et Juliette Lecarme, Jacques et Eliane Lecarme, Anne Bellaïche, Irène Borten, Brigitte Hacquard, ont la douleur d'annoncer le décès du

docteur Geneviève « Babette »

WAJCNER-LECARME,

chef du service

d'anatomo-cyto-pathologie

du centre hospitalier

de Lagny-sur-Marne,

survenu le 19 septembre 2001.

Ils tiennent à dire leur reconnaissance pour les soins et l'affection qui lui ont été prodigués par les médecins, les infirmiers, les aides-soignants, et tout le personnel de l'hôpital de Lagny-sur-Marne.

La levée du corps aura lieu le mercredi 26 septembre, à 9 heures, à la chambre mortuaire de l'hôpital de Lagny.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 11 heures, au cimetière de Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine).

223, rue de Bercy, 75012 Paris.

27, rue Armand-Millet,

92340 Bourg-la-Reine.

CHLMLV,

31, avenue du Général-Leclerc,

77405 Lagny-sur-Marne.

– Jean-Luc et Claire Termignon, ses enfants, Simon, Marie, Lucie et Louise, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Solange TERMIGNON,

née PLANTÉ,

le 17 septembre 2001, à l'âge de soixante-dix-huit ans, dans la sérénité.

Elle reposera auprès de son époux,

le colonel René TERMIGNON, commandeur de la Légion d'honneur.

La célébration religieuse aura lieu le samedi 22 septembre 2001, à 10 heures, en la cathédrale de Saint-Jean-de-Maurienne.

Anniversaires de décès

Jean-Luc BERTIN (22 septembre 1966 - 19 juillet 1998)

aurait trente-cinq ans aujourd'hui.

Une générosité, une tendresse et un sourire malicieux que nous n'oublierons jamais.

Sa famille, Ses amis.

– Il y a vingt ans,

Alain POMARANEC,

disparaissait brutalement.

Il avait vingt-six ans.

Ses parents, Son frère Marc, demandent une pensée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Offices religieux

JUIFS D'OUVERTURE,

découvrez un judaïsme d'aujourd'hui, fidèle au passé et tourné vers l'avenir.

Yom Kippour :

- Mercredi 26 septembre, à 19 h 30 ; - Jeudi 27 septembre, à 10 heures.

Renseignements et réservations : MOUVEMENT JUIF LIBÉRAL DE FRANCE,

11, rue Gaston-de-Caillavet,

75015 Paris.

Tél. : 01-44-37-48-48.

Cours

COURS D'ARABE

tous niveaux, jour, soir, samedi.

Insc. AFAC : 01-42-72-20-88

NOMINATIONS

MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Sur proposition du ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, le conseil des ministres du 18 septembre a procédé au mouvement préfectoral suivant : **Anne-Marie Escoffier** est nommée préfète de l'Yonne pour remplacer **Gérard Moisselin**, nommé préfet de l'Aisne. **Philippe de Mester** est nommé préfet de Mayotte où il succède à **Pierre Bayle**, nommé préfet de l'Aveyron.

[Née le 15 août 1942, licenciée en lettres, **Anne-Marie Escoffier** commence sa carrière comme maître auxiliaire (novembre 1962), avant de devenir attachée d'administration universitaire (septembre 1970), conseiller administratif des services universitaires (septembre 1978), puis attachée principale de préfecture (septembre 1982). Elle est nommée adjointe au chef du bureau des statuts et de la réglementation à la direction générale des collectivités locales en juillet 1984, chef de ce bureau en août 1986, puis sous-directrice de l'action sociale à la direction des personnels, de la formation et de l'action sociale du ministère de l'intérieur en novembre 1990. Anne-Marie Escoffier est intégrée dans le corps de l'inspection générale de l'administration en juin 1992, et promue inspectrice en novembre 1997. Depuis mai 1999, elle était détachée en qualité de préfète de l'Aveyron.]

[Né le 23 juillet 1952 à Verneuil-sur-Avre (Eure), **Gérard Moisselin** est élève de l'ENA avant de devenir administrateur civil en 1981, affecté au ministère de l'intérieur. Devenu directeur du cabinet du préfet de la Haute-Marne, il est nommé, en juillet 1982, directeur de cabinet du commissaire de la République de la région Franche-Comté. De décembre 1983 à janvier 1986, il est secrétaire général de la préfecture de la Creuse, puis, d'octobre 1986 à octobre 1988, secrétaire général de la préfecture de Corse-du-Sud. Détaché au Conseil d'Etat, il est nommé, en juin 1990, chargé de mission au secrétariat général du gouvernement. En juin 1993, il devient sous-directeur des finances locales et de l'action économique à la direction générale des collectivités locales,

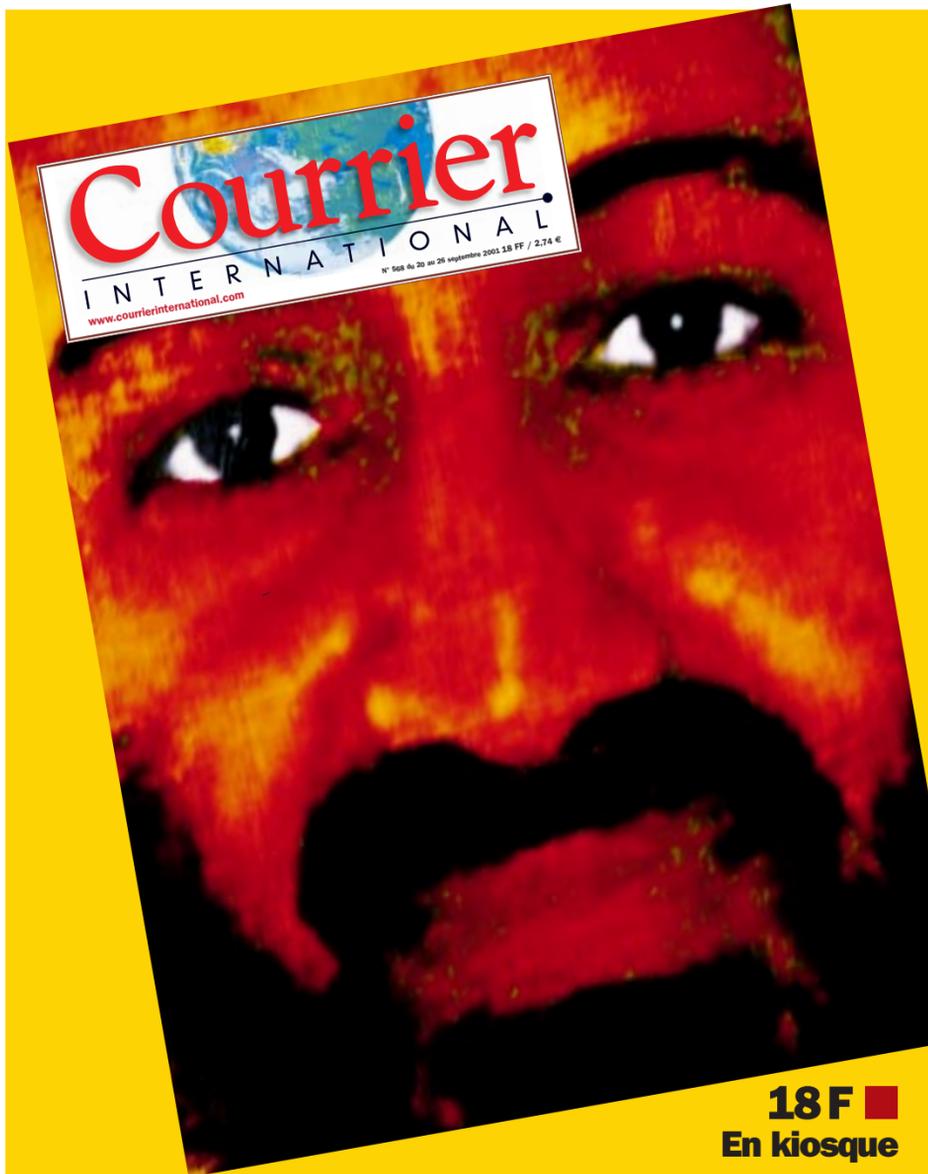
DEBARRAS

integral, tous locaux, récupérations.

BIGUES BENNES

01 49 95 95 42

Service rapide tous les jours



18 F ■
En kiosque

Quelle guerre face à Ben Laden
et aux réseaux terroristes ?

Et chaque jour : www.courrierinternational.com

La France à la traîne de l'opération « En ville sans ma voiture ! »

Lancée en 1998, par Dominique Voynet, alors ministre de l'environnement, cette journée connaît un succès croissant chez nos voisins européens. Paradoxalement, les municipalités de l'Hexagone hésitent à contrarier les automobilistes même si cette initiative est de plus en plus populaire

LA JOURNÉE « En ville, sans ma voiture ! » aura bien lieu, samedi 22 septembre. Paris sera la grande absente de cette manifestation en raison du refus de la préfecture de police de s'y associer. Pour sa quatrième édition, cette manifestation sera moins suivie en France que dans d'autres pays.

● **Quels effets sur la pollution ?** La finalité de cette journée n'a jamais été de combattre directement la pollution. Dès sa première édition, en 1998, Dominique Voynet, alors ministre de l'environnement, envisageait cette manifestation comme une manière de « repenser les transports en ville dans un meilleur partage de la voirie ».

L'incidence de cet événement sur la qualité de l'air est, en effet, infime. Les zones fermées à la circulation ne constituent souvent qu'une part négligeable du réseau, insuffisante pour influencer notablement sur l'atmosphère dans l'ensemble d'une agglomération. Si le taux de pollution diminue dans les sites réservés, il augmente souvent à leur périphérie. « La pollution est simplement déportée », résume Alexandre Thomasson, responsable à la Coparil, le réseau de surveillance de la qualité de l'air de la région lyonnaise. « Pour obtenir une baisse notable, il faudrait agir massivement dans un grand périmètre », explique Philippe Lameloise, directeur d'Airparif, le réseau de surveillance francilien.

La présence d'une pollution non négligeable dans des zones pourtant exonérées de tout véhicule durant une douzaine d'heures a confirmé aux chercheurs que les polluants sont à la fois persistants et mobiles. Au-delà des pics, spectaculaires mais souvent éphémères, il existe un phénomène de fond plus difficile à combattre.

● **Pourquoi Paris est-il absent ?** La nouvelle municipalité tenait à faire de cette opération un acte concret de son engagement pour réduire les nuisances automobiles. La déception est à la hauteur des espoirs : « C'était une étape importante du changement que nous voulions engager pour un meilleur partage de la voirie, résume-t-on au cabinet de Denis Baupin, l'adjoint (Vert) chargé de la circulation auprès de Bertrand Delanoë. Nous voulions faire de cette journée un symbole du changement engagé par la nouvelle municipalité, après le lancement du programme de 41 kilomètres de couloirs de bus protégés, et avant la création d'un premier quartier vert dans le 14^e arrondissement. »

Mais la préfecture de police et l'instauration du plan Vigipirate ont privé la mairie de cette opportunité, même si elle avait accepté de réduire le périmètre de l'opération au seul centre de la capitale, limitant ainsi à 350 policiers, au lieu des 950 prévus initialement, les effectifs nécessaires pour faire respecter les interdictions de circuler.

D'autres maires ont aussi cédé aux recommandations des préfets, qui leur ont rappelé les réserves du ministère de l'intérieur. Quelques villes en Ile-de-France et ailleurs, comme Niort (Deux-Sèvres), ont préféré jeter l'éponge, malgré les tentatives du ministère de l'environnement de les convaincre de maintenir un événement qui bénéficie désormais d'un bon écho dans la population.

● **Le samedi est-il un jour plus délicat pour organiser cette opération ?** Le 22 septembre, jour retenu pour « En ville sans ma voiture ! » est, pour la première fois depuis 1998, un samedi. « Ce jour connaît une augmentation du trafic

automobile au cœur des grandes agglomérations, autour des magasins », souligne Gérard Briet, qui travaille au service de la circulation à la Mairie de Paris. Cette densité

ce jour-là est inconnue car « la fin de semaine reste, dans les études sur la mobilité dans les agglomérations, un champ de recherche peu étudié », indique Christian Lebonidier, au

L'Australie a choisi d'utiliser la persuasion

Perth, capitale de l'Etat de l'Australie occidentale, a réduit de 14 % la circulation automobile dans une zone test en utilisant... la persuasion. Le système, baptisé « marketing individualisé » par le cabinet de conseil allemand Socialdata qui l'a créé, consiste à appeler des personnes à leur domicile pour leur demander si elles souhaiteraient éviter de voyager dans leur automobile tous les jours. Les gens intéressés reçoivent par le poste un itinéraire personnalisé leur indiquant la manière la plus rapide de se rendre au travail en utilisant des modes de transport écologique (bus, vélo, marche). Le coût de l'opération (arrêts de bus supplémentaires, brochures, études...) a été compensé en trois ans, grâce, notamment, à une augmentation des recettes des compagnies de transport public. - (Corresp.)

entraîne son lot d'embouteillages et de vitesse de déplacement réduite, phénomène constaté dans toutes les grandes agglomérations. L'influence d'une journée sans voiture

service mobilité du Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (Certu). En France, la réduction de l'offre des transports

collectifs incite les habitants à choisir leur voiture. « D'autant, poursuit M. Lebonidier, que les citoyens mettent à profit leur samedi pour accomplir de nombreux déplacements : courses, visite médicale, sortie culturelle, etc. », à des horaires moins réguliers que ceux des déplacements domicile-travail. On ignore donc encore quelles seront les conséquences de cette première.

● **Pourquoi la France se mobilise-t-elle moins ?** La journée sans voiture est née à La Rochelle en 1997. L'idée a été reprise, en 1998, par le ministère de l'environnement, qui a fédéré trente-cinq villes autour de son projet. Mais, depuis, le nombre de communes participantes plafonne. Il est même en régression cette année, passant de 71 à 63, avant même les annulations liées à l'application du plan Vigipirate. Malgré les sondages qui révèlent la popularité de cette mesure, les municipalités hésitent à contrarier les automobilistes français.

En revanche, l'engouement ne s'est pas démenti dans les pays voisins, qui ont repris le concept. Huit cents villes avaient participé à l'édition 2000. Elles devraient être plus de 900 cette année.

Seule l'Espagne, où 178 candidats se sont tout de même associés au projet, connaît une baisse du nombre de participantes. En Italie, plus d'un habitant sur quatre sera concerné cette année. L'Autriche et la Grèce, pourtant moins peuplées que la France, font jeu égal avec notre pays pour le nombre de villes inscrites. Ailleurs en Europe, le nombre de candidats explose. Des pays comme la Hongrie, la Roumanie, la Croatie ou la Yougoslavie se sont piqués au jeu. Tant et si bien qu'aujourd'hui la France, pays instigateur, fait figure, avec la Grande-Bretagne, de mauvais élève européen.

Dominique Buffier
Benoît Hopquin
et Christophe de Chenay

La municipalité de Strasbourg ne touche pas au tramway

STRASBOURG
de notre correspondant

Cela a été une des surprises de la rentrée : durant quelques jours, le tramway de Strasbourg s'est arrêté à certains feux rouges, alors que les chauffeurs ont la possibilité, par télécommande, de lui ouvrir la voie en faisant basculer les feux, ce qui assure aux rames une vitesse de 21 km/h.

Révélee par les Dernières Nouvelles d'Alsace le 8 septembre, cette innovation a été abandonnée trois jours plus tard. Fabienne Keller, maire (UDF) de Strasbourg et présidente de la Compagnie des trans-

ports strasbourgeois (CTS) qui gère autobus et tramways, a parlé d'un « test », qui n'aurait pas été décidé à son niveau et qu'il fallait abandonner. Ce loupé est-il significatif ? La nouvelle équipe au pouvoir avait, en effet, fustigé l'option du « tout-tramway », portée, selon elle, par la précédente, dirigée par les socialistes Catherine Trautmann et Roland Ries.

« VISION DOGMATIQUE »

Dans leur contrat pour Strasbourg, argumentaire de campagne, M^{me} Keller et Robert Grossmann, président (RPR) de la communauté urbaine, avaient promis de « restaurer la coexistence pacifique des différents modes de transport » et de « ne pas en privilégier un seul, au nom d'une vision dogmatique ». Ils refusaient la soumission au tramway, dont la seconde ligne a été inaugurée à l'automne 2000. De fait, la communauté urbaine n'a pas recalé le tramway. Au contraire, elle en a prévu l'extension par la création de deux branches vers le Neudorf au sud, vers Ostwald au sud-ouest, en proposant même de nouvelles variantes. Une nouvelle ligne desservira le quartier européen et la Robertsau, au nord-est. Pas question, donc, de faire à nouveau le lit de l'automobile, écartée du centre-ville en 1992, et où elle ne peut accéder, depuis, que sur de courtes boucles de circulation. « Il n'est pas dans nos intentions de réintroduire la voiture au centre-ville, mais nous avons le droit de nous poser des questions », a expliqué M. Grossmann. L'équipe avait en effet promis des « parkings bien situés en ville ».

Jacques Fortier

La politique du vélo, ardemment soutenue par l'équipe Trautmann, qui rapprochait le réseau strasbourgeois de celui des villes rhénanes de même taille, ne devrait pas être délaissée. Annick de Montgolfier, conseillère chargée du dossier, devrait le réaffirmer lors du congrès du Club des villes cyclables qu'accueillera Strasbourg à la fin octobre.

Sept mois après la défaite de la gauche aux élections municipales, personne ne peut donc affirmer que la politique des transports de Strasbourg a réellement ébauché un tournant. Le site Internet de la communauté urbaine affiche toujours les objectifs de l'équipe précédente : pratiquer la « discrimination positive » en faveur du vélo et des transports en commun pour ramener la part de l'automobile à 50 % des déplacements urbains.

Pour les automobile-clubs, la pollution n'augmente pas

« CONTRE-VÉRITÉS », « désinformation » : telles sont les accusations portées par Christian Gérondeau, président de la Fédération française des automobile-clubs, à l'encontre du gouvernement et de Bertrand Delanoë. Il présentait, mercredi 19 septembre, les chiffres qui, selon lui, contredisent le discours du ministère de l'environnement et du maire de Paris sur l'accroissement et les conséquences de la pollution atmosphérique liée au trafic automobile.

Sélectionnant soigneusement certains éléments publiés autant par des organismes spécialisés dans l'analyse de la qualité de l'air, comme Airparif à Paris, que dans un rapport parlementaire, M. Gérondeau affirme que la pollution atmosphérique n'augmente pas. Il estime au contraire que « la présence de polluants primaires [liés au trafic automobile] a baissé de 51 % en cinq ans ».

LE MINISTÈRE « MENT »

M. Gérondeau accuse aussi le maire de Paris de faire référence, quand il cite le chiffre de 260 à 350 décès chaque année liés à la pollution automobile, à des « chiffres datant d'une période où la pollution était nettement plus du double de ce qu'elle est aujourd'hui ». Il affirme également que le ministère de l'environnement « ment » en parlant d'une augmentation de 20 % des émissions des véhicules particuliers, de 1990 à 1998. « La loi sur l'air est impossible à appliquer autrement qu'en freinant l'achat des automobiles et en doublant ou en triplant le prix du carburant », s'exclame M. Gérondeau.

Mais c'est contre la politique de réduction de la place de l'automobile dans les rues de la capitale, engagée par M. Delanoë, que M. Gérondeau est le plus virulent. « Nous sommes contre cette politique systématique, dit-il. Elle repose sur des chiffres complètement faux, comme ces prétendus 94 % de la voirie consacrés aux automobilistes. »

La Fédération des automobile-clubs, qui revendique 250 000 adhérents, a demandé à des huisseries de mesurer le trafic, rue de Rivoli, où ont été mis en service les premiers couloirs de bus protégés. Avec pour objectif de faire la démonstration que cette mesure va à l'encontre des intérêts de la majorité des usagers : « Les automobilistes sont quatre fois plus nombreux que les passagers des bus, il faut en tenir compte. » Quant au récent sondage de la RATP, qui indique que les Franciliens approuvent à une très large majorité toutes les mesures visant à développer les transports en commun, M. Gérondeau y voit, là encore, « une vaste manipulation ».

Jean-Pierre Stroobants

C. de C.

Manière de voir

Le bimestriel édité par

LE MONDE
diplomatique



Alerte ! Dangers d'aujourd'hui

Fléaux du XXI^e siècle, par **Ignacio Ramonet**. ■ Le désastre climatique mondial, par **Christophe Dalle**. ■ Le climat, otage des lobbies industriels, par **Agnès Sinai**. ■ Comment lutter contre la désertification, par **Pierre Rognon**. ■ Tcherno-by, apocalypse nucléaire, par **Yves Marignac**. ■ Les experts, la science et la loi, par **Jacques Testart**. ■ L'ADN n'est pas une marchandise, par **Pedro Lima**. ■ L'affaire de la « vache folle », par **Denis Duclos**. ■ Un autre modèle pour l'agriculture, par **Jacques Berthelot**. ■ Un vieux fléau : l'alcoolisme, par **Patrick Fouilland**. ■ Le biopiratage de l'Afrique, par **Franck Seuret** et **Robert Ali Brac de la Perrière**. ■ Mobilisation contre le sida, par **Dominique Frommel**. ■ L'archipel de la criminalité financière, par **Christian de Brie**. ■ Dans l'enfer des paradis fiscaux, par **Christian de Brie**. ■ Apartheid sanitaire, par **Martine Bulard**. ■ Loi du silence sur l'uranium appauvri, par **Robert James Parsons**. ■ Le crime des industriels de l'amiante, par **Patrick Herman** et **Annie Thébaud-Mony**. ■ Vers une secte globale ?, par **Denis Duclos**. ■ Les sondés ne veulent plus parler, par **Alain Garrigou**. ■ Reconquérir les clients perdus, par **Michel Raffoul**. ■ De la soumission dans les têtes, par **François Brune**. ■ Consommateurs sous influence, par **Frank Mazoyer**. ■ Des marques au fer rouge dans nos consciences, par **Marie Bénilde**. ■ Un humanisme à refonder, par **Patrick Viveret**.

Bibliographie, sites Internet.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F - 6,86 €

TRANSPORT AÉRIEN Les dirigeants du Congrès américain et la Maison Blanche se sont mis d'accord, vendredi 21 septembre, sur un plan de sauvetage de 15 milliards de dol-

lars, dont 5 milliards d'aides directes. ● **LES COMPAGNIES** aériennes européennes, même si elles ont été moins touchées par les attentats du 11 septembre, appellent aussi au secours.

Si elles se défendent de demander des subventions, elles veulent être indemnisées pour les dommages et les surcoûts consécutifs aux attentats du World Trade Center. ● **LA**

COMMISSION EUROPÉENNE veut éviter que chaque Etat de l'Union ne réactive les aides directes à ses compagnies aériennes, un système contre lequel elle a lutté au cours des

années 1990. ● **La CRÉATION** d'un fonds européen, financé par les fonds sociaux européens ou les gouvernements, qui distribuerait équitablement les aides, est à l'étude.

L'industrie aérienne européenne ébranlée par l'aide massive de Washington

Le Congrès américain et la Maison Blanche se sont mis d'accord, vendredi 21 septembre, sur un plan de sauvetage de 15 milliards de dollars pour l'industrie aérienne américaine après les attentats. La Commission veut éviter le retour des aides d'Etat en Europe, mais réfléchit à un mécanisme d'indemnisation

BRUXELLES

de notre bureau européen
C'est désormais certain : l'industrie aérienne américaine va recevoir une injection massive de capitaux. Les dirigeants du Congrès américain et la Maison Blanche se sont mis d'accord, vendredi 21 septembre, sur un plan de sauvetage de 15 milliards de dollars (16,6 milliards d'euros), indique l'agence Reuters. « Il y a une aide directe de 5 milliards », a déclaré le leader de la majorité démocrate au Sénat, Tom Daschle. Les 10 autres milliards sont constitués de garanties de prêts et provisions. La Chambre des représentants devrait adopter ce plan vendredi, tandis que le Sénat le votera rapidement, a déclaré M. Daschle.

« Et nous ? », demandent en chœur les compagnies aériennes européennes, qui, même si elles ont été moins touchées, appellent au secours. Si elles se défendent de demander des subventions, elles veulent être indemnisées pour les dommages et les surcoûts consécutifs aux attentats du World Trade Center. Il semble qu'il y ait urgence : elles ont reçu de leurs assureurs un ultimatum les enjoignant de payer avant lundi minuit 24 septembre une prime additionnelle : le coût de l'assurance-passager a été

multiplié par huit, celui de l'assurance pour risque de guerre par quinze, affirme l'Association des compagnies aériennes européennes (AEA). « Pour Air France, on passe de quelques millions à 50 millions de dollars », a confié au Monde Jean-Cyril Spinetta, prési-

Les compagnies veulent que les Etats prennent à leur charge les dépenses supplémentaires de sûreté

dent d'Air France et de l'AEA, à l'issue d'une réunion avec la commissaire européenne aux transports Loyola de Palacio. Si elles ne paient pas d'ici lundi, une partie de la flotte européenne pourrait être clouée au sol, menace l'AEA. Car les compagnies se retrouveraient en violation de leurs contrats de leasing. Cette augmentation menacerait l'équilibre financier des compagnies les plus fragiles, en particulier les grecques. Au nom de l'AEA,

M. Spinetta a demandé à M^{me} de Palacio que l'on trouve un moyen de mutualiser ces risques d'assurance. Cette dernière y est favorable, car elle est bien en peine de les aider directement : elle ne veut pas rouvrir la boîte de Pandore des subventions, et « il n'y a pas de budget fédéral européen », a-t-elle déclaré. Alors on explore des pistes originales.

Parmi les demandes formulées à la Commission, les compagnies veulent que les Etats prennent à leur charge les dépenses supplémentaires de sûreté. « Le rôle des Etats est de garantir la sécurité des personnes et des biens. Il n'y a pas de raisons que cette sécurité soit supportée durablement par les compagnies aériennes, des compagnies privées », a estimé M. Spinetta. Elles souhaitent un assouplissement de législations en vigueur : ne pas perdre les créneaux horaires qu'elles n'utilisent pas s'il s'avère

nécessaire de réduire le nombre de vols ; pouvoir regrouper leurs vols entre compagnies sur une période limitée pour pouvoir réduire leurs capacités, au lieu de se lancer dans une guerre des prix suicidaires. Enfin, les compagnies souhaitent que l'on mette en veilleuse les projets qui renforceraient leurs difficultés, comme la taxation du kérosène. Sur tous ces points, la Commission s'est montrée compréhensive. En revanche, elle ne veut pas abandonner son idée d'augmenter l'indemnisation des 250 000 clients victimes chaque année des surréservations.

Les compagnies ont toutefois discrètement demandé à la Commission d'étudier la création d'un fonds européen, financé par les fonds sociaux européens ou les gouvernements, qui serait chargé de distribuer équitablement les aides. « Lufthansa était et est un strict opposant aux subventions »,

nuance le patron de Lufthansa, Jürgen Weber, avant de faire un subtil distinguo avec les dommages dus aux attentats new-yorkais : « Si l'on compense un dommage avéré de manière équitable pour tous, c'est quelque chose de normal, cela n'a rien à voir avec des aides d'Etat. » « Ce que nous ne demandons pas, c'est le vieux système d'aides où une compagnie dans le besoin va voir son gouvernement », explique David Henderson, porte-parole de l'AEA.

Les circonstances exceptionnelles risquent de susciter des initiatives isolées, d'autant que, « face à des circonstances exceptionnelles, le principe one time last time [les aides versées par les Etats aux compagnies aériennes dans les années 1990 étaient les dernières] peut être reconsidéré », admet M^{me} de Palacio. Or, prédit M. Spinetta, « il n'est pas exclu que certains demandent des aides pour conséquences excep-

tionnelles. Et ce que l'on souhaite, c'est que cette clause qui sera probablement invoquée par certains ne conduise pas à des pratiques discriminatoires. » Bref, le fonds éviterait le chacun-pour-soi et les distorsions de concurrence. La Commission freine, mais sait que les Quinze doivent montrer qu'ils ne sont pas indifférents à la situation. Elle compte déminer le terrain d'ici au prochain sommet des ministres des transports, le 15 octobre, pour avoir une réaction coordonnée des pays face à cette situation exceptionnelle. En revanche, l'Europe est bien démunie pour s'opposer aux subventions américaines s'il s'avérait qu'elles créent des distorsions de concurrence sur l'Atlantique nord : les aides aux compagnies aériennes ne sont pas couvertes par les accords de l'organisation mondiale du commerce.

Arnaud Leparmentier

Des sociétés privées vont contrôler les bagages dans les aéroports

LA RECHERCHE des explosifs et des stupéfiants dans les aéroports va bientôt être assurée par des sociétés privées. C'est l'objet d'un arrêté d'octobre 2000 en cours d'application, qui transfère aux aéroports la responsabilité des contrôles de sûreté relatifs aux bagages des passagers, et notamment des missions de recherche d'explosifs. Autrement dit, les contrôles qui jusque-là relevaient de la responsabilité des douanes, de la police ou de la gendarmerie nationale seront, selon le texte, « effectués à 100 % par l'exploitant de l'aéroport », c'est-à-dire par des sociétés privées spécialisées, au plus tard le 31 décembre 2002.

Si le principe du transfert de la responsabilité des contrôles dans les aéroports n'est pas nouveau, l'objectif diffère cette fois en ce qu'il vise à en confier la quasi-totalité à des sociétés privées. Le projet est d'autant plus sensible qu'il touche directement aux contrôles effectués par les maîtres-chiens dans la recherche d'explosifs et de stupéfiants. Les équipes « cynotechniques » relèveront de sociétés spécialisées mandatées par les aéroports, pour assurer l'inspection désormais systématique des bagages à main et des bagages de soute, parallèlement à un dispositif de filtrage par machines. A Paris, quatre sociétés ont postulé à l'appel d'offre : ICTS, ASA, Sifa et la Brinks.

FAIBLES SALAIRES

Ce texte, découlant lui-même d'une loi de 1996 adoptée en application de normes internationales définies par l'Organisation internationale de l'aviation civile, vise théoriquement à renforcer la sécurité des aéroports, en déchargeant les corps de l'Etat traditionnellement responsables de leur mise en œuvre. L'Etat se limiterait à attribuer des agréments à ces sociétés, et à en surveiller l'activité, comme il le fait déjà pour celles qui sont chargées du filtrage des passagers et du contrôle des bagages de soute. « Ce n'est pas un désengagement de l'Etat. Un aéroport est une société privée, à laquelle il revient d'effectuer la totalité des contrôles. L'Etat ne peut pas prendre en charge les effectifs de ces missions », explique le capitaine Serge Marigliano, de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC), l'organisme chargé de l'exécution de ces mesures.

Du côté des exploitants d'aéroports, c'est davantage le coût de ces mesures, dont la prise en charge leur revient, qui est mis en avant. « Ce projet conduit à faire payer la note à quelqu'un d'autre, même si une taxe de sûreté a été créée pour son financement », affirme-t-on aux Aéroports de Paris.

« Le recrutement et la formation des agents de sûreté par les sociétés privées ne présentent pas toutes les

La facture s'alourdit pour les assureurs

Le bras de fer entre les assureurs et les compagnies aériennes européennes sur l'augmentation des tarifs d'assurance du risque de guerre, après les attaques terroristes du 11 septembre, intervient en pleine période de renouvellement des contrats (Le Monde du 20 septembre). Il s'inscrit aussi dans un contexte de grande incertitude sur le coût total du sinistre américain, le plus important de l'histoire après l'ouragan Andrew de 1992 (20 milliards de dollars). Les uns après les autres, assureurs et réassureurs révisent à la hausse le montant des indemnisations auxquelles ils devront faire face. Après le premier réassureur mondial Munich Ré (2,1 milliards d'euros contre 1 milliard précédemment), Allianz a annoncé, vendredi, une facture de 1 milliard d'euros au lieu des 700 millions prévus. Ces chiffres conduisent les experts à revoir à la hausse le montant du sinistre, tous s'accordant à dire que la fourchette basse des premières estimations sera dépassée (de 16,1 milliards à 48,5 milliards d'euros).

garanties nécessaires, craint-on à la CFDT Douanes. La nécessité d'être opérationnel le plus rapidement possible fait craindre le pire sur les capacités réelles de ces sociétés à tenir leurs engagements. » Le syndicat souligne également la faiblesse des salaires de ces sociétés, source d'un turn-over important. Enfin, le texte souffre d'un vide juridique dans l'hypothèse d'un dysfonctionnement total du dispositif, comme dans le cas d'une grève.

Elsa Conesa



L'événement sportif le plus important au monde est aussi l'un des plus grands défis pour l'univers des Technologies de l'Information.

Toshiba, Partenaire Officiel des Coupes du Monde de la FIFA 2002 et 2006™, jouera un rôle essentiel pour le succès de ces compétitions. Non seulement en fournissant, pour la Coupe du Monde de la FIFA Corée/Japon 2002™, l'ensemble des équipements informatiques (PC, Portables et Serveurs), mais aussi en associant son expertise aux équipes de la FIFA, pour le développement du site Web officiel de cet événement. A cette occasion, Toshiba démontrera son savoir-faire en matière de qualité et de fiabilité de ses produits, ainsi que sa capacité à proposer des solutions Internet clés en main. Toshiba s'engage activement, afin que le succès des prochaines Coupes du Monde de la FIFA™ soit aussi le succès de l'innovation, dans le domaine des Technologies de l'Information.

Partenaire Officiel pour les Technologies de l'Information

TOSHIBA
www.toshiba.fr

General Motors reprend Daewoo Motor pour 400 millions de dollars

Le constructeur américain devait signer, vendredi, une lettre d'intention avec les créanciers du groupe sud-coréen en faillite. GM ne rachète que quatre usines sur quinze

TOKYO

correspondance

La nouvelle conjoncture créée par les attentats de New York et Washington ne semble pas avoir entamé la détermination de General Motors (GM) à reprendre Daewoo Motor, le constructeur automobile coréen, qui a déposé son bilan en novembre 2000 avec 17 milliards de dollars de dettes (18,8 milliards d'euros). GM devait signer, vendredi 21 septembre, une lettre d'intention en vue de constituer une nouvelle société. Celle-ci sera détenue à 67 % par GM, et à 33 % par les créanciers de Daewoo, principalement la banque publique Korea Development Bank. La nouvelle entité, qui table sur un chiffre d'affaires de 5 milliards de dollars, reprendra une partie des actifs et des opérations de Daewoo Motor en Corée et à l'étranger, ainsi que 830 millions de dollars de dettes.

L'accord, par lequel GM s'engage à injecter 400 millions de dollars dans Daewoo Motor, prévoit que la nouvelle société reprendra le réseau mondial de ventes de Daewoo mais seulement quatre usines, deux en Corée, une en Égypte et une au Vietnam, sur la quinzaine que possédait le groupe. En Corée, l'accord exclut le site de Bupyeong, près de l'aéroport d'Inchon, au nord-est de Séoul, qui abrite les installations les plus anciennes de Daewoo.

Depuis le dépôt de bilan de Daewoo en novembre 2000, le « Billancourt coréen » a été en partie restructuré sous la houlette de Lee Jong-dae, le président nommé par les banques en octobre 2000. Quelque 7 000 employés – soit les tiers des effectifs coréens – y ont

été licenciés ou mis à la retraite depuis le début de l'année. En février, l'usine a été le théâtre de violents affrontements entre la police et les ouvriers. Une dizaine de syndicalistes, sous mandat d'arrêt, continuent de camper dans l'enceinte de la cathédrale de Bupyeong. Toute la région d'Inchon tremble pour les retombées économiques qu'entraînerait une fermeture du site, et samedi 15 et dimanche 16 septembre, 20 000 personnes se sont rassemblées dans le stade de la ville pour encourager GM à reprendre l'usine.

L'accord exclut le site de Bupyeong, qui abrite les installations les plus anciennes de Daewoo

« Bupyeong a été rénovée et automatisée, mais GM considère que les syndicats y sont trop forts », déclarait récemment Kim Il-sup, l'un des syndicalistes du site. A l'issue d'après négociations, GM s'est finalement engagé à acheter jusqu'en 2006 les véhicules et les moteurs qui sortiront de l'usine, comme il le fera pour une partie de la production des usines à l'étranger non incluses dans l'accord. Le constructeur américain décidera à l'expiration du délai s'il souhaite acquérir ou non l'usine.

La part de marché du troisième constructeur coréen, qui culminait

à 40 % en 1998, a chuté à 35 % en 2000 puis à moins de 18 % au premier semestre 2001. Ses ventes ont baissé de 40 % sur les huit premiers mois de l'année en Corée, et de 20 % aux Etats-Unis. GM devra redynamiser le réseau de ventes et régler les contentieux avec les sous-traitants, qui ont encore refusé de livrer deux usines la semaine dernière en raison du gel des paiements imposé par les banques créancières. Le retour en force de GM chez son ancien partenaire, qui l'avait littéralement évincé de Daewoo Motor en lui rachetant ses 50 % en 1992, pourrait changer la donne sur le marché coréen. Le numéro un local, Hyundai (propriétaire également de la marque Kia) devait déjà faire face à un autre groupe occidental, Renault, qui a racheté Samsung Motor en 2000. Avec Daewoo, GM se dote par ailleurs d'un fabricant très présent sur les marchés émergents d'Asie.

Le dossier de la vente de Daewoo Motor est hautement symbolique pour le gouvernement coréen, qui souhaite prouver que le pays reste ouvert au monde et que ses réformes avancent. Même si Kim Woo Choong, le fondateur de Daewoo, en fuite depuis l'automne 2000, reste toujours introuvable. Alors que Ford proposait l'an dernier 6,9 milliards de dollars pour Daewoo, le prix obtenu par GM suscite des critiques : « Les fusions et les acquisitions dans la Corée post-FMI se font à l'avantage des acheteurs. Les vendeurs coréens, à qui l'on impose des délais très courts et qui sont soumis à des pressions étrangères, sont en position de faiblesse », soulignait jeudi l'éditorial du *Korean Herald*.

Brice Pedroletti

Michelin finit par dévoiler sa machine « révolutionnaire »

Le « C3M », entièrement automatisé, permettrait de quadrupler les cadences

Après treize ans de mystère, Michelin a partiellement dévoilé, jeudi 20 septembre, la ligne de production automatisée de pneumatiques, baptisée « C3M » et pré-

sentée comme « révolutionnaire » par le fabricant. Ce nouveau procédé sera, dans un premier temps, utilisé pour la seule production de produits haut de gamme.

ALMERIA (Espagne)

de notre envoyé spécial

Michelin a su garder le secret pendant près de treize ans. Toute l'industrie du pneumatique parlait du « C3M », sans que personne n'ait jamais pu voir de près, ou de loin, ce procédé de production que le fabricant français de pneumatiques promettait « révolutionnaire ». Une machine susceptible de signer la mort de la fabrication manufacturière grâce à une automatisation à l'extrême. Signe que les temps ont changé chez Michelin, une partie du voile a été levé, jeudi 20 septembre. Mais une partie seulement : la machine en fonctionnement a été présentée sur le centre de tests de pneus d'Almería, en Andalousie... derrière des paravents. En revanche le groupe a révélé sa stratégie C3M. « Nous avons atteint une étape clé du procédé, qui est maintenant entré dans sa phase industrielle », explique le patron du groupe, Edouard Michelin, affichant un large sourire, comme s'il détenait la machine qui transforme le plomb en or.

Même si l'industrie du pneumatique a été considérablement automatisée ces dernières années, la production restait d'une relative complexité. Sept étapes d'assemblage et de cuisson étaient nécessaires. Avec C3M, la fabrication est réduite à une seule étape, grâce à un module compact de 30m². Avec des cadences multipliées par quatre, cette machine permet d'abaisser les coûts, et les effectifs de production, de façon considérable. Surtout, C3M permet une grande flexibilité d'utilisation. La micro-usine peut en effet se transporter en avion ou en camion et peut être mise en service en 24 heures au lieu de plusieurs mois pour une installation classique. « C3M amène à repenser à zéro la fabrication du pneu, c'est un véritable "redesign" de l'industrie », s'enthousiasme Dominique Bronner, responsable du développement de C3M.

Le procédé s'est révélé si révolutionnaire que Michelin s'est longuement interrogé sur son utilisation. « Au départ, nous n'étions pas en situation de savoir ce que nous allions en faire », reconnaît Edouard Michelin. C'est pourquoi depuis deux ans, le système a été testé sur la quasi-totalité des fabrications de l'entreprise : plus de 20 millions de pneus C3M circulent actuellement dans le monde. Près de 20 % des pneus haut de gamme de Michelin sont déjà fabriqués grâce à cette nouvelle machine. Le groupe a, par ailleurs, testé C3M en grandeur nature pour s'implanter au Brésil. Grâce à une fulgurante montée en cadence, Michelin est passé en trois ans de 1 % à 10 % de parts de marché.

Dans ce contexte, beaucoup redoutaient que le groupe soit ten-

té par une substitution de ses installations traditionnelles par du C3M. Une hypothèse que Michelin rejette radicalement aujourd'hui, tant pour des raisons sociales que pour une question de coût. « La moitié du marché est constitué par des pneus standard, dont les volumes ne progressent pratiquement plus. Il ne serait pas raisonnable d'investir dans un outil industriel innovant sur un marché en stagnation au lieu de rentabiliser les installations existantes », affirme Hervé Coyco, responsable des pneus tourisme chez Michelin. Au contraire, l'introduction de C3M est dans une logique de complémentarité articulée autour de la croissance et de la conquête de nouveaux marchés. »

ADAPTÉ AU HAUT DE GAMME

La maturité du projet coïncide avec une envolée du marché du pneu haut de gamme, destiné aux véhicules de luxe, de sport et les gros 4X4. D'ici à 2004, ce type de produits devrait progresser de 40 %. Or C3M est particulièrement adapté au haut de gamme, fabriqués en petite série, quasiment sur mesure et qui demande donc un outil industriel très souple pour être rentable. Michelin vise 30 %

de gains de productivité par rapport au procédé traditionnel. « Ce que l'on croyait être une niche s'est révélé être le moteur de la croissance : le très haut de gamme ne fait que 10 % des volumes mais est déjà supérieur en valeur aux fabrications standard », souligne M. Coyco. Michelin, qui détient actuellement 25 % du marché haut de gamme veut maintenant creuser l'écart avec ses concurrents. Le groupe reconnaît que certains, comme Pirelli (*Le Monde* du 15 juillet 2000) ou Goodyear travaillent sur des concepts qui « s'inscrivent dans la même logique », mais assure être le fabricant le plus avancé dans la mise en œuvre. Michelin dispose actuellement de 220 machines C3M réparties sur cinq sites (Clermont-Ferrand, Lille, deux aux Etats-Unis et un au Brésil). Le groupe pourrait passer à près de 300 machines d'ici à 2004. Michelin compte ainsi sur C3M pour atteindre ses objectifs à l'horizon 2005, c'est-à-dire une croissance en volume supérieure de 2 points à celle du marché, et une marge d'exploitation de 10 % d'ici 2005 contre environ 6,5 % actuellement.

Stéphane Lauer

La Poste se lance dans l'assurance-prévoyance

LA POSTE a décidé de renforcer son secteur de services financiers en lançant des produits d'assurance-prévoyance, a-t-elle annoncé jeudi 20 septembre. Elle va lancer six produits (santé, accident, famille, relais revenus, premiers frais, obsèques) et compte sur son réseau de bureaux de poste répartis sur tout le territoire (17 000 au total) pour les distribuer.

La Poste a commencé à développer ses activités dans l'assurance des personnes en 1998, à travers Assurposte, une filiale commune créée avec l'assureur CNP (dont La Poste est par ailleurs actionnaire). C'est Assurposte qui va développer ces nouveaux produits de prévoyance. Le chiffre d'affaires d'Assurposte est passé de 1,1 million d'euros en 1999 à plus de 45 millions d'euros en 2000. Il devrait dépasser 60 millions d'euros en 2001, selon le communiqué de La Poste. - (AFP.)

Gestion d'aéroports : TBI accepte l'offre d'achat de Vinci

LE GROUPE britannique TBI, spécialisé dans la gestion aéroportuaire, a changé d'avis et appelé, jeudi 20 septembre, ses actionnaires à accepter l'offre de reprise du groupe français de BTP, concessions et services Vinci, valorisant la société britannique à 818 millions d'euros. « La direction considère aujourd'hui qu'une offre à 90 pence par action, dans les circonstances actuelles, apparaît juste et raisonnable », a indiqué dans un communiqué le groupe, qui avait rejeté cette même offre au mois d'août la jugeant insuffisante. « Il est clair que le secteur aérien fait face à une perturbation et une incertitude importantes et que la nature et l'ampleur de cette perturbation est difficile à déterminer à ce stade », a ajouté TBI, soulignant toutefois que ses aéroports ne desservent qu'une faible proportion de vols transatlantiques. Déjà présent en Grande-Bretagne, où il emploie 7 000 personnes, Vinci y a réalisé en 2000 un chiffre d'affaires de 1,167 milliard d'euros. Le groupe français y est principalement actif dans les BTP. Il est aussi l'un des plus importants gestionnaires de parkings.

THIERRY SUC ET DANIEL MARGULES PRÉSENTENT

14/11 : PARIS
15/11 : PARIS
16/11 : PARIS

ET EN TOURNÉE DANS TOUTE LA FRANCE

MC SOLAAR
SOLAAR
TOUR

www.solaarsystem.net

LOCATIONS : FNAC - CARREFOUR
FRANCEBILLET 0 892 68 36 22 (2,21€/MIN) - 3615 BILLETTEL (2,21€/MIN) - WWW.FNAC.COM
3615 NRJ (2,21€/MIN) - WWW.NRJ.FR - POINTS DE VENTE HABITUÉS

PEPSI
TS
NRJ

HIT MUSIC only!

POUR CONNAÎTRE LA FRÉQUENCE NRJ DE VOTRE VILLE : 08 36 68 42 48 OU TAPEZ 3615 CODE NRJ, RUBRIQUE STA. SITE INTERNET : <http://www.nrj.fr> (2,21/MN)

Parce qu'un autre monde est possible



CETTE SEMAINE :

L'AMÉRIQUE FACE À ELLE-MÊME

TAXE TOBIN
L'Europe hésite

NUCLÉAIRE
Le risque terroriste

IDÉES
Sénat, la réforme indispensable

CHAQUE JEUDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX. 18F

Les écoles de journalisme doivent effectuer leur aggiornamento

Les lieux d'enseignement des métiers de la presse font face à une multiplication des candidatures, au niveau d'études toujours plus élevé mais peu diversifié, et à la difficile mise en place d'un mastaire. Le CFPJ et l'ESJ sortent de leur crise financière

DIRIGÉE par l'écrivain et scénariste de bandes dessinées, Pierre Christin, la filière journalisme de l'IUT de Bordeaux est née en pleine tourmente de mai 1968. Envoyée « provisoirement » sur le campus universitaire de Gradignan-Talence dans une construction qui s'apparente à « un CES Pailleron » selon M. Christin, l'école a enfin inauguré pour la rentrée son nouveau siège, vendredi 21 septembre, dans le centre de Bordeaux. L'IUT Michel de Montaigne forme chaque année entre 80 et 100 élèves. Pierre Christin déplore que « la vocation démocratique » de l'école soit mise en péril. L'IUT a reçu cette année 1 500 candidatures pour 70 places. Autant dire que le quota des non-bacheliers se réduit comme peau de chagrin. Ce constat est partagé par les huit autres écoles de journalisme françaises, publiques ou privées, reconnues par la profession, par l'intermédiaire de la convention collective des journalistes.

Ainsi, Loïc Hervouet, directeur général de l'Ecole supérieure de journalisme (ESJ) de Lille ne cache pas que si, théoriquement, l'école est accessible aux étudiants ayant

une formation bac + 2, dans les faits, les candidats qui intègrent l'école ont reçu, en moyenne, une formation bac + 4,25. « Il faudrait effectivement ouvrir une autre voie à des milieux différents pour favoriser un certain brassage, éviter de former des jeunes sur le même moule, qui sortent de Sciences-Po ou qui ont une maîtrise de lettres ou d'histoire », dit-il. L'Institut pratique de journalisme (IPJ) est l'un des rares à conserver une filière destinée strictement aux bac + 1, qui laisse ses chances chaque année à une vingtaine d'étudiants.

Si le recrutement des candidats dans les écoles exige chaque année davantage de compétence, parce que le nombre de candidats évolue de façon exponentielle, les écoles ne fournissent pourtant pas assez de journalistes. « Alors qu'aux Etats-Unis, 50 % des rédacteurs sortent des écoles reconnues, en France, les neuf écoles forment moins de 400 professionnels, alors que la commission de la carte a délivré l'an dernier près de 2 000 nouvelles accréditations », souligne Loïc Hervouet.

Pour diversifier l'accès au journalisme, l'ESJ propose des filières plus pointues, destinées par exem-

ple aux journalistes agricoles, scientifiques ou à ceux qui souhaitent travailler dans la presse hebdomadaire régionale. D'autres écoles ont aussi entamé des formations en alternance – dans une rédaction et dans un centre de formation.

Entamé depuis plusieurs années, le grand chantier de la création d'un mastaire de journalisme n'est toujours pas bouclé. Toutes les écoles souhaiteraient la mise en œuvre d'un diplôme bac + 5 pour faciliter les équivalences au niveau européen ou américain, mais le ministère de l'éducation nationale n'a toujours pas donné son feu vert.

Les écoles ont toutes du mal à vivre financièrement. « Le prix réel d'un étudiant oscille entre 90 000 et 120 000 francs », explique Alain Chanel, directeur du Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ) à Strasbourg. Les filières universitaires, financées grâce aux subsides de l'éducation nationale, permettent aux élèves de suivre un enseignement de qualité en payant des droits d'inscription peu onéreux. En revanche, les trois écoles privées ont considérablement augmenté leurs tarifs, ce qui a

déclenché une grève des étudiants en mai à l'IPJ. Finalement, l'augmentation a été un peu moins sévère que prévu (21 975 francs pour les étudiants en cours de scolarité et près de 26 000 francs pour les nouveaux entrants). A l'ESJ de Lille, il est demandé 19 678 francs (3 000 euros) par an aux étudiants et 15 000 francs au CFPJ.

« Il faudrait favoriser un certain brassage, éviter de former des jeunes sur un même moule »

Les écoles privées sont aussi financées par la taxe d'apprentissage – qui représente par exemple 6 millions de francs de l'ESJ – et par les recettes issues de la formation permanente. Cette politique a été mise en œuvre à la suite de très graves difficultés financières traversées par le CFPJ et l'ESJ. Confronté à un passif de 35 millions de

francs pour un budget de 55 millions, le CFPJ avait déposé son bilan au tribunal de commerce de Paris en mai 1998, avant d'être repris le 5 mars 1999 par l'association d'anciens élèves, CFJ-Demain, pilotée par Pierre Lescurre, PDG de Canal+.

Depuis, sous la houlette de sa directrice générale, Danièle Granet, l'école a entamé un vaste chantier de rénovation et espère sortir du rouge en 2002 avant de réaliser des bénéfices l'année suivante. Cette relance passe par de nouvelles équipes – un salarié sur deux est parti depuis deux ans –, mais aussi par « le maintien dans l'enseignement d'un corpus de valeurs » transmis par les fondateurs de l'école, précise-t-elle. « Nous proposons désormais en formation 110 offres différentes, qui concernent vingt métiers de la presse écrite, de la radio et du multimédia », dit-elle. Réorganisé entre l'association CFJ, axée sur la formation initiale et la SA Rue du Louvre, qui recouvre la formation permanente, le CFPJ a fait appel à une trentaine d'entreprises partenaires, dont Canal+ (Vivendi Universal), TF1, l'Agence France-Presse, Les Echos

ou Le Monde, qui ont apporté au total 7 millions de francs de contributions financières.

L'ESJ à Lille sort aussi d'une mauvaise passe. Après la découverte d'un « trou comptable » de 3,5 millions de francs pour un budget de 21 millions, l'école a été refinancée et restructurée, là aussi en SA et en SARL, pour maîtriser sa diversification dans la formation. « On équilibre aujourd'hui le budget, mais nous restons pauvres », indique Loïc Hervouet. L'IPJ envisage à son tour de transformer une partie de ses activités en société commerciale.

« Telle qu'elle est organisée, l'économie de la formation au journalisme est inopérante : l'éducation nationale disperse ses efforts dans cinq établissements et les formations dans le système universitaire se multiplient, certaines n'étant pas reconnues par la profession. Le privé est très fragile aussi – obligé, pour obtenir la taxe professionnelle, de proposer des catalogues de formation toujours plus variés –, risquant à terme d'être dépendant d'un groupe de presse », déplore Alain Chanel.

Nicole Vulser

Neuf filières reconnues par la profession

● **Ecoles privées.** L'Ecole supérieure de journalisme de Lille (ESJ), le Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ) et l'Institut pratique de journalisme (IPJ).

● **Ecoles publiques.** Le Centre universitaire d'enseignement

du journalisme (CUEJ) à Strasbourg, le Centre d'études littéraires et scientifiques appliquées (Celsa-Paris IV), l'Ecole de journalisme et de communication de Marseille et les Instituts universitaires de technologie (IUT) de Tours, Bordeaux et Toulouse.

Durcissement du conflit dans la distribution de la presse

ON CROYAIT apaisé le conflit qui avait opposé au début de l'été le Syndicat du Livre aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) et au groupe Amaury. Il n'est rien. L'éditeur du Parisien qui souhaite mettre en œuvre depuis trois mois son propre système de distribution hors du cadre des NMPP était parvenu à un accord signé cet été avec les deux autres parties. Depuis mercredi 19 septembre, date de mise en place du système de distribution autonome du Parisien, par le biais de la société de distribution et de ventes du Parisien (SDVP), un mouvement de blocage des ouvriers du Livre CGT a empêché la livraison du Parisien dans les kiosques de Paris et de sa proche banlieue. Les camions de livraison des journaux de la SDVP avaient été bloqués à la sortie de l'imprimerie de Saint-Ouen par des personnels du Livre de Paris Diffusion Presse (PDP), la structure de diffusion de la presse sur la capitale qui appartient aux NMPP.

Le ton est monté d'un cran, jeudi soir, des négociations entre la direction du groupe Amaury et les représentants du Livre ayant échoué dans la soirée : les imprimeurs rotativistes ont soutenu les ouvriers du Livre CGT de PDP. Vendredi matin, les trois quotidiens du groupe Amaury, Le Parisien, son édition nationale Aujourd'hui et L'Equipe n'étaient pas en kiosque à Paris ni dans le nord de la France.

N. V.

Selon Roland Bingler, secrétaire général du Comité inter du Livre parisien (CILP), « la direction des NMPP ne nous a toujours pas donné le calendrier de mise en œuvre de la modernisation de PDP, alors que nous avons trouvé un accord sur le plan social [avec le maintien de 329 postes sur environ 500] et les mutations techniques. Les NMPP renvoient la question au 8 octobre ». Ce qui conduit Jacques Guérin, directeur général du Parisien à juger « ce conflit absurde » puisqu'il concerne les NMPP et le syndicat du Livre. S'estimant pris en otage, le groupe envisage des poursuites juridiques.

« COQUILLE VIDE »

L'origine des tensions est plus complexe : M. Bingler souhaite que la distribution du Parisien reste assurée sur Paris uniquement par PDP. Autre pierre d'achoppement, le Livre avait accepté que l'éditeur du Parisien quitte les NMPP à condition qu'il conserve un système coopératif. Coopé-Presse devait donc prendre 51 % de la SDVP, mais le Livre redoute que le groupe Amaury ne crée une SA chapeautant le nouvel ensemble, réduisant la SDVP à « une coquille vide ». Vendredi matin, la direction des NMPP jugeait que le Livre bloquait la mise en œuvre des accords déjà signés et l'hypothèse d'un durcissement et d'une extension du conflit prévalait.

DÉPÊCHES

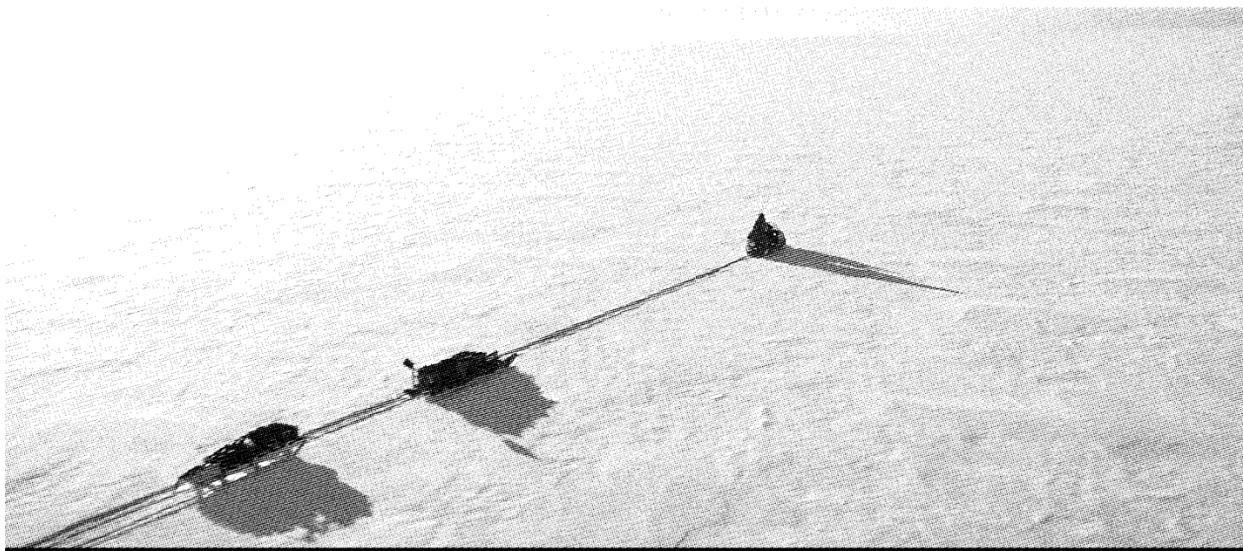
■ **ÉDITION :** Agnès Touraine a été nommée PDG de Vivendi Universal Publishing (VUP), division en charge des contenus éditoriaux de Vivendi Universal, a indiqué le groupe, jeudi 20 septembre. Elle était, depuis octobre 2000, vice-PDG de Havas devenu VUP en janvier 2001.

■ **PRESSE :** les NMPP (Nouvelles messageries de la presse parisienne) et l'UNDP (Union nationale des diffuseurs de presse) ont signé un accord sur la rémunération des diffuseurs de presse, ont annoncé jeudi les NMPP. Il permettra aux « diffuseurs qualifiés de prétendre à un taux de commission net revalorisé de 15 % ».

■ **RADIO :** la situation économique et financière de RFO (Réseau France outre-mer) est restée « tendue » en 2000, estime le Conseil supérieur de l'audiovisuel, dans son bilan publié jeudi. Le déficit s'est établi à 38,9 millions de francs (5,93 millions d'euros).

■ **TÉLÉVISION :** BBC World Service a annoncé, jeudi, avoir multiplié la diffusion de ses programmes en arabe, pachtout, perse et ourdou dans la région de l'Afghanistan.

■ **MÉDIAS :** le Collectif interassociatif enfance et média a demandé à la vingtaine d'associations qui le compose de constituer un « réseau de vigilance » sur les formes de violences dans les médias.



Complètement givré!

le portable TOSHIBA Satellite 1800-750 ne coûte que

11 490^{FHT} 1751,79 € HT

TOSHIBA Satellite 1800-750

- Processeur Intel® Pentium® III 1 GHz
- 128 Mo SDRAM
- Disque dur 20 Go
- Écran 14"1 TFT XGA - Sortie TV
- Lecteur DVD 8X et lecteur de disquettes en simultané
- Modem 56K
- Batterie Li-Ion
- Microsoft Windows® 98 & WorkSuite 2001 (6 logiciels dont Word 2000)



Pour plus d'informations contactez Toshiba Infos au: 0892 69 29 49 (22h P/nt) ou sur www.pc.toshiba.fr

Soit 13 742,04 FTTC ou 2 095,14 € TTC, prix conseillés chez les revendeurs agréés Toshiba participant à cette opération en France Métropolitaine. Offre réservée aux entreprises, valable du 10 septembre au 31 octobre 2001, dans la limite des stocks disponibles et non cumulable avec d'autres promotions Toshiba ou conditions particulières.

Les PC de Toshiba utilisent la version légale de Microsoft® Windows®
www.microsoft.com/piracy/howtotell

Choose freedom*
TOSHIBA

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **MOULINEX-BRANDT** : au moins deux candidats, le groupe SEB et Idea, un fonds d'investissement d'Axa Private Equity, devaient déposer, vendredi 21 septembre, un dossier pour la reprise du groupe d'électroménager en faillite. Selon *La Tribune*, Idea agirait pour le compte d'un fonds de pension anglo-saxon et disposerait de 1,5 milliard de francs.

● **SAUPIQUET** : l'usine de production de thon de Saint-Gilles-Croix-de-Vie (Vendée), fermée par le groupe de conserverie, va être reprise en janvier 2002 par la société vendéenne Vif Argent, spécialisée dans les salades en conserve à base de poissons pour les grandes surfaces. Vif Argent gardera 50 des 95 salariés du site.

● **DIM** : le comité central d'entreprise de Dim SA (Sara Lee) a demandé, jeudi 20 septembre, au cabinet Secafi Alpha un rapport d'expertise sur la situation financière du groupe de collants et sous-vêtements à propos d'une menace de fermeture des usines de Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire, 162 salariés) et de Ruitz (Pas-de-Calais, 156 salariés).

● **ORANGINA** : Pernod-Ricard et Cadbury Schweppes ont conclu, vendredi, leur accord formel de cession du pôle boissons sans alcool du groupe français (Orangina, Pampryl, Ricicles, Banga...) au groupe britannique, pour 700 millions d'euros.

● **AIRBUS** : le président d'Airbus, Noël Forgeard, a estimé jeudi que les 25 000 licenciements annoncés par Boeing étaient « stupéfiants ». « Je suis toujours un peu surpris par la rapidité des décisions américaines », a déclaré M. Forgeard lors du congrès du Conseil national des économies régionales (CNER). Airbus a gelé 3 500 embauches mais ne compte pas réduire ses effectifs pour faire face au ralentissement conjoncturel.

SERVICES

● **MICROSOFT** : le leader mondial des logiciels a décidé d'ouvrir à la concurrence son système d'identification sur

Internet, « Passport », qui fera partie de son nouveau système d'exploitation Windows XP. Les détracteurs de la compagnie l'accusaient de vouloir réunir, grâce à ce moyen, des informations privées sur des millions de consommateurs.

● **ORANGE** : OrangeFrance, la filiale mobile française de France Télécom, a annoncé le lancement le 6 octobre d'Orange Sport, une gamme de services mobiles multimédia consacrés à l'information sportive, principalement le football et le rugby.

● **AEGIS** : Aegis Group, siège social londonien de la centrale d'achat d'espace publicitaire Carat, a annoncé le licenciement de 180 personnes. Un porte-parole a affirmé que cette décision permettrait de « restaurer les profits », après la chute de 21,6 % de ces derniers au premier semestre, en éliminant environ 13 millions de dollars de coûts annuels.

● **RTL/KIRCH** : les principales chaînes de télévision publiques (ARD et ZDF) et privées (RTL, Sat1 et Pro7) allemandes se sont mises d'accord, jeudi, sur une norme commune pour la télévision numérique dans le pays. La MHP (Multimedia Home Plattform) sera commercialisée à partir de juillet 2002.

● **M6 WEB** : la filiale Internet du groupe de télévision M6 a annoncé jeudi « une diversification » accélérée de ses sources de revenus, avec la mise en place, à côté de la publicité, de services payants qu'il fournira sur Internet, audiotel, SMS (messages courts sur le mobile) et télévision payante.

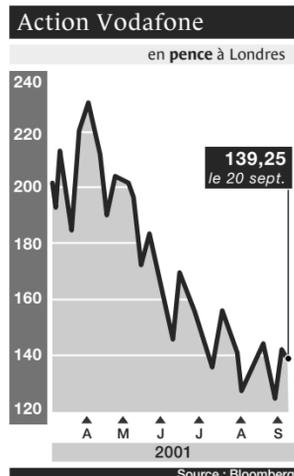
FINANCES

● **JAPON** : quatre banques japonaises en difficulté, Asahi Bank, Daiwa Bank, Kinki Osaka Bank et Nara Bank ont annoncé, vendredi 21 septembre, leur intention de fusionner, pour créer un groupe doté d'un capital de 10,7 milliards d'euros.

● **ASSURANCE** : les assureurs-japonais paieront environ 20 milliards de yens (184 millions d'euros) pour les dommages causés par les attentats qui ont frappé les Etats-Unis, a estimé Hiroyuki Uemura, président de l'association des compagnies d'assurance maritimes et incendies.

VALEUR DU JOUR

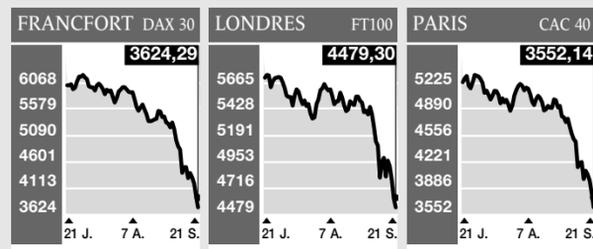
Vodafone acquiert Japan Telecom



VODAFONE a lancé, jeudi 20 septembre, une offre publique d'achat (OPA) amicale pour porter de 45 % à 66,7 % sa participation dans l'opérateur Japan Telecom. Le premier groupe de téléphonie mondial est prêt à proposer une prime de 37 % par action, soit un total de 2,8 milliards d'euros. Japan Telecom est le numéro trois des télécoms nippon, présent dans la téléphonie fixe de longue distance, mais aussi mobile, où ses filiales JPhone comptent 10,9 millions d'abonnés et pourraient très bientôt passer devant le numéro deux KDDI. Depuis 2000, Vodafone a investi près de 10 milliards d'euros dans Japan Telecom et J Phone. Sa montée en puissance dans le capital de l'opérateur nippon lui en donnera le contrôle total et ne devrait pas rencontrer de résistance. Vodafone devient le premier opérateur européen à entrer de plain-pied dans le marché du « m-commerce » nippon, qui désigne l'utilisation du mobile pour des opérations de commerce électronique. Le Japon est le premier marché du monde pour l'Internet via téléphone portable : sur les 70 millions de portables en circulation au Japon en août, 42 millions ont accès à Internet, dont 26,7 millions pour NTT DoCoMo, 8,1 millions pour KDDI et 7,8 millions pour le service « J-Sky » de J Phone. J Sky est en forte croissance. Vodafone prévoirait de lancer la technologie de J Sky en Europe. Enfin, le groupe britannique va

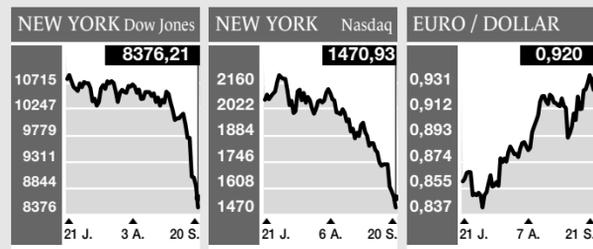
Brice Pedroletti

EUROPE



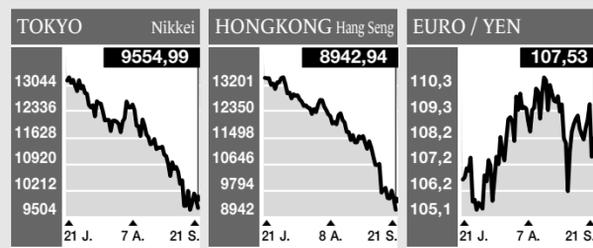
Europe 9 h 57	Indices sélection	cours 21/09	Var. % 20/09	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	2855,89	-3,78	-40,16
EUROPE	STOXX 50	2897,39	-3,49	-36,42
EUROPE	EURO STOXX 324	238,33	-3,53	-39,17
EUROPE	STOXX 653	234,04	-3,42	-34,95
PARIS	CAC 40	3552,14	-4,98	-40,06
PARIS	MIDCAC	....	....	....
PARIS	SBF 120	2421,09	-4,99	-39,81
PARIS	SBF 250	....	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	....	....	....
AMSTERDAM	AEX	....	....	....
BRUXELLES	BEL 20	2293,56	-4,45	....
FRANCFORT	DAX 30	3624,29	-4,87	....
LONDRES	FTSE 100	4479,30	-1,70	-28,01
MADRID	STOCK EXCHANGE	6476,10	-3,71	-28,91
MILAN	MIBTEL 30	24672	-3,04	-43,57
ZURICH	SPI	5115,30	-5,26	....

AMÉRIQUES



Amérique 9 h 57	Indices sélection	cours 20/09	Var. % 19/09	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	8376,21	-4,37	....
ÉTATS-UNIS	S&P 500	984,54	-3,18	-25,43
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	1470,93	-3,72	-40,46
TORONTO	TSE INDEX	6521,79	-2,61	-27
SAO PAULO	BOVESPA	10543,12	....	-30,91
MEXICO	BOLSA	281,39	-3,32	-10,95
BUENOS AIRES	MERVAL	242,20	-4,06	-41,89
SANTIAGO	IPSA GENERAL	104,53	-2,62	8,89
CARACAS	CAPITAL GENERAL	6937,52	-0,23	1,64

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 9 h 57	Indices sélection	cours 21/09	Var. % 20/09	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	9554,99	-2,35	-30,69
HONGKONG	HANG SENG	8942,94	-4,02	-40,76
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1239,91	-5,60	-35,65
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	58,23	-1,87	-8,08
SYDNEY	ALL ORDINARIES	2884,50	-1,38	-8,56
BANGKOK	SET	17,91	-3,19	-3,86
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	2657,51	-3,77	-33,10
WELLINGTON	NZSE-40	1806,57	-0,64	-5

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 chutait de 2,14 %, à 3 552,1 points, vendredi 21 septembre en début de séance. La veille, la Bourse de Paris avait clôturé en net repli, jeudi, sous l'influence négative des marchés américains. Après avoir ouvert en baisse de 0,27 % et avoir effectué un bref passage dans le vert, l'indice CAC 40 s'était maintenu dans le rouge le reste de la séance pour terminer en baisse de 3,88 %, à 3 738,18 points (*lire page 10*).

FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort cédait 0,12 % pour s'établir à 3 805 points, vendredi matin. Il avait plongé, jeudi, de 5,74 %, à 3 809,67 points. L'indice Nemax 50 du Neuer Markt, où sont négociées les plus petites valeurs, avait de son côté chuté de 6,06 %, à 749,11 points, contre 797,44 points la veille.

LONDRES

LA BOURSE de Londres ouvrait en baisse de 0,54 % vendredi, à 4 532,3 points, au lendemain d'une clôture en baisse de 3,47 % jeudi, à 4 556,9 points.

TOKYO

LA BOURSE de Tokyo a subi une perte de plus de 2 % vendredi, subissant le contrecoup des quatre séances de baisse consécutives de Wall Street depuis sa réouverture lundi. L'indice Nikkei des principales valeurs japonaises a perdu 2,35 %, à 9 554 points.

NEW YORK

WALL STREET a continué à plonger, jeudi 20 septembre, comme les marchés boursiers européens. Le Dow Jones, principal indicateur de Wall Street, a chuté en clôture de 4,37 %, à 8 376,21 points, et l'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq, thermomètre des valeurs de technologie, a perdu 3,72 %, à 1 470,93 points. Ces deux indicateurs se retrouvent à leurs plus bas niveaux depuis octobre 1998. Le Standard and Poor's 500 a chuté de 3,11 %, à 984,54 points. C'est la première fois depuis octobre 1998 que cet indice clôture sous les 1 000 points.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires en Europe étaient en repli dans les premières transactions, vendredi 21 septembre. Evoluant mécaniquement à l'inverse des cours, les taux longs s'accroissent à 4,97 % pour le rendement de l'emprunt d'Etat français à dix ans.

MONNAIES

L'EURO reculait légèrement face au dollar vendredi en début de séance (à 0,9219 dollar contre 0,9273 dollar jeudi soir) et le yen perdait également du terrain face au billet vert. Le ministère japonais des finances est intervenu sur le marché des changes pour la troisième fois cette semaine afin de freiner la hausse du yen par rapport au dollar. A la suite de l'intervention, le dollar s'accroissait nettement face au yen, à 117,24 yens, contre 116,31 yens jeudi.

ÉCONOMIE

Le FMI un peu moins optimiste pour la croissance en 2002

L'ÉCONOMIE mondiale va rebondir en 2002 mais peut-être moins que ce qui était prévu initialement, a estimé le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Horst Köhler, selon le texte d'un entretien accordé à des journalistes publié par le FMI, jeudi 20 septembre. « L'impression d'ensemble est que nous nous attendons toujours à une reprise de l'économie américaine et mondiale plus tard dans l'année mais qu'elle sera peut-être un peu retardée et peut-être un peu moins forte qu'attendu il y a quelques mois ou quelques semaines mais qu'il s'agit toujours du scénario le plus probable », a indiqué le directeur général du FMI. Il a souligné qu'il espérait toujours pouvoir organiser fin octobre/début novembre une réunion du Comité monétaire et financier international du FMI « pour démontrer qu'il y a une coopération de la communauté internationale ».

■ **ÉTATS-UNIS** : le président américain George W. Bush a appelé jeudi les Américains à garder confiance dans leur économie en dépit des conséquences des attentats et de la chute des marchés boursiers (*lire aussi page 2*).

■ **Les nouvelles demandes hebdomadaires d'allocation-chômage** aux Etats-Unis ont baissé de 49 000 à 387 000 au cours de la semaine close le 14 septembre, a annoncé jeudi le département du travail. Les analystes tablaient sur 425 000 nouvelles demandes la semaine dernière.

■ **Les mises en chantier de logements** aux Etats-Unis ont baissé de 6,9 % en août par rapport au mois précédent, avec un volume de 1,527 million d'unités en rythme annuel, a annoncé jeudi le département du commerce. Les analystes tablaient sur un recul de 2,4 %, à 1,63 million d'unités, par rapport à une base non révisée le mois précédent.

■ **UNION EUROPÉENNE** : le ralentissement économique mondial ne menace ni la situation des pays d'Europe centrale ni le processus d'élargissement de l'Union européenne, ont estimé des responsables politiques et économiques, jeudi, à Vienne. « Les pays d'Europe centrale sont globalement dans une bonne situation économique. S'il y a un ralentissement dans l'UE, il y aura des conséquences, mais des conséquences plus solides »,

a déclaré Jean Lemierre, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

■ **ALLEMAGNE** : le ministre allemand des finances, Hans Eichel, va dévoiler prochainement des propositions visant à réduire les participations de l'Etat fédéral dans « de nombreuses entreprises », a-t-il annoncé jeudi. « La modernisation de l'Etat et de la gestion exige la privatisation d'entreprises d'Etat qui ne doivent pas nécessairement continuer à être gérées par l'Etat. Et il y en a toute une série », a-t-il dit sans précision sur les sociétés concernées.

■ **EURO** : la Commission européenne a publié, jeudi, une nouvelle enquête, encore plus accablante que la précédente, sur les frais « inacceptables » ponctionnés par les banques européennes pour des virements effectués en euros d'un pays de l'Union européenne à l'autre. Selon cette enquête réalisée en mars 2001, le coût moyen pour un virement de 100 euros s'élevait alors à 24,09 euros entre deux banques de l'UE.

■ **ITALIE** : la croissance italienne au deuxième trimestre a été revue légèrement à la hausse, jeudi par l'Institut national italien de la statistique, mais les doutes s'intensifient sur la capacité du pays à atteindre l'objectif de croissance de 2,4 % fixé pour l'ensemble de l'année.

■ **RUSSIE** : le président de la Banque centrale de Russie, Viktor Guerachtchenko, très critiqué pour sa lenteur à réformer le secteur bancaire, a déclaré jeudi n'avoir pas l'intention de rester à son poste après expiration de son mandat actuel, en septembre 2002.

■ **UKRAINE** : la Banque mondiale a annoncé jeudi l'octroi d'un prêt de 250 millions de dollars, sur vingt ans, à l'Ukraine pour soutenir le programme économique du gouvernement et les réformes engagées. Le même jour, le Fonds monétaire international a débloqué une tranche de prêt de 376,56 millions de dollars pour l'Ukraine.

■ **ARGENTINE** : le produit intérieur brut de l'Argentine a baissé de 0,5 % au deuxième trimestre 2001 par rapport à la même période de l'an 2000, la baisse se montant à -1,3 % pour le premier semestre 2001, toujours en glissement annuel, a annoncé jeudi l'Institut national de statistiques argentin.

Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux	Hors zone Euro	20/09
FRANC.....	6,55957	EURO.....	0,15245	COURONNE DANOISE.....	7,4436
DEUTSCHEMARK.....	1,95583	DEUTSCHEMARK.....	3,35385	COUR. NORVÉGIENNE.....	7,9315
LIRE ITALIENNE (1000).....	1,93627	LIRE ITAL. (1000).....	3,38774	COUR. SUÉDOISE.....	9,7783
PESETA ESPAG. (100).....	1,66386	PESETA ESPAG. (100).....	3,94238	COUR. SLOVÈNE.....	34,2450
ESCUDO PORT. (100).....	2,00482	ESCUDO PORT. (100).....	3,27190	DOLLAR AUSTRALIEN.....	1,8748
SCHILLING AUTR. (10).....	1,37693	SCHILLING AUTR. (10).....	3,76703	DOLLAR CANADIEN.....	1,4524
PUNT IRLANDAISE.....	0,78756	PUNT IRLANDAISE.....	3,32894	DOLLAR HONGKONG.....	7,2215
FLORIN NÉERLANDAIS.....	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS.....	2,97660	DOLLAR NÉO-ZÉLAND.....	2,2505
FRANC BELGE (10).....	4,03399	FRANC BELGE (10).....	1,62607	FORINT HONGROIS.....	258,2700
MARKKA FINLAND.....	5,94573	MARKKA FINLAND.....	1,10324	LEU ROUMAIN.....	28036
DRACHME GREC. (100).....	3,40750	DRACHME GREC. (100).....	1,92503	ZLOTY POLONAIS.....	3,8745

Cours de change croisés

21/09 9 h 57	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR.....	....	0,85594	0,92045	0,14035	1,45935	0,63032
YEN.....	116,83000	....	107,53500	16,40000	170,50000	73,64500
EURO.....	1,08643	0,92993	....	0,15245	1,58515	0,68465
FRANC.....	7,12495	6,09940	6,55957	....	10,39745	4,91105
LIVRE.....	0,68524	0,58655	0,63090	0,09620	....	0,43190
FRANC SUISSE.....	1,58650	1,35805	1,46300	0,22265	2,31520	....

Taux d'intérêt (%)

Taux 20/09	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE.....	3,56	3,58	4,96	5,75
ALLEMAGNE.....	3,15	3,67	4,85	5,67
GDE-BRETAG.....	4,50	4,65	4,91	4,86
ITALIE.....	3,15	3,62	5,22	6,03
JAPON.....	0,03	0,01	1,43	2,43
ÉTATS-UNIS.....	1,75	2,21	4,70	....
SUISSE.....	2,62	2,62	3,20	3,87
PAYS-BAS.....	3,11	3,62	5	5,72

Matières premières

En dollars	Cours 20/09	Var. % 19/09
MÉTALUX (LONDRES)		
CUIVRE 3 MOIS.....	1447	+0,70
ALUMINIUM 3 MOIS.....	1364,50	+0,18
PLOMB 3 MOIS.....	474,50	+0,32
ETAIN 3 MOIS.....	3675	-0,27
ZINC 3 MOIS.....	804,50	+0,19
NICKEL 3 MOIS.....	4920	-0,40
MÉTALUX (NEW YORK)		
ARGENT A TERME.....	4,53	-3,21
PLATINE A TERME.....	122972,00	....
GRAINES DÉNÉES		
BLÉ (CHICAGO).....	266,50	+0,28
MAÏS (CHICAGO).....	214	....
SOJA TOURTEAU (CHG.)	168,50	....
SOFTS		
CACAO (NEW YORK).....	925	-0,22
CAFÉ (LONDRES).....	....	....
SUCRE BL. (LONDRES).....	....	....

Matif

Cours 9 h 57	Volume 21/09	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
DÉCEMBRE 2001	9425	90,40	90,46
Euribor 3 mois			
JANVIER 2001	NC	NC	NC

Pétrole

En dollars	Cours 20/09	Var. % 19/09
BRENT (LONDRES).....	26,10	+0,69
WTI (NEW YORK).....	0,27	....
LIGHT SWEET CRUDE.....	26,60	-0,49

Or

En euros	Cours 20/09	Var % 19/09
OR FIN KILO BARRE.....	10050	+0,50
OR FIN LINGOT.....	10210	+0,10
ONCE D'OR (LO).....	266,40	....
PIÈCE FRANCE 20 F.....	57,70	+0,35
PIÈCE SUISSE 20 F.....	56,90	-0,18
PIÈCE UNION LAT. 20 F.....	57	....
PIÈCE 10 DOLLARS US.....	182	+1,11
PIÈCE 20 DOLLARS US.....	365,25	-1,28
PIÈCE 50 PESOS MEX.....	374	-1,45

VALEURS EUROPÉENNES

● A la suite des attentats aux Etats-Unis, les deux plus grands groupes mondiaux de la réassurance, Munich Ré et Suisse Ré, ont doublé leurs prévisions d'indemnisation, qui devraient atteindre des montants records au moment où le secteur de l'assurance connaît un plus bas historique. Jeudi 20 septembre, l'action Munich Ré a terminé la séance en baisse de 6,35 %, à 239 euros, et le titre Suisse Ré a cédé 6,62 %, à 134 francs suisses.

● La Commission européenne a donné son feu vert à la prise de contrôle par Pirelli et Edizione (Benetton) d'Olivetti et de Telecom Italia, à condition qu'Edizione vende « ses participations directes et indirectes dans le capital de Blu, l'un des quatre opérateurs italiens de téléphonie mobile de deuxième génération ». Jeudi, l'action Olivetti a gagné 1,69 %, à 1,01 euro.

21/09 10h01

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 20/09. Section: AUTOMOBILE. Includes entries like AUTOLIV SDR, BASF AG, BMW, etc.

21/09 10h01

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 20/09. Section: BANQUES. Includes entries like BANK OF IRELAND, ABBEY NATIONAL, etc.

21/09 10h01

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 20/09. Section: CONSTRUCTION. Includes entries like ACCIONA, ACS, AGGREGATE IND, etc.

21/09 10h01

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 20/09. Section: PRODUITS DE BASE. Includes entries like ACERIALIA, ACERINOR, ALUMINIUM GREC, etc.

21/09 10h01

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 20/09. Section: CONSOMMATION CYCLIQUE. Includes entries like ACCOR, ADIDAS-SALOMON, AGFA-GEVAERT, etc.

21/09 10h01

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 20/09. Section: CHIMIE. Includes entries like AIR LIQUIDE, AKZO NOBEL NV, BASF AG, etc.



Table of stock prices for various companies under the heading 'ALIMENTATION ET BOISSON'. Includes entries like PREUSSAG AG, RANK GROUP, RICHEMONT UNITS, etc.

Table of stock prices for various companies under the heading 'PHARMACIE'. Includes entries like ACTELION N, ALTANA AG, AMERSHAM, etc.

Table of stock prices for various companies under the heading 'BIENS D'ÉQUIPEMENT'. Includes entries like ABB N, ABBECCO N, AGGREGO, etc.

Advertisement for Volkswagen. Text: 'Votre concession Volkswagen s'engage lors d'une intervention de maintenance sur votre véhicule, à un délais précis de restitution. Si le délai est dépassé et le véhicule immobilisé, nous mettons à votre disposition un Véhicule de Remplacement.' Includes VW logo.

Table of stock prices for various companies under the heading 'ÉNERGIE'. Includes entries like BC GROUP, CEPSA, COFLEXIP, etc.

Table of stock prices for various companies under the heading 'SERVICES FINANCIERS'. Includes entries like 3I GROUP, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.

Table of stock prices for various companies under the heading 'SERVICES FINANCIERS' (continued). Includes entries like 3I GROUP, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.



Table of stock prices for various companies under the heading 'ASSURANCES'. Includes entries like AEGIS GROUP, AEGON NV, AGF, etc.

Table of stock prices for various companies under the heading 'HAUTE TECHNOLOGIE'. Includes entries like AIXTRON, ALTCAL-A, ALTEC SA REG, etc.

Table of stock prices for various companies under the heading 'SERVICES COLLECTIFS'. Includes entries like ACEA, AEM, BRITISH ENERGY, etc.

Table of stock prices for various companies under the heading 'BIENS DE CONSOMMATION'. Includes entries like AHOLD, ALTADES, AMADEUS GLOBAL, etc.

Table of stock prices for various companies under the heading 'COMMERCER DISTRIBUTION'. Includes entries like ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HANDG, BOOTS CO PLC, etc.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Table of stock prices for various companies under the heading 'AMSTERDAM'. Includes entries like AIRSPRAY, ANTONOV, C/TAC, etc.

Table of stock prices for various companies under the heading 'BRUXELLES'. Includes entries like ARTHUR, ENVICPO HLD CT, FARDIS B, etc.

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique - GR : Grèce.
CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - SE : Suède
GB : Grande-Bretagne - DK : Danemark

VALEURS FRANCE

L'action Saint-Gobain s'échangeait en baisse de 3,24 %, à 131,6 euros, vendredi 21 septembre à l'ouverture de la Bourse de Paris.

Clarins a publié un bénéfice net en recul de 12 % au premier semestre et un bénéfice opérationnel en hausse de 3,7 %, deux chiffres inférieurs aux prévisions.

Le groupe de défense italien Finmeccanica a démenti les informations publiées dans la Financial Times, selon lesquelles il serait en négociation avec Thales et Alcatel.

L'entreprise de mécanique Legris a annoncé un résultat net de 103,7 millions d'euros au premier semestre 2001.

PREMIER MARCHÉ

VENDEDI 21 SEPTEMBRE Cours à 9 h 57
Demier jour de négociation des OSRD : 24 septembre

Table of stock prices for various companies under 'France' category, including ACCOR, AGF, AFFINE, AIR FRANCE G.

Main table of stock prices for various companies, including AIR LIQUIDE, ALCATEL, ALSTOM, ALTRON TECHNI, ATOS ORIGIN, etc.

Main table of stock prices for various companies, including PERNOD-RICAR, PEUCOT, PINEAU-PRIN, PLASTIC OMN., etc.

Table of international stock prices under 'International' category, including ADECCO, AMERICAN EXP., AMVESCAP EXP., etc.

NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 20 SEPTEMBRE
Une sélection. Cours relevés à 18 h 16

Table of stock prices for various companies under 'Nouveau Marché' category, including ABEL GUILLEM, ACCESS COMME, ADL PARTNER, etc.

Main table of stock prices for various companies, including CHEMUNEX, CMT MEDICAL, COALA, COHERIS ATIX, etc.

Main table of stock prices for various companies, including LINEDATA SER, LYCOS EUROPE, LYCOS FRANCE, MEDCOST, etc.

SECOND MARCHÉ

VENDEDI 21 SEPTEMBRE
Une sélection. Cours relevés à 9 h 57

Table of stock prices for various companies under 'Second Marché' category, including ALTEDIA, ARKOPHARMA, CNIM, etc.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 20 septembre

Table of SICAV and FCP prices, including AGIPI, BNP PARIBAS, BANQUE POPULAIRE ASSET MANAGEMENT, CDC IXIS, MULTI-ASSETTEURS, CAISSE D'ÉPARGNE.

Main table of SICAV and FCP prices, including ÉCUR. OBLIG. INTERNAT. D., ÉCUR. TECHNOLOGIES C., ÉCUR. TRIMESTRIEL D., etc.

Main table of SICAV and FCP prices, including CREDIT LYONNAIS, CREDIT MUTUEL, CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT, LCF ROTHSCHILD, AMÉRIQUE 2000, ASIE 2000, etc.

Main table of SICAV and FCP prices, including LEGAL & GENERAL BANK, LA POSTE, ADDILYS D., AMPLITUDE AMÉRIQUE, etc.

Advertisement for 'The Economist' with the headline 'On en apprend toutes les semaines.' and a large graphic of the magazine cover.

LEGENDE : ★ Stars frais. ★★ A titre indicatif.

SPORTS Les attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, ont conduit les autorités sportives à réexaminer avec attention les mesures de sécurité prises par les organi-

sateurs des manifestations à venir. ● **LES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER**, qui doivent avoir lieu à Salt Lake City, du 8 au 24 février 2002, sont maintenus mais le Comité internatio-

nal olympique (CIO) a voté les « pouvoirs spéciaux » à son nouveau président, le Belge Jacques Rogge, afin qu'il puisse « répondre rapidement à une situation de crise ». ● **EN**

CORÉE ET AU JAPON, où la Coupe du monde de football se jouera du 31 mai au 30 juin 2002, les autorités ont annoncé une série de nouvelles mesures dont plusieurs concernent

le survol de l'espace aérien. ● **LA RENCONTRE AMICALE** de football France-Algérie, prévue samedi 6 octobre, au Stade de France, a été classée match à « hauts risques ».

La sécurité, nouvelle épreuve des Jeux olympiques d'hiver de Salt Lake City

Afin de répondre à une éventuelle menace terroriste envers la compétition, le Comité international olympique (CIO) a décidé d'octroyer des « pouvoirs spéciaux » à son nouveau président, Jacques Rogge, désormais à même de « répondre rapidement à une situation de crise »

LAUSANNE
de notre correspondant

Deux mois après les remous suscités à Moscou par l'attribution des Jeux olympiques d'été 2008 à Pékin, ce devait être une séance de routine consacrée à la préparation des Jeux d'hiver à Salt Lake City en 2002 et à Turin en 2006. Mais après les attentats qui ont frappé les Etats-Unis, le 11 septembre, la sécurité de ces épreuves s'est imposée comme le thème essentiel des travaux de la nouvelle commission exécutive du Comité international olympique (CIO) qui s'est réunie, pour la première fois, du mardi 18 au jeudi 20 septembre au siège de l'organisation, à Lausanne.

La principale préoccupation des responsables du CIO demeure le maintien des JO d'hiver 2002, orga-

nisés aux Etats-Unis. Faisant bloc derrière son nouveau président, le Belge Jacques Rogge, la commission exécutive avait d'emblée tenu à réaffirmer que les Jeux de Salt Lake City auraient lieu, comme prévu, du 8 au 24 février 2002. Jacques Rogge l'a confirmé, en termes identiques, jeudi 20 septembre.

« Le CIO n'est pas une oasis isolée du monde, a-t-il précisé. Si la situation internationale venait à se dégrader, nous réfléchirions alors à la réponse à donner mais, pour l'instant, la meilleure réponse qui s'impose aux agressions est de maintenir les Jeux qui sont un message de paix, de fraternité et d'universalité. »

Auparavant, le président avait reçu le soutien unanime des fédérations internationales olympiques de sports d'hiver, tandis que la com-

mission exécutive lui octroyait des « pouvoirs spéciaux » afin qu'il puisse « répondre rapidement à une situation de crise si les circonstances l'exigeaient ».

Inscrits dans la Charte olympique, ces pouvoirs spéciaux permettent le cas échéant d'annuler les JO. Mais Jacques Rogge ne se voit pas prendre seul une telle décision et a précisé qu'il consulterait la commission exécutive. Il a également réaffirmé que le rôle du CIO est d'assurer le succès de cette compétition. « Je ne vois pas ce que le CIO apporterait à l'humanité en annulant les Jeux. Ils sont la plus pertinente des réponses à la violence », a-t-il commenté. Les JO de l'ère moderne n'ont été annulés que durant les deux guerres mondiales.

Le CIO souhaite, par ailleurs, fai-

re respecter la traditionnelle trêve olympique. Le président reconnaît toutefois que cela peut être un véritable défi. « Le contexte est différent. Une trêve est plus facile entre belligérants qu'avec des terroristes », a-t-il estimé.

LE SCÉNARIO CATASTROPHE

Il n'en rejette pas moins l'idée d'une éventuelle exclusion de certains pays qui auraient aidé les terroristes impliqués dans les attentats aux Etats-Unis. « L'esprit des Jeux, ce n'est pas l'exclusion. Il s'agit d'abord d'une compétition entre athlètes », a-t-il insisté. De même, le CIO a toujours combattu le boycottage des JO, a-t-il rappelé, en substance, à ceux qui pourraient être tentés de bouder le rendez-vous de Salt Lake City.

En matière de sécurité, le CIO s'est à nouveau dit satisfait des garanties données par les organisateurs américains. Jacques Rogge a même soutenu que « le village des athlètes est l'endroit le plus sûr du

monde du point de vue sécurité », annonçant qu'il comptait loger lui-même dans le village pendant toute la durée des compétitions.

De leur côté, les quinze membres de la commission exécutive se sont dits « très impressionnés » par le dispositif de sécurité américain, qui leur a été présenté par le président du comité d'organisation de Salt Lake City, Mit Romney.

A l'issue de la séance, le directeur général du CIO, François Carrard, en a conclu que « les plans de sécurité sont complets et robustes ». « Ils ne doivent pas être fondamentalement modifiés, même après les attentats », a-t-il ajouté.

Mit Romney a affirmé devant la commission que des actes terroristes du type de ceux commis le 11 septembre étaient « impossibles » à Salt Lake City. « Nous les avons intégrés à nos plans, a-t-il assuré, et nous avons décidé que l'espace aérien des sites durant les Jeux pourrait être interdit si les circonstances l'exigeaient. »

Le CIO a rappelé que depuis l'attaque de terroristes palestiniens à Munich, en 1972, les responsables de la sécurité envisagent un scénario-catastrophe avec le crash d'un avion en pleine cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques. Ils ont, de même, envisagé une attaque par des gaz ou des produits chimiques. « Tous les hôpitaux de la région de Salt Lake sont équipés pour traiter ces problèmes », a révélé Mit Romney.

Maître François Carrard s'est, enfin, déclaré optimiste quant à la préservation de l'universalité des Jeux, qui devrait permettre l'entrée de tous les athlètes qualifiés sur le sol américain, malgré les mesures strictes décrétées depuis le 11 septembre. « Le problème s'était déjà posé à Los Angeles [1984] et Atlanta [1996], a-t-il souligné. Là, évidemment, la situation est plus préoccupante mais nous avons obtenu des garanties à ce sujet. »

Jean-Claude Buhner

Le Japon et la Corée revoient la sécurité du Mondial 2002

TOKYO
correspondance

Un des films coréens les plus populaires de ces dernières années, *Swiri*, montrait un groupe de terroristes qui semait la terreur à Séoul en faisant exploser des immeubles avant de tenter d'assassiner les présidents du Sud et du Nord lors d'un match de la Coupe du monde de football. Depuis, les attentats de New York et Washington ont prouvé que la réalité pouvait facilement dépasser la fiction, et la Corée et le Japon, co-organisateurs du Mondial 2002, révisent leur copies en matière de sécurité.

Aux complications logistiques (l'événement est organisé par deux Etats séparés par la mer) s'ajoute la présence dans chacun des pays de bases américaines parmi les plus importantes d'Asie – 37 000 troupes pour la Corée du Sud et 48 000 pour le Japon – qui ont toutes les chances d'être mises à contribution en cas d'opération militaire au Moyen-Orient. Sans compter que, par le passé, les ambassades américaines des deux pays ont été placées en état d'alerte par crainte d'actes de terrorisme – dans le cas du Japon, quelques jours seulement avant les attentats de New York et Washington.

« Avant les attentats aux Etats-Unis, nos efforts portaient sur la prévention du hooliganisme. Désormais, nous savons qu'il faut donner beaucoup plus d'importance au contre-terrorisme », explique Moon Bong-hoo, secrétaire général du comité organisateur coréen (Kowoc). En Corée, le quartier général de la sécurité du Mondial est opérationnel depuis avril. Mais ses membres se sont rencontrés, le 17 septembre, pour réévaluer l'ensemble du dispositif.

Kwon Jin-ho, chef de la sécurité du Mondial 2002, a annoncé des mesures portant notamment sur l'interdiction de survol des espaces aériens autour de stades. Des forces antiterroristes seront présentes sur les lieux des matches. Les contrôles à l'entrée des stades, dans les aéroports ainsi qu'à proximité des installations industrielles à risques seront renforcés. Les comités organisateurs japonais et coréen ont promis d'intensifier leur coopération.

Le Japon insiste sur la nécessité de surveiller les suites des événements aux Etats-Unis. « Il est important d'être assez flexibles pour pouvoir riposter de manière adéquate si nous avions vent d'actes en train de se préparer », a déclaré Yasuhiko Endoh, secrétaire général du comité d'organisation japonais (Jawoc). L'Agence nationale de la police nipponne, qui s'occupe des questions de sécurité pour la Coupe du monde, ne s'est dotée que récemment d'une équipe d'intervention hautement spécialisée de type GIGN.

La Corée du Sud est plus sensibilisée aux questions de sécurité en raison de son expérience avec la Corée du Nord, coutumière d'incursions plus ou moins spectaculaires au Sud. Lors des Jeux olympiques de Séoul (1988), l'ensemble du dispositif de sécurité visait à prévenir une action du Nord – moins d'un an après l'explosion en vol au-dessus de la mer d'Andaman d'un Boeing de la Korean Air (attribuée à des agents du Nord). L'heure étant au réchauffement politique entre les deux pays, Pyongyang est moins vu comme une menace immédiate.

Brice Pedroletti

Le match de football France-Algérie à « hauts risques »

PRÉVUE de longue date, la rencontre de football France-Algérie, la première entre les deux nations, devrait être chargée d'émotion et d'histoire. Mais la tension née des attentats commis aux Etats-Unis, le 11 septembre, donne une tout autre dimension à l'événement. Une certaine incertitude a plané quant à la tenue de la rencontre, au Stade de France, samedi 6 octobre.

La ministre de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, a coupé court aux rumeurs d'annulation, affirmant, dès le 12 septembre : « Il n'y a aucune raison de marquer un lien entre les événements des Etats-Unis et le match France-Algérie. Ce serait une insulte envers le peuple algérien. » Le lendemain, Claude Simonet, président de la Fédération française de football (FFF), s'entretenait avec son homologue de la Fédération algérienne de football (FAF), Omar Kezzal, et se voulait rassurant : « La rencontre fera l'objet de

mesures de sécurité identiques à celles prises pour les manifestations organisées pendant le déploiement du plan Vigipirate. »

DES EFFECTIFS RENFORCÉS

La situation est toutefois plus complexe qu'il n'y paraît : la FFF, les ministères de l'intérieur et de la jeunesse et des sports ainsi que le consortium du Stade de France ont tous leur mot à dire concernant la sécurité. Depuis l'activation du plan Vigipirate, en 1995, c'est le ministère de l'intérieur qui coordonne l'ensemble des opérations. Les dirigeants des instances nationales de football et les représentants des ministères doivent se réunir à partir du 24 septembre pour définir les dispositions de sécurité qui seront prises dans le cadre de cette rencontre classée « à hauts risques ».

Contactés par *Le Monde*, ni la FFF, ni les ministères, ni la préfecture de Seine-Saint-Denis n'ont sou-

haité divulguer d'information concernant France-Algérie et les moyens habituellement mis en place pour assurer l'encadrement des rencontres de l'équipe nationale. Gilles Pineau, responsable de la sécurité pour le consortium du Stade de France, invoque « la sûreté des 82 000 spectateurs et employés du Stade de France » pour expliquer ce silence. Seule certitude : les effectifs des agents de sécurité, du personnel médical et de la protection des biens et des personnes seront renforcés. Pour les rencontres jugées à risques qui se déroulent au Parc des Princes, « entre 300 et 1 000 policiers et gendarmes sont mobilisés », indique Pierre Raynaud, contrôleur général de la police nationale. « Une réunion a lieu la veille et trois heures et demie avant l'événement », pour insister sur les points les plus importants.

Christophe Gattuso

Ricard Ferran, caddy master au golf de Saint-Nom-la-Bretèche

POUR un béotien, cela ressemble à un capharnaüm. C'est pourtant le jardin secret d'un Vulcain qui règne de main de maître sur des milliers de sacs de golf, depuis plus de quarante ans. Ricard Ferran est le caddy master du golf de Saint-Nom-la-Bretèche (Yvelines). Tout au long de sa carrière, il a porté, rangé, sorti, préparé, nettoyé, réparé, bichonné les sacs et les clubs des membres de ce club de la région parisienne. Et ceux des champions venus disputer le Trophée Lancôme. Jusqu'au mois de juillet, où il prenait sa retraite.

S'il est encore là, c'est qu'il ne peut faire autrement. D'ailleurs, personne ne comprendrait qu'il ne soit pas là. Depuis la première édition en 1970, Ricard Ferran n'a pas manqué un seul Trophée Lancôme. Il célèbre aujourd'hui sa 32^e participation. Avec un seul petit regret, lâché du bout des lèvres : « Cela aurait été très agréable de voir Tiger Woods, c'est passionnant de voir des joueurs comme ça. » Quelques instants de silence pensif, et l'entraîneur reprend le dessus : « J'espère qu'il viendra l'année prochaine. »

Un bras appuyé sur une étagère, l'autre posé contre un pilier, le caddy master fait corps avec son antre. Ils semblent se soutenir mutuellement. C'est toute sa vie professionnelle qu'il embrasse, un peu résigné en apparence, mais tellement fier, au fond de lui. Partout, sur les murs, les photos dédicacées dont il a fait don au club témoignent : tous les grands champions que le golf a connus sont là.

L'une de ses préférées, un peu à l'écart, est celle qu'une légende de ce sport lui a offerte. « J'ai beaucoup d'estime pour Arnold Palmer.

C'est un grand monsieur. Il m'a très bien reçu quand j'ai été chez lui, aux Etats-Unis », confie-t-il avec admiration. Puis il se souvient, rêveur : « Quand il avait des clubs à bricoler, on le faisait ensemble. »

UN ŒIL ATTENTIF

« Arnold Palmer, Lee Trevino, Roberto de Vincenzo, Gary Player, Jack Nicklaus, Nick Faldo, Ballesteros, tous ces gens avaient de l'éducation et du respect envers les gens

la porte de son « musée », face au putting green où s'entraînent les champions, Ricard Ferran observe d'un œil ni vif ni distant, tout simplement attentif. C'est là qu'il reçoit les salutations des passants : « Bonjour, monsieur Ferran ! » Les joueurs espagnols lui donnent du « Que tal, caballero ? ». Les Anglais, un simple « Hello ! ». Mais il sait très bien qu'ils ne sont pas du genre à s'étendre.

Le Sud-Africain Retief Goosen se joue de la pluie

Jeudi 20 septembre, le Trophée Lancôme semblait voué au pire des destins. Défection de Tiger Woods, retrait de Lancôme, des éléments naturels et tristement familiers aux Franciliens se mêlaient à la partie : pluie incessante depuis la veille au soir, embouteillages monstrueux, parkings transformés en bourbiers et chemins d'accès en patinoires, chocs, chutes, mauvaises rencontres d'humeur, beaux habits maculés, réputation froissée. Des vingt mille spectateurs escomptés n'arrivèrent que les plus passionnés. Ils suivaient d'un pas de tortue, lent et mal assuré, mais ne perdaient pas une goutte d'un spectacle exceptionnel dans ces conditions. Ils applaudirent aux exploits du Sud-Africain Retief Goosen, seul en tête à 7 coups sous le par avec 7 birdies consécutifs, de cinquante-six joueurs placés en dessous du par et de quatre-vingts autres moins chanceux. A l'heure des vèpres, le soleil brillait et le Trophée Lancôme était lavé de tout affront.

qui travaillaient. » Aujourd'hui, ce n'est plus tout à fait pareil : « Tenez, tout à l'heure, j'ai attrapé un jeune. Il rentre dans le local et il dit : "Bonjour." Je ne lui réponds pas. Il dit à nouveau : "Bonjour." Je lui dis : "Bonjour, monsieur." Il a dit : "Bonjour, monsieur." Il a compris... Parce qu'on travaille, on serait des gens à qui on ne doit pas le respect ? » Se sentirait-il un rôle d'éducateur ? Comme s'il n'avait pas entendu la question, il sort vérifier le temps qu'il fait. Devant

dans sa bouche trouve sa place, sans encombre, entre hier et aujourd'hui.

UN MAÎTRE EXIGEANT

Monsieur Ferran est basque. De Chantaco. Autant dire qu'il est né sur un golf et qu'il y a grandi à l'époque de la deuxième guerre mondiale. « On jouait, oh là là ! On attendait que les officiers allemands perdent leurs balles pour aller les récupérer, dit-il d'un sourire, avec toute la malice du monde. C'étaient des balles de très bonne qualité, des Dunlop. »

Le rêve se poursuit : « La première compétition que j'ai faite, c'était pour un kilo de raisin, pendant la guerre, en 1941. Vous vous rendez compte ? C'était M^{me} Lacoste qui offrait cette compétition pour les enfants qui habitaient Chantaco. » Bien plus tard, il « monte » à Paris rejoindre sa future femme. Il y retrouve un « ami d'enfance, ami intime ». Jean Garaïalde lui parle d'un nouveau golf qui s'ouvre. « C'était à Saint-Nom-la-Bretèche, fin 59 ; je suis resté là jusqu'à ce jour. »

Aujourd'hui, son successeur choisi en la personne d'Elder Franco, grand jeune homme discret et courtois qu'il a formé en maître exigeant, Ricard Ferran peut partir tranquille. L'idée ne lui a sans doute jamais effleuré l'esprit mais, aux yeux de tous, la victoire des champions qui ont gagné ici, à Saint-Nom, est un peu la sienne. Une victoire de travail, de devoir et d'humilité qu'aucun trophée ne récompensera jamais, mais qui suffit à faire de lui « Monsieur Ferran ».

Jean-Louis Aragon

Le beau/fut
FULL
Le forfait qui rend tout les services

6 MOIS À - 50 % SUR TOUS LES FORAITS

3 H/MOIS
6€ 3€
SOIT 19 F 68¹¹
AU LIEU DE 39 F 36

8 H/MOIS
12€ 6€
SOIT 39 F 36¹¹
AU LIEU DE 78 F 71

20 H/MOIS
18€ 9€
SOIT 59 F 04¹¹
AU LIEU DE 118 F 07

Abonnements et renseignements au :
0826 027 028
(011 0826 027 028)

CLUB internet
www.club-internet.fr
Le club le plus ouvert de la planète

Online
N°1 SERVICES DE INTERNET

Comment finir une saison ?

Arles : El Juli gracie un toro. Nîmes : Richard Milian fait ses adieux. Décevant à Bayonne, José Tomás triomphe en Andalousie

NÎMES, BAYONNE et DAX
de notre envoyé spécial

Le fameux compte-rendu de Michel Leiris, Rafaelillo le 9 octobre 1938 à Nîmes, frappe par sa candeur et sa modestie. En fait, cette corrida du 9 octobre 1938 s'était substituée à celle du 2, annulée devant les menaces de guerre. « *La guerre, de quelque façon qu'on la fasse, n'est-elle pas un terriblement gros taureau ?* » demande Michel Leiris à Jean Paulhan. Correspondance très éclairante (éd. Claire Paulhan, 245 p., 180 F, 27,44 €). Paulhan à Jouhandeau : « *Il me semble que la thèse de Leiris (que la corrida est émouvante parce qu'elle est une allusion continue à*

annuler la corrida de la veille-était de nature à susciter un buisson de questions. Dans lequel, on le sait, « *nul rossignol n'a le cœur à chanter* » (René Char).

C'est la cérémonie des adieux de Richard Milian. Milian a quarante ans. Il a conduit, à sa propre place, sa carrière unique. A chacun, les toros ne disent que sa vérité. Il l'a conduite avec vaillance, témérité, sans souci des limites, avec plus de blessures que de perles à son costume, autant de volteretas (voltige au bout des cornes) que de corridas, et, d'un bout à l'autre de vingt ans d'un torero vif d'émotions, son sourire éclatant de gamin.

affaire. Pour peu que Milian se fût figuré son dernier défilé à Nîmes comme une promenade de santé, il aura tout compris dès la réception du premier Cebada Gago.

Non sans l'avoir averti dès la septième passe, Andalento, 464 kilos, près de cinq ans d'âge, l'expédie en orbite. Forte secousse, forte peur, et le sourire revient d'un coup d'éponge magique. Au fil du temps, il a peaufiné de bon cœur le seul style que les toros lui auront accordé : batailleur, soudain inspiré, perdant le site, toujours en surtension, d'une gaieté de garçon au deuxième tiers, et s'engageant sans tricher à chaque estocade.

L'origine des noms des toros

Ofendido, Fanfarron, Sargento à l'exceptionnelle robe mouchetée, Adulador, Langosto, Descarado, Invencible, Besberido, d'où viennent ces noms de fantaisie ? Luis Saavedra, le vieux mayoral de chez Guardiola, disait : « Hombre ! on les appelle Ofendido ou Fanfarron, parce que c'est leur nom. » Rien à dire : le curieux d'opérette qu'est toujours peu ou prou l'aficionado reçoit aussi sa part de coups de corne.

Les vrais ethnologues, eux, sont dans le sérieux et le savoir. C'est très simple, disent-ils, les toros portent le nom de leurs mères (c'est vrai d'Islero, dont la mère s'appelait Islera, mais mille fois démenti pour mille autres). Et leur mère : c'est encore plus simple, ajoutent les « ethnologues » que rien n'arrête, elles s'appellent comme leurs propres mères.

l'acte amoureux serait plus convaincante si Leiris par ailleurs, ne réduisait constamment la part émouvante de l'amour. » En effet. Comparer la guerre avec un terriblement gros toro n'est pas beaucoup plus posé que les métaphores amoureuses. Et d'ailleurs, pour la même raison : la corrida n'est que la métaphore d'elle-même. Et chacun ne voit que ce qu'il voit, de sa propre place.

Tout cela pour dire que la minute de silence observée par l'arène entière de Nîmes, samedi 15 septembre, en hommage aux victimes des tours jumelles de Manhattan -le deuil national ayant conduit à

Les aficionados le respectent. Le public, avec qui il s'entendait en piste comme larrons en foire, l'aime pour toujours. Comme d'habitude, les premiers et le troisième sont les seuls qui comptent.

Qu'il y ait quelque naïveté à voir dans le toro la guerre même, ou le mal (version obscurantiste), ou encore les forces noires qui nous hantent (théorie développée par les esthètes fascistes du franquisme), alors qu'il est d'abord et avant tout un toro, un toro avec des cornes et sans métaphore, n'empêche que certains d'entre eux changent le combat en corps à corps. Ce qui est une tout autre

Ainsi fit-il devant deux chameaux redoutables, pour son dix-neuvième et dernier paseo à Nîmes. A ses côtés, dans un savant désordre de piste, l'inénarrable Padilla. Padilla, la démarche la plus bancale des pistes depuis Achille Zavatta, un cran à toute épreuve et l'amour des toros, fait du Padilla. Heureusement, le troisième homme, Eulalio López dit « El Zotolucio », Indien du Mexique dont on veut faire le successeur de Cesar Rincón, sauve l'après-midi en sachant s'accorder à Palomo, le cinquième Cebada Gago. « *No hay quinto malo !* » (Il n'est pas de mauvais cinquième.) Quand on dit qu'il n'y a pas de mauvais cinquième, c'est vrai. Ou pas. Quoi qu'il en soit, les cinquièmes de cette fin de saison l'ont confirmé (ou pas).

Ainsi, à Arles, samedi 8 septembre, Invencible, le cinquième de Zalzuendo, permet au Juli de régner au point de le « gracier ». Un peu à la légère, dit-on. A Arles toujours, Berberisco, le cinquième Miura d'une belle corrida, accomplit le tour d'honneur que demande le public, après avoir donné ses deux oreilles au Zotolucio. Le cinquième de Dax, le même jour, Rabioso, un Baltasar Ibán à côté de qui passe El Tato, est le meilleur



PIERRE ANISSET/MAXPPP

Samedi 15 septembre, Richard Milian toréant pour la dernière fois à Nîmes.

toro d'une très décevante corrida concours. Et toujours ce 8 septembre, dans le temple aux colonnes ocre de Ronda (Andalousie), José Tomás se retrouve grandeur nature devant le cinquième : un noble Garcigrande qui lui octroie, ainsi que son frère, deux oreilles.

À LA MERCI DE RIEN

Sur quoi repose cette proverbiale conviction qu'il ne saurait y avoir de mauvais cinquième ? Sur l'excès de raison où tremble la corrida. On a des données, des courbes, des statistiques ? Oui, mais toutes tordues par cinq millions de paramètres, c'est cela qui nous sauve. La mort veille à chaque instant sur la contingence. D'où l'horloge, d'où la règle, d'où le règlement, les scellés, l'ordre du paseo, le détail des costumes, la signification des couleurs, des interdits, des prescriptions, ce monde de gestes, de bracelets-montres, de décomptes, de listes, de hiérarchies, de dates, d'étiquette et de poids, de classements, de jurisprudence, d'archimémoire, cet univers aussi obsessionnel qu'un monde d'hommes, à la merci de quoi ? A la merci d'un souffle, d'un reste d'alizé, d'un cri de martinet, d'une patte qui glisse,

d'un rire ou d'un mauvais regard, et parfois à la merci de rien.

D'où l'importance cruciale des signes, des symboles et des doutes et des dates. Corrida de grande attente, corrida qui désenchantait : ce fut en tout point le cas du mano a mano Ponce - El Juli à Dax, le 9 septembre et, à un moindre degré de Bayonne le 1^{er} septembre (Curro Vázquez, José Tomás et toujours l'intrépide Juli). Pourquoi ? les toros. Dont on dira qu'ils sont superbement sortis toute la saison à Bayonne, mais personne n'est dedans. Codicille moral : il n'est jamais bon de demander aux toreros de saluer après le paseo comme on le fit imprudemment à Dax, pour Ponce et El Juli. Cela porte la poisse. De même qu'une montera (la coiffe) qui tombe à l'envers quand le torero l'offre à la foule : signe de malheur ; avec sa doublure de satin rouge, elle évoque trop un cercueil sur le sable. Lorsque Richard Milian a ostensiblement déposé la sienne le ventre en l'air, on a souri - mais tout de même...

On ne joue pas avec le destin. A la question des superstitions, le gitannisime Rafael de Paula pousse son indécidable logique : « *Hom-*

bre ! la montera à l'envers, un chat noir que l'on croise en allant toréer, un cinquième ou un premier, la montera posée sur le lit, le jaune, tout cela, ce sont des sottises. Rien à voir avec la superstition. » Après un silence bizarre : « *Simplement, torero gitano ou pas, ce n'est pas esthétique* ».

Comment finit-on une saison ? Personne ne sait. C'est donc à Arles qu'il fallait être ? Non : chacun se trouve où il est, comme dans la vie. Restent Logroño (à partir du 21), Séville (les 29 et 30), Pozoblanco où est mort Paquirri (à partir du 27), Arnedo, dans la Rioja, où se présente le très promoteur petit Lescarret (le 30), Madrid (à partir du 7 octobre), la Maestranza, pour boucler les portes (le 12), Aracena, au fin fond de l'Andalousie, pour se faire croire que ça dure encore (le 27), et Floirac, en Gironde, où se présentera Milian pour la dernière fois, le dimanche 23 septembre. Encore deux Perez Tabernero, avant une retraite d'inconsolable soulagement. Contrairement au théâtre, il est ici de bon ton de souhaiter bonne chance : *Suerte torero !*

Francis Marmande



FULL
Le forfait qui rend tous les services

CLUB-INTERNET CRÉE LE PREMIER FORFAIT QUI REND TOUS LES SERVICES.





www.club-internet.fr

Le club le plus ouvert de la planète

6 MOIS À - 50 % SUR TOUS LES FORFAITS ⁽¹⁾

- Forfait 3 h : 6€ **3€** soit seulement 19,68 F/mois ⁽¹⁾
- Forfait 8 h : 12€ **6€** soit seulement 39,36 F/mois ⁽¹⁾
- Forfait 20 h : 18€ **9€** soit seulement 59,04 F/mois ⁽¹⁾

Parce qu'un simple accès à Internet ne suffit plus, Club-Internet crée **FULL IS BEAUTIFUL**, le 1^{er} forfait qui contient tous les services.

Pack Modem Haut Débit **FULL IS BEAUTIFUL** :
abonnement **45€** soit 295,18 F/mois ⁽²⁾ + modem **151€** soit 990,50 F

FULL IS BEAUTIFUL : on est mieux quand on a tout. 1- Vous bénéficiez de 6 mois à moitié prix sur les forfaits FULL IS BEAUTIFUL si vous vous abonnez pour une période de 12 mois, et de 4 mois à moitié prix si vous vous abonnez sans engagement de durée. Offre valable et non cumulable avec une offre en cours pour tout nouvel abonnement aux forfaits FULL IS BEAUTIFUL.

3 h-8 h-20 h souscrit avant le 31/12/2001. Au-delà du forfait, la minute supplémentaire est à 0,04 € soit 0,26 F. 2- Offre valable pour toute nouvelle souscription au forfait FULL IS BEAUTIFUL Haut Débit d'une durée de 12 mois avant le 31/03/2002, non cumulable avec d'autres offres en cours, dans la limite des stocks disponibles.

Abonnements et renseignements au :
0826 027 028
0,11 €/min soit 0,60 F/mn

Le budget 2002 de la recherche privilégie l'emploi scientifique

En augmentation de 2,2 %, les crédits alloués à la recherche vont permettre la création de 463 postes nouveaux, dont 100 destinés à des chercheurs. Néanmoins, le retard pris par la France sur ses principaux concurrents reste préoccupant

En hausse de 2,2 %, le budget 2002 de la recherche publique atteint 57,2 milliards de francs (8,7 milliards d'euros). Pour le ministre de la recherche, Roger-Gérard Schwartzberg, il s'agit d'un « bon millésime ».

« UN BON MILLÉSIME pour la recherche. » Roger-Gérard Schwartzberg se montre satisfait de la hausse de 2,2 % – un peu plus que l'évolution générale des dépenses de l'Etat – du prochain budget civil de recherche et de développement, qui atteint 57,2 milliards de francs (8,7 milliards d'euros). Après la revalorisation de 2,2 % déjà obtenue pour l'année 2001, ce budget imprime « un deuxième coup d'accélérateur à la recherche publique », estime le ministre.

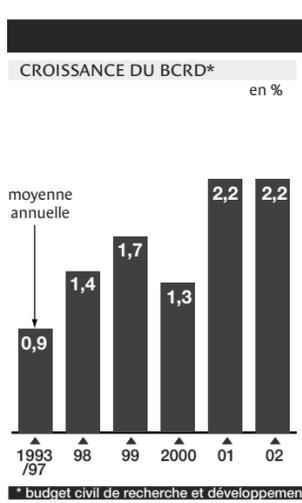
Cela ne suffit pourtant pas pour redresser la barre. Avant l'été, en effet, la Commission européenne a publié une série d'indicateurs sur les politiques de recherche des quinze, des Etats-Unis et du Japon. Or ce tableau comparatif se révèle alarmant pour la France, dont le potentiel scientifique apparaît en perte de vitesse. Certes, elle se classe en bonne position pour le nombre de chercheurs, avec un ratio de 6,1 pour 1 000 habitants, loin derrière le Japon (9,2) et les Etats-Unis (8), mais devant la moyenne des pays européens (5,2)

et, en particulier, devant l'Allemagne (6) et le Royaume-Uni (5,5).

Mais cette position s'est dangereusement éffritée, puisque sur la période 1995-1998, la France est l'un des pays dont le nombre de chercheurs a connu l'une des plus faibles progressions : à peine 1,2 %, contre 2,9 % pour la moyenne européenne, 2,5 % pour le Japon et, surtout, 6,2 % pour les Etats-Unis. Même constat et même inquiétude, s'agissant de la dépense nationale (publique et privée) de recherche et de développement. La France se situe honorablement dans le palmarès, avec un effort représentant 2,1 % de son PIB en 1999 (contre 1,9 % en moyenne pour l'Union européenne) malgré un retard considérable sur le Japon (2,9 %) et les USA (2,6 %). Mais, de 1995 à 1999, sa dépense de recherche n'a augmenté que de 0,6 %, contre 3 % pour l'ensemble de l'Union européenne, 4,1 % pour le Japon et 5,5 % pour les Etats-Unis.

Face à ce déclin, si le rattrapage amorcé depuis 2001 demeure insuffisant, il marque un renverse-

ment de tendance par rapport aux années de vaches maigres dont avait souffert la recherche publique, notamment sous les gouvernements d'Edouard Balladur et d'Alain Juppé. D'autant que, parallèlement, les dépenses de recherche des entreprises, dont la faiblesse constitue depuis toujours le talon d'Achille de la France, s'inscrivent elles aussi à la hausse.



Le budget 2002 marque une volonté de redynamiser la recherche française qui était en perte de vitesse par rapport à ses concurrentes.

ment de tendance par rapport aux années de vaches maigres dont avait souffert la recherche publique, notamment sous les gouvernements d'Edouard Balladur et d'Alain Juppé. D'autant que, parallèlement, les dépenses de recherche des entreprises, dont la faiblesse constitue depuis toujours le talon d'Achille de la France, s'inscrivent elles aussi à la hausse.

L'emploi scientifique en sera le premier bénéficiaire puisque 463 postes vont être créés dans les organismes de recherche, qui n'avaient pas été si bien lotis depuis 1998, année du premier budget de la recherche de Claude Allègre. Sur ce total, 100 postes seulement concernent des chercheurs, les 363 autres étant réservés

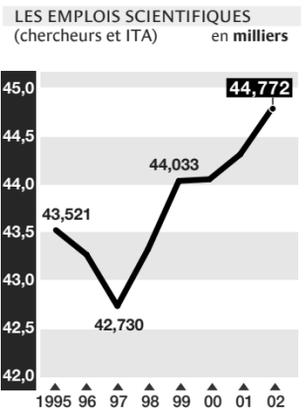
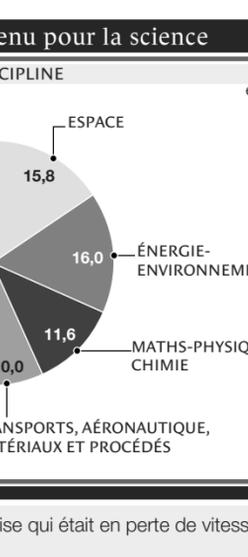
à des ingénieurs et techniciens, catégories de personnels négligées par le passé et pour lesquelles le ministère a décidé de consentir un effort particulier. Ces créations profiteront surtout au CNRS (140 postes), à l'INRIA (110), à l'INRA (100) et à l'Inserm (80).

« DONNER UN COUP DE JEUNE »
Compte tenu des emplois libérés par de nombreux départs en retraite, le taux de recrutement dans les établissements devrait ainsi atteindre 5 %, assure M. Schwartzberg, soucieux de « donner un coup de jeune » à la recherche et de freiner « l'exil forcé des cerveaux ». Pour cela, le ministère va également augmenter de 5,5 % l'allocation de recherche versée à

l'environnement et de l'énergie, ainsi qu'aux sciences et technologies de l'information et de la communication. Cet effort reste toutefois insuffisant pour permettre à la France de rattraper le retard qu'elle a

accumulé ces dernières années par rapport aux Etats-Unis et au Japon, mais aussi à d'autres pays de l'Union européenne. Du côté des syndicats, malgré les créations de postes, ce budget suscite des réserves.

7 400 à 7 800 francs). Une revalorisation très en-deçà des 20 % revendiqués par la Confédération des étudiants-chercheurs.



D'abord les sciences du vivant

Les thèmes de recherche retenus comme prioritaires par le ministère favorisent d'abord « les sciences du vivant ». Les crédits affectés à ces disciplines ont progressé de 27 % en volume depuis 1997. L'an prochain, les dotations de ce secteur – 14,6 milliards de francs, soit près du quart du budget total – augmenteront de 3,4 %.

Second « chouchou » du ministère, « l'environnement, l'énergie et le développement durable » disposent en 2002 de près de 10 milliards de francs (+ 3,3 %), ce qui en fait le deuxième poste budgétaire.

Les « sciences et technologies de l'information et de la communication » complètent le triptyque des priorités ministérielles, avec une enveloppe de 5,4 milliards de francs (+ 7,1 %). Ce secteur va bénéficier d'un effort continu, puisque le gouvernement a prévu d'accroître ses moyens humains de 25 % en cinq ans.

ment du centre de calcul du CNRS, le calendrier du chantier de la machine à rayonnement synchrotron Soleil prévoit la construction des premiers faisceaux en 2003 et leur mise en service en 2005.

Dans le camp syndical, ce budget suscite des réserves. Le Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS-FSU) estime que « cet inflexionisme ne règle pas le problème de fond, c'est-à-dire le retard pris par la recherche française ». De même, s'il salue les créations de postes annoncées, le SNCS souligne qu'elles ne remplacent pas le plan pluriannuel pour l'emploi scientifique réclamé par de nombreux chercheurs.

Jean-François Augereau
et Pierre Le Hir

En septembre chez Citroën

SI PLUS RIEN NE VOUS SURPREND, DÉCOUVREZ LES SÉRIES HDi PACK.

A l'occasion des Journées Interactives Citroën, Portes ouvertes week-end du 22 et 23 septembre!

Xsara Picasso HDi Pack à 119 300F**

– direction à assistance variable
– moteur 2.0 HDi – peinture métallisée – système audio CD

Xsara Coupé HDi Pack à 98000F** **Berlingo Multispace HDi Pack à 91800F****

> Consultez les affaires de rêve de Citroën sur citroen.fr

Tous nos véhicules sont équipés de pneumatiques Michelin. *Prix toutes taxes incluses et assurance. **Pour l'achat d'une Xsara Coupé 2.0 HDi Pack, d'une Xsara Picasso 2.0 HDi Pack ou d'un Berlingo Multispace 2.0 HDi Pack au tarif de la Série HDi Pack du 1^{er} 06/2001 réservé aux particuliers dans le réseau participatif.

CITROËN

Dégradation nuageuse au Sud

SAMEDI. Une dépression rentre sur le Portugal, entraînant une forte couverture nuageuse sur la moitié sud. Les pluies souvent faibles samedi vont se renforcer dimanche. Au nord, la tendance est à l'amélioration, mais le vent orienté au nord-est s'opposera à une remontée franche des températures.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Ces régions sont particulièrement favorisées avec un bon ensoleillement et des cumulus inoffensifs. Le vent de nord-est insufflé la fraîcheur : pas plus de 17 à 20 degrés.

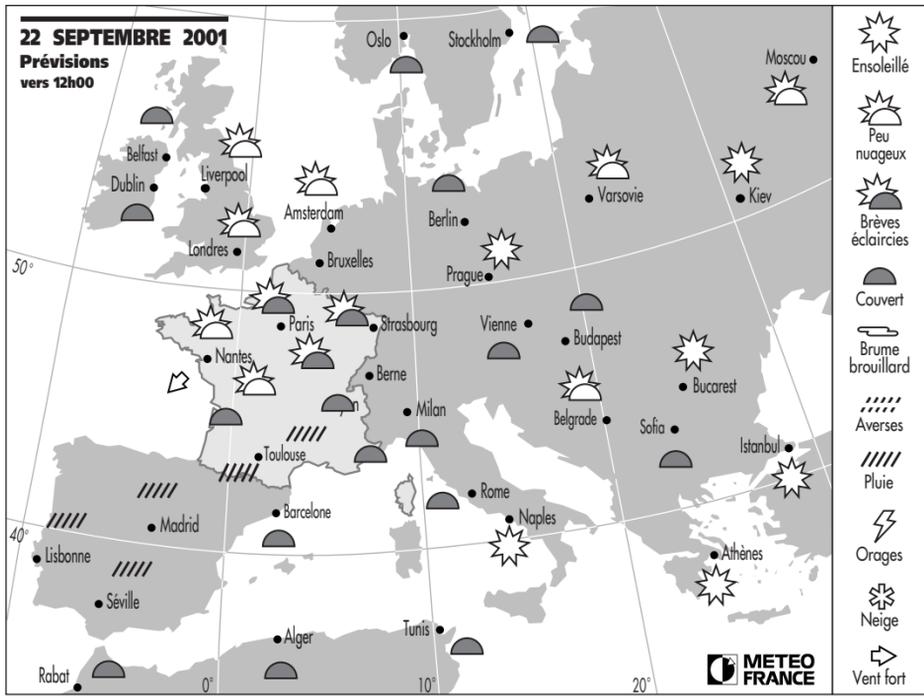
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Amélioration, le risque d'averse se limite à la frontière belge. Des éclaircies se développent partout après la dissipation des formations brumeuses. Les températures bien fraîches le matin ne dépassent pas 16 à 19 degrés du nord au sud.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. La journée commence souvent avec des brumes ou brouillards. Des éclaircies se dessinent par la suite en alternance avec des champs nuageux. Ceux-ci se montrent plus présents sur le sud de la Franche-Comté. Il fait de 16 à 19 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Si le Poitou-Charentes voit le soleil briller par moments, surtout au nord de la zone, le ciel est nettement plus chargé en Aquitaine et Midi-Pyrénées avec quelques ondées. Attention aux orages en soirée sur les Pyrénées-Atlantiques. Le thermomètre affichera de 21 à 25 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Journée maussade sous un ciel bien encombré et délivrant quelques ondées, notamment dans les zones de relief. Des températures entre 20 et 22 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Si la Côte d'Azur et la Corse bénéficient de quelques éclaircies, le ciel se couvre nettement sur les autres régions, quelques averses se produisent sur les zones montagneuses. Il fait de 20 à 25 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

ÉTATS-UNIS. Les membres du Visit USA Committee/France, un organisme regroupant des voyageurs français spécialistes des Etats-Unis, ont annoncé qu'ils continueraient à ne facturer aucun frais d'annulation sur des billets à destination de New York pour des départs jusqu'au 30 septembre. Un appel en ce sens a été effectué auprès des compagnies aériennes concernées. Il a également été décidé de proposer un forfait « spécial New York » (4 jours/3 nuits) qui sera vendu au même prix par l'ensemble des membres du Visit USA Committee.

FRANCE. Les « Journées du potager extraordinaire » auront lieu au parc floral de La Source, à Orléans, les 29 et 30 septembre, de 9 à 18 heures. A l'honneur : fruits et légumes, parmi lesquels cucurbitacées, et un jardin de dahlias de 180 variétés. Prix d'entrée au parc et à la serre : 39 F (6 €). Renseignements au 02-38-49-30-00.

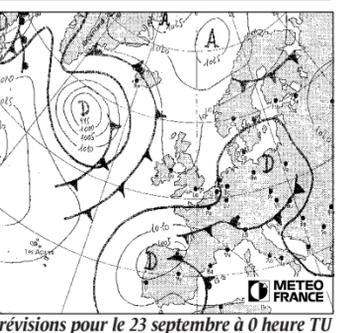
PRÉVISIONS POUR LE 22 SEPTEMBRE 2001

Table with 2 columns: City and weather forecast (e.g., Paris: 14/23 C, Marseille: 14/23 C).

Table with 2 columns: City and weather forecast (e.g., Amsterdam: 11/15 S, London: 10/17 S).

Table with 2 columns: City and weather forecast (e.g., Venice: 9/20 S, New York: 18/24 C).

Table with 2 columns: City and weather forecast (e.g., Cairo: 15/20 C, Tokyo: 21/31 S).



TENDANCES

« Gran Turismo 3 », ou comment redevenir un petit garçon

EN ENTRANT dans le virage, le soleil couchant aveugle presque le pilote qui doit se fier au panache de poussière soulevé par la voiture de tête pour rester dans la courbe. Tendu, il tente un dépassement de la dernière chance, en retardant à l'extrême le moment du freinage à l'attaque de la chicane, puis réaccélère en douceur pour ne pas partir en tête-à-queue. Cette fois, la manœuvre est un succès. Au terme d'un nombre inavouable de vaines tentatives, il ne lui reste plus qu'à franchir la ligne d'arrivée en vainqueur. A 3 heures du matin, il était temps.

Demain, devant les yeux cernés et les pouces encore douloureux d'être restés crispés sur la manette (ou le volant spécial « avec retour de force »), la gent féminine - toutes générations confondues - lancera des « Tu es un vrai gamin », des « Enfin, mais quel âge as-tu ? » et des ricanements excédés.

POPULAIRE MARQUEUR MASCULIN Comment expliquer que le graphisme de ce jeu est tellement réaliste que l'on est presque surpris de ne pas renifler l'odeur acre de la gomme des pneus malmenés ? Et puis, ce n'est pas parce que l'on est

titulaire du permis de conduire que l'on n'a pas le droit de jouer aux petites autos.

Gran Turismo 3, sorti le 20 juillet en France, est davantage qu'un jeu vidéo à succès. C'est probablement l'un des marqueurs masculins (certains disent, l'outil de régression) les plus populaires du moment. « Lorsque je reçois des amis à la maison pour une soirée spaghetti, on finit toujours par se retrouver entre garçons autour de la console, à organiser des courses. Les filles n'apprécient que modérément », raconte un pratiquant assidu. Les vrais mordus de GT3 s'équipent d'un kit comprenant un volant et des pédales pour faire « vroum, vroum » au milieu du salon, devant leur téléviseur.

Diffusée en France depuis le 20 juillet (130 000 unités vendues jusqu'à présent dont 100 000 la première semaine), cette troisième édition du jeu créé par la société japonaise Polyphony Digital pour les besoins de la Playstation-2 de Sony (2 790 F, 425,33 €) est déjà en tête des ventes en Europe, comme les deux premières. Les Américains, quant à eux, préfèrent les simulations sportives et les Japonais les jeux d'aventure. Le Monde du Jeu, un salon qui a lieu du vendre-



di 28 au dimanche 30 septembre à l'Espace Auteuil, à Paris, sera l'occasion pour les amateurs de se faire une idée des dernières parutions. La particularité de GT3, un produit plutôt cher (399 F, 60,82 €), est sa popularité parmi les plus de vingt-cinq ans. Ici, la pratique du divertissement vidéo est quasi-exclusivement une affaire de mâles. « La qualité graphique de Gran Turismo permet à des gens qui conduisent déjà et appartient à des catégories socioprofessionnelles

supérieures de s'adonner au jeu vidéo sans avoir à rougir vis-à-vis de leur entourage. Le fait que la PS2 puisse également lire les DVD fournit un prétexte supplémentaire à l'achat », souligne Laurent Deheppe, rédacteur en chef du mensuel PSM2. « L'objectif est d'attirer les trente-trente-cinq ans, qui disposent d'un pouvoir d'achat plus élevé, afin de faire de la Playstation un équipement de salon, choisi par des adultes, un peu comme le magnétoscope », ajoute Alexandre Goudeau, journaliste spécialisé.

PILOTAGE EN FINESSE Gran Turismo 3 peut se comparer à un simulateur de conduite tant il peut reproduire le comportement d'une vraie voiture. Il faut piloter en finesse, apprendre à freiner et s'astreindre à passer des épreuves de conduite pour accéder au niveau supérieur. Selon son classement, le joueur accumule des ressources qui lui permettent d'améliorer sa monture ou d'en changer, en se constituant une écurie de rêve. Avec cent cinquante modèles représentant une quarantaine de marques, le choix est vaste - de la Clio à la Corvette - et facilite une forme d'identification.

Le réalisme des véhicules n'a rien à envier avec celui des Dinky Toys au 1/43^e des temps héroïques et celui des décors est impressionnant.

Les sensations de conduite sont restituées. Une propulsion (roues arrière motrices) affiche un penchant survireur, celui d'une traction (roues avant motrices) est sous-vireur. Une quatre-roues motrices colle à la route mais sa trajectoire se corrige plus difficilement. Les irrégularités du terrain, tels les vibreurs en bordure de piste, engendrent des trépidations dans la manette de commande et les paysages sont superbes.

Les esthètes regretteront néanmoins qu'une sortie de route ne se solde jamais par de la tôle froissée (les constructeurs l'ont exigé en signant leur contrat de licence). De même, les mouvements de suspension sont encore un peu frustes et l'éventail des circuits trop restreint.

Il est également tentant de voir derrière Gran Turismo un exutoire pour automobilistes en manque d'émotions fortes. L'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (Inrets) signale que plusieurs études font apparaître,

de manière latente, « un certain sentiment de frustration » parmi les conducteurs français (à cause de la densité du trafic bien plus que des contrôles de vitesse) mais précise qu'aucun lien n'est établi entre la pratique forcée des jeux vidéo et le comportement sur la route.

Il faut y voir le signe que l'avènement de la voiture-bulle, privilégiant le confort et la pratique des loisirs plutôt que l'aérodynamique et les performances, n'a pas fait capituler les tenants d'une conception plus classique et plus traditionnellement masculine, fondée sur le pilotage plutôt que sur la conduite. L'essor actuel des stages de pilotage sur circuits à visées pédagogiques va aussi dans le sens d'une quête raisonnable de sensations, organisée en terrain sécurisé, contrairement aux heureusement rares « runs » nocturnes improvisés sur la voie publique.

Pas de doute, Gran Turismo - comme les produits concurrents que peaufinent Nintendo et Microsoft pour leurs futures consoles - est une soupape de sécurité à multiples facettes. C'est souvent le propre d'un jeu.

Jean-Michel Normand

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 223

Crossword puzzle grid with 12 columns and 10 rows.

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

effets. En bordure de rivière. - 7. Homme de paille. A beaucoup d'adeptes. - 8. Annonce un danger. Le gros arrive en premier. - 9. Habile dans ses gestes. - 10. Mesures courantes. Ardent. - 11. Fournisseurs de pommes. - 12. Evite de se dessécher dans la pièce.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 222

Horizontalement I. Client. Achat. - II. Herbier. Laie. - III. Asile. Etonné. - IV. Risotto. Ides. - V. Lø. Opus. Eh. - VI. Entière. Oa. - VII. Semer. Nier. - VIII. TVA. Ases. Out. - IX. Oirai. Epela. - X. Nasalisation.

Verticalement 1. Charleston. - 2. Lésion. Via. - 3. Iris. Tsars. - 4. Eblouie. Aa. - 5. Niet. Email. - 6. Tê. Tores. - 7. Réopérés. - 8. SPA. - 9. Cloison. Et. - 10. Hand. Aioli. - 11. Aînée. Euao. - 12. Tee-shirt.

HORIZONTALEMENT

I. Met fin. Mets fins, à condition de ne pas abuser. - II. Bien détaché. La mémoire des images et des sons. - III. Porteuse d'iris. Source d'éclatement. - IV. Personnel. A présenter au service du personnel. Suit l'affirmation. Parle beaucoup pour avoir la paix. - V. La bonne mesure. Se donner du mal pour mettre en place. - VI. Sa prise fait des éclats. Sur un piédestal. Structure d'entreprise. - VII. N'attendez rien de lui. Eclat de rire. -

VIII. Pour interpellier une vierge. Toute la vie. - IX. Au bout du parcours. A distance. - X. Pour un peu d'argent, il pourra tout arranger.

VERTICALEMENT

1. Temps de repos devant les machines à sous. - 2. Un lézard chez les serpents. Pas fou, mais drôlement agité. - 3. Fin de messe. A tort bien souvent. - 4. Pas-se avec le temps. En arrière. - 5. Affirmation au Sud. Apporte son patronage à l'église. - 6. Sans

PHILATÉLIE

Les plus beaux timbres récompensés

LE KIOSQUE des amoureux de Valence, de Raymond Peynet, mis en page par Charles Bridoux et gravé par René Quillivic, a été élu plus beau timbre de l'année 2000 par les philatélistes (22,1% des suffrages) et les professionnels du timbre (39,2%), qui se sont prononcés en faveur de son oblitération « premier jour » dessinée par Jean-Paul Véret-Lemarini... Pour la onzième année consécutive, les « Cérès de la philatélie », qui distinguent les auteurs des plus beaux timbres, ont été décernés le 20 septembre au cours d'une cérémonie organisée par La Poste. Une œuvre originale du sculpteur Michel Coste et réalisée par Daum a récompensé les vainqueurs des catégories « Timbre », « Série » et « Oblitération premier jour », parus en 2000, désignés par près de 90 000 clients de La Poste

(réservataires et abonnés), les professionnels du timbre et les enfants des écoles primaires. Les écoliers ont plébiscité le Faucon crécerellette (14%) de Christophe Drochon (mis en page par Aurélie Baras) et l'originale série « Regard sur la nature » de Christian Broutin. Dans la catégorie « Série », la clientèle philatélique de La Poste a élu les Voitures anciennes (22,6%) de l'agence Desdoigts et Associés, le bloc Tintin ayant les préférences des professionnels (29,3%). L'élection du timbre Peynet tend à montrer le goût des philatélistes pour la taille-douce. Au rang des déceptions, création et modernité ne sont pas au rendez-vous. La Poste regrettera la dispersion des suffrages et la défaite du bloc « Le siècle



au fil du timbre », pourtant objet d'une intense communication.

Pierre Jullien

EN FILIGRANE

VENTES. JLM Négoce (Lyon, tél. : 04-78-69-10-29) clôt sa vente sur offres le 25 septembre. Parmi les 1 729 lots, notons une rare lettre de messenger datée de Toulouse de 1584 (prix de départ 1 500 F). Des essais du Gabon, non dentelés, valeur omise, de la série « Sur l'Ogouou » et Savorgnan de Brazza, démentant à 300 F. La vente Roumet (Paris, tél. : 01-47-70-00-56), close le 25 septembre, disperse 1 961 lots dont un Cérès n° 43, bloc report (I) de 18 exemplaires neufs grand coin de feuille (prix de départ : 75 000 F) et

des variétés modernes (Marianne de Luquet, 10 F violet, bloc de 20 avec piquage à cheval et impression à sec de plusieurs exemplaires à 800 F). FÊTES MUSULMANES AUX ÉTATS-UNIS. Coïncidence étonnante compte tenu des tragiques événements récents, le premier timbre de la poste américaine honorant des symboles de la religion musulmane a été émis le samedi 1^{er} septembre. Le timbre, à 34 cents, bleu et or, fête l'Aid el-Adha (sacrifice d'Abraham) et l'Aid el-Fitr (la fin du Ramadan). La communauté musulmane américaine réclamait ce timbre depuis plus de trois ans.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037. Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunschbourg 94852 Ivry cedex. Le Monde PUBLICITE. Président-directeur général : Dominique Aidun. Directeur général : Stéphane Corre. 21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05. Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26. PRINTED IN FRANCE.

ARTS Les images de l'attentat contre le World Trade Center, le 11 septembre, télescopent l'œuvre de nombreux artistes contemporains, dont le travail s'en trouve bouleversé.

● **LES PHOTOGRAPHES** Gilles Peress, Raymond Depardon et Sophie Ristelhueber témoignent dans *Le Monde* de ce que leur évoquent les événements du 11 septembre. « Devant

un tel chaos, je ne sais plus ce que je montre, raconte Gilles Peress, qui était présent au pied des Twin Towers après leur effondrement. J'ai du mal à transformer ça en pho-

tographies. » ● **LES ARTISTES** sont démunis face à la disparition des corps permise par la mort moderne. Ils sont confrontés, pour la représenter, à cette question : comment faire

voir l'absence ? ● **LES PLASTICIENS** Anne et Patrick Poirier se disent que « ça ne rime plus à rien de travailler si la réalité est encore plus catastraphique que ce que nous faisons ».

Artistes et photographes sur la ligne de fracture entre réel et fiction

Les images de chaos diffusées après les attentats de Manhattan entrent en résonance avec l'œuvre de nombreux plasticiens et photographes contemporains. « Le Monde » a interrogé plusieurs d'entre eux sur les répercussions des événements du 11 septembre sur leurs travaux à venir

ILS SONT AMIS depuis longtemps. Artistes immergés dans l'histoire immédiate, Raymond Depardon, Sophie Ristelhueber, Gilles Peress créent des images, fixes ou animées, entre documentaire et fiction. Passionnés de géopolitique, ils sont allés sur des terrains de guerre, animés par une question commune : mettre au jour une réalité cachée, mieux comprendre le monde. Ils témoignent pour *Le Monde* de leur réaction à la suite des attentats du 11 septembre.

Raymond Depardon, qui multiplie les dialogues entre Orient et Occident, s'appretait à partir au Tchad pour y tourner un film. Gilles Peress, qui avait marqué l'opinion par ses photos terribles sur les charniers du Kosovo ou du Rwanda, vit à New York et vient de vivre de près le drame du World Trade Center. Sophie Ristelhueber, connue pour ses photos de Beyrouth en ruines, en 1982, accumule les traces, cicatrices, stigmates du monde contemporain. Sa première rétrospective, « Details of the world », était sur le point d'ouvrir au Museum of Fine Arts de Boston, quand l'artiste a été confrontée à l'embarras des responsables, tentés de l'annuler pour cause d'attentats.

GILLES PERESS

« J'habite à Brooklyn. Les tours viennent de s'écrouler... En tant qu'artiste, je dois aller voir et prendre des photos. L'art est dans l'histoire et non dans un espace séparé. Je n'ai pas eu le temps de penser, je me suis juste demandé ce que sera le monde d'après. Au pied des tours effondrées, cela n'a rien à voir avec les charniers de Bosnie ou du Rwanda. Je rentre dans un nuage, je suis envahi de poussière, d'une poussière fondamentale, presque existentielle. C'était une situation de pulvérisation. Sans évoquer une référence biblique, les corps n'étaient pas fragmentés mais invisibles, dissous dans les débris.

« Quant au lieu, il existait en lumière, une lumière blanche qui a transformé le site en sculpture d'art moderne, avant qu'une autre lumière, plus sombre, rapproche la scène des peintures du XIX^e siècle, des ruines romaines, d'une civilisation enfouie.

« J'ai vu des guerres. Mais comment réagir devant une situation inconcevable ? J'ai cherché à rester humble, à faire les images les plus simples, la mise en pages la plus sobre, que j'ai donnée au *New Yorker*. Devant un tel chaos, montrer la réalité devient difficile parce que les problèmes culturels et géopolitiques dessinent un monde d'oppositions. Les Etats-Unis, depuis le Vietnam, et à cause de leur culture puritaine, cachent la mort ou la commercialisent, la transforment en bonbon à la saveur violette, alors



« Comment réagir devant une situation inconcevable ? J'ai cherché à rester humble, à faire les images les plus simples », témoigne Gilles Peress, auteur de cette photographie de pompiers fouillant les décombres du World Trade Center, à New York.

qu'au Moyen-Orient on plonge les mains dans le sang et on les exhibe.

« Deux pays s'affrontent aussi à l'intérieur des Etats-Unis : le premier a une réaction patriotique, un ennemi à écraser et une incapacité à concevoir qu'un homme puisse avoir envie d'une autre civilisation que la sienne ; le second fait la part des choses, réfléchit à la réponse. Un ami, avocat au Caire, vient de me dire : l'Amérique et l'Occident entrent-ils en conflit avec l'islam ? Est-ce un conflit entre le passé et le futur ? Pour formuler ces conflits qui se dessinent, éviter les formes uniques, trouver des symboliques sera fondamental. L'artiste doit prendre son temps, être actif et prudent. Je constate que beaucoup de mots sont écrits. Je me demande s'il ne faut pas désormais photographier les mots. »

RAYMOND DEPARDON

« Après avoir vu les tours s'effondrer, je me suis dit : nous n'avons pas assez représenté la montée du sentiment anti-occidental et anti-américain dans le monde. Le problème palestinien était une alarme et nous voilà embarqués dans quelque chose qui me terrifie.

« J'ai souvent photographié et filmé, sans problème, dans le monde arabe et musulman. Je pense à

Goukouni Ouedei, qui a eu trois de ses frères tués par des Français, et qui est pourtant si tolérant. C'est ce socle de tolérance qui s'est fragilisé à New York, comme il se fragilise ailleurs. Ma vie et mon travail sont imprégnés d'allers-retours entre New York et Peshawar, entre l'Occident et l'Orient. J'ai rencontré Massoud en 1979. J'ai plus tard réalisé un film à New York, un plan de 5 minutes, où les gens sortent des bureaux, juste à côté des tours jumelles, sans se parler, sans se regarder, marchant vite pour rentrer chez eux.

« Après l'attentat, les images télévisées ont montré des gens qui marchent moins vite, se parlent, se regardent comme on se regarde à Peshawar. Ils étaient autres. J'ai en horreur le fanatisme et le terrorisme, mais je suis oriental dans ma

démarche. Et si l'efficacité de la vie moderne nous pousse, nous devons rester, en France, le plus possible des Orientaux. Parce que le cœur de l'Occident s'est déplacé de l'Europe vers Dallas.

« Je commence le tournage d'un film dont le titre, *Un homme sans l'Occident*, résonne étrangement et qui est inspiré d'un livre écrit dans les années 1930 par Diego Brosset. Jeune officier affecté en Mauritanie, il se met à la place d'un Africain pour exprimer la peur de voir arriver l'Occident dans le désert. Le film sera tourné au Tchad, à la frontière entre la Libye et le Soudan, à la limite entre Occident et musulmans. Je veux, à l'avenir, continuer à aller à New York et à Peshawar. Continuer à regarder. Si on peut encore regarder. »

SOPHIE RISTELHUEBER

« L'annulation pendant vingt-quatre heures de mon exposition de Boston est une décision compréhensible, mais troublante et révélatrice d'un pays qui souhaite vouloir "continuer comme avant" mais qui a encore des difficultés par rapport aux réalités que je représente, même sous forme allégorique. Sans doute mon travail met-il en lumière combien les Etats-Unis, si fermés sur eux-mêmes, ont perdu leurs repères, refusent, après avoir subi une destruction horrible, de voir les blessures d'ailleurs. Celles sur lesquelles, depuis vingt ans, mon travail s'est concentré.

« L'exposition devait ouvrir par une image de 3 m x 5 m, qui est le format du panneau publicitaire aux Etats-Unis. Je l'avais réalisée à Sarajevo : on y voit une maison

trouée par un obus avec un matériel de protection. Je me sens doublement rattrapée par l'actualité. Cela fait vingt ans que je travaille sur la notion de traces qui, pour moi, sont plus évocatrices que l'action elle-même. Par exemple, le document le plus impressionnant que j'aie retenu ces derniers jours est une photographie noir et blanc que j'ai vue dans votre journal. Elle représentait quelques minuscules points humains au pied des ruines, plus proche d'une maquette que de la réalité... Et l'on revient toujours à l'élevage de poussière de Marcel Duchamp, image fondatrice pour moi, qui m'avait déjà poussée à réaliser mon travail sur le désert du Koweït, six mois après la guerre du Golfe.

« La situation à New York a frappé par l'irruption du vide : la disparition des tours, qui renvoie à l'absence des corps. Le travail de l'artiste qui se coltine l'expérience du monde comme je le fais ne peut être qu'allégorique. Mon travail ne porte pas sur la guerre, mais sur le balancement entre construction et destruction, que ce soit dû aux ravages du temps ou aux luttes de pouvoirs et d'idéologies. J'ai passé un mois en Irak l'an dernier et je me suis retrouvée au sud de Faou, devant des centaines d'hectares de palmeraies brûlées, où les troncs brisés et noircis évoquaient une armée en déroute. Sans doute des traces de la guerre avec l'Iran. Je n'en ai retenu qu'un triptyque. Ce sont des images de stigmates d'une force incroyable.

« New York est finalement un événement trop fort, trop concentré et spectaculaire pour moi. Je préfère trouver des métaphores de faits moins évidents. Des corps suturés pour évoquer la guerre civile en ex-Yougoslavie. Des immeubles détruits à Beyrouth, proches de la statuairerie antique, pour dire la ville moderne détruite. Ou, pour évoquer le génocide en Bosnie, des images de verdure, de paysages bucoliques, qui, si on s'en approche, contiennent des maisons détruites, des arbres mitraillés, de la terre boueuse retournée sur des charniers. »

Propos recueillis par Michel Guerrin

L'art à l'âge de la pulvérisation de l'homme

par des séismes ou des tempêtes. L'expressionnisme de ses touches s'accorde à ces motifs de fin de monde. Parce qu'ils ont été peints à partir de 1913, on y voit volontiers la prémonition de la guerre qui commence en 1914. Comme du reste dans les toiles tragiques de Kirchner.

Mais la première guerre mondia-

le, à mesure que les moyens de destruction se perfectionnent, suscite d'autres visions, très différentes de celles de Meidner. A Verdun, sur la Somme, à Ypres, la terre remuée par les obus et détrempe absorbe les débris humains, têtes ou membres projetés par les explosions. Dans ses lettres, Fernand Léger décrit le champ de bataille : « J'ai vu des choses excessivement curieuses. Des têtes d'hommes presque momifiés émergeant de la boue. C'est tout petit dans cette mer de terre. »

Il le décrit, mais il ne le peint pas alors que des dizaines de soldats-photographes ont pris des clichés du front devenu désert de boue. Leurs photos ont été largement publiées dans les journaux des pays belligérants. Elles montrent simplement la pulvérisation de l'homme par la technique : la mort moderne. Ses machines ne sont plus à la mesure des hommes : trop fortes, trop obstinées, ce sont les instruments d'une industrie de l'équarissage humain.

Ce qui laisse les artistes démunis, car il ne reste rien à voir : foulées de la Shoah parties en fumée, habitants d'Hiroshima réduits à une ombre sur un mur, anonymes des innombrables fosses communes de la seconde moitié du siècle, disparus des Twin Towers. Ces événements ne sont pas historiquement comparables. Leurs causes, leurs conséquences, leur ampleur sont trop différentes. Mais il y a cette constante : l'anéantissement de la figure humaine. Pour les créateurs

qui s'adressent à la vue, la question devient : comment faire voir l'absence ?

Quand, dans les années 1970, Malcolm Morley peint une série de désastres et d'accidents, son imagination touche juste : à Manhattan, des navires se brisent, des avions tombent du ciel, des tours se cassent, le tableau se fend et il n'y a plus personne. Prémonition, pourrait-on dire encore à son propos : d'autant que Malcolm Morley, enfant, a échappé de justesse à la mort durant un bombardement de Londres par la Luftwaffe et a consacré de nombreuses œuvres aux deux guerres mondiales et à celle du Vietnam.

Quand, en 1992, Sophie Ristelhueber publie *Fait*, elle réunit en un livre ses photos des champs de bataille du Koweït : fortifications ruinées, véhicules calcinés ou broyés, monceaux de gravats et sable. Mais aucun cadavre : rien que les empreintes de leur passage, qui sont aussi le signe le plus clair de leur effacement ultérieur. Dans *Beyrouth* (1984) déjà, elle avait photographié des immeubles crevés par les obus, et des voitures criblées de balles - sans un habitant. L'homme a disparu de la photo comme il a disparu de la ville.

Même absence dans les toiles de Philippe Cognée. Depuis plusieurs années, il peint et dessine villes occidentales et africaines : avec un fer à repasser chauffé, il écrase la peinture à l'encaustique ou le fusain, de sorte que les formes, sous l'effet

Virgin CLASSICS

donne de la voix !

STEPHANIE BLYTHE

Bach-Haendel

HAENDEL - *Airs d'opéras*
Sersse, Hercules, Semete, Giulie Cesare.

BACH - *Airs extraits des Passions selon St. Matthieu & St. Jean & Messe en si mineur*

Stephanie BLYTHE contralto
David DANIELS contre-ténor

Ensemble Orchestral de Paris
John NELSON

Le premier récital de la jeune contralto américaine, Stephanie BLYTHE que le France a découvert dans Falstaff et Peter Grimes à l'Opéra Bastille.

Inclus le duo de Giulio Cesare avec David Daniels

UN DISQUE A PRIX DECOUVERTE

EN CONCERT le 25 septembre au Théâtre des Champs-Élysées avec L'Ensemble Orchestral de Paris et John NELSON



« Danger Zone 2235 AC », installation d'Anne et Patrick Poirier.

Anne et Patrick Poirier, plasticiens

« Montrer des catastrophes pour ne pas oublier la violence de l'Histoire »

ANNE ET PATRICK POIRIER se sont fait connaître il y a une trentaine d'années pour leurs visions de villes calcinées : ruines antiques de la Domus Aurea, en référence à la maison de l'empereur incendiaire, Néron, imitation d'Ostia Antica, ou encore ville imaginaire inspirée tantôt de Borges, tantôt des récits mythologiques. Plus récemment, ils se sont nourris de la lecture de Paul Virilio pour élaborer leurs sombres visions des mégapoles, comme Los Angeles, où ils ont séjourné. Certaines de leurs images ressemblent aux ruines du World Trade Center. Actuellement, ils exposent au centre d'art d'Ivry.

« Comment réagissez-vous aux images des ruines du World Trade Center ?

— Anne Poirier : Je suis terrifiée. Ce sont des images de destruction si proches de notre travail...

— Vous pensez que ce qui s'est produit peut infléchir votre travail ?

— Patrick Poirier : Ça ne rime plus à rien de travailler en pensant à la fragilité si la réalité est encore plus catastrophique que ce que nous faisons. J'ai envie de faire du rose.

— A. P. : Si je prends l'exemple d'un artiste qui fait de l'art minimal, il est en porte à faux. Mais, si son discours n'a rien à voir avec

l'actualité, la logique de son travail n'est pas fatalement affectée. Nous, nous sommes en plein dedans. Comment savoir ce que nous allons faire, ce que notre travail va devenir avec une telle résurgence de l'irrationnel des deux côtés du monde ? Je peux seulement dire que ce que nous faisons est le produit de notre intuition, d'un travail de l'inconscient, et que si maintenant nous ne faisons plus de travaux comme cela, ce sera un choix.

— Intuition, pressentiment ou prédiction ?

— A. P. : Je veux vraiment souligner que nous n'avons jamais travaillé à ces visions d'architectures ruinées pour être des oiseaux de mauvais augure. Notre travail n'est pas prémonitoire, mais une forme d'avertissement : nous montrons des catastrophes pour dire qu'il ne faut pas oublier la violence de l'Histoire. A nos débuts, dans les années 1970, on n'avait pas envie de parler de la réalité, elle n'existait pas. Nous faisons un travail mental, un travail de construction, partant de différentes civilisations.

— Comment cela ?

— P. P. : A l'époque où nous étions à la Villa Medici, nous avons fait un voyage en Asie où les pays visités basculaient dans la

guerre. C'est là que nous nous sommes vraiment rendu compte de la fragilité du monde et que notre mémoire de la guerre est revenue. Nous ne voulions pas utiliser la chose tragique, ni faire des œuvres à caractère autobiographique. D'emblée, nous avons entretenu une relation métaphorique à la guerre. En mettant en filigrane dans les ruines que nous construisions la fragilité des cultures, des civilisations... Nous avons utilisé diverses références mythologiques et sommes toujours retombés sur des cataclysmes.

— N'est-ce pas une forme de fascination pour la beauté des ruines ?

— A. P. : Non. Ce n'est pas la beauté des architectures des ruines qui nous a motivés, mais cette notion de fragilité, d'empreinte. La culture est précieuse. Il faut la protéger. Comment faire pour sauver ce qui pouvait l'être ? Qu'est-ce qui reste quand tout a été détruit ? Ce sont les questions que nous nous posions à l'époque. On nous a inscrits dans la nostalgie du passé. Ce n'est pas vrai. Nous habitons Rome par hasard. On sentait autrement les choses.

— P. P. : Toute notre démarche vient d'images, de souvenirs lointains, du trauma de la guerre de 1940. La guerre a toujours été au centre de notre travail. Mon père a été tué dans les bombardements de Nantes. J'avais un an et demi. Je n'ai pas oublié le bruit des avions dans le ciel.

— A. P. : J'ai une approche moins dramatique de la ruine. Mais le trauma de la violence, on n'y échappe pas. Certains le subliment en tant qu'artistes ; d'autres ne guérissent pas de cette violence de l'Histoire.

— P. P. : Je me demande ce que vont faire dans vingt ans les jeunes artistes qui ont aujourd'hui un atelier dans les parages du World Trade Center.

— Vous affirmez que la guerre est à l'origine de votre travail. N'êtes-vous pas plutôt influencés, dans vos travaux récents, par la catastrophe écologique ?

— A. P. : Au fond, c'est la même menace pour l'évolution de l'homme. Les catastrophes écologiques et les guerres sont liées. L'une peut entraîner l'autre. Nos séjours à Los Angeles dans les années 1990 ont aussi joué sur l'évolution de notre travail : l'éventualité, puis la réalité d'un tremblement de terre, la pensée du « Big One » qui efface Los Angeles de la carte... Nous avons traversé différents moments, tous reliés par le même fil : l'homme veut progresser et se fragilise de plus en plus. Il y a eu Hiroshima. Aujourd'hui, les progrès de la biologie nous laissent plus que perplexes. Je suis frappée par les cynismes qui s'affrontent aujourd'hui, sous le couvert du progrès d'un côté, de la religion de l'autre. »

Philippe Dagen

Propos recueillis par Geneviève Brecrette

par la technique

de la chaleur et du poids, se brouillent et fondent. Les images des tours s'effondrant font inévitablement penser à ses œuvres. « C'est une fatalité, ce rapprochement. Sur le moment, quand j'ai vu les télévisions, je n'y ai pensé que vaguement, tant ces images étaient violentes, terrifiantes. Mais, depuis longtemps, surtout quand je dessine au fusain, je me demande si je suis du côté de la construction ou du côté de la destruction. Le fusain écrasé fait comme des trous noirs dans le papier, comme des impacts. » A Newhaven, cet été, il a dessiné un bloc d'immeubles écroulés. « Drôle de signe », dit-il, racontant ensuite sa visite aux Twin Towers en août. Il les a filmées à cette occasion, au Caméscope, jouant de la surexposition pour donner l'illusion de leur effacement.

Le sujet lui est-il désormais interdit ? « Je me le demande. Je n'ai pas de réponse. En un sens, y revenir, ce serait exploiter la tragédie. Mais l'abandonner, c'est briser un travail en place... De toutes façons, les œuvres disent ce que les gens veulent y lire. » Coïncidence stupéfiante : sa prochaine exposition, à la FIAC, a pour titre « Réveries américaines ». Sur le carton d'invitation, une ville blanche et grise semble en train de s'émietter et d'imploser.

Ces documents, Pascal Convert les compare « à des images de destruction de maquettes filmées dans un studio hollywoodien ». Convert s'est rendu à Hiroshima. Son œuvre est traversée par la pensée

de la disparition et de l'oubli : desins de villas détruites, empreintes de corps en creux dans des blocs de cire, autoportraits à la limite extrême de l'effacement.

Il dénonce les « images (de Manhattan) d'une telle plasticité » qu'elles en deviennent fascinantes et empêchent de comprendre : « Le danger est là, dans la croyance que l'imaginaire et la fiction se sont rejoints. Et l'on peut faire confiance aux auteurs de cet acte terroriste pour avoir tout calculé, jusqu'à l'imaginaire stéréotypé de va-t-en-guerre qu'il nous propose. » Il faut briser ces représentations pour réintroduire une présence humaine, c'est-à-dire un sujet et la « capacité à imaginer un autre ». « Ici l'autre, continue Convert, ce sont les déserts afghans, des paysages sans point de fuite, des bâtiments en ruine que personne ne songe à reconstruire. Peut-être pour comprendre faudrait-il simplement juxtaposer une image de Manhattan et une image de ces paysages. Plus loin dans les montagnes, il y a l'autre, si proche de nous, Massoud, mort de ce qui était nécessaire à son combat, l'image. Et si le crash du deuxième avion sur les Twin était certain d'un avenir médiatique, seule une image de neige témoignera de la mort de Massoud. »

Disparition de l'homme, disparition de son image. Plus rien que le blanc de la poussière, le blanc de l'absence.

ARENA FILMS présente

SELECTION OFFICIELLE
CANNES 2001

Et Là-bas
quelle Heure
est-il ?

un film de TSAI MING-LIANG

26 SEPTEMBRE

Inrocks.com

www.diaphana.fr

PREMIERE
le magazine du cinéma

Le public se tourne vers l'écrit pour comprendre la crise

Les livres consacrés à l'islam, l'islamisme, les Twin Towers, le Coran et Nostradamus font partie des meilleures ventes des librairies en France et aux Etats-Unis

APRÈS l'horreur et l'émotion des images, sans cesse rediffusées, un besoin d'information et de connaissance est apparu un peu partout dans le monde. Le public s'est rué sur les journaux, mais, contrairement à ce qui s'était passé lors de la guerre du Golfe, les librairies n'ont pas été désertées. Pour Bertrand Picard, directeur du livre de la Fnac, « la fréquentation a baissé dans les grands magasins et dans les centres commerciaux, au maximum de 15 %, sans que le chiffre d'affaires baisse dans les mêmes proportions ». Denis Bénévent, patron des librairies L'Arbre à lettres n'a pas constaté de « baisse de la fréquentation ou des ventes ».

Les lecteurs recherchent même des livres en rapport avec les événements. Sans que l'on puisse parler de raz de marée. Les ouvrages sur l'islam ou l'islamisme, le World Trade Center ou... Nostradamus occupent la tête des listes de meilleures

ventes dans de nombreux pays du monde.

Le premier réflexe aux Etats-Unis a été de se tourner vers Nostradamus. Un responsable de la chaîne des librairies Borders estime, dans l'hebdomadaire professionnel *Publishers Weekly*, que ce fut sa « plus grande surprise » car « ce n'était pas seulement des jeunes qui cherchaient ces livres ». Quelques jours après l'attentat, les prophéties étaient en tête des ventes d'Amazon.com, et cinq livres sur l'astrologue français se classaient dans les vingt-cinq premiers titres. Le même phénomène s'est produit en Amérique latine et dans d'autres pays. Il est moindre en France.

Le responsable du rayon religion chez Gibert Joseph a constaté un regain d'intérêt pour Nostradamus alors qu'il n'était plus demandé. L'effet Nostradamus semble retomber assez vite dans la mesure où il était largement dû à un canular sur Internet sur un faux quatrain de l'astrologue pouvant laisser croire qu'il avait prédit l'événement (*Le Monde* daté 16-17 septembre).

a dû être retardée pour des raisons techniques et devait sortir en octobre avec un tirage de 3 000 exemplaires. Dans la nuit du 11 au 12 septembre, l'éditeur a refait la couverture – pour y ajouter un bandeau : « Pour comprendre le 11 septembre » – et la quatrième de couverture, avancé la parution et doublé le tirage, qui ne cesse d'augmenter depuis pour atteindre 26 000 exemplaires, une semaine après sa mise en vente.

Le Choc des civilisations, de Samuel Huntington, fait l'objet d'une forte demande depuis les attentats. L'édition de poche a été épuisée avant la fin de la semaine du 11 septembre. Au total, depuis sa publication en 1997, les éditions Odile Jacob ont vendu 40 000 exemplaires et font un retraitage de 10 000 exemplaires. Gibert Joseph a écoulé ses exemplaires neufs et d'occasion en quelques jours. Le livre est également en deuxième position

sur les listes de meilleures ventes d'Amazon en Allemagne.

Le livre de Guillaume Bigot sur *Les Scénarios de l'Apocalypse* était passé inaperçu lors de sa parution, avec une vente de 1 000 exemplaires pour un tirage de 4 000 exemplaires. Flammarion a décidé une réimpression de 2 000 exemplaires. Alors qu'il terminait sa carrière en grand format l'essai de Gilles Kepel sur *Jihad, Expansion et déclin de l'islamisme*, paru en avril 2000 et vendu à 20 000 exemplaires, a vu ses ventes augmenter de 1 500 exemplaires. Il doit paraître en Folio au début du mois d'octobre.

Les éditions du Félin ont réimprimé à 1 000 exemplaires la biographie de Massoud par Christophe de Ponfilly. Michalon sort un livre sur *L'Antiterrorisme en question* de Nathalie Cettina et a retardé la publication de ses guides des *Mondes rebelles* et *Mondes rebelles Junior* pour la réactualiser. Le

rayonnement d'ouvrages sur le Proche-Orient, habituellement plein, est presque vide à la librairie La Procure.

Dans un autre registre, *Sur ordre*, de Tom Clancy, a connu une nouvelle vie. Le Livre de poche en sort 800 à 1 000 exemplaires par jour. Selon plusieurs libraires, la demande s'est ralentie en deuxième semaine. Mais le livre avait déjà dépassé les 200 000 exemplaires. Albin Michel a remis en place d'autres livres de l'auteur de thrillers.

En dehors des trois jours qui ont suivi l'attentat, la fréquentation des librairies n'a pas faibli. Les éditeurs et les libraires sont prudents. Les livres de la rentrée littéraire ne semblent pas pour l'instant affectés. Pendant la crise, Houellebecq continue de se vendre.

Alain Salles
(avec Ariane Charton
et Vanessa Postec)

Deux livres déjà annoncés

Deux livres sur la tragédie du 11 septembre sont déjà annoncés aux Etats-Unis. Le premier est une anthologie littéraire (essais, poèmes, nouvelles) intitulée *God bless America*, prévu d'ici à la fin de l'année chez ReganBooks, une filiale de HarperCollins. Deux éditeurs électroniques, *Booksurge.com* et *Bluebear.com*, annoncent, pour le 30 septembre, 09/11 8:48 AM ; *Documenting America's Greatest Tragedy*, dont « les auteurs sont les survivants de l'attaque des Etats-Unis ». Les recettes des ouvrages seront versées à des organismes de charité. *Random House* indique qu'il « publiera tout ce que les éditeurs estimeront éclairants et appropriés sur le sujet ».

BIOGRAPHIE DE BEN LADEN

Le public se tourne désormais vers des livres sur l'islam, les menaces technologiques ou l'Afghanistan. *Germes : America's Secret War Against Biological Weapons* (« La Guerre secrète de l'Amérique contre les armes biologiques ») a succédé à Nostradamus à la tête du classement d'Amazon, aux Etats-Unis, devant un livre sur les Twin Towers et la vie du World Trade Center. L'enquête d'un journaliste du *New York Times*, Simon Reeve, « The new jackals and the future of terrorism », précède une biographie de Ben Laden et d'un livre sur les talibans.

La biographie d'Oussama Ben Laden par Roland Jacquard, aux éditions Jean Picollec, tombe à pic. Prévue initialement pour mai, elle

est en tête des ventes des librairies, les acheteurs avancent en terrain inconnu, à la recherche d'un indice qui pourrait les diriger vers « la bonne version » du Coran. L'offre éditoriale en français, abondante et variée, ne leur simplifie pas la tâche. Elle se répartit grosso modo en deux groupes : les traductions à l'usage des croyants (qui se désignent souvent par des périphrases telles que « essai d'interprétation » ou « essai de traduction », car, pour le pieux musulman, le Coran est par définition « inimitable ») et les éditions destinées à un large public.

On peut ranger dans la première catégorie la version de Muhammad Hamidullah (Club français du livre), approuvée par les autorités religieuses saoudiennes, et celle de Cheikh Hamza Boubakeur, ancien recteur de la Mosquée de Paris. La traduction de Régis Blachère (Maisonneuve & Larose, 1950) représente, au contraire, le travail d'un orientaliste agnostique, qui s'était fixé pour but de réaliser une édition savante du Coran. Elle n'est pas disponible en poche, non plus que celle de Jacques Berque (Albin Michel). Les attentats ont achevé d'épuiser les stocks de ces deux versions, qui sont en réimpression.

Aux côtés des traductions de Kasimirski (datant de 1840, Garnier-Flammarion), de Jean Grosjean (Seuil) et d'André Chouraqui (Laffont), la version de Denise Masson (Gallimard) se taille la part du lion sur le marché français. Publiée en 1967, elle est disponible en Pléiade et en Folio. Le prénom de M^{me} Masson est systématiquement réduit à une initiale : une manière de passer sous silence que le traducteur est une femme... L'édition de poche s'est vendue à 5 000 exemplaires en 2000. Gallimard prévoit d'en vendre 500 pour le seul mois de septembre : « C'est important, mais ce n'est pas un raz de marée », commente l'éditeur.

Le néophyte qui se plonge dans le Coran risque de céder au découragement dès les premières sourates. Elles sont en effet classées par ordre décroissant de longueur. Les premières sourates révélées à Mahomet, les plus courtes et les plus mystiques, sont à la fin de l'ouvrage. L'idéal – comme le disait Régis Blachère – serait donc de lire le Coran à l'envers, en commençant par la fin.

Xavier Ternisien

Regain d'intérêt pour un ouvrage difficile : le Coran

DÉPÊCHES

■ **PRIX LITTÉRAIRES** : la première sélection des prix Femina, qui seront attribués le 29 octobre, a été rendue publique le 19 septembre. Romans français : *Putain*, de Nelly Arcan (Seuil) ; *Son frère*, de Philippe Besson (Julliard) ; *Respire*, d'Anne-Sophie Brasme (Fayard) ; *Avenue de France*, de Colette Fellous (Gallimard) ; *A présent*, de Brigitte Giraud (Stock) ; *Un été autour du cou*, de Guy Goffette (Gallimard) ; *Plateforme*, de Michel Houellebecq (Flammarion) ; *Dolce Agonia*, de Nancy Huston (Actes Sud) ; *Un Te Deum en Ile-de-France*, de Philippe S. Hadengue (Pauvert) ; *Le Partage des ombres*, de Pierre Kyria (Le Cherche-Midi) ; *Rosie Carpe*, de Marie Ndiaye (Minuit) ; *Campagne dernière*, de Marc Trillard (Phébus) ; *Madame Angelosa*, de François Valléjo (éd. Viviane Hamy) ; *La Haine de la famille*, de Catherine Cusset (Gallimard). Romans étrangers : *Pousière rouge*, de Gilian Slovo (éd. Christian Bourgois) ; *La Saison des ténèbres*, de Richard Bausch (Gallimard) ; *Madame Wakefield*, d'Eduardo Berti (Grasset) ; *Les Sombres Feux du passé*, de Changrae Lee (éd. de L'Olivier) ; *Nights Letters/Lettres de Venise*, de Robert Dessaix (éd. Le Reflet) ; *Quand nous étions orphelins*, de Kazuo Ishiguro (Calmann-Lévy) ; *La Porte de l'eau*, de Rosetta Loy (Rivages) ; *Trois Chevaux*, d'Erri de Luca (Gallimard) ; *Frémissement mémoire*, de Jesus Moncada (Gallimard) ; *Mauvaise pente*, de Keith Ridgway (Phébus) ; *Sourires de loup*, de Zadie Smith (Gallimard) ; *J'ai épousé un communiste*, de Philip Roth (Gallimard) ; *La Citoyenne de l'ombre*, d'Elisabetta Rasy (Seuil).

■ **THÉÂTRE** : Julie Brochen, trente ans, a été nommée directrice du Théâtre de l'Aquarium par Catherine Tasca, mercredi 19 septembre. Situé à la Cartoucherie de Vincennes, à Paris, L'Aquarium avait été fondé en 1970 par Jacques Nichet, Didier Bezace et Jean-Louis Benoît. Julie Brochen avait mis en scène récemment une *Penthésilée* et un *Décameron des femmes* remarquables. elle devra maintenir l'Aquarium comme « espace de recherche et d'invention » et y faciliter les rencontres entre théâtre, poésie, musique, danse et philosophie.

l'émotion à l'unanimité
Europe 1

LA CHAMBRE DES OFFICIERES
UN FILM DE FRANÇOIS DUPEYRON

MICHELE ET LAURENT PETIN PRÉSENTENT UN FILM DE FRANÇOIS DUPEYRON LA CHAMBRE DES OFFICIERES AVEC DENIS PODALYDES - GREGORI DERANGÈRE - SABINE AZEMA - ANDRÉ DUSSOLLIER - ISABELLE RENAULD - GERALDINE PAILHAS - GUY TREJAN SCÉNARIO ADAPTATION ET MONTAGE DE FRANÇOIS DUPEYRON D'APRÈS "LA CHAMBRE DES OFFICIERES" DE MARC DUGAIN THÉÂTRE TETSUO NAGATA
DÉCORÉ PATRICK DURAND COSTUMES CATHERINE BOUCHARD MONTAGE DOMINIQUE FAYSSÉ MAQUILLAGES ET EFFETS SPÉCIAUX DOMINIQUE COLLADANT
DIRECTEUR DE PRODUCTION JÉRÔME CHALOU PRODUCTEURS MICHELE ET LAURENT PETIN EN CO-PRODUCTION AVEC FRANCE 2 CINÉMA www.arpselection.com

Georges Brassens, de la guitare à l'orchestre

Les albums originaux et des inédits du chanteur, mort il y a vingt ans, sont réédités en coffret, et un disque propose quinze reprises inégales

GEORGES BRASSENS est mort le 29 octobre 1981, il y a vingt ans donc. Un mois avant la date fatidique, sa maison de disques, Mercury, naguère Philips, aujourd'hui propriété d'Universal Music Group (UMG), lance les jeux de la commémoration. Comme avec Gainsbourg (même label), Mercury réédite en coffret les disques originaux de Georges Brassens agrémentés de bonus. Par exemple, *Maman Papa*, en duo avec Patachou, enregistré en 1953, ou trois titres interprétés en catalan (1956), dont *La Mala Reputacion*, ou des enregistrements de classiques de Brassens pris ailleurs que dans le catalogue officiel. On y trouvera également un disque contenant vingt-trois inédits – versions jamais publiées de chansons célèbres, et trois duos avec Charles Trénet, dont un subtil *Tout est au duc*.

Jean-Yves Billet qui a veillé à la bonne marche de l'entreprise, notamment en fouillant les archives de l'INA, a aussi voulu l'accompagner d'un livret chic et fourni, notamment par un entretien avec Pierre Onteniente, dit Gibraltar, le secrétaire particulier de Georges Brassens. Qui était Brassens ? « Il était en dehors des modes », répond l'ami Pierre.

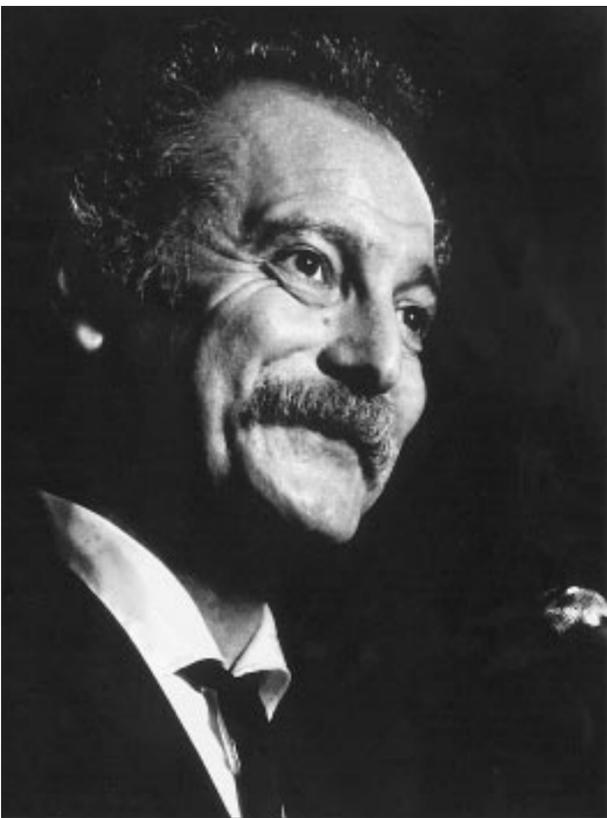
Vivendi-Universal possède une magnifique « back catalogue », c'est-à-dire une bonne partie de la mémoire de la chanson française (lors de la vente du néerlandais PolyGram au Canadien Seagram, alors propriétaire d'Universal, beaucoup avait poussé des cris d'orfraies devant le départ du patrimoine français vers l'Amérique, le voici rentré au bercail euromondialiste). UMG, dont le PDG, Pascal Nègre, demande par ailleurs l'urgence prolongation des droits de l'interprète et du producteur, a décidé de faire fructifier ses acquis avant qu'il ne soit trop tard. L'édition d'intégrales ne suffit pas, il faut aussi faire vivre les chansons en les donnant à enregistrer à de plus jeunes.

Les Oiseaux de passage réunissent quinze tentatives de chanter Brassens, un auteur qui l'est peu, si l'on excepte Maxime Le Forestier ou, dans une fidélité marginale néanmoins érudite, Joël Favreau. Brassens n'a à vrai dire pas facilité la tâche : « Je suis contre les chansons orchestrées. Quand il y a trop de musiciens, on n'entend plus le texte, la voix... Et puis tu sais, quand tu chantes une chanson à un copain, il n'y a pas quarante violons cachés dans le placard », disait-il. De quoi plaquer au sol la jeunesse turbulente du rock'n'roll. De plus, Brassens n'avait pas prévu les machines électroniques. C'est à la guitare et à la contrebasse que Maxime Le Forestier s'est attaqué – excellentement – au répertoire du maître. Il ne pouvait en être de même pour ces

RELECTURE MUSICALE

Demandez donc au jeune premier Saez de laisser sa Gibson au placard, ou à Noir Désir d'éviter l'électricité ! Demandez donc à Tarmac, transfuges de Louise Attaque, d'abandonner leurs violons à la cave ou aux Têtes Raides de plaquer leurs pistons ! Ce sont des marques de fabrique, des attributs culturels ! Donc, l'auteur de *La Mauvaise Réputation* devra accepter, sans se retourner dans sa tombe, la relecture musicale de ses chansons à l'aide de tout un bastingage (en opposition à la guitare sèche).

Oui, mais : il faut constater une fois de plus que, en matière de reprise, l'orchestre ne fait rien à l'affaire. Car au-delà du son des instruments, des plieuses des arrangements, c'est la compréhension profonde d'une chanson ou d'un auteur qui compte. Saez réussit une *Prière* tout en crescendo, tandis que Noir Désir massacre *Le Roi* à coup de cris et d'harmonica. Tarmac défigure *La Ballade des gens qui sont nés quelque part* – voix tremblotante, amère, là où Brassens montrait patte de velours



PATRICK ULLMANN

« Je suis contre les chansons orchestrées. Quand il y a trop de musiciens, on n'entend plus le texte, la voix... », disait Brassens. Un écueil pour les groupes qui reprennent ses titres.

devant un texte abrasif –, tandis que les Têtes Raides dévoilent les ressorts secrets de *Pauvre Martin* dans une totale sympathie avec le texte, bohème, nomade. Juliette a raison de choisir le tempo du swing (avec orgue Hammon) pour réchauffer *La Complainte des filles de joie*.

Keren Ann et Tanger ratent *Il n'y a pas d'amour heureux*, car ils pensent qu'il est possible de la chanter en duo : c'est couper la superbe de Georges Brassens. En murmurant ce qui est éclatant, Arthur H crée un ersatz de *La Fille à cent sous*. Lofofora fait une caricature de rock alternatif avec *Les Passantes*, on dirait du Brel. Miossec, en dépouillant les arrangements pour mieux les orchestrer ensuite en fanfare, plonge avec délectation dans *La Non-Demande en mariage*. Subway donne une version rock punk de *Mourir pour des idées*, en droite ligne des idées de son concepteur.

Brassens n'aurait pas seulement le dévouement des orchestres, il détestait l'exagération et

l'impudeur, il désirait garder les équilibres entre l'ironie, la tendresse, la cruauté. Ne jamais tomber dans la pose. A défaut de comprendre ces principes élémentaires, les prétendants à la reprise tombent à la première embûche. Ce qui n'est pas le cas de Georges Brassens, qui saisit d'emblée la légèreté de Charles Trénet, interprétant *Le Grand Café* sur un mode vélocé à la télévision en 1966. « Je me demande si je rêve, Je me demande Brassens, si vous êtes là, vraiment là ? », dit Trénet. « Vous rêvez un petit peu, Je ne suis jamais vraiment là », répond Brassens, pour qui la distance est une vertu. Et les deux compères d'entonner « les poils du duc ».

Véronique Mortaigne

★ Georges Brassens, 20^e anniversaire, 1 coffret de 13 CD Mercury 586 343-2. Les Oiseaux de passage, 1 CD Mercury 586 389-2. Distribués par Universal. En octobre : J'ai rendez-vous avec vous, 3 CD d'entretiens inédits (1952-1979).

Christoph Eschenbach et l'Orchestre de Paris jouent Wagner comme des dieux

LE MARTYRE DE SAINT SEBASTIEN, de Claude Debussy, PARSIFAL (TROISIEME ACTE) de Richard Wagner. Par Ludmilla Mikaël (récitante), Annick Massis (soprano), John Keyes (Parsifal), Kristinn Sigmundsson (Gurnemanz), Dietrich Henschel (Amfortas), Chœur de l'Orchestre de Paris, Chœur de l'Armée française, Orchestre de Paris, Christoph Eschenbach (direction). Salle Pleyel, le 20 septembre.

Les critiques écrivent des sottises, c'est bien connu, et il suffit de lire le *Lexique des invectives musicales* (1953), de Nicolas Slonimsky, pour faire l'impossible afin de ne pas s'y trouver cité dans quelque future réédition. Debussy, qui fut, comme

chacun sait, compositeur mais aussi critique, s'est déchaîné de la plus navrante façon sur Richard Wagner. Mais, quand, en 1903, il ne supporte plus « la passion malade d'un Tristan, les cris de bête d'une Isolde, ni le commentaire grandiloquent d'un Wotan », il concède que « rien dans la musique de Wagner n'atteint à une beauté plus sereine que le prélude du troisième acte de Parsifal ».

Pouvait-il deviner que son *Martyre de saint Sébastien* (1911), qui est l'une de ses partitions les plus problématiques, serait accolé au troisième acte de *Parsifal*, choix opéré par Christoph Eschenbach pour la rentrée parisienne de l'Orchestre de Paris, à la tête duquel il entame sa deuxième saison ? Il y a beau y avoir des beautés incroyablement

singulières dans sa musique de scène pour le texte (es)soufflé de Gabriele d'Annunzio, d'énigmatiques phrases s'achevant sur des dissonances non résolues jouxtant des chœurs à l'antique, le *Martyre* demeure, en l'état, un échec. Debussy, malade, ne put hélas ! mener à bien le projet de transformation de cette musique de scène en opéra.

BOIS AÉRIENS ET CHARNUS

Aussi lorsque commence, en seconde partie de cet exceptionnel concert de rentrée, le prélude du troisième acte de *Parsifal*, abandonnerait-on volontiers tout le *Martyre* pour les quarante-cinq premières mesures de Wagner. Surtout telles que jouées, ce 20 septembre, par l'Orchestre de Paris, revenant de deux concerts aux « Proms » de Londres et de concerts en Roumanie.

On usera d'une formule facile mais dont la validité est ce soir pleinement pesée : Christoph Eschenbach et ses troupes ont joué comme des dieux, tendant ces quatre-vingts minutes de musique dans une seule courbe, immense, d'une plénitude de son incroyable de la part de cordes somptueuses à se damner, de cuivres pleins et doux, de bois aériens et charnus : une sonorité toujours en élévation (physique et spirituelle) et pourtant constamment incarnée.

Christoph Eschenbach, deman-

dant un moment de recueillement à la mémoire des victimes des attentats américains, n'avait pas cru bon de signaler qu'il s'était fait opérer l'épaule après une chute survenue cet été. Pendant le *Martyre*, on pouvait remarquer une raideur inhabituelle de son bras gauche et être surpris par de nombreuses attaques imprécises indiquées du seul bras droit. A l'entracte, nous aurons eu l'explication de cette déficience. Mais pas un instant, dans *Parsifal*, elle n'aura diminué l'extraordinaire lecture du chef allemand, communiquée pleinement à chacun des membres de l'Orchestre de Paris, jouant sur le bord de la chaise, aimantés par un chef qui les aime et qu'ils aiment.

A l'exception d'Annick Massis qui semblait déchiffrer sa partie dans le *Martyre* (elle remplaçait Dominique Labelle, retenue aux Etats-Unis), les excellents solistes de *Parsifal* s'agrégeaient naturellement à cette vaste symphonie lyrique. On prendra l'occasion de ce concert de rentrée pour dire la seule chose vraiment désagréable qui s'impose : la sonorité brouillonne, l'intonation déficiente et le manque de tenue général du Chœur de l'Orchestre de Paris exigent une réforme urgente afin de le hisser au niveau de la phalange à laquelle il est associé et que, pour l'heure, il dessert.

Renaud Machart

PERRONO - BIJOUX
Anciens - Occasions - Argentierie
Pierre précieuses - Brillants
Création et transformation
Achats, Ventes,
Echanges, Réparations
Sélectionné par le guide
"PARIS PAS CHER"
OPERA angle bd. des Italiens
4, chaussée d'Antin
ETOILE 37, avenue Victor Hugo
ouverts du mardi au samedi

Nouvel Art de l'Objet
Ameublement et décoration
Canapés
Chaises
Fauteuils
Bibliothèques
Tables
Guéridons...
5, rue des Guillemites
75004 Paris-Le Marais
Tel: 01 42 74 13 53 www.naodecoration.com

La boutique aux 1000 tables
la seule boutique parisienne consacrée à la table basse
Contemporaines
ou classiques,
tables basses, hautes,
consoles,
toutes formes,
tous coloris,
tous matériaux,
toutes dimensions.
Tout se fait aussi
sur mesure.
Meubles Hi-fi ou TV.
Objets de décoration.
Liste de mariage.
Ouvert du lundi au samedi
Rionel - sarl, 89 avenue Paul Doumer - 75116 Paris - M^o Muette - Tél.: 01 45 27 87 59 / Fax : 01 40 50 93 36

Mercredi 26 septembre à 20 h
ORCHESTRE ET CHŒUR DU THÉÂTRE MARIINSKI
DE SAINT-PÉTERSBOURG
VALÉRY GERGIEV, direction
SERGUEI MARKAROV, piano
GALINA OUSTVOLSKAYA
Concerto pour piano, orchestre à cordes et timbales
SOFIA GOUBAÏDOULINA
Passion selon saint Jean (Création française)
Location 01 40 28 28 40 • www.chatelet-theatre.com

SORTIR

PARIS

Petits Contes chinois revus et corrigés par les nègres

Après *Petits Contes nègres*, spectacle de contes africano-européens conçu en Afrique, la compagnie Royal de Luxe revient en France avec *Petits Contes chinois revus et corrigés par les nègres*, nés d'un séjour de trois mois à Guan Cun, petit village chinois dans la province de Shanxi. « C'est primordial aujourd'hui de raconter une histoire avec la Chine, mais surtout de faire rêver les Chinois », explique Jean-Luc Courcoult, « créateur et chef impérial de la compagnie depuis vingt-deux ans » (*Le Monde* daté du 28 mai). Entouré de quarante artistes venus d'Europe, d'Afrique, mais aussi d'Asiatiques « recrutés sur place », le fondateur globe-trotteur du Royal a élu pour sa nouvelle création la prairie du parc de La Villette. Royal de Luxe y séjournera pendant près de deux semaines. Puis la troupe reprendra la route : Hué, Séoul, Pékin, Avignon, Aurillac... En attendant l'équipe, royale, s'offre gratuitement au public parisien.

Prairie du Triangle-du-Parc de La Villette, Paris-19^e. M^o Porte-de-Pantin. Jusqu'au 7 octobre. 18 heures, du mardi au vendredi ; 13 heures, samedi et dimanche ; relâche les 24, 25 et 1^{er} octobre. Tél. : 01-40-03-75-75. Accès libre.

Chut(es) ou petits et grands cirques d(h)auteurs
Les Arts Sauts, compagnie

spécialisée dans le trapèze volant, ne sont pas seulement les invités vedettes du cinquième week-end de la Ferme du Buisson, scène nationale de Marne-la-Vallée. Ils en sont aussi les artisans. Ces voltigeurs trapézistes ont imaginé pour l'occasion un spectacle déambulatoire entrecoupé de pauses-boisson-restauration rempli de surprises. Quatre-vingts artistes issus de la danse (Brad Denys et Fred Alerte), du conte (Francine Vidal...), du cirque (Gosh...) se sont joints à la fête. Ensemble, ces saltimbanques se chargent de guider le public aux quatre coins de la ferme dans un seul but : le faire décoller. Noisiel (Seine-et-Marne). La Ferme du Buisson, allée de la Ferme. RER A : Noisiel. 18 heures, le 21 ; 17 heures, les 22 et 23. Tél. : 01-64-62-77-77. De 50 F à 100 F.

DOUBS

Intégrale des quatuors à cordes de Haydn

En raison d'une programmation nettement à la dérive depuis quelques années, on avait fini par réduire le naguère très prestigieux Festival de Besançon à son célèbre concours international de chefs d'orchestre. La programmation ayant repris du lustre et de l'intérêt, il ne faudrait pas négliger les excellents concerts qui s'y déroulent, dont ceux donnés par le Quatuor Isaye, en pleine intégrale des quatuors de Haydn.

Besançon (Doubs). Opéra-Théâtre, place du Théâtre. 20 h 30, le 23. Tél. : 03-81-82-08-72. 130 F.

GUIDE

CINÉMA-FESTIVAL

Dans la chambre de Vanda, de Pedro Costa (Portugal, 2001). Projection suivie d'un débat avec le réalisateur, Jean-Marie Straub et Danièle Huillet. Panthéon, 13, rue Victor-Cousin, Paris-5^e. M^o Luxembourg. 19 h 40, le 22. Tél. : 01-40-46-01-21. 40 F ; 32 F ; 25 F.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).
Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Andromaque
de Jean Racine, mise en scène de Daniel Mesguich. Comédie-Française, 2, rue de Richelieu, Paris-1^{er}. M^o Palais-Royal. 20 h 30, le 22 ; 14 heures, le 23. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 200 F. Jusqu'au 24 novembre.
Compagnie Les Piétons
Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). Théâtre d'Ivry Antoine-Vitez, 1, rue Simon-Dereure. M^o Mairie-d'Ivry. 17 heures et 20 h 30, le 22. Tél. : 01-46-70-21-55. De 50 F à 110 F.
Orchestre philharmonique

de Radio-France

Œuvres de Messiaen. Chœur de Radio-France, Myung-Whun Chung (direction). Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16^e. M^o Passy. 20 heures, le 22. Tél. : 01-56-40-15-16. Entrée libre.
Ensemble Musica Petropolitana
Œuvres de Dobyansky, Khandoshkin, Bortnyansky, Olga Pasichnyk (soprano). Fontainebleau (Seine-et-Marne). Châteaueau, 31, place Léon-Blum. 20 h 30, le 22. Tél. : 01-58-71-01-01. De 80 F à 100 F.

RÉGIONS

Suoar Angelica, il Tabarro, Gianni Schicchi
de Puccini. Marcello Panni (direction), Gian-Carlo Del Monaco (mise en scène). Nice (Alpes-Maritimes). Opéra, 4-6, rue Saint-François-de-Paule. 14 h 30, le 23 ; 19 h 30, les 25 et 27. Tél. : 04-92-17-40-40.
Il Seminario musicale
Œuvres de Monteverdi, Couperin, Buxtehude, Charpentier, Bach, Bassani. Gérard Lesne (alto, direction). Roquevaire (Bouches-du-Rhône). Eglise Saint-Vincent. 16 heures, le 23. Tél. : 04-42-04-05-33. 150 F.
Lohengrin
de Sciarino. Beat Furrer (direction), Ingrid von Wantoch Rekowski (mise en scène). Strasbourg (Bas-Rhin). Théâtre national, 1, avenue de la Marseillaise. 18 heures, le 23. Tél. : 03-88-23-47-23. 100 F.

les mouettes
Théâtre de Dix Heures
36, Bd de Clichy - 75018 PARIS - Métro Pigalle
du 18 septembre au 6 octobre 2001
à 20 h 30
du mardi au samedi
Location : 01 46 06 10 17
fnas - virgini - agences - www.theatronline.com
JMS. Distribution Sony Music. SACEM. SACM. FIP. Fonds soutien. Initiatives pour le Musée de Paris.

EN VUE

■ Le quotidien iranien *Seda-ye Edalat* révèle qu'**Oussama Ben Laden** et trois sosies se seraient séparés à un carrefour afghan.

■ Les coups de feu des talibans se livrant à des pillages résonnent dans Kaboul, désertée, aux rues jadis bordées de roses.

■ Un prince arabe a acquis pour 425 000 dollars un poulain, fils du champion **Roar**, samedi 15 septembre à la Keeneland Yearling Sale de Lexington, aux Etats-Unis.

■ Les attentats aux Etats-Unis ont rallumé la haine entre chrétiens et musulmans à Jos, au Nigeria, où depuis le 11 septembre des émeutes ont fait des dizaines de morts.

■ « Il ne faut pas se venger, mais plutôt avoir de la pitié pour les pauvres gens qui ont commis cet acte terrifiant », affirmait le 15 septembre à propos des attentats Mgr **Francisco Alvarez Martinez**, cardinal-archevêque de Tolède. « C'est une offense colossale qu'ils doivent payer cher », déclarait, le lendemain, le cardinal **Ersilio Tonini**, évêque émérite de Bologne.

■ Les investisseurs du Bullion Market de Londres ont provoqué une flambée des cours de l'argent : ils venaient d'apprendre que 30 millions d'onces du métal précieux gisaient sous les gravats dans la chambre forte du World Trade Center.

■ Après avoir constaté, jeudi 20 septembre, l'insuffisance du budget de la défense, l'impréparation de l'armée et l'humeur des militaires, qui « ne veulent pas faire la guerre », le député russe **Viktor Ilioukhine** concluait avec optimisme : « La Russie a donc actuellement une chance unique de se manifester comme un pays prônant la retenue. »

■ La grève de la faim observée depuis dix mois pour protester contre le nouveau régime carcéral en Turquie a fait une trente-quatrième victime à Istanbul le 14 septembre. Le 19, une trente-cinquième, qui s'immolait par le feu. Une trente-sixième le 20.

■ « Avant les gens s'arrêtaient, on savait vraiment ce qui était arrivé et où c'était arrivé », regrettaient les pompiers du Doubs, en déplorant, lors d'une conférence de presse, que les témoins des accidents munis de téléphones portables se contentent depuis de presser le bouton SOS en passant.

■ L'avocat britannique **Nick Cartmel**, qui, lors d'un procès à Newcastle, avait arraché dans le prétoire des sanglots en prononçant un vibrant hommage à la reine mère, dont il venait d'annoncer la mort, sur la foi d'une rumeur, présente ses excuses à la centenaire.

Christian Colombani

Les « petits-bourgeois » de Pékin

Ce n'est plus une classe sociale honnie, celle qui était prête à trahir ses origines prolétariennes ; c'est un état d'esprit, une citoyenne disposition à consommer tendance. La presse chinoise traque la nouvelle « petite-bourgeoisie »



tion hebdomadaire du *Beijing Qingnian Bao* [Quotidien de la jeunesse de Pékin]. La petite-bourgeoisie n'est pas une classe sociale, c'est un état d'esprit. »

L'avoueront-ils ? Cet « état d'esprit », c'est tout de même une irrésistible attirance pour la qualité (réelle ou supposée) *made in West*. Quand l'Occident se pique de chinoïseries mobilières Ming ou Qing, les petits-bourgeois de Pékin ne jurent que par Ikea qui, ici, figure l'avant-garde du bon goût. Côté

fringue, le petit-bourgeois n'est guère identifiable car, toujours selon le *Quotidien de la jeunesse de Pékin*, il ne lui reste guère de sous après avoir englouti son budget dans les taxis (le bus est trop populo) à courir les bars branchés de l'autre côté de la ville.

THÉÂTRE ET BARS À JAZZ

Là, le petit-bourgeois se reconnaît à la moue avec laquelle il écartera les plats de porc et les bols de nouilles - d'un commun ! - pour leur préférer salades, pizza ou shashimi. Il dédaignera aussi la bière, mais dégustera avec gravité un ballon de vin rouge. Autre sacrilège, il méprisera le thé, trop chinois, pour lui préférer le café, le vrai mot de passe de sa génération.

Si on veut croiser l'animal, le mieux est donc de fréquenter les Starbucks, qui prolifèrent en ville et même au cœur de la Cité interdite, au grand dam des patriotes. Fauteuil moelleux ou chaise aux courbes « tendance », fausse cheminée et effluves de cappuccino, Starbucks est le temple du petit-bourgeois qui aime rien tant que traîner là, un livre à la main, car, ne l'oublions point, il pose un peu à l'intello. Marguerite Duras, Italo Calvino, George Orwell et Haruki Murakami sont au programme du rituel initiatique mais il a également droit à Snoopy et Tintin (au Tibet chinois). Après le cappuccino, le petit-bourgeois ira au théâtre. Le *must*, c'est quand même Dario Fo (*Che Guevara, La Mort d'un*

anarchiste), car il y humera un parfum radical chic qui l'amusera à défaut de l'enflammer - ses parents ayant déjà donné un radical qui ne fut guère chic.

A dire vrai, le petit-bourgeois n'est ni franchement chic ni très radical. Pas assez mondain pour tenir salon à domicile - il n'a pas encore acheté son appartement -, il n'est pas non plus assez voyou pour se perdre dans l'underground. Il préférera toujours un bar de jazz du quartier diplomatique à un entrepôt hard rock des chantiers nord de la capitale. Puis il rentrera par le dernier métro en songeant à Truffaut car, là aussi, il a ses lettres de noblesse cinéphilie : il connaît ses vagues sur le bout des doigts. Une fois chez lui, il s'endormira en rêvant à quelques latitudes exotiques car le tourisme fait partie de son nouveau bagage. Il s'avoue très tenté par la Provence (*A Year in Provence* oblige), Berlin, Anvers ou Ayers Rock (Australie).

Tout compte fait, on réalise que cette nouvelle curiosité anthropologique qui intrigue les chroniqueurs colle mal avec le stéréotype d'une Chine en voie d'ineffable américanisation. Enragé d'art de vivre, le petit-bourgeois esquiverait-il une velléité de révolte contre McDo et le tout-MBA ? On le voit en effet osciller du côté de l'Europe et du Japon plutôt que des Etats-Unis. Mais le plus sage est de le laisser se bonifier un peu avant d'en tirer d'hâtives conclusions.

Frédéric Bobin

► www.lemonde.fr/chine

DANS LA PRESSE

LE FIGARO

Yves Thréard

■ Donc ce sera « Justice sans limites ». L'Amérique, blessée dans sa chair et sa fierté, a décidé. Sa vengeance sera dictée par sa conception du monde, à l'aune de ses valeurs. La formule a quelque chose de messianique. Dans un registre lexical différent, elle s'inscrit dans la suite logique de la « bataille monumentale du Bien contre le Mal », de la « croisade » promise par George W. Bush. Elle n'en a pas le lyrisme ; elle n'en porte que les relents belliqueux. Elle ne dégage pas non plus la force héroïque de « Tempête du désert ». Elle ne file pas seulement la métaphore : comme son nom l'indique, elle va

plus loin. Loin de la panoplie des expressions devenues gadgets par un usage galvaudé. D'abord, « Justice sans limites » annonce une action de longue durée. (...) Elle affiche aussi une autre prétention. Morale celle-là.

THE WASHINGTON POST

(Etats-Unis)

Ahmed Rashid

■ C'est une période de désespoir pour les Afghans et leur pays. (...) Mais ce peut aussi devenir une ère d'espoir si les Etats-Unis et leurs alliés sont prêts à rester engagés en Afghanistan et dans la région une fois leur opération militaire achevée. (...) Mais l'administration Bush aura-t-elle assez d'énergie et d'intérêt pour obtenir un soutien prolongé du Congrès et du peuple

américain afin d'aider à installer et soutenir un nouveau gouvernement à Kaboul ? Ou bien les Etats-Unis vont-ils une fois de plus repartir, laissant l'Afghanistan s'embourber dans une nouvelle guerre civile et ses voisins recommencer à manipuler des prête-noms locaux ? Washington doit définir clairement ses intentions s'il veut redonner quelque espoir au peuple afghan.

THE DAILY TELEGRAPH

(Londres)

Victor Hanson

■ L'incinération de civils innocents dans nos cités n'est pas due à notre faiblesse intrinsèque, mais plutôt, comme pour les Grecs avant les Thermopyles, imputable à notre naïveté et à notre manque de préparation. Oussama Ben Laden a

fait une erreur de calcul fatale. Comme tous ceux qui se gaussent du laxisme apparent des démocraties occidentales, ces assassins ont réveillé une puissance énorme dont la vengeance sera d'ici peu décisive et terrible. Le coût sanglant de cette ignorance de la puissance d'un peuple libre est ancien et manifeste, comme l'ont montré les 60 000 morts perses à Salamine, les 80 000 du sultan à Lépante ou les 100 000 dans les rues de Tokyo. Les nations occidentales en guerre ne sont pas faibles, mais redoutables, sans aucune proportion avec la taille relative de leur population et de leur territoire. Cette puissance n'est pas un accident de l'Histoire, elle ne se fonde ni sur des ressources naturelles ni sur les gènes, mais sur des idées et des valeurs.

www.transnationale.org

Huit mille entreprises multinationales passées au crible



jugeait pertinentes sur les grandes entreprises. Il effectue désormais une mise à jour permanente, en épluchant les rapports annuels des entreprises - qu'il commande ou qu'il trouve sur Internet -, les articles de presse, les rapports d'organisations non gouvernementales, etc. Ses sour-

ces sont toujours clairement indiquées sur le site. Grâce à ce travail bénévole, M. Castellani a voulu combler un déficit d'information et sensibiliser les consommateurs : « On nous assomme de noms de marques, de pub, de messages non informatifs, mais on parle peu des entreprises qui

sont derrière. Et pourtant, d'un point de vue intellectuel, c'est intéressant de savoir à qui appartiennent les marques, ou les médias, de comprendre comment les entreprises pèsent sur des décisions économiques, sur l'emploi, l'environnement ou même sur nos impôts par les subventions publiques. » Les visiteurs du site sont invités à l'aider, par exemple, en participant à une enquête sur les origines et les conditions de fabrication des vêtements. Il suffit d'envoyer les renseignements inscrits sur l'étiquette d'un blouson ou d'un pantalon acheté récemment : marque, pays de fabrication, magasin ou enseigne.

A terme, M. Castellani espère développer une agence de notation des entreprises, qui tiendrait compte de critères éthiques aussi bien que financiers. Afin de financer cette aventure, il devrait prochainement restreindre l'accès de sa base de données aux membres de son association, créée récemment. Un formulaire d'adhésion en ligne devrait être proposé aux internautes.

Sylvie Dodeller

SUR LA TOILE

SITE ISLAMISTE

■ Smaïn Bedrouni, propriétaire du site islamiste français Stcom.net (*Le Monde* du 19 septembre), a été arrêté et mis en examen pour « apologie de crime d'atteinte volontaire à la vie ». Le site n'est plus accessible à son ancienne adresse.

DÉLIT DE PRESSE

■ L'éditeur américain Dow Jones (qui contrôle le *Wall Street Journal* et le magazine *Barron*) a fait appel de la décision d'un tribunal australien d'instruire une plainte en diffamation pour un texte diffusé via Internet. En juin, le site de *Barron* avait publié un article accusant l'homme d'affaires australien Joe Gutnick de pratiques financières douteuses. Ce dernier avait décidé de porter plainte en Australie, où les lois sur la presse réprimant la diffamation sont plus strictes qu'aux Etats-Unis. Le groupe Dow Jones soutenait au contraire que le procès devrait avoir lieu aux Etats-Unis, car l'article avait été publié par une société américaine sur un site américain. L'avocat de Dow Jones fait remarquer qu'il est impossible à un éditeur en ligne de se conformer aux lois en vigueur dans les 190 pays où Internet est accessible. - (AP.)

Abonnez-vous au **Monde** pour seulement **173^F** par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173^F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] Localité :

Offre valable jusqu'au 31/12/2001 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 101MQPA1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date :

Signature : []

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR
N° 134031

ORGANISME CRÉANCIER : LE MONDE
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :

Prénom :

N° :rue :

Code postal : [] [] [] [] Ville :

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT

DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

.....

N° :rue :

Code postal : [] [] [] [] Ville :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99^{HT}/min)

Le Monde (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year *Le Monde* 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-3003

Le bel Afghanistan par Dominique Dhombres

ON N'AVAIT GUÈRE entendu jusqu'ici la petite musique d'Arte dans le fracas audiovisuel déclenché le 11 septembre par les kamikazes islamistes. La chaîne franco-allemande était-elle en train de s'assoupir ? Manquait-elle de capacité à réagir à l'événement ? Le Théma d'hier soir apporte un démenti éclatant à ces soupçons. Cela a pris du temps, sans doute, mais c'était celui de la réflexion, comme il sied au seul espace télévisuel hertzien où l'adjectif « intellectuel » ne soit jamais connoté négativement. Quelle bonne idée de déprogrammer la soirée annoncée de longue date sur la chasse, ses partisans et ses adversaires ! Face à la menace que les talibans et les divers réseaux terroristes islamistes font peser sur le reste de l'humanité, il n'y a pas photo.

Exit les chasseurs et les écoles, place aux Afghans et aux intellectuels ! Pour tous ceux qui ont man-

qué cette « soirée spéciale Afghanistan » sur Arte, voici un bref résumé. Tout d'abord, une présentation géographique et historique du pays par Jean-Christophe Victor. Celui-ci connaît bien l'Afghanistan, il y a souvent et longtemps séjourné, il est passionné par ces montagnes et leurs habitants comme son père Paul-Emile l'était par les régions polaires. Cela se sent, y compris dans un documentaire sans autre ambition que pédagogique.

Le film *Massoud l'Afghan*, de Christophe de Pontilly, est superbe lui aussi, et mérite de nombreuses rediffusions. Massoud a séduit quelques voyageurs français qui sont restés sous le charme de cet homme « qui faisait la guerre sans l'aimer », comme l'a dit Bernard-Henri Lévy. Les images sont somptueuses. On y voit la vallée du Panshir, où poussent les abricotiers à côté de torrents d'eau glacée descendus de montagnes éter-

nnellement enneigées qui barrent l'horizon. Chaque vallée a son chef et ses coutumes. Massoud était l'un d'entre eux. Il avait été élève au lycée français de Kaboul, il aimait les chevaux et la poésie. Il a mis en garde l'Occident contre les talibans et leur folie. Il a été assassiné le 9 septembre, lors d'un attentat à la caméra piégée, deux jours avant le déclenchement des attaques suicides contre New York et Washington.

Ce n'est pas un hasard, bien sûr. Bernard-Henri Lévy a parlé, avec une sobre éloquence, de son ami Massoud. Alexandre Adler a raconté dans le détail, pour mieux le dénoncer, le travail épouvantable accompli par les agents secrets pakistanaïens au service des Américains d'abord, des islamistes ensuite, d'eux-mêmes toujours. L'Afghanistan, un des plus beaux pays du monde, est désormais dans la ligne de mire de l'Occident. Tout cela est un horrible gâchis.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS		
21.00 Les Félines.	Forum	
22.00 Bêtes de concours.	Forum	
23.00 Le Retour du loup.	Forum	
MAGAZINES		
20.50 Thalassa. Coup de filet en Sibérie.	France 3	
21.00 Recto Verso. Invité : Akhénaton.	Paris Première	
22.40 On ne peut pas plaire à tout le monde. Invités : Robert Hue ; Alain Chabat ; Larusso.	France 3	
23.10 Sans aucun doute. 0.25 Ombre et lumière. Invités : Louis Schweitzer ; Bettina Rheims.	France 3	
DOCUMENTAIRES		
18.00 Histoires secrètes. Sang contaminé.	La Chaîne Histoire	
18.05 Provence. Les traditions.	Odyssée	
18.30 Un siècle de musique d'orchestre. [6/7]. Après la guerre.	Mezzo	
19.00 Biographie. Arafat, du terroriste au pacificateur.	La Chaîne Histoire	
20.00 Le Singe dans le miroir.	Odyssée	
20.00 Shanghai, les nouveaux Chinois.	Voyage	
20.15 Reportage. Papy's top models.	Arte	
20.50 Montand, le film.	Odyssée	
21.00 L'Invincible Armada. [3/3].	Histoire	
21.00 Islande, le domaine des dieux.	Voyage	
21.45 Oum Kalsoum, la voix de l'Orient.	Planète	
21.50 La Grande Famine. [2/3]. L'exil.	Histoire	
22.00 Sur la route. Amazonie, la bibliothèque du monde en feu.	Voyage	
22.15 Grand format. Le Juif Süss. Un film devenu crime.	Arte	
23.10 Morning Glory.	Odyssée	
23.35 Les Mystères de l'Histoire. La bombe nazie.	La Chaîne Histoire	
23.35 Les Aventuriers de l'altitude. [6/6]. La chaîne du Cederberg.	Planète	
0.00 États-Unis. Route 66, sur les traces d'un mythe.	Voyage	
0.05 Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace.	Planète	
SPORTS EN DIRECT		
17.45 et 20.00 Basket-ball. Euro féminin 2001 (quarts de finale). 17.45 France - Slovaquie. 20.00 Lituanie - Pologne.	Pathé Sport	
20.45 Football. Championnat D 1. Paris-SG - Montpellier.	Canal +	
DANSE		
21.00 Roméo et Juliette. Chorégraphie de Rudolf Noureiev. Musique de Serge Prokofiev. Enregistré en 1995. Avec Monique Loudières (Juliette), Manuel Legris (Roméo...)		
Avec l'Orchestre de l'Opéra National de Paris, dir. Vello Pähn.	Mezzo	

Le Monde
TELEVISION

CINÉCLASSICS

17.40 Stranger on the Third Floor ■
Un journaliste (Peter Lorre), témoin à charge dans un procès qui se termine par la condamnation à mort de l'accusé, se retrouve, lui-même, jugé et convaincu d'un meurtre similaire. Ce conte noir, réalisé par Boris Ingster en 1940, dont les éclairages et la mise en scène sont inspirés de l'expressionnisme allemand, se montre féroce envers la police et la justice américaines. En v.o.

ARTE

22.15 « Le Juif Süss », un film devenu crime
Le réalisateur allemand Horst Königstein s'interroge, à travers son documentaire, « *Le Juif Süss* », une émission caritative d'une durée de deux heures sans coupure publicitaire, retransmise simultanément sur ABC, CBS, Fox et NBC. Acteurs, chanteurs, sportifs et animateurs se sont mobilisés pour cette soirée et les fonds récoltés seront destinés aux opérations de secours et au soutien des victimes des attentats.

CANAL +

3.00 America : A Tribute to Heroes
La chaîne cryptée retransmet, à partir de 3 heures du matin, « *America : A Tribute to Heroes* », une émission caritative d'une durée de deux heures sans coupure publicitaire, retransmise simultanément sur ABC, CBS, Fox et NBC. Acteurs, chanteurs, sportifs et animateurs se sont mobilisés pour cette soirée et les fonds récoltés seront destinés aux opérations de secours et au soutien des victimes des attentats.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS		
12.10 et 17.10 Le Monde des idées. Ben Laden, l'Afghanistan et le Pakistan. Invités : Olivier Roy ; Jean-Luc Racine.	Lci	
21.00 Stonehenge et l'énigme des mégalithes.	Forum	
22.00 Le Mystère des lignes de Nazca.	Forum	
23.00 Objet volant non identifié.	Forum	
MAGAZINES		
12.30 On aura tout lu ! La presse face à l'urgence. Deux pays, deux méthodes. Invités : Jean-François Kahn ; Stéphane Denis. Peut-on lancer un journal sans psy ? Invités : Jean-Louis Servan Schreiber ; Daniel Sibony.	La Cinquième	
17.00 Les Lumières du music-hall. Julien Clerc. Bernard Lavilliers.	Paris Première	
18.00 Courts particuliers. Benoît Magimel.	Paris Première	
18.05 Le Magazine de la santé. L'hyperthyroïdie.	La Cinquième	
20.25 Le Club. Laurent Heynemann.	Ciné Classics	
22.15 Envoyé spécial. Poisson : dans le secret d'une filière. Un été à Bataville. Spécial attentats : Les filières islamistes. La famine en Afghanistan. Portraits d'Américains et de rescapés.	TV 5	
22.55 La Route. Avec Geneviève de Fontenay et Alexandre Devoise.	Canal Jimmy	
23.05 Tout le monde en parle.	France 2	
23.40 Top bab. Invités : Air.	Canal Jimmy	
0.25 Pendant la pub. Spécial Vidocq.	Monte-Carlo TMC	
DOCUMENTAIRES		
17.00 Les Cavaliers du mythe. [3/12]. Les cavaliers andalous.	La Cinquième	
17.25 La Vallée à la frontière. Le parc national de la Thaya.	Odyssée	
17.30 Lord Mountbatten, lundi sanglant.	Histoire	
17.30 Gaïa. Marée noire sur la Sibérie.	La Cinquième	
17.35 Staline. [2/3]. Le tyran.	Planète	
17.55 Hollywood Profile. John Malkovich.	CinéCinémas	
18.00 Taxi pour l'Amérique. La Louisiane.	Voyage	
18.00 Piranha ! National Geographic		
18.15 Emmanuel Le Roy Ladurie. [3/4]. Histoire de vies.	Histoire	
18.15 Symphonie marine en Méditerranée. Ventotene, dans les eaux de Jules César.	Odyssée	
18.30 Le Maître des abeilles.	National Geographic	
18.40 L'Odyssée du langage. [3/6]. Planification.	Planète	
19.00 Le Souvenir d'un avenir.	Arte	
19.00 Pilot Guides. La Nouvelle-Orléans.	Voyage	
19.15 L'Invincible Armada. [3/3]. La débacle.	Histoire	
19.55 Biographie. Guderian.	La Chaîne Histoire	
20.00 Les Chevaux du monde. La famille sauvage.	Odyssée	
20.00 Gorilles au bord du gouffre.	National Geographic	
20.00 Le Chemin parcouru.	Mezzo	
20.05 La Grande Famine. [2/3]. L'exil.	Histoire	
20.15 Un paradis en Irlande.	Arte	
20.30 Au-delà des mers, l'héritage portugais. [4/5].	Planète	
20.30 Crocodiles de mer.	National Geographic	
20.45 L'Aventure humaine. L'Empire des nombres.	Arte	
21.00 Loutres en déroute.	National Geographic	
21.30 L'invasion des grenouilles taureau.	National Geographic	
21.45 Les Mystères de l'Histoire. Les dossiers secrets de Léline.	La Chaîne Histoire	
21.50 Cœurs d'élite. [9/9]. Best of.	Odyssée	
22.00 Dents de titans.	National Geographic	
22.05 Science-fiction, le futur au présent. [3/4]. L'apocalypse annoncée.	CinéCinémas	
22.20 50 ans de séries TV. La science fiction.	13 ^{ème} RUE	
22.50 Gaston Monnerville.	Histoire	
23.00 L'Invasion des serpents.	National Geographic	
23.10 Déchets.	Planète	
23.30 Le Singe dans le miroir.	Odyssée	
23.30 Les Nouveaux Mythes de l'Ouest américain.	Voyage	
23.40 Valéry Giscard d'Estaing, le président. [3/4].	Histoire	
0.00 Shanghai, les nouveaux Chinois.	Voyage	
0.05 Mémoires d'avenir. [3/3]. Communiquer : Les interfaces humains / machines.	France 3	
0.10 Histoire de l'Ouest. Alamo.	La Chaîne Histoire	
0.20 Provence. Les traditions.	Odyssée	
0.25 Oum Kalsoum, la voix de l'Orient.	Planète	

Le Monde
TELEVISION

TCM

16.20 Un petit coin aux cieux ■ ■
Un joueur invétéré, gravement blessé au cours d'une bagarre, est sur le point d'être accueilli par Lucifer en enfer. Son épouse implore Dieu, qui accorde à son mari six mois sur Terre pour s'amender. Ce premier film de Vincente Minnelli est la représentation cinématographique d'une comédie musicale entièrement jouée et chantée par des Noirs. Un spectacle étourdissant et poétique.

CANAL +

19.30 + Clair
Le nouveau magazine présenté par Daphné Roulier a suivi le travail des envoyés spéciaux dépêchés par les rédactions des chaînes TF 1 et France 2 à New York et Washington, les lundi 17 et mardi 18 septembre 2001, pour suivre l'organisation des secours et les réactions consécutives à la série d'attentats perpétrés dans la journée de mardi 11 septembre 2001 sur les tours du World Trade Center et du Pentagone.

FRANCE 3

20.50 Les Déracinés
« Les Déracinés », téléfilm en deux parties de Jacques Renard, sur un scénario de Serge Lascar, raconte l'histoire d'une famille de pieds-noirs venue s'installer en Corse au début des années 1960. Affrontements de valeurs, de cultures, frottements de caractères, de générations. Une fiction française chargée, comme beaucoup d'autres, de mission. Les comédiens plient sous le poids des messages à délivrer.

FILMS

16.30 Douze hommes en colère ■ ■ Sidney Lumet (États-Unis, 1957, 100 min).	Festival	
16.45 Si Versailles m'était conté ■ ■ ■ Sacha Guitry (France, 1953, 170 min) O.	Histoire	
17.40 <i>Stranger on the Third Floor</i> ■ Boris Ingster. Avec Peter Lorre, John McGuire (États-Unis, 1940, v.o., 65 min) O.	Ciné Classics	
20.30 L'Arnaqueur ■ ■ ■ ■ Robert Rossen (États-Unis, 1961, v.o., 135 min) O.	Ciné Classics	
20.45 Au-delà du Missouri ■ ■ ■ William Wellman (États-Unis, 1951, 85 min).	TCM	
21.00 Beau-père ■ ■ ■ Bertrand Blier (France, 1981, 120 min) O.	Cinéfaz	
21.00 Coup de torchon ■ ■ ■ Bertrand Tavernier (France, 1981, 125 min) O.	Ciné Cinémas 2	
22.35 La Fille seule ■ ■ ■ Benoît Jacquot (France, 1995, 90 min) O.	Cinéstar 1	
22.35 Contre-enquête ■ ■ ■ ■ Sidney Lumet (États-Unis, 1990, v.o., 130 min) O.	Cinéstar 2	
23.05 Lacenaire ■ ■ ■ Francis Girod (France, 1990, 125 min) O.	Ciné Cinémas 2	
0.15 Symphonie magique ■ ■ ■ ■ Andrew L. Stone (États-Unis, 1943, v.o., 80 min) O.	Ciné Classics	
0.45 Promenades d'été ■ ■ ■ René Féré (France, 1991, 85 min) O.	Cinéstar 2	
0.45 Frankenstein ■ ■ ■ ■ ■ Kenneth Branagh (États-Unis, 1994, v.o., 120 min) O.	Ciné Cinémas 1	
1.35 La Belle Image ■ ■ ■ Claude Heymann (France, 1951, 100 min) O.	Ciné Classics	
2.35 Le Temps retrouvé ■ ■ ■ ■ ■ Raoul Ruiz (Fr. - It. - Port., 1999, 155 min) O.	Ciné Cinémas 3	

FILMS

13.05 Les Joueurs ■ ■ John Dahl (États-Unis, 1998, 120 min) O.	Ciné Cinémas 3	
16.20 Un petit coin aux cieux ■ ■ ■ Vincente Minnelli. Avec Ethel Waters, Eddie-Rochester-Anderson, Louis Armstrong (États-Unis, 1943, v.o., 100 min).	TCM	
16.35 Symphonie magique ■ ■ ■ ■ Andrew L. Stone (États-Unis, 1943, v.o., 75 min) O.	Ciné Classics	
18.00 Les Aventuriers du fleuve ■ ■ ■ Michael Curtiz (États-Unis, 1960, 105 min).	TCM	
21.15 Le Huitième Jour ■ ■ ■ ■ Jaco Van Dormael (Fr. - Bel., 1995, 120 min) O.	TSR	
23.00 L'Arnaqueur ■ ■ ■ ■ ■ Robert Rossen (États-Unis, 1961, v.o., 135 min) O.	Ciné Classics	
23.00 Frankenstein ■ ■ ■ ■ ■ Kenneth Branagh (États-Unis, 1994, 120 min) O.	Ciné Cinémas 3	
23.00 La Comtesse noire ■ ■ ■ Jess Franco (France, 1973, 100 min) O.	Cinéfaz	
23.00 Thomas Crown ■ ■ ■ John McTiernan (États-Unis, 1999, 110 min) O.	TPS Star	
1.00 Le Temps retrouvé ■ ■ ■ ■ Raoul Ruiz (Fr. - It. - Port., 1999, 155 min) O.	Ciné Cinémas 2	
1.10 Sans toit ni loi ■ ■ ■ ■ Agnès Varda (France, 1985, 100 min) O.	Arte	
1.10 Tombe les filles et tais-toi ■ ■ ■ ■ Herbert Ross (États-Unis, 1971, v.o., 80 min) O.	Cinétoile	
1.15 Johnny Apollo ■ ■ ■ ■ ■ Henry Hathaway (EU, 1940, v.o., 95 min) O.	Ciné Classics	
1.45 Promenades d'été ■ ■ ■ ■ René Féré (France, 1991, 85 min) O.	Cinéstar 2	
2.00 Un, deux, trois, soleil ■ ■ ■ ■ ■ Bertrand Blier (France, 1993, 105 min) O.	Cinéfaz	
2.00 Une île au soleil ■ ■ ■ ■ ■ Robert Rossen (États-Unis, 1957, v.o., 120 min) O.	Ciné Cinémas 1	
2.05 Monsieur Hire ■ ■ ■ ■ ■ Patrice Leconte. Avec Michel Blanc, Sandrine Bonnaire (France, 1989, 80 min) O.	TPS Star	
2.30 Lucky Jo ■ ■ ■ ■ ■ Michel Deville (France, 1964, 85 min) O.	Cinétoile	
2.50 La Route du tabac ■ ■ ■ ■ ■ John Ford (États-Unis, 1941, v.o., 85 min) O.	Ciné Classics	

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1		
18.15 Exclusif.		
18.50 Le Bigdil.		
19.45 Météo.		
19.48 et 20.45 Star Academy.		
19.52 Vivre com ça.		
20.00 Journal, Météo.		
20.50 Drôles de petits champions.	Divertissement.	
23.10 Sans aucun doute.		
FRANCE 2		
18.00 Le Groupe. Charivari.		
18.30 Friends.		
19.00 On a tout essayé.		
20.00 Journal, Météo.		
20.50 Une soirée, deux polars.	La Crim'. Trans-Europe-Express. 21.45 Central nuit. La petite fille dans le placard O.	
22.45 New York 911. Œil pour œil O.		
23.45 A la Maison Blanche.	Mensonges et statistiques.	
0.30 Journal, Météo.		
FRANCE 3		
18.15 Un livre, un jour. <i>Le Ventre du président</i> , de Cookie Allez.		
18.20 Questions pour un champion.		
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.		
20.10 Tout le sport. En direct.		
20.20 Tous égaux.		
20.50 Thalassa.		
22.17 Météo, Soir 3.		
22.40 On ne peut pas plaire à tout le monde.		
0.25 Ombre et lumière.		
CANAL +		
► En clair jusqu'à 20.05		
18.55 + de cinéma.		
19.30 Le Journal.		
19.45 Le Zapping.		
19.55 Les Guignols de l'info.		
20.05 Football. Championnat de France D 1. Paris-SG - Montpellier. Au parc des Princes à Paris. 20.45 Coup d'envoi.		
23.00 Personne n'est parfait(e) Film. Joel Schumacher O.		
0.45 La Légende du pianiste sur l'océan Film. Giuseppe Tornatore O.		
3.00 America : A Tribute to Heroes.		

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1		
14.00 Invisible Man.		
14.50 Alerte à Malibu.		
15.40 Les Repentis.		
16.25 Dawson.		
17.20 Sous le soleil.		
18.25 et 0.30 Les Aventuriers de Koh-Lanta.		
19.45 et 20.45, 1.45 Star Academy.		
19.50 Météo, Journal.		
20.40 Le Résultat des courses, Météo.		
20.50 Qui veut gagner des millions ?		
21.50 La Soirée spéciale Garou.	1.55 TF 1 nuit.	
FRANCE 2		
13.50 Le Sport du samedi.	Tennis. Coupe Davis (demi-finale) : Pays-Bas - France. 16.20 Cyclisme. Grand Prix des Nations. 17.15 Rugby. Tournoi des Six nations. Ecosse - Irlande.	
18.55 et 1.50 Union libre.		
19.55 et 20.45 Tirage du loto.		
20.00 Journal, Météo.		
20.50 Prima donna.		
23.00 CD' aujourd'hui.		
23.05 Tout le monde en parle.	1.25 Journal, Météo.	
FRANCE 3		
13.25 C'est mon choix pour le week-end.		
14.55 Côté jardins.		
15.20 Keno.		
15.25 Côté maison.		
15.55 La Vie d'ici.		
18.10 Expression directe.		
18.15 Un livre, un jour.		
18.20 Questions pour un champion.		
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.		
20.10 Le 6,56.		
20.15 Tout le sport.		
20.30 Tous égaux.		
20.50 Les Déracinés.	Téléfilm. Jacques Renard [1/2].	
22.30 Faut pas rêver.		
23.35 Météo, Soir 3.		
23.58 Les Jours euros.		
0.05 Mémoires d'avenir. [3/3]. Communiquer : Les interfaces humains - machines.		
1.00 Sorties de nuit. Marciac 2000 : Kenny Baron, McCoy Tyner.		
CANAL +		
14.30 La Grande Course.		
15.00 Golf. Trophée Lancôme.		
17.00 Football. En direct. 17.15 Monaco - Lens.		
► En clair jusqu'à 20.30		
19.20 Le Journal.		
19.30 + clair.		
20.30 Rugby. En direct. 20.45 Championnat de D 1. Stade français - Toulouse.		
22.45 Samedi sport. Jour de foot.		
0.00 Harry, un ami qui vous veut du bien ■ ■ Film. Dominik Moll O.		
1.55 Sans plomb Film. Muriel Teodor O.		

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA

- O Tous publics
- O Accord parental souhaitable
- O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
- O Public adulte
- O Interdit aux moins de 16 ans
- O Interdit aux moins de 18 ans

ARTE

19.00 Tracks.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. Les Papy's top models.
20.45 L'Ange gardien. Téléfilm. Miguel Alexandre.
22.15 Grand format. Le Juif Süss. Un film devenu crime. Documentaire. Horst Königstein.
23.59 La Chemise du serviteur Film. Mani Kaul (v.o.).

M 6

18.55 Le Caméléon O.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 Madame est servie. A la criée O.
20.40 Caméra Café, Décrochages info.
20.50 Scarabée. Téléfilm. William Mesa O.
22.40 Profiler. Copie conforme O.
23.35 A l'image des maîtres O.
0.35 Burning Zone, menace imminente. Retour des ténébres O.

RADIO

FRANCE-CULTURE
20.30 Black and blue.
21.30 Cultures d'Islam. La question de l'islam dans les Balkans.
22.10 Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit. Une pierre musicale pour Victor Segalen.
FRANCE-MUSIQUES
20.00 Concert franco-allemand. Par le Quatuor de cors de Leipzig et l'Orchestre symphonique de la MDR, dir. Fabio Luisi : *Oyama pour grand orchestre*, de Darbelay ; *Konzerstücke pour quatre cors et orchestre op. 86*, de R. Schumann ; *Symphonie n° 2 op. 73*, de Brahms.

22.30 Alla Breve. *Série noire pour ensemble*, de Mantovani, dir. Patrick Davin (rediff.).
22.45 Jazz-club. Au Duc des Lombards.
RADIO CLASSIQUE
20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvre de Glinka, par l'Ensemble Capricorn.
20.30 XXII^e festival d'Ambronay. Par l'Orchestre Anima Eterna, dir. Jos Van Immerseel. Œuvres de Mozart.
22.30 Les Rendez-vous du soir (suite). Charlie Chaplin (n° 2). Œuvres de Chaplin, Eisler, Schoenberg, Milhaud, Koehlin.

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvre de Glinka, par l'Ensemble Capricorn.
20.30 XXII

Crime d'initiés ?

par Pierre Georges

BIEN SÛR, on pourrait tenter de s'évader un instant. D'échapper au climat. De sourire même. De tenir pour nécessaires, sinon vraiment indispensables, les petites nouvelles de la vie mondaine et artistique. Par exemple, allez, juste un sourire pour la route, ce scoop du *Figaro*, jeudi : eh bien, oui, Jean Tiberi fait l'acteur de cinéma. Il vient d'obtenir un rôle de composition absolument extraordinaire dans un film en préparation, *Trois zéros*. Il y fera le maire, un maire marieur et nonobstant tourmenté à l'idée qu'il puisse donner son aval à un mariage blanc. Maire un jour, maire toujours.

Mais les temps ne sont pas à la galéjade. Ni au mot de trop, ou à l'expression maladroite. A cet égard, ce vendredi matin, *Le Parisien*, dont la distribution fut perturbée par une grève, a recueilli, selon l'AFP, une interview du gouverneur de la Banque de France. Et que dit Jean-Claude Trichet dans cet entretien ? Sa certitude qu'avant les attentats meurtriers aux Etats-Unis « nous étions dans une phase de l'économie américaine qui correspondait au fameux concept de l'atterrissage en douceur. Cela continue à être mon hypothèse de travail central », concluait le gouverneur. Sans nous prononcer ici sur la validité de l'analyse, relevons tout de même que l'image conceptuelle de l'atterrissage en douceur était plutôt osée en la situation présente.

De même ce qualificatif de « barbarie absolue » utilisé par Denis Kessler dans un entretien au *Quotidien l'Alsace*. Le président de la Fédération française des sociétés d'assurances ne faisait pas là référence aux attentats mais à l'éventuelle spéculation sur les marchés boursiers

avant ces attentats par les plus initiés des barbares. « Il semble que des terroristes ou des groupes liés au terrorisme ont ajouté à l'horreur et à l'inhumanité des attentats une spéculation abjecte », déclare Denis Kessler. Avant d'ajouter : « Des mouvements paraissent avoir eu lieu sur le marché des options de certaines sociétés d'assurances [à la veille des attaques terroristes]. Il s'agit d'une forme de barbarie absolue, qui pourrait cependant se retourner contre ces organisations. Si elles ont réalisé des plus-values en spéculant ainsi sur la mort, on doit pouvoir remonter la chaîne de tous les donneurs d'ordre. »

On pourrait estimer que l'horreur « absolue » se situa ailleurs, le 11 septembre, qu'aux corbeilles des Bourses. Même si les commanditaires des attentats devaient avoir inventé en la circonstance le crime d'initiés, ajoutant le cynisme effectivement le plus complet à la barbarie la plus effrayante.

Mais, au-delà, la piste des éventuels initiés est à suivre effectivement. Car si – et toutes les commissions de contrôle des opérations de Bourse, à Londres, Francfort, New-York, Paris Tokyo et ailleurs s'y emploient – un lien était établi entre une anticipation boursière « ciblée » et des organisations terroristes, la vraie preuve, la preuve absolue elle serait ainsi apportée. Encore faut-il que l'opaque monde de la spéculation accepte ce qu'il craint le plus, la transparence.

Une spéculation dont le travail de deuil est rapide. A preuve cette envolée du cours de l'argent-métal hier à Londres. Sur la seule rumeur, que des tonnes d'argent seraient bloquées dans les coffres inaccessibles du World Trade Center.

Le gouvernement envisage de doubler la prime pour l'emploi de 2001

Près de 8,5 millions de foyers, qui ont eu un chèque en septembre, recevraient le même en mars

DÉBUT septembre, près de 8,5 millions de foyers ont reçu un chèque de l'Etat, de 1 000 francs en moyenne. Ils pourraient bien, au premier trimestre 2002, en recevoir un autre, du même montant : le gouvernement envisage, en effet, de doubler, rétroactivement, la prime pour l'emploi de 2001. Rien n'est encore décidé, mais la réflexion avance. Avec le ralentissement de l'économie mondiale et les incertitudes créées par les attentats du 11 septembre, la question d'un soutien à la consommation des ménages se pose.

Les dépenses des Français constituent aujourd'hui le moteur exclusif d'une croissance française qui tourne au ralenti. Fin juin, elle était sur un rythme annuel inférieur à 1,5 %. Si la consommation devait à son tour fléchir, la situation deviendrait plus que critique. L'Etat a déjà injecté 40 milliards de francs dans l'économie française en cette rentrée, entre la baisse de l'impôt sur le revenu (IR), le versement de la prime pour l'emploi (PPE) et l'allocation de rentrée scolaire (ARS). La baisse des impôts

doit se poursuivre. Mais les ménages n'engrangeront leurs prochains allègements fiscaux – 13 milliards de baisse d'IR, 7 milliards de PPE – qu'en septembre 2002. D'ici là, la conjoncture internationale se sera peut-être encore dégradée. Et les élections seront passées.

Chez les socialistes, Henri Emmanuelli, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, mais aussi Didier Migaud, rapporteur général du budget et proche de Laurent Fabius, ont défendu l'idée de verser par anticipation, c'est-à-dire en mars plutôt qu'en septembre, la PPE de 2002. L'idée est séduisante. Elle ne coûte rien. Mais elle est techniquement difficile à mettre en œuvre. Car les bénéficiaires de la PPE 2002 ne seront pas forcément ceux de la PPE 2001. Et l'administration fiscale ne sera à même d'en établir la liste qu'à l'été, puisque le montant de la PPE dépend de la déclaration de revenus que les 30 millions de foyers fiscaux établissent chaque année au printemps. Un salarié au Smic en 2000 qui se serait retrouvé au chômage en 2001 par exemple

n'aurait plus droit à la PPE. Le gouvernement se voit mal lui réclamer en septembre le remboursement d'une PPE à laquelle il n'était en fait plus éligible.

DIFFICILE DÉBAT BUDGÉTAIRE

D'où l'idée de doubler la PPE 2001, dont les bénéficiaires sont connus, qui pourrait être accrue facilement à l'occasion du prochain collectif budgétaire. Ce qui signifierait une rallonge budgétaire de 8 milliards de francs. Et ça, Laurent Fabius y est opposé. Le ministre de l'économie refuse, en effet, de voir encore se détériorer le déficit budgétaire, qui devrait déjà se creuser en 2001 (à 210 milliards de francs, contre 191 milliards de francs en 2000). D'autant que la Banque centrale européenne ne fait de la maîtrise des finances publiques une condition *sine qua non* à la baisse des taux.

Alors à Bercy, on bataille pour des mesures alternatives et financièrement indolores. D'autant qu'on craint plus la chute des investissements des entreprises que la baisse de la consommation des

ménages. Ainsi, les équipes de Laurent Fabius préparent actuellement un projet de décret qui assouplirait les conditions d'installation des grandes surfaces, afin d'accroître la concurrence dans la grande distribution et de favoriser ainsi la baisse des prix. Une initiative qui laisse sceptique Maignon, où l'on redoute les conséquences politiques d'une telle orientation.

Le débat budgétaire, qui doit débiter à l'Assemblée nationale le 16 octobre, s'annonce difficile. D'autant que, d'ici là, les instituts de conjoncture et les économistes de banques auront revu leurs prévisions de croissance et qu'il y a fort à parier que celles du gouvernement, qui table sur 2,5 % en 2002, paraîtront dépassées. La semaine prochaine, déjà, plusieurs grandes banques devraient publier leurs chiffres révisés. Goldman Sachs table désormais sur une progression du produit intérieur brut (PIB) de 1,3 %, la Société Générale de 1 %, la Deutsche Bank de 1,1 % et Morgan Stanley de quelque 1,5 %.

Virginie Malingre

La mission française antiblanchiment critique l'enquête sur Clearstream

LA MISSION du Parlement français sur le dossier Clearstream progresse. Clearstream est cette chambre de compensation basée au Luxembourg – créée par les plus grands noms de la banque pour gérer les échanges de titres – qui est actuellement sous le coup d'une enquête. Une information judiciaire contre huit de ses dirigeants a été ouverte le 11 mai par la justice luxembourgeoise portant sur le blanchiment, l'abus de biens sociaux, le faux et usage de faux, etc. La mission parlementaire sur « la délinquance financière et le blanchiment des capitaux en Europe », présidée par le député Vincent Peillon (PS, Somme), ne s'estime pas « satisfaite » par les résultats actuels de l'enquête. « Nous nous interrogeons pour savoir si tout a été mis en œuvre pour établir les faits », a déclaré M. Peillon, au *Monde*. Il souhaite rencontrer les autorités judiciaires luxembourgeoises « pour faire avancer le dossier ». Le substitut du procureur au service antiblanchiment du parquet économique et financier de Luxembourg, Carlos Zeyen, n'a pas souhaité faire

de commentaire. M. Zeyen avait ouvert une enquête préliminaire le 26 février, au moment de la publication de *Révélation*, l'ouvrage du journaliste Denis Robert et de l'ancien cadre bancaire luxembourgeois Ernest Backes.

Tandis que la mission parlementaire française a reçu, mercredi 19 septembre, un témoin-clé, « plusieurs éléments laissent à penser que l'instruction manque de pugnacité », souligne M. Peillon. Plusieurs sources indiquent que les pressions politiques et économiques du Luxembourg sur la justice pour étouffer l'affaire sont fortes. Certes, aucun élément prouvant des opérations de blanchiment systématique n'a jusqu'ici été trouvé, a indiqué le parquet le 9 juillet. Mais l'enquête se poursuit. Selon nos informations, des perquisitions ont eu lieu jeudi 20 septembre dans les locaux de KPMG, l'un des cabinets d'audit de Clearstream. La mission parlementaire française pourrait demander une commission rogatoire.

Pascale Santi

DÉPÊCHES

■ **PROCHE-ORIENT** : la trêve décidée le 18 septembre a été mise à rude épreuve, jeudi 20 septembre. A la suite de tirs palestiniens, une jeune Israélienne de 25 ans est morte, près de Bethléem, et, dans l'après-midi, un conducteur palestinien de 34 ans a été tué dans la bande de Gaza, pris dans un échange de tirs. Dans la nuit de mercredi à jeudi, un jeune Palestinien de 23 ans avait déjà été tué à Hébron. En outre, Tsahal a procédé, jeudi, à de nouvelles incursions dans des zones autonomes palestiniennes. Les réunions qui se sont tenues jeudi de part et d'autre n'ont pas débouché sur une remise en cause du cessez-le-feu. – (Corresp.)

■ **MAROC** : la cour d'appel de Casablanca a refusé, jeudi, la demande de mise en liberté provisoire d'Ahmed Boukhari, l'ex-agent secret auteur de révélations sur l'affaire Ben Barka. Condamné en première instance à un an de prison pour cavalerie financière, M. Boukhari a fait appel. L'audience a été fixée au 25 septembre. – (Corresp.)

Tirage du *Monde* daté vendredi 21 septembre 2001 : 644 802 exemplaires. 1-3 Nos abonnés trouveront associé au numéro d'aujourd'hui notre supplément Radio-télévision daté dimanche-lundi.

Trousseau d'annonces immobilières
TOUS LES JOURS PLUS DE 100 000 ANNONCES IMMO®

3e cycle du CNAM
MARKETING INDUSTRIEL
CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS
Cours et séminaire d'études de cas
CNAM Marketing Industriel
292, rue Saint-Martin - 75003 PARIS
Tél. : 01.58.80.84.17
mail : nehme@cnam.fr
PRÉSENTATION DU CYCLE
SAMEDI 22 SEPT 11h
MARDI 25 SEPT 18h 30
Limite d'inscription : 5 OCT

bonjour.fr www.bonjour.fr
Vendre tout, tout acheter et vice versa
Votre journal gratuit
Avec Bonjour, votre journal gratuit et **bonjour.fr**, vous êtes sûr de tout vendre rapidement ou de trouver votre bonheur, à prix ferme ou aux enchères... Facilité, sécurité, proximité : tout est fait pour vous aider... Et en plus, sur **bonjour.fr**, Bonjour le guetteur enregistre votre demande et vous avertit automatiquement par e-mail, fax ou mini-message, dès que la maison de vos rêves est disponible !
Retrouvez Bonjour sur **CANAL SATELLITE**

Le Monde

VOYAGES

vues du pont

- Mickey aux Caraïbes
- Voiles d'antan
- Nil et Mékong

**DÉPART**

Instant magique où, quand la sirène retentit, le paquebot s'écarte lentement du quai, sous le regard des parents et amis, avant de s'enfoncer lentement dans la nuit, vers la haute mer.

RENÉ TANGUY

Club Med
Croisières

Les Caraïbes à -20%* quelle belle idée
pour liquider vos vieux francs.

Art de vivre à la française à bord d'un des plus beaux cinq mâts du monde. Sports nautiques, criques sauvages, shopping, langoustes... 0 810 826 810.**



*OFFRE VALABLE SUR LE CLUB MED 2 SELON DISPONIBILITES, POUR LES DÉPARTS DES 23 ET 30 NOVEMBRE, 7 DÉCEMBRE 2001 (3 NUITS) - HORS TRANSPORT, TAXES D'AÉROPORT ET FRAIS D'ESCALE, NON RÉTROACTIVE, NON CUMULABLE ET SOUMISE AUX CONDITIONS DE VENTE DE LA BROCHURE CLUB MED GOUVERNÉS 2001-2002. CLUB MED VOYAGES, HAVAS VOYAGES, FORLUM VOYAGES ET AGENCES AGRÉÉES. **N° AZUR, PRIX APPEL LOCAL. Club Méditerranée S.A., à Direction et Conseil de Surveillance au capital de 77 432 628 € - 11, rue de Cambrai 75219 Paris - 372 165 684 RCS PARIS - Licence LI 975 95 0333 - APSAV A, rue Villaret-de-Joyeuse 75017 Paris - AXA Global Risks 4, rue Jules-Lefebvre 75426 cedex 09 / N° de police 140 127 694. Photo : CLUB MED.

Etre-re 



FABRICE PICARD/VU

CROISIÈRES

Que l'eau soit douce ou salée, le succès des croisières ne se dément pas. Un gâteau qui aiguise les appétits et attise la concurrence. Les armateurs ont doublé la mise. En espérant que la demande suivra



BEATRICE GOURDON

PALETTE

Des embruns de l'Atlantique au soleil des Caraïbes, des vieux gréements bretons (en haut), mémoire du patrimoine maritime, aux paquebots ludiques (ci-dessus), royaume des familles, la croisière offre, aujourd'hui, mille et une façons de larguer les amarres.

La mer qu'on voit danser le long des golfes clairs a des reflets d'argent. » Bien vu Monsieur Trenet ! Car, plus que jamais, elle a des reflets d'argent, cette mer sillonnée aujourd'hui par des paquebots de plus en plus nombreux. Avec, depuis plusieurs années, un baromètre au beau fixe et, en 2000, près de 7 millions de passagers aux Etats-Unis et presque 2 millions en Europe.

Une Europe qui bénéficie cependant d'une croissance annuelle plus élevée (14 % contre 9 %) et, surtout, d'une confortable marge de progression puisque, si 2,2 % des Américains partent en croisière chaque année, cette proportion n'est que de 1,3 % en Grande-Bretagne (755 000 passagers) et de 0,4 % en France où, en 2000, on a enregistré plus de 266 000 passagers (379 000 en Allemagne et 270 000 en Italie), soit + 19 % par rapport à 1999 et + 166 % par rapport aux 100 000 passagers recensés en 1993. De quoi justifier un certain optimisme. D'autant que, sous l'impulsion de certaines compagnies (Festival, Costa, Royal Olympic, Croisifrance, Compagnie maritime de croisières) et d'une escadre de voyageurs français (Nouvelles Frontières, Look, Kuoni, Scanditours, Club Med, Transtours, Un Océan de croisières, Plein Cap, Pleine Vie, Tapis Rouge, etc.), l'offre de croisières francophones s'étoffe et qu'un nombre croissant de bateaux relâchent dans des ports français.

En mars dernier, Croisimer, qui,

depuis trente ans, regroupait la plupart des compagnies opérant sur le marché hexagonal, avait estimé à 5 millions le potentiel français, soit 20 fois le nombre de croisiéristes actuels ! De quoi expliquer, sans doute, le « sabordage », en juin, d'une association où la conquête de parts de marché l'emporte désormais sur la promotion collective des croisières auprès du grand public et des agents de voyages.

Un acte qui illustre l'âpreté de la bataille navale qui s'engage en Europe, gâteau qui suscite bien des appétits. A commencer par ceux des géants américains, le numéro mondial Carnival (46 bateaux et 3 millions de passagers en 2000) et le numéro deux, Royal Caribbean Cruise Line/Celebrity (22 bateaux et 2 millions de passagers), qui, à eux deux, trustent une bonne moitié du marché mondial et doivent trouver de nouvelles clientèles pour remplir les bateaux qui sortent des chantiers à cadence accélérée. Spécialiste de la croisière (sa banque de données détaille plus de 1 500 bateaux), Michel Bagot tient minutieusement à jour le carnet de commandes d'un secteur en pleine ébullition. En 2000, pas moins de 14 navires (représentant une capacité de 19 577 passagers) ont été mis à l'eau, dont l'*Explorer-of-the Seas* (3 400 passagers), le *Carnival-Victory* (3 200 passagers), le *Costa-Atlantica* (2 200 passagers), le *Millennium* (2 200 passagers), l'*Olympic-Voyager* (1 000 passagers) et le *Royal-Clipper* (un 5-mâts de 400 passagers).

D'ici à la fin de 2004, la capacité mondiale devrait augmenter de 40 % avec, au total, la livraison d'une soixantaine de paquebots dont la plupart transporteront chacun plus de 2 500 passagers. « C'est plus qu'impressionnant, c'est inouï », commente, dans son magazine *Croisières du monde entier*, Michel Bagot qui, sans parler de « surcapacité », souligne l'ampleur de la tâche qui attend ceux qui seront chargés de vendre, dans quatre ans, quelque 22 millions de croisières !

Une aubaine, en attendant, pour les chantiers navals et notamment ceux de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, désormais premier constructeur mondial de paquebots avec un carnet de commandes complet pour les quatre prochaines années. En vedette, le *Queen-Mary-2* (2 500 à 3 000 passagers), de la Cunard (Carnival) qui, avec ses 345 m de long et ses 150 000 tonneaux, sera, en 2003, le plus grand paquebot du monde.

Un avenir placé sous le signe du gigantisme avec ces mégaships et autres gigaships (gigantic ships) de plus de 100 000 tonneaux, fabriqués en série à l'image des quatre *Millennium* de Celebrity Cruises, des cinq *Carnival Destiny*, des six *Grand*

Princess de P & O/Princess et des cinq *Voyager* de la Royal Caribbean. De véritables villes flottantes de plus de 140 000 tonneaux, soit quatre fois la taille du mythique *Titanic* et deux fois celle de l'ex-*France* qui, quarante et un ans après sa sortie des chantiers de Saint-Nazaire, termine une tournée d'adieu en Europe avant d'être désarmé ou de reprendre du service en Asie. Vraie ou fausse, cette « sortie » scelle, symboliquement du moins (la page avait été tournée dès 1979 avec le rachat du *France*, rebaptisé *Norway*), la fin d'une époque. Celle de la croisière considérée comme un produit coûteux et

re confirmera la nostalgie tenace du public à l'égard des transatlantiques d'autrefois, style *Queen-Mary*, *Queen-Elizabeth*, *Normandie* et autre *France*. Singulier paradoxe que celui de ce tragique naufrage détourné en hymne à la croisière.

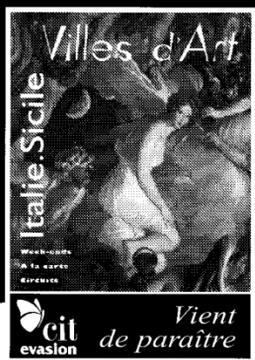
Une croisière qui, aujourd'hui encore, multiplie les clins d'œil à un âge d'or symbolisé notamment par les escaliers monumentaux (ou les halls vertigineux qui les ont souvent remplacés) et les salles à manger majestueuses, deux éléments qui font la fierté des fleurons de la croisière ludique, qu'il s'agisse des géants américains ou des plus récents bateaux « européens » (le numéro un européen, Costa, a été racheté par le numéro un mondial, Carnival) qui, les uns comme les autres, célèbrent la croisière démocratique. Avec des bateaux qui, tout en continuant à proposer une large gamme de prix, en fonction de la cabine choisie (hublots et balcon font monter la note), n'en ouvrent pas moins à tous les passagers, à quelques exceptions près (le *QE2* par exemple, où le restaurant dépend du type de cabine occupée), l'ensemble de leurs équipements et de leurs prestations.

Engagé outre-Atlantique dès les années 1970, le processus de démocratisation se trouve conforté et accentué par l'explosion de l'offre et la concurrence acharnée qui en résulte. Notamment au niveau des prix d'appel et des promotions diverses et variées. Aujourd'hui, on peut s'offrir une croisière pour moins de 1 000 F (152 €) par jour et par personne ; compter trois fois plus pour le haut de gamme. En

Des escaliers monumentaux, des salles à manger majestueuses, deux éléments qui font la fierté des fleurons de la croisière ludique

guindé, réservé à une élite âgée et fortunée, frileusement retranchée dans ses classes et ses restaurants, à l'écart des passagers des ponts inférieurs. Une image qui lui collera longtemps à la peau et en freinera quelque peu le développement. D'autant que cette vision sera resuscitée avec éclat par l'hollywoodien *Titanic* dont le succès planéta-

**Rome
Venise
Florence
Naples
Milan
Vérone...**



- Week-ends, voyages à la carte, circuits...
- Une édition annuelle (du 1^{er} novembre 2001 au 31 octobre 2002)
- Des prix en euro... et leur équivalent en francs en fin de catalogue
- Une gamme de produits élargie, des nouveautés...
- Une assurance retard d'avion ou de train incluse

Accueil, conseils et réservations dans votre agence de voyages ou au 0810 00 70 70

WEEK-ENDS

Londres 1270F*
Eurostar + 2 nuits d'hôtel*

Amsterdam 1420F*
Thalys + 2 nuits d'hôtel**

ANYWAY.com
Comparez. Voyagez.

0 825 008 008**

www.anyway.com - 3615 ANYWAY***

*Prix par personne à partir de, susceptible de changement sans préavis. Taxes comprises. Offre soumise aux disponibilités des prestataires. Pour la validité, nous consulter. Caid, S.A. RCS Paris B391482452. Lic. 075960011. **0,99F TTC/min ***2,23F TTC/min

ESTHÈTES

Des rondeurs d'un hublot découpant les flots bleus, aux courbes d'une coque glissant dans le ciel bleu, l'œil du croisiériste esthète se délecte des lignes tracées, de la poupe à la proue, par architectes navals, designers et décorateurs.



BÉATRICE GOURDON

NOUVELLE VAGUE



PATRICK MESSINA/MÉTIS



BÉATRICE GOURDON

SOUS VOILES

Au plaisir de voguer nez et cheveu au vent, s'ajoute, sur les grands voiliers de croisière, celui de participer aux manœuvres : border ou larguer les voiles, mouliner les winches pour raidir drisses et écoutes, voire, l'espace d'un instant, tenir la barre.

Méditerranée, une semaine estivale revient, en moyenne, à 8 000 F (1 220 €). Aux Caraïbes, la même croisière tourne autour de 10 000 F (1 525 €), vol compris. La note s'alourdit pour les personnes seules qui, là comme ailleurs, sont sévèrement pénalisées. Sans oublier, croisière oblige, les excursions, en option, et les pourboires (parfois inclus dans le prix) que les compagnies, qui compensent par ce biais la faiblesse des salaires versés au personnel, vous « invitent » à régler, selon des normes préétablies. Un « archaïsme » qui a la vie dure.

Reste l'essentiel, la baisse des prix (à laquelle a contribué celle des tarifs aériens) et la popularité croissante d'un secteur devenu désormais une industrie de loisir à part entière. Une industrie où, sur mer comme sur terre, le client n'est plus un privilégié mais, marketing oblige, l'objet de toutes les attentions.

Cible privilégiée entre toutes : les familles et surtout les enfants qu'il convient de séduire par tous les moyens. Objectif : faire en sorte que les jeunes générations éprouvent autant de plaisir sur un bateau que les seniors, gros bataillons des croisières traditionnelles avant l'arrivée d'une clientèle plus fringante, plus sportive et plus festive, à l'image des *honeymooners* italiens, filon doré de l'italien Costa. Autrement dit : pour que la croisière s'amuse, amusons d'abord les enfants. D'où les trésors d'imagination déployés par les compagnies. A commencer par le géant Carnival dont les *fun*

ships (les bateaux ludiques) ont largement contribué à rajeunir l'image de « la croisière à papy ». Un concept illustré par le fleuron de Costa, le « kitschissime » *Costa Atlantica* (voir page 7). Numéro deux mondial, Royal Caribbean a truffé ses récents *megaships* (*Voyager* et *Explorer-of-the-Seas*) d'équipements pour le moins inédits : piste de rollers, patinoire, voire, à l'instar de l'*European-Vision* (Festival), d'un golf miniature et d'un mur d'escalade ! Quant à *Princess*, elle a joué la carte de la technologie en offrant à ses jeunes passagers le *nec plus ultra* en matière de jeux vidéo.

Autant de compagnies qui, se mettent en quatre pour proposer aux enfants et aux adolescents un impressionnant choix d'activités. Voire, à l'instar de Disney Cruise Line, en affectant aux enfants un pont presque entier et en leur con-

Spectacle étonnant que celui de ces paquebots en fête où l'énergie des plus jeunes « contamine » les plus âgés

coctant des programmes sur mesure lors d'escales où les adultes s'adonnent au shopping ou aux loisirs balnéaires. Avec, chez toutes ces compagnies, une arrière-pensée évidente : permettre au jeune croisiériste de mener sa vie pour que ses parents puissent, dans la plus parfaite tranquillité d'esprit, en faire autant. Une approche parfaitement illustrée sur les deux bateaux de Disney (voir page 6) et dont, au-delà du succès légitime remporté par une prestation presque parfaite, on retiendra la démonstration que peuvent, sur un même navire, cohabiter harmonieusement des

générations et des clientèles différentes. Spectacle étonnant que celui de ces paquebots en fête où l'énergie des plus jeunes « contamine » les plus âgés, immergés, il est vrai, dans un stakanovisme ludique très américain. Leader incontesté du divertissement familial, Disney a trouvé dans la croisière un terrain de jeu à sa mesure et pourrait bien, un jour prochain, renouveler l'expérience sur d'autres mers, en Méditerranée par exemple.

Megaships, *fun ships*, clubs de vacances, jardins d'enfants flottants et autres recettes destinées à élargir la clientèle traditionnelle des croisières ont toutefois leurs limites, voire leurs farouches détracteurs. Des allergies pour qui un bateau, aussi séduisant soit-il, ne sera jamais une destination en soi, contrairement à ce que pensent, par exemple, les joueurs invétérés qui, de Miami, s'embarquent sur des paquebots-casinos pour des « *cruises to nowhere* » (des

mode d'emploi

● **Voyagistes.** Les agences spécialisées « croisières » : la Boutique des croisières (76, rue Taitbout, 75009 Paris, tél. : 01-40-16-99-98, www.boutique-croisieres.com), la Compagnie internationale de croisières (ex-Vacances fabuleuses Croisières, tél. : 01-45-75-80-80), l'Espace Croisières/Tapis rouge/Athenæum (tél. : 01-42-56-55-00) et la sélection de la Fnac Voyages (tél. : 0803-09-06-06, www.fnac.com). Consulter aussi Kuoni/Scanditours (tél. : 0-820-05-15-15), Havas Voyages Vacances (tél. : 0825-825-055), Club Med Croisières (tél. : 0-810-826-810, www.clubmed-cruises.com), Nouvelles Frontières (tél. : 0-825-000-825) pour le *Van Gogh*, Quotidien Voyages (tél. : 01-53-63-84-50) pour le *Paul-Gauguin* et l'*Aranui*, en Polynésie, La Procure Terre entière (tél. : 01-44-39-03-03), Mer et Voyages (tél. : 01-49-26-93-33) pour le *Marion-Dufresne* et les voyages en cargo, Jet Tours (tél. : 01-40-43-90-00) et Transtours (tél. : 01-53-24-34-34).

● **Hors normes.** A côté des poids lourds, de petites compagnies et des voyagistes pointus naviguent hors des sentiers battus. Citons Apsara (tél. : 01-47-70-26-55) avec des brise-glace russes ; Grand Nord Grand Large (tél. : 01-40-46-05-14), spécialiste des croisières polaires ; Croisières australes (tél. : 02-99-23-67-41) dont les petits voiliers explorent la Terre de Feu et une péninsule antarctique où le *Marion-Dufresne* vogue dans les terres australes françaises ; Bennett (tél. : 01-44-88-54-54), au Groenland et au Spitzberg et la Compagnie des îles du Ponant (tél. : 02-40-58-10-91) dont le *Levant* programme l'Orénoque, le Labrador et la baie d'Hudson.

● **Croisières fluviales.** Parmi les spécialistes, citons Alsace Croisières/CroisiEurope (tél. : 03-88-76-44-44), Viking KD (Athenæum, tél. : 01-42-56-55-00) et Fleuves du monde (tél. : 01-44-32-12-85).

● **Lire.** *Croisière pratique*, un magazine publié tous les deux mois. *Croisières du monde entier*, une revue de référence annuelle. *Croisières passion*, un guide de Michèle Valandina (l'Archipel).

● **Internet.** www.cruisesphere.com présente un choix de plus de 200 croisières. De son côté, ABCroisière.com (tél. : 0800-666-445) en propose un large éventail avec des réductions allant de 5 % à 50 % sur les prix publics. Consulter aussi www.croisieres-voyages.com, le site de Joubert Voyages.



PLUS/PECHERS D'IMAGES

CROISIÈRES EXCEPTIONNELLES À BORD DU "STEAM SHIP SUDAN - VOYAGEURS SUR LE NIL"

Voyageurs TOUTE L'INFO SUR CE BATEAU MYTHIQUE... vdm.com

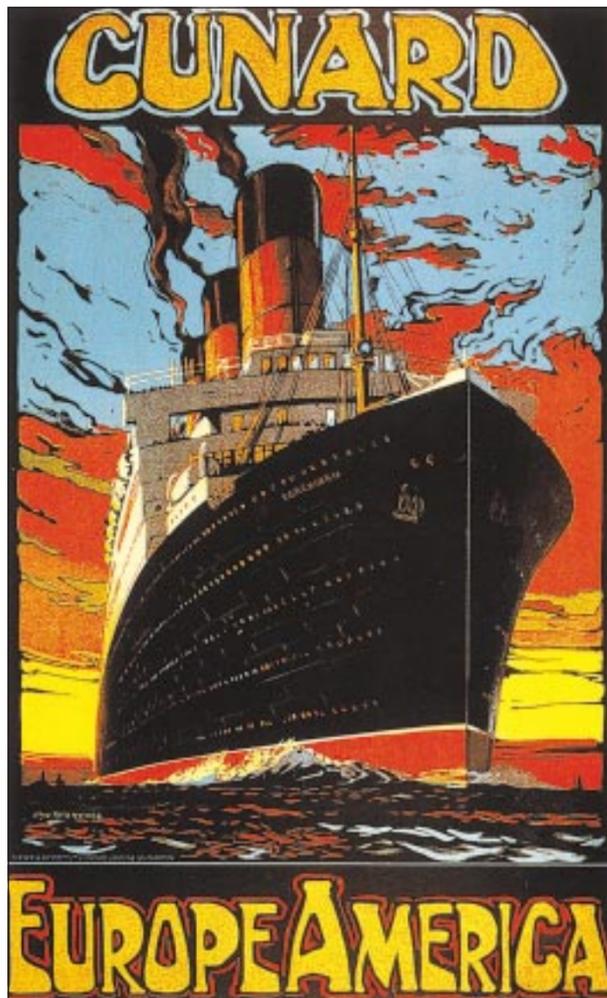
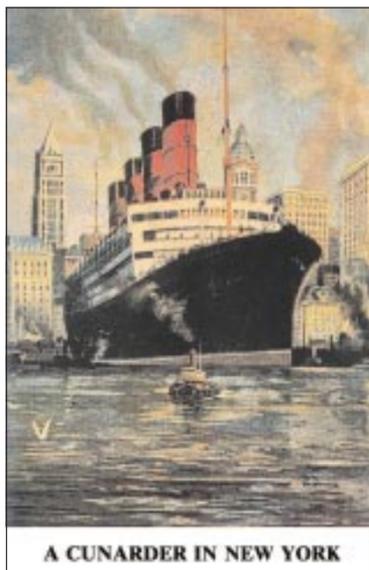
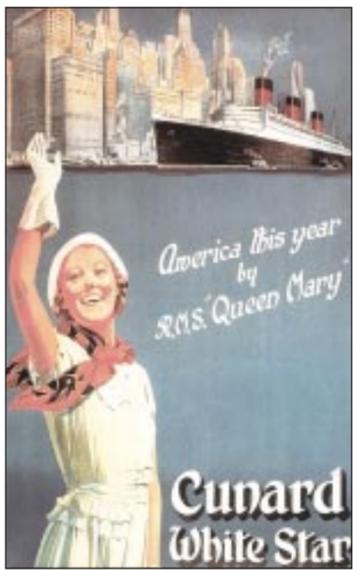
DU MONDE

CONTACTEZ NOS SPÉCIALISTES DE L'EGYPTE

- ▶ PARIS : 01 42 86 17 90
- ▶ LYON : 04 72 56 94 56
- ▶ MARSEILLE : 04 96 17 89 17 (ouverture octobre 2001)
- ▶ TOULOUSE : 05 34 31 72 72
- ▶ RENNES : 02 99 79 16 16

Un vapeur au charme fou, aux boiseries anciennes, aux odeurs de cuir, toute l'ambiance des années 20... Construit en 1885, il a appartenu au roi Fouad. Puis il transporta les riches touristes de l'avant-guerre. Il inspira Agatha Christie qui y fit évoluer son héros Hercule Poirot. Le film "Mort sur le Nil" y trouva naturellement le cadre de son tournage...

© PHOTO : P. LE FLUCH



croisières nouvelle vague

croisières pour nulle part) ou, à l'autre extrême, les vrais amoureux de la mer qui, de plus en plus nombreux, découvrent le charme subtil d'une « transat » ou celui, plus corsé, d'une navigation à l'ancienne à bord d'une réplique d'un clipper d'autrefois (voir page 9), voire d'un vieux gréement breton ou d'un lévrier des mers (voir page 11).

Des bourlingueurs qui courent la mer pour voir la terre et qui choisissent une croisière en fonction des escales programmées. En privilégiant les petites unités pour éviter que les excursions proposées, souvent menées tambour battant (mais rien n'empêche de les organiser soi-même), ne tournent au cauchemar lorsque 2 000 à 3 000 personnes débarquent de conserve... Des globe-trotters soucieux de confort et qui voient surtout dans un bateau un hôtel flottant, qui se déplace la nuit, vous épargne la corvée des bagages et vous permet de vous sustenter en toute sécurité. Une approche du monde par la mer mais aussi par les fleuves (lire

nos reportages sur le Nil et au Cambodge, en pages 5 et 8), au fil d'une eau complice qui, selon la formule choisie, permet de prendre du recul à l'égard d'un pays « vu du pont », d'en butiner les rives, d'en explorer

Des bourlingueurs qui courent la mer pour voir la terre et qui choisissent une croisière en fonction des escales programmées

les coulisses, voire, en empruntant des transports locaux, certes souvent rudimentaires, d'en partager, jour après jour, la vie quotidienne.

De quoi comprendre aisément le pouvoir de séduction – et l'avenir – d'un produit, la croisière, qui se décline aujourd'hui de mille et une façons, tant au niveau des destinations qu'au niveau de l'armada qui se dispute les faveurs d'une clientèle aux multiples visages. Des grands voiliers tels le *Royal-Clipper*, le *Club-Med-2*, les *Wind-Star* et *Wind-Spirit*, aux resorts sur l'eau, modèle *Voyager* ou *Explorer-of-the-Seas*, en passant par les grands yachts de croisière (le *Song-of-Flower* et le *Paul-Gauguin* de Radisson, le *Clipper-Odyssey*, les *Rivages-Saint-Martin* et *Martinique* ou les *Ponant* et *Levant* de la Compagnie des îles du Ponant), les véloques (28 nœuds) *Olympia-Voyager* et *Explorer* (Royal Olympic Cruises) ou les palaces flottants tels les *Seabourn* et *Seven-Seas* (Radisson) ou les luxueux *Silversea*. De quoi, assurément, vous inviter à larguer les amarres. Et à tout oublier. A essayer, du moins...

Patrick Francès

à la carte la planète sur un plateau

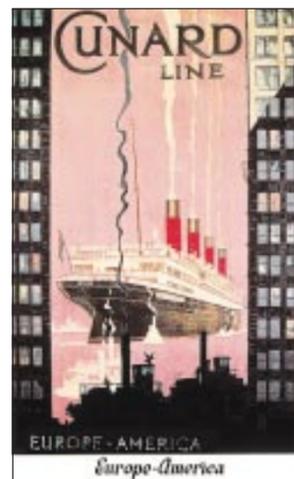
Au hit-parade des destinations choisies par les Français, la Méditerranée (avec 54 % des croisières enregistrées en 2000) caracole en tête, devant les Caraïbes (29 %) et la Scandinavie (Baltique, fjords norvégiens et Grand Nord), avec 11 %. Si Méditerranée et mers nordiques bénéficient de l'augmentation du nombre de bateaux relâchant dans les ports français (Marseille, Cannes, Nice, Dunkerque et Calais) ou dans des ports étrangers voisins (Gênes ou Venise), les Caraïbes, qui ont profité de la baisse des tarifs aériens, affichent un taux de progression deux fois plus rapide que celui de la Méditerranée, l'écart entre les deux zones diminuant ainsi d'année en année.

Une tendance qui ne devrait pas modifier significativement la durée moyenne des croisières effectuées par la clientèle française qui, majoritairement, opte pour des itinéraires d'une semaine (50 % du marché dont 50 % aux Caraïbes), voire pour des minicroisières (26 % dont 93 % en Méditerranée), moins de 20 % larguant les amarres pour plus d'une semaine, notamment pour voguer vers la Scandinavie, les îles de l'Atlantique et l'Amérique du Sud ou, bien sûr, pour effectuer une « transat », formule qui, en 2000, a séduit quelque 7 000 Français.

Star incontestée des croisières estivales françaises, la Méditerranée, également investie par les bateaux américains, reste sans égale pour les amateurs de ports colorés, de sites exceptionnels et d'escales chargées d'histoire. Ses « must » s'y déclinent au fil de minicroisières (Côte d'Azur, Corse, Sardaigne), de tours de la botte italienne (avec la Croatie) ou de circuits « classiques », de l'Espagne à Malte.

Plus à l'est, Israël, la Syrie et l'Égypte offrent un large éventail d'excursions relativement proches des escales avec, en prime, Chypre et la mer Égée. Les îles grecques restent, plus que jamais, le paradis des croisières avec un exceptionnel cocktail de sites naturels (Santorin et Patmos), de culture et d'histoire (Délès et Rhodes) et de chaleur humaine (Mykonos). A découvrir au départ du Pirée (Athènes), de Venise (via Dubrovnik) ou lors d'une croisière jusqu'à Istanbul avec retour en avion. Des îles à butiner également en goélette ou en caïque, en longeant la côte turque. Considérées comme des extensions méditerranéennes, les croisières « atlantiques » (Canaries, Madère et Maroc) offrent la douceur hivernale d'îles effectivement « fortunées ».

Mer d'élection, avec les côtes de l'Alaska, des passagers américains,



les Caraïbes se réduisent en fait, « croisière parlant », à des itinéraires qui, de Miami et de la Floride, conduisent au Yucatan via des escales fades et sans permettre la visite des grands sites précolombiens. Également négligées, plus au sud, les côtes du Belize et du Costa Rica, contrairement au Panama dont le canal reste une attraction

Star incontestée des croisières, la Méditerranée caracole en tête, devant les Caraïbes et la Scandinavie

majeure. Boycottée par les bateaux américains, Cuba (où croise le *Mistral* du Festival) présente plus d'intérêt que la République dominicaine, la Jamaïque ou Porto Rico. Quant aux Petites Antilles avec, au nord, les îles Sous-le-Vent (îles Vierges, Saint-Martin, Saint-Barth, Nevis, Antigua), au sud, les îles du Vent (Dominique, Martinique, Sainte-Lucie, Barbade, Grenadines) et la Guadeloupe comme pivot idéal, elles offrent des options multiples, au soleil et à prix séduisants. On s'y bouscule donc, ce qui n'est le cas ni du Venezuela, ni du Brésil, ni des produits vedettes que sont les remontées de l'Amazonie, de l'Orénoque et le tour de l'Amérique du Sud via la Terre de Feu, trois modèles de croisières pointues réservées à une clientèle de privilégiés.

Une clientèle qui vogue également vers l'Asie, pour de belles croisières d'hiver dans l'océan Indien, le long des côtes africaines (Réunion, Maurice, Madagascar, Sey-

NOSTALGIE
Fondée en 1839 par Samuel Cunard, la compagnie qui porte son nom a symbolisé l'âge d'or des palaces flottants et du luxe transatlantique. Un univers mis en scène par des affiches (ci-contre) qui continuent de faire rêver les nostalgiques d'un art de voguer révolu.

chelles, Afrique du Sud) et indiennes (Sri Lanka, Maldives, Andaman), en Asie du Sud-Est (Malaisie, Singapour, archipel indonésien, Vietnam) et, surtout en été, en Extrême-Orient (Chine, Philippines et Japon) via Hongkong. Au-delà s'ouvrent le Pacifique et ces « mers du Sud » qui font d'autant plus rêver les Français qu'ils y sont chez eux, en Polynésie, avec un concentré d'îles paradisiaques (de Tahiti aux lointaines Marquises desservies par le cargo mixte *Ara Nui*) où ils séjournent davantage qu'ils n'y naviguent. Un Pacifique où les îles Galapagos sont exclusivement réservées aux passagers des petits bateaux qui sillonnent ce précieux mais vulnérable sanctuaire. Destination confidentielle, à des années-lumière de la côte ouest canadienne et de l'Alaska, cette Scandinavie des Américains, écumée, en été, par une véritable armada.

Destinations estivales, la Baltique et les fjords norvégiens (délaisés par les *Express côtiers* qui se contentent de longer la côte) sont très prisés des amoureux de la nature dont une partie remonte jusqu'au cap Nord et au Spitzberg via les Shetland, les Féroé, l'Islande, voire la côte ouest du Groenland, modeste mise en bouche comparée aux croisières antarctiques programmées depuis l'Amérique du Sud.

Quant aux « transats », elles se déclinent bien sûr entre l'Angleterre et New York (une exclusivité du *Queen-Elizabeth-2* en attendant le *Queen-Mary-2*), mais aussi à l'occasion des itinéraires de repositionnement des paquebots qui opèrent l'été en Méditerranée et l'hiver aux Caraïbes. Soit par le sud avec escales aux Canaries, à Madère et aux Caraïbes ; soit par le nord, via le Labrador, le Saint-Laurent et la Nouvelle-Angleterre, histoire d'y admirer le somptueux spectacle de l'automne.

Dans un tout autre registre, les fleuves offrent aux croisières un champ d'action qui s'accroît régulièrement. Avec, en Europe, le Rhin et son réseau (Elbe, Oder, Main, Moselle), sa majesté le Danube, la Meuse, la Seine, le Rhône et la Saône, le Pô, le Gota Kanal (Suède) et la Volga. En Afrique, le Nil, bien sûr, mais aussi le Sine Saloum, au Sénégal (avec le *Bou-El-Mogdad*) et les Bijagos où croise l'*Africa Queen*. En Asie, le Yangzi-Jiang, l'Irrawaddy, en Birmanie (avec le *Road to Mandalay*) et le Mékong. Dans les Amériques, enfin, le Mississippi et ses bateaux à aubes, l'*Intercoastal Waterway* qui longe la Côte est, de Long Island à Miami, les Grands Lacs et le Saint-Laurent, l'Amazonie et l'Orénoque.

P. F.

Offre exceptionnelle : plus de 50% de réduction !

BON VOYAGE
DU MEILLEUR À LA MEILLEURE

-J'aurais dû m'abonner à BON VOYAGE.

99 F SEULEMENT (15,09 €)
les 10 numéros au lieu de 202 F (30,79 €) !

Pour réussir toute l'année vos vacances, abonnez-vous à BON VOYAGE !

Pour vous, lecteurs du Monde, voici 6 bonnes raisons + 1 de vous abonner à BON VOYAGE

- Vous profitez d'une offre exceptionnelle de lancement.
- Vous avez le plaisir de recevoir BON VOYAGE chaque mois à domicile.
- Vous êtes à l'abri de toute augmentation de tarif.
- Chaque mois, vous découvrez de nouvelles destinations au travers de nos reportages.
- Chaque mois, vous retrouvez dans BON VOYAGE toutes nos informations pratiques.
- Exclusif, vous bénéficiez de 10 % de remise sur la Boutique BON VOYAGE !
- Chaque mois, vous êtes informé sur l'actualité du voyage, les nouveautés, les promotions.

Bulletin d'abonnement à BON VOYAGE

à renvoyer sous enveloppe affranchie à : BON VOYAGE, Service Abonnements - BP 2 - 59718 Lille Cedex 9.
Tél. : 01 55 63 40 80 - e-mail : abonnements@hfp.fr

Oui ! Je m'abonne à BON VOYAGE pour 1 an (10 n°) et j'économise ainsi 103 F (15,70 €) sur le prix au numéro.

Je joins mon règlement de **99 F (15,09 €)** pour mon abonnement à BON VOYAGE

Par chèque à l'ordre de BON VOYAGE
 D'un montant de 99 F (pour chèque en franc français)
 D'un montant de 15,09 € (pour chèque en Euro)

Par Carte Bancaire, n° : _____

Expire le : _____

Date : _____

Signature obligatoire : _____

Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____ Code postal : _____ Ville : _____ Tél. personnel : _____ Fax : _____ e-mail : _____

BV 126

Les informations recueillies dans ce présent questionnaire seront utilisées pour les besoins de la gestion interne. Elles pourront servir à des fins de prospection dans les conditions prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Seul, sans contrainte de votre part, elles pourront être utilisées à des fins commerciales par BON VOYAGE.

Un fleuve aux rives semées de monuments, un lac aux temples sauvés des eaux : deux croisières, deux temps forts d'un unique voyage

Le *Sudan* avance sans hâte, frémissant et brassant l'eau de ses deux roues à aubes qui plongent et tournoient, projetant des giclées d'eau ruisselantes sur les parois. C'est un *steam ship*, un bateau à vapeur, version luxueuse des *dahabeya*, ces bateaux à roues à aubes dont raffolaient pachas, vice-rois et grands voyageurs.

Construit en 1894 pour Thomas Cook, il appartient au roi Farouk avant d'être nationalisé puis vendu à un armateur. Sa classe et sa patine séduisent Agatha Christie. En 1978, le réalisateur John Guillermin y tourne les scènes intérieures de *Mort sur le Nil*. Restauré avec goût, il navigue désormais entre Louxor et Assouan, offrant à quarante-quatre privilégiés une croisière hors du commun. Bois, cuivres et meubles en rotin pour les ponts, salons et suites peuplées de meubles précieux, de guéridons et de bergères, composent son ordinaire.

Esna, 22 heures, passage des écluses. Une manœuvre délicate pour le *Sudan* dont les flancs se renflent au milieu, ce qui laisse, pour la manœuvre, 1 mètre au total pour les deux côtés. Sur la passerelle, deux hommes en *galabieh*, penchés sur la rambarde, l'un à bâbord, l'autre à tribord, se



cap sur

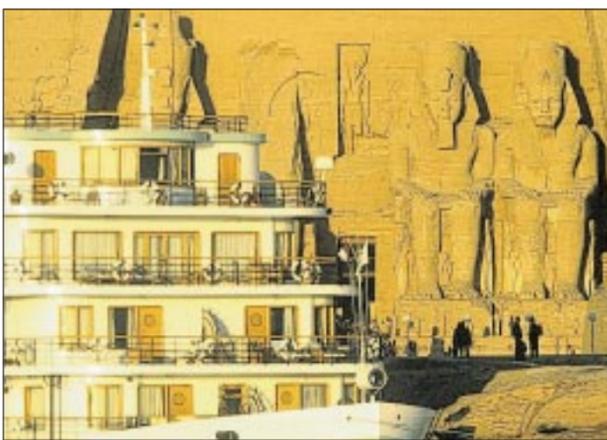


LE NIL

aubes d'Égypte

DORÉ

Sous le soleil intense de Nubie, le *Kasr-Ibrim*, jumeau de l'*Eugénie*. Une élégance arts déco pour le premier, Napoléon III pour la seconde, quatre ponts, un petit bassin où barboter et le privilège, à Abou Simbel, sommet du voyage, de mouiller au pied même des colosses de Ramsès.



démènent comme de beaux diables, évaluant la marge et criant au pilote, dans leur langue gutturale, des indications hermétiques dont on comprend un seul mot : « stop ». On n'évitera pas quelques chocs, amortis par l'écrasement des bouées, avec rebond de l'autre côté. Tout le monde est sur le pont pour ce spectacle réjouissant sous un ciel étoilé, et rond comme la lune.

Au départ de la croisière : Karnak, le plus grand ensemble d'Égypte édifié sur vingt siècles. Remonter le *dromos*, l'avenue bordée de sphinx qui reliait ce temple à celui de Louxor. La nuit tombée, seules les pattes et le visage sont éclairés. Contempler le puissant pylône, le svelte obélisque d'un blanc laiteux et les deux statues colossales de Ramsès II, le plus grand des pharaons, tant par la durée de son règne, le nombre des monuments qu'il fit élever que par leur beauté. A l'arrivée : Assouan. Sur une colline désertique bordant le fleuve, le mausolée de l'Aga Khan et la villa de la Begum. Comme dans un conte oriental, un homme met, chaque jour, une rose fraîche devant la tombe du chef des Ismaéliens. Les Nubiennes voilées de noir hantent le souk. Au jardin botanique de l'île Kitchener, des chats minces et souples botanisent sous les essences exotiques.

La felouque glisse sans bruit dans un paysage apaisé. « C'est le meilleur moment pour naviguer », commente le Nubien. Le soleil disparaît et le vent de sud-est, venu de l'océan Indien, tombe avec la nuit, immobilisant l'embarcation au milieu du fleuve. Le felouquier vire de bord. En vain. Et l'on rentre, arrimé au flanc d'un bateau à moteur tandis que, grimpé en haut du mât, l'homme affiche la lourde voile, l'enroule et la saucissonne, descendant par degrés de son perchir, dans la nuit qui s'épaissit doucement.

Onze kilomètres en amont et 90 mètres plus haut, derrière le haut barrage, le lac Nasser ouvre une autre croisière.

Si large parfois que les Égyptiens l'appellent *el bahr*, la mer, le Nil blanc descend de la région des Grands Lacs et rencontre, au nord de Khartoum, le Nil bleu venu du haut plateau éthiopien et charriant le limon aujourd'hui piégé dans le lac. On craint que le poids de cette masse (500 km de long x 11 km de large, 157 milliards de mètres cubes d'eau) n'entraîne une recrudescence de l'activité sismique. Quant aux engrais, dont on

abuse faute de limon, ils polluent la nappe phréatique qui remonte et laisse des traces de salpêtre sur les colonnes des temples, à Louxor et ailleurs. D'où un projet de canal

Assouan est la porte de la Nubie, et la Nubie, « corridor vers l'Afrique », selon le titre d'un ouvrage de William Adams, déjà coupée en deux par la création du Soudan, en 1956, a disparu avec le barrage. Le long du Nil, entre la première et la seconde cataracte, d'Assouan à Wadi Halfa, une cinquantaine de villages ont disparu, quelque cent mille Nubiens ont été déplacés et les millions de palmiers dattiers qui les faisaient vivre ont été noyés. Or les Nubiens, qui donnèrent à l'Égypte la XXV^e dynastie, ont assumé un rôle historique et leur culture est une composante de la civilisation égyptienne, au même titre et bien plus que les traditions berbères des oasis du désert libyque, des Bédouins du Sinaï ou des tribus arabo-soudanaises de la mer Rouge.

Premier bateau à naviguer sur le lac, l'*Eugénie* fut construite, il y

AU FIL DE L'HISTOIRE

Entre Louxor et Assouan, le *Sudan* (photo d'en bas) passe en revue les sites archéologiques majeurs (Karnak, Louxor, vallées des Rois et des Reines) et les temples (Edfou, Kom Ombo, Philae) qui jalonnent le Nil.

a sept ans, par Mustafa et Tarek El Gendy en hommage à leur père. Ressuscitant le charme du Second Empire, elle croise dans la solitude : en quatre jours, on saluera deux bateaux, dont son jumeau, le non moins élégant *Kasr-Ibrim*. L'*Eugénie* permet de découvrir, à défaut des villages nubiens engloutis, les temples sauvés des eaux par l'Unesco, mouillant longuement devant le premier d'entre eux, Abou Simbel.

Abou Simbel, deux temples, deux personnalités. Souverains jeunes pour un temple dédié à la féminité, celui de Néfertari, la « Belle des belles » ; pharaons hiératiques, intérieur monumental, bas-reliefs guerriers pour le temple de la virilité, celui de Ramsès II. Autant que les visages adolescents du souverain et de son épouse favorite, admirer les gestes amples, les longs bras tendant l'arc, levant la hache. Incarnation suprême de la puissance et de la grâce, illustration du désir fou de l'homme de se survivre. Le matin, le soleil frappe la roche. Deux fois par an, en février et en octobre, il pénètre à l'intérieur.

Assis aux terrasses des cafés du nouveau village d'Abou Simbel, des hommes en *galabieh* sirotent du thé et fument le narguilé. Les femmes, voile et robe en mousseline noire légère enfilée sur une robe colorée, bijoux en argent sur la poitrine et aux chevilles, ont de l'allure quand elles passent devant les murs blancs des maisons nubiennes. Des scènes naïves de la vie quotidienne y sont peintes. Un petit mamelon, des ailes, des assiettes, soulignent l'entrée, les angles. Les chambres à coupes et ouvertures en triangle, pour la circulation de l'air, donnent sur une grande cour.

Tôt le lendemain, l'*Eugénie* navigue vers les autres temples ramesides. Combien de fantômes ont hanté Kasr Ibrim, sanctuaire pharaonique devenu église puis mosquée ? Amada, insignifiant de loin, et qui compte parmi les plus beaux de Nubie ? Et Wadi es-Seboua, Dakka et ses déesses aux seins nus, Maharraka, Beit el-Wali et Kalabcha ? Découpé sous une voûte de pierre, le lac est bleu et la lumière, violente. Le bateau jette l'ancre dans une crique isolée, sous un ciel criblé d'étoiles. Le jour, défilent au ralenti des paysages purs et solitaires que l'on ne voit nulle part ailleurs : posées sur le sable, des pyramides naturelles, des millions de pyramides, de couleur noire ou sable, montent du sol dans un silence minéral infini. Comme si les monuments de Basse-Égypte avaient trouvé, ici, leur origine.

Danielle Tramard

Carnet de bord

● **Repères.** Deux croisières hors du commun sur le Nil et le lac Nasser. La route Assouan - Abou Simbel (280 kilomètres en trois heures, départs quotidiens), ouverte, traverse des paysages désertiques de toute beauté. Le bakchich est une institution en Égypte et l'on ne saurait s'y dérober. Décalage horaire : 1 heure. Visa : 170 F, à l'aéroport du Caire.

● **SS Sudan.** C'est le plus beau (22 suites uniquement) des quelque 300 bateaux qui naviguent sur le Nil, entre Louxor et Assouan. La vapeur propulse ses deux roues à aube. On y passe cinq jours hors du commun, avec visites des sites archéologiques majeurs (Karnak, Louxor, tombeaux des Vallées des Rois et des Reines), des temples qui jalonnent le Nil (Edfou, Kom Ombo, Philae) et du barrage d'Assouan.

● **MS Eugénie.** Fleurons des 6 bateaux du lac Nasser : l'*Eugénie* (48 cabines, 2 suites, site : eugenie.com.eg) et le *Kasr-Ibrim* (55 cabines, 10 suites, site : kasrbrim.com.eg). Outre Abou Simbel, visité à l'écart des foules, ils jettent l'ancre devant les temples sauvés par l'Unesco. Afin de ne pas polluer cette réserve d'eau, vitale pour l'Égypte, on espère que les autorités tiendront leur parole de limiter la navigation à 10 bateaux.

● **Voyagistes.** Voyageurs du Monde (55, rue Sainte-Anne, 75002 Paris, tél. : 01-42-86-17-90, site vdm.com), affréteur exclusif du *Sudan*, commercialise également l'*Eugénie* et le *Kasr-Ibrim*. Croisière seule (5 jours/4 nuits) : 6 850 F (1 044 €) sur l'*Eugénie* et le *Kasr-Ibrim*, 7 000 F (1 067 €) sur le *Sudan*. On peut les enchaîner : 12 jours incluant vols, transferts, visites, pension complète à bord et trois nuits et petits déjeuners en 3 étoiles, 18 600 F (2 835 €) ou

21 800 F (3 323 €) en version palace (Mena House au Caire, Old Winter à Louxor, Old Cataract à Assouan). Une brochure, « Voyageurs sur le Nil », présente l'ensemble des propositions de ce spécialiste.

● **Lectures.** *Égypte, objectif aventure*, d'Evelyne Husson (Arthaud 2001), excellent ouvrage, clair, pratique, utile à tous. *Égypte*, guide Bleu (Hachette), *Égypte*, d'Hervé Beaumont (les Guides du voyageur, Marcus) et guide Gallimard. *Le Nil, des sources au delta*, de Bernard Pierre (Presses de la Cité). *Lettres d'Égypte 1862-1869*, de Lady Lucie Duff-Gordon (Payot), témoignage sensible et passionnant d'une femme de cœur, fine observatrice des mœurs locales.

● **Renseignements.** Office du tourisme égyptien, 90, Champs-Élysées, 75008 Paris (tél. : 01-45-62-94-42/43 et ot-egypte.com).



VIETNAM, CAMBODGE, BIRMANIE, THAÏLANDE, LAOS...

Des pays du Mékong à l'Indonésie

Vient de paraître... **CATALOGUE VOYAGES DE LA MAISON DE L'INDOCHINE** l'édition 2001-2002

Une invitation au voyage pour découvrir les plus beaux témoignages de civilisation, le plaisir des mers turquoise, la générosité et l'art de vivre de l'Extrême-Orient

Sur mesure ou en petits groupes, aux meilleurs prix*

*Circuits comprenant les vols, hôtels, visites, repas (prix à partir de)

■ 16 jours Vietnam Intime	13 185 F*	■ 16 jours Cambodge-Vietnam	16 270 F*
■ 15 jours Birmanie	12 595 F*	■ 10 jours Thaïlande	6 195 F*
■ 16 jours Tout le Laos	13 710 F*	■ 8 jours Bali en sclo (demi-pension)	8 085 F*

76 bis, rue Bonaparte (Place Saint-Sulpice) 75006 Paris Tél. : 01 40 51 95 15
 Fax : 01 46 33 73 03

http://www.maisondelindochine.com - E-mail : info@maisondelindochine.com

*à partir de / tarifs soumis à conditions / hors taxe d'aéroport

À RETOURNER À L'ADRESSE CI-DESSUS

Je désire recevoir gratuitement le catalogue-voyages et le programme des conférences & expositions

M. Mme _____
 Adresse _____
 Code Postal _____ Ville _____

LE BUREAU DE L'INDOCHINE

Disney a aussi le pied marin. Ses deux bateaux en apportent l'éclatante confirmation

On savait la facétieuse souris inventée par Walt Disney en 1928 experte dans l'art de créer, sur terre, des lieux magiques où les enfants sont rois et où les adultes retrouvent cette part d'innocence enfantine enfouie en chacun d'eux. De là à imaginer Mickey Mouse en fringant capitaine, il y avait un pas que les spécialistes de la croisière hésitaient à franchir, tant ce secteur exigeait, pour y réussir, un savoir-faire « extraterrestre ».

Force est aujourd'hui de constater que la célèbre souris avait, en plus, le pied marin et que les deux navires jumeaux, le *Disney-Magic* (lancé en juillet 1998) et le *Disney-Wonder* (août 1999), dont les cheminées rouges arborent sa silhouette familière, sont, de l'aveu même des connaisseurs, le nec plus ultra de la croisière ludique. Un type de croisière popularisée, à la fin des années 1970, par une série télévisée américaine baptisée *La croisière s'amuse*. De quoi comprendre l'insolente réussite maritime de celui qui, sur terre, avait déjà conquis le titre d'« amuseur public numéro un ». Un véritable sans-faute au demeurant, ainsi qu'en témoignent l'examen des différents ingrédients de ce cocktail gagnant.

Les bateaux, d'abord, synthèse réussie de la tradition (celle des grands transatlantiques d'autrefois, auxquels renvoient leur élégante coque noire et leur atmosphère art-déco) et d'une civilisation des loisirs dont les adeptes exigent du confort (des cabines spacieuses), des équipements sophistiqués (une salle de spectacles de 975 places, un cinéma, trois piscines, une salle de sports dernier cri, un terrain de basket, un centre de beauté et de soins, un bar sportif tapissé d'écrans de télévision, un Internet café, etc.) et des animations de qualité.

Le déroulement des croisières, ensuite. Des croisières qui, dans ce domaine, font assaut d'imagination. Avec, par exemple, côté restauration, une formule originale de dîners « tournants », qui permet de découvrir tous les restaurants du navire et de varier ainsi les plaisirs de la table dans des cadres chaque soir différents : décorum des salles à manger d'antan (mais dans une élégance décontractée) au Lumière's (sur le *Magic*) ou au Triton's (sur le *Wonder*), atmosphère luxuriante des tropiques au Parrot Cay et univers poétique et magique à l'Animator's Palace, qui célèbre l'art du dessin animé dans un décor qui évolue tout au long de la soirée. Sans oublier la possibilité de s'offrir un tête-à-tête romantique dans l'écrin chaleureux du restaurant italien Palo.

Côté escales, Castaway Cay, l'île privée de Disney, bichonnée par une équipe à demeure, offre, avec son lagon de rêve, son sable



cap sur

LES CARAÏBES

mickey mousse



immaculé, ses palmiers, ses activités nautiques, ses boutiques, ses orchestres et son barbecue, une pause balnéaire aussi séduisante pour les enfants, qui s'y livrent à la chasse au trésor, que pour les adultes, auxquels une plage (avec cabines de massage sur l'océan) est exclusivement réservée.

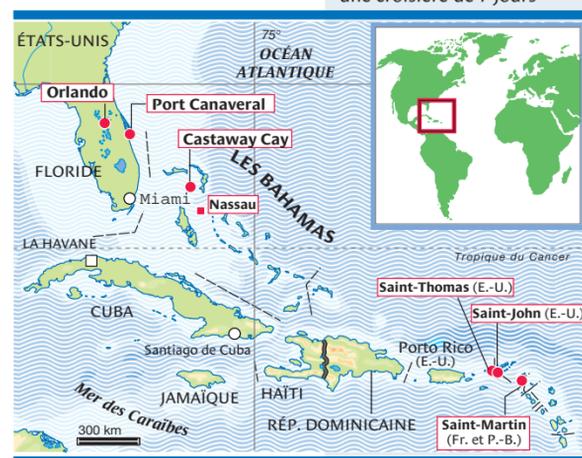
Last but not least, le mélange réussi de clientèles et de générations dont la cohabitation n'était pas évidente : enfants, adolescents, parents, célibataires, jeu-

La plupart des passagers sont là pour célébrer le plaisir de voguer avec le capitaine Crochet, Mickey, Minnie, Pluto, Goofy et autres stars de la galaxie Disney

nes couples, nouveaux mariés en voyage de noces, grands-parents et retraités. Un étonnant mélange qui, finalement, se transforme en séduisant cocktail, le bateau et son univers clos jouant à merveille ce rôle de *melting pot*, de creuset intégrateur, à l'image de ce que fut, à l'origine, la jeune nation américaine. Une belle illustration, également, de cette « utopie Disney » évoquée récemment par Christophe Barbier (*L'Express* du 9 août) : « L'humanité comme une famille, avec l'enfant roi et lui, Walt Disney, en Dieu le père. »

A bord, il est vrai, la configuration des lieux fait que chacun, enfant et adulte, peut mener sa vie comme il l'entend. A chacun sa piscine, ses restaurants et ses enclaves, à l'image des bars, clubs et discothèques théoriquement réservés aux nuits blanches des seuls adultes, ou du pont affecté au centre de divertissements où, de 9 heures à minuit, une cinquantaine d'animateurs proposent à chaque tranche d'âge (à partir de 3 ans) des dizaines d'activités spécifiques et un espace voué aux jeux vidéo et à l'informatique.

Avec, pour les ados, un lieu de rencontre branché, interdit aux parents. Des parents qui, connectés à leur progéniture par un pager, peuvent, de leur côté, profiter, l'esprit tranquille, de leurs quartiers réservés.



Ségrégation mutuellement consentie et qui n'empêche nullement les uns et les autres de se croiser, à intervalles réguliers, en fonction des rendez-vous qui ponctuent les journées. A commencer par les repas, mais aussi au Studio Sea (une discothèque familiale au décor de studio de télévision) et pour les spectacles qui, chaque soir, rassemblent, en deux fourmées, les adeptes de ces grand-messes « disneyworldiennes » dignes de Broadway.

Certes, on peut embarquer à bord d'un bateau signé Disney sans être pour autant un fan de cette « culture » un tantinet aseptisée et un peu mièvre, une « culture » qui, à bord, n'est jamais envahissante. Mais la plupart des passagers (en majorité américains), familles en tête, sont là pour célébrer sans restriction le plaisir de voguer avec le capitaine Crochet, Mickey, Minnie, Pluto, Goofy et autres stars de la galaxie Disney. Des stars dont les apparitions sont soigneusement programmées au fil de la journée. Histoire de sacrifier à l'une des activités favorites du bord : la photo souvenir. Que l'on s'y adonne soi-même ou qu'on en confie le soin aux photographes professionnels, acteurs zélés d'un commerce des plus fructueux (à 72,50 F la photo, 11 €) à voir la foule se presser devant les panneaux où est affichée la moisson du jour.

A en juger par cette impressionnante galerie de sourires, ici, pas de doute, la croisière s'amuse. Pour le plus grand plaisir des passagers et au profit d'un Mickey capitaine souriant d'un bateau aux allures de fromage.

All aboard !

Patrick Francès

ARC-EN-CIEL

Coque noire, cheminées rouges siglées de blanc, bouches d'aération jaunes. Le *Disney-Wonder* n'a pas lésiné sur les couleurs.

Carnet de bord

● **Accès.** De l'aéroport d'Orlando, une navette conduit les passagers dans l'hôtel de Disneyworld (correspondant à la catégorie de cabine choisie) où ils séjourneront 3 ou 4 jours, selon l'option retenue.

La clé de la chambre, qui permettra également d'accéder à sa cabine, sert aussi de carte de crédit, dans le parc comme sur le bateau. Les bagages sont acheminés directement à bord. Une navette relie Orlando à Port Canaveral (une heure de route) où, grâce au terminal privé de Disney Cruise Line, les formalités d'embarquement sont facilitées.

● **Bateaux.** Le *Disney-Wonder* (83 300 tonnes ou tonneaux, 294 mètres de long, 32 mètres de large, 950 membres d'équipage) peut accueillir jusqu'à 2 400 passagers. Idem pour le *Disney-Magic*. A bord, on parle surtout anglais.

● **Cabines.** 875 cabines spacieuses avec deux lits ou un lit double, un coin salon, une salle de bains, des toilettes séparées et, pour certaines, un balcon. Service en cabine 24 h/24.

● **Croisières.** Celles du *Disney-Wonder* conjuguent un séjour de 3 ou 4 jours à Disneyworld et une mini croisière de 3 ou 4 jours aux Bahamas, avec escale à Nassau et à Castaway Cay, l'île privée de Disney. Le *Disney-Magic* propose une croisière de 7 jours

dans les Caraïbes avec escale à Saint-Martin, Saint-Thomas et Castaway Cay. Un conseil : réserver longtemps à l'avance, ces croisières affichant souvent complet.

● **Prix.** Ils varient en fonction de la catégorie de la cabine et de la période de l'année. Sur le *Wonder*, compter, de Paris, environ 15 742 F (2 400 €) par personne (6 986 F, 1 065 €, pour un enfant de moins de 12 ans partageant chambre et cabine de deux adultes) pour une cabine extérieure sans balcon en basse saison (jusqu'à la mi-février), et environ 17 055 F (2 600 €) et 9 183 F (1 400 €) au printemps et en été. Avec les transferts, l'hébergement à terre, l'accès aux parcs à thème, la pension complète en mer et les pourboires. Ajouter les taxes aériennes : 518 F (79 €). Pour la croisière de 7 nuits à bord du *Disney-Magic*, compter, dans la même catégorie, autour de 14 000 F et de 7 000 F (2134 € et 1 067 €) en basse saison, et autour de 16 500 F et de 8 800 F (2 515 € et 1 342 €) au printemps et en été.

● **Renseignements.** Dans la brochure « Un océan de croisières » de la Compagnie internationale de croisières (tél. : 01-45-75-80-80), dans les agences de voyages et sur Internet (cruisesphere.com). Egalement sur le Web, plusieurs sites Disney : www.disney.fr, www.disney.fr/attractions et www.disneyworld.com.

MSC
CROISIÈRES

Les Caraïbes
à partir de
1311 €*
(8597 F)
par personne
12 nuits - Paris / Paris
Taxes aéroport en sup.

Hiver au Soleil
Caraïbes, Amérique du Sud et Afrique du Sud

2001 • 2002

Oui, je désire recevoir gratuitement la brochure Hiver au Soleil 2001 - 2002

Nom _____ Prénom _____
Titl _____ Adresse _____
CP _____ Ville _____

Couper à retourner à
Cruisieres MSC, 59 rue Beaumont, 75003 Paris
Tél. 01 48 04 74 20

Avec ses 85 000 tonnes, ses 32 m de large, ses 292 m de long, ses 60 m de hauteur (un immeuble de 20 étages) et ses flancs alvéolés d'innombrables balcons, le *Costa Atlantica*, lancé en juillet 2000 à Venise, a marqué le début d'une nouvelle ère de la croisière européenne. Et la réponse à ceux qui se demandaient dans quelle mesure le passage de Costa sous la coupe de l'américain Carnival (le numéro un mondial) allait influencer sur le numéro un européen.

Balcons en plus, le *Costa Atlantica* est en fait un paquebot de Carnival dont on aurait changé la cheminée et adapté la décoration. Construit dans les mêmes chantiers finlandais, selon un modèle similaire, un aménagement d'espaces et de circulation identique, le *Costa Atlantica* illustre parfaitement le concept américain qui a fait la fortune de Carnival : celui de *fun ships*, c'est-à-dire de « bateaux ludiques », de « bateaux ludiques ».

A peine embarqué, on est bluffé par l'in vraisemblable lobby à l'américaine, spécialité de Carnival, avec ses ascenseurs de verre et de néons desservant ses 12 ponts, son escalier de verre suspendu dans les airs, à 20 m du sol, et son immense bar surmonté d'un piano à queue. Suspendues au plafond, trois stalactites géantes illuminent ce hall, véritable sas d'entrée dans un autre monde où, l'espace d'une semaine, les passagers de l'*Atlantica* vont vivre et « s'éclater ».

De tout, pour tout le monde, tout le temps. Ainsi pourrait-on résumer le concept de *fun ships*. Dans ce bateau géant, se côtoient des lieux et des atmosphères totalement différents où chacun peut, selon les heures, avoir des goûts versatiles, des envies changeantes. On passe du casino, véritable Las Vegas en mer, à la Via Veneto, avec ses boutiques dignes des plus belles vitrines romaines. Du café dansant à l'italienne (« la Dolce Vita ») à la minutieuse reconstitution du Café Florian, fleuron de la célèbre place Saint-Marc, avec ses peintures, ses plafonds, ses meu-

ZOOM fellini costa

Le « *Costa Atlantica* », c'est le concept américain de « fun cruise », la croisière ludique et festive, le charme italien en plus

bles vénitiens et son trio de musiciens. De la bibliothèque au cybercafé, histoire de communiquer avec les amis et les proches restés à terre. De la salle de spectacle sur trois niveaux (avec des spectacles à faire pâlir les prestations offertes sur des scènes autrement plus célèbres) à la discothèque qui, baptisée Dante, propose effectivement aux noctambules des nuits d'enfer.

On est ici souvent à l'opposé du « bon goût ». Tout y est kitsch, hyper-kitsch, avec des couleurs clinquantes, parfois bizarrement assorties

Sur les ponts supérieurs, on relève que les deux piscines sont ici séparées par un espace de bars et de grills. Et surprise : cette cité flottante se révèle infiniment plus ouverte sur la mer que bien d'autres navires récents. Les coursives extérieures y sont vastes, tour-



nées vers l'océan, et les transats, symboles par excellence de la croisière, sont au rendez-vous. Bref, cette ville en fête est, aussi, un vrai bateau.

Un bateau où tout serait beau ? Tel n'est pas exactement le mot qui convient. En fait, on est ici souvent à l'opposé du « bon goût ». Tout y est kitsch, hyper-kitsch, avec des couleurs clinquantes, parfois bizarrement assorties. L'Italie est omniprésente dans la décoration mais comme caricaturée. Une belle caricature, cela dit. Et ça mar-

che. Vide, le bateau pourrait paraître « décalé ». Habité, il exhale la joie voire, en plusieurs endroits, l'élégance. Ainsi fonctionnent ces *fun ships* sur lesquels règne, depuis près de trente ans, un certain Joe Farcus, le roi du kitsch en mer.

En fait, la réussite de Costa, c'est d'avoir conjugué le concept de *fun ships* et le style Farcus avec quelque chose d'authentiquement italien. Mais dans la démesure et l'autodérision. Un bateau fellinien, en quelque sorte. Fellini ? Il est partout. Sur chacun des ponts dont

BALCONS
Jadis privilège des passagers les plus fortunés, le balcon agrémenté 70 % des cabines du nouveau paquebot amiral de la compagnie Costa.

les noms déclinent les grands films du maître (*la Dolce Vita*, *E la nave va*, *Ginger & Fred*, *Intervista*, *La Strada*, *8 1/2*, *Amarcord*, *Roma*, *Le Notti di Cabiria*, etc.), mais aussi dans les coursives, sur les murs des salons, dans les salles de bains, ornées de gravures et de photos du metteur en scène et de ses acteurs favoris. Un bateau où *fun cruise* serait synonyme de *Dolce Vita*.

E la nave va...

Claude Canny

Carnet de bord

● **Transat.** Le 24 novembre prochain, le *Costa Atlantica* quittera Marseille pour une grande transat (17 jours), « Sur la route de Christophe Colomb » : Canaries, Barbade, Martinique, Saint-Martin, Tortola (îles Vierges), île Catalina (République dominicaine), Bahamas et Fort Lauderdale (Floride), son port d'attache en hiver. A partir de 12 520 F (1 909 €) par personne en cabine double, vol retour inclus.

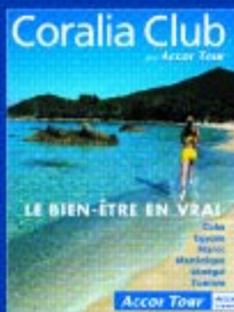
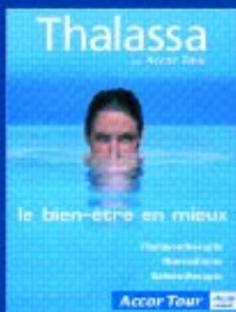
● **Caraïbes.** Du 8 décembre 2001 au 20 avril 2002 seront proposés deux itinéraires de 10 jours et 8 nuits : l'un via Key West, Playa del Carmen/Cozumel (Mexique), Ochos Rios (Jamaïque) et Grand Cayman ; l'autre, en alternance avec le *Costa Victoria*, via San Juan de Porto Rico, Saint-Thomas (îles Vierges), île Catalina (République dominicaine) et Nassau (Bahamas). Ces croisières incluent les vols A/R entre la France et la Floride et une nuit d'hôtel à Miami. Leurs prix sont identiques : à partir de 9 970 F (1 520 €) par personne en cabine double. On peut combiner les deux itinéraires pour une croisière de 17 jours, à partir de 14 800 F (2 259 €). A noter, parmi les excursions proposées, une rencontre avec les raies manta à Grand Cayman. Quant à la visite des ruines Maya de Chichén-Itza, passionnante, elle implique 3 heures de bus à l'aller comme au retour.

● **Méditerranée.** Le *Costa Atlantica* regagnera la Méditerranée à l'issue d'une transat de 18 jours. Départ le 27 avril 2002 de Fort Lauderdale. Escales à Nassau, Saint-Martin, Sainte-Lucie, Barbade, Santa Cruz de Tenerife, Funchal, Malaga et Gênes avec transfert sur Nice. A partir de 13 400 F (2 035 €) avec le vol Paris/Miami et une nuit d'hôtel.

● **Renseignements.** Dans les agences de voyages.

TOUS LES

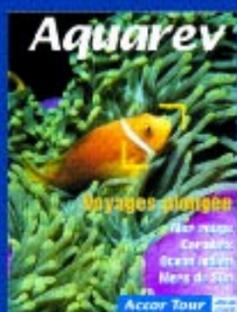
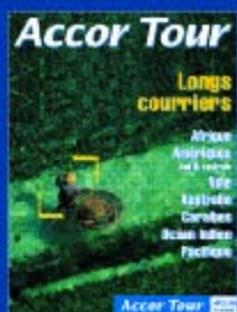
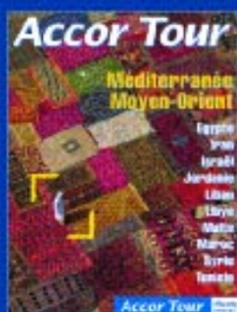
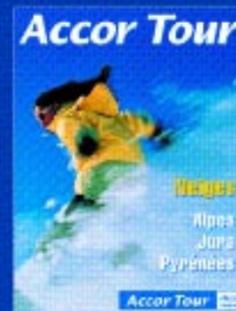
SÉJOURS HIVER 2001-2002



VOYAGES

POUR TOUTES LES

ENVIES



QUE CE SOIT POUR UN LONG SÉJOUR OU UN WEEK-END, POUR UN VOYAGE TRADITIONNEL, UNE FORMULE CLUB OU UN CIRCUIT, UN SÉJOUR DE REMISE EN FORME OU DE PLONGÉE SOUS-MARINE, DÉCOUVREZ DANS NOS BROCHURES HIVER 01-02 NOTRE PALETTE D'OFFRES DÉCLINÉES SUR PLUS DE 100 DESTINATIONS.

Dary

accortravel.com

Informations et réservations auprès de nos agences de voyages partenaires : Carlson Wagonlit Travel - 0 825 84 84 84 - Frantour - 0 825 33 50 99 - Selectour - 0 825 099 010 - [0,99 TTC/min ou 0,15 €/min]...



Leader européen et groupe mondial de l'Hôtellerie et des Services

Accor Tour ACCOR travel
Couleurs locales ACCOR travel
FRANTOUR ACCOR travel

Carnet de bord

- **Accès.** Vols internationaux Paris-Siem Reap avec retour Phnom-Penh-Paris, par Singapour Airlines, via Singapour (à partir de 5 910 F, 901 €, tél. : 01-53-65-79-01), ou sur la Thai, via Bangkok (à partir de 6 756 F, 1 030 €, tél. : 01-44-20-70-80).
- **Étapes.** A Siem Reap, deux nouveaux hôtels, le Borann, calme, jardin et petite piscine (tél. : 00-855-63-96-47-40), chambre double, ventilateur ou climatiseur, 33-44 \$, 36-49 €. Et le Pansea Angkor, architecture de brique et bois et décoration raffinée sur la rivière (240 \$ pour 2, chambre de luxe, avec petits déjeuners et transferts, tél. : 96-33-91). Tout se paye en dollars.
- **Navigaton.** En ferry, la liaison

rapide (4 heures) Phnom Penh-Siem Reap par le Tonlé Sap est quotidienne (environ 25 \$). Les bateaux sont généralement surchargés et dépourvus d'équipement de sécurité. Pour les virées sur le Tonlé Sap et le Mékong, de Kompong Cham à Phnom-Penh, louer une pirogue, avec toit. Osmose Nature Tours (tél. : 012-832-812) organise des excursions sur le lac à Prek Toal, classée « Réserve de biosphère » par l'Unesco en 1997.

● **Voyagistes.** Asia (tél. : 01-44-41-50-10 et agences), qui a des bureaux sur place, prend les réservations à la carte et propose une « Passion khmère » : 5 jours à Siem Reap, pour voir les temples d'Angkor et faire une virée sur le Tonlé Sap puis une descente du

Mékong de Kompong Cham à Phnom Penh : à partir de 17 809 F (2 715 €), par personne en partant à deux avec voiture et guide pour les excursions, 11 jours de Paris, en novembre. Autres circuits : Maison de l'Indochine (tél. : 01-40-51-95-15) et Orients (tél. : 01-40-51-10-40).

● **Exposition.** A Siem Reap, sur la route des temples, et à l'initiative de Krousar Thmey, fondation d'aide à l'enfance défavorisée, présentation du Tonlé Sap.

● **Lectures.** Voyage d'exploration en Indochine, de Francis Garnier (La Découverte illustrée). L'Homme du Mékong, de Jules Harmand (Phébus), Mékong, du Laos au Vietnam (Autrement). Les Khmers, de Solange Thierry (Kailash). Guide : Cambodge, (Lonely Planet).



● **Au Laos descente du Mékong.** En deux étapes, au nord, de la frontière à Luang Prabang, à bord de *Luang-Say*, embarcation légère. Au sud de Pakse à l'île de Khong, à bord du *Vat-Phou*, bateau de croisière. Avec échappées en pirogue entre les innombrables îlots qui précèdent les chutes de Khône, à la frontière cambodgienne. En route, visite du Vat-Phou, temple préangkorien. En amont de Pakbeng, avant Luang Prabang, étape de charme dans les pavillons lao du Luangsay Lodge surplombant le fleuve. Moustiquaire, ventilateur et eau chaude rendent le dépaysement confortable (12 jours, 19 364 F (2 952 €), Asia, tél. : 01-44-41-50-10).

cap sur

Au Cambodge, scènes de vie quotidienne sur la plus longue voie d'eau d'Asie du Sud-Est

LE MÉKONG

le fleuve nourricier

B rume matinale sur le Mékong, le ciel et l'eau se fondent en un blanc laiteux. Les berges de boue rouge dressent des falaises vertigineuses. De loin en loin, les villages, gris, brun, rouille, aux barreaux de guingois, se signalent à leurs bouquets d'épineux. Sur la ligne d'horizon, les pirogues dessinent des virgules. Accouplés par quatre, les esquifs se tiennent en travers du courant. Les barreaux, debout à l'arrière, maintiennent le cap avec une longue godille latérale. A huit ou dix par bateau, en équilibre instable sur leurs deux jambes, les pêcheurs, enturbannés de leur *krama*, remontent très lentement le filet maintenu à la surface par des tubes de bambou et alourdi par des milliers de poissons frétilants. Scène de pêche miraculeuse, aux basses eaux du fleuve, début février, en pleine saison sèche.

On dit du Cambodge qu'il est un don du Mékong, de la « Mère des eaux ». Symbole de fertilité et d'abondance pour toute l'Asie du Sud-Est, il nourrit 50 millions de personnes sur les 4 200 kilomètres de son parcours. Prenant sa source au Tibet, dans l'Himalaya, il traverse le Yunnan, marque la frontière laotienne avec la Birmanie et la Thaïlande, quitte le Laos par les chutes de Khône, puis vagabonde sur 315 km au Cambodge avant de filer au Vietnam pour finir en delta et se jeter en mer de Chine.

En pays khmer, les limites de la terre et de l'eau sont bien incertaines. Pendant la saison des pluies, de mai à novembre, pluies simultanées aux crues du Mékong, les trois quarts des villages demeurent isolés. Même les chars à bœufs sont immobilisés. Les pistes de latérite ne sont que boue gluante. Le paysan pêche dans les champs et circule à pied sur les talus entre deux miroirs d'eau. La vie quotidienne est régulée par ce trop-plein précédant l'extrême sécheresse. Jusqu'aux poissons qui font preuve d'un remarquable don d'adaptation : comme le *clarias batrachus*, le « poisson-chat marchant », capable de se mouvoir sur la terre ferme en se dressant sur ses nageoires.

Si les poissons sont si prolifiques, c'est qu'ils se nourrissent dans les



JOURS DE PÊCHE

Sur le Tonlé Sap, aux alentours de Phnom Krom, en pirogue, de sa maison-bateau, à la ligne, au carrelet, au harpon, à l'épervier, avec un fagot de branchages, une nasse ou un simple panier, la pêche bat son plein en janvier-février.

arbres ! Le Cambodge n'est pas tombé sur la tête. Il est seulement l'objet d'un phénomène unique : le renversement des eaux du Tonlé Sap. Pendant la saison des pluies, « le Grand Lac » (et son bras du même nom, la rivière Tonlé Sap), qui se jette dans le

Mékong, voit son cours refoulé et inversé par un raz-de-marée à flux continu provenant du fleuve mère, lui-même gonflé par le dégel des glaciers de l'Himalaya, qui déboule du Toit du monde avec un débit moyen pouvant atteindre jusqu'à 39 000 m³/s contre 1 700 m³/s à la saison sèche. « Les eaux commencent à monter à Phnom Penh entre le 1^{er} et le 20 juin », précise le professeur Jean Delvert, auteur du « Que sais-je ? » sur le Cambodge, puis régulièrement jusqu'au 15 octobre. » Le Tonlé Sap quadruple de superficie, passant de 2 300 km² à plus de 10 000 km². Vérita-

ble mer intérieure, il noie la savane d'épineux et de grands arbres dont seules émergent les boules sommitales. « La forêt inondée est très riche en zooplancton et surtout en phytoplancton. Les poissons y grossissent trois fois plus vite que dans les fleuves », indique le scientifique. Les vrais migrants viennent du Mékong, de fosses profondes situées en aval des chutes de Khône (Laos) ; ils arrivent, avec les eaux, fin juin ; les femelles pondent dans les branches des arbres ; les alevins grandissent très vite. »

La richesse du Tonlé Sap, formidable vivier, source de vie et de survie pour une population qui émerge de vingt ans de guerre civile, ne date pas d'hier. Les bas-reliefs du Bayon, le grand temple angkorien édifié au XII^e siècle, montrent les perches dodues nageoires contre nageoires et un gros carnassier en train d'engloutir une biche. Selon une étude de l'Oxfam, ONG britannique, rapportée dans le bulletin des Eglises d'Asie du 16 janvier 2001, les Cambodgiens, parmi les plus grands consommateurs de poisson au monde (75,6 kilos par personne et par an, y compris le *prahok*, la pâte de poisson, base de l'alimentation, au centre du pays), en produiraient 300 000 à 400 000 tonnes par an. Les pêcheurs locaux demeurent néanmoins très pauvres et se heurtent aux gros propriétaires, qui disposent de gardes armés. En octobre 2000, le premier ministre, Hun Sen, a ordonné l'ouverture au public de cinq lots de pêche, soit des milliers d'hectares, et confisqué 2 000 armes aux patrons de pêche.

Sur le Tonlé Sap, il faut deux bonnes heures d'une pirogue à « longue queue », pour rejoindre Kompong Pluck au départ de Phnom Krom, l'embarcadère, situé à onze kilomètres de Siem Reap, et d'où partent les ferries pour Phnom Penh. Le long de la digue de Phnom Krom, tout est flottant, l'enclos à cochons, la réserve de

en fonction de la montée des eaux. En février, les trois niveaux sont occupés. Tout en bas, la cuisine. Les chambres s'empilent au-dessus. M. Om Hum, le chef de village, assis en tailleur sur une natte, un sarong aux hanches, dresse le recensement des enfants de zéro à quinze ans. Il n'y a qu'une école pour les trois quartiers. Les gamins grouillent de toutes parts, pleins de vitalité : là, un duo, 7-8 ans, mime un groupe de rock, guitare fictive en bandoulière ; ici, des fillettes jouent à l'élastique ; d'autres s'accrochent en grappes aux jupons de leur mère venue interroger le dieu de bonne aventure. Un haut-parleur diffuse des recommandations alarmantes sur le trafic des enfants vers la Thaïlande, vendus pour mendier ou se prostituer et non pas pour un travail rémunéré comme le promettent les rabatteurs.

Le « poisson chat marchant » est capable de se mouvoir sur la terre ferme en se dressant sur ses nageoires

Om Hum donne les chiffres : cent quarante maisons pour son quartier, six ou sept enfants par famille, au moins (sa femme attend son huitième), grands-parents, veufs et divorcés vivent sous le même toit. Il dit que les gens sont propriétaires de leur maison et de leur bateau et qu'ils vendent leur pêche au grossiste : « Ici, on n'a pas suffisamment, mais assez », se contredit-il pudiquement, pensant sans doute aux paysans qui ont encore moins que lui. Le revenu moyen d'une famille de pêcheurs est de 1 million de riels, moins de 2 000 F (305 €) par an.



ÉCHASSES

A Kompong Pluck, parée à la montée des eaux (le Grand Lac quadruple sa superficie avec les crues du Mékong, de juin à novembre), une modeste hutte de pêcheurs, de paille et de bambou, dressée sur des échasses de plus de 8 mètres de haut, en bordure de la « forêt inondée », qui sera elle aussi noyée jusqu'aux bouquets sommitaux de ses grands arbres.

bois, les maisons, la station d'essence, l'épicerie. La pirogue doit se frayer un chemin en jouant de la coque au milieu de cet imbroglio mouvant pour se dégager et prendre le large, laissant sur place les bateaux de touristes en partance pour une brève virée sur le lac.

Kompong Pluck, trop loin, trop pauvre, pour attirer les foules, réserve une arrivée spectaculaire. La pirogue enfle un bras de mer, large avenue boisée de la forêt inondée, jusqu'au village perché sur des échasses de dix mètres de haut. Les maisons, trois ou quatre étages en bois, se démontent

Aux abords de Kompong Pluck, des nasses en bambou, restées accrochées aux falaises des arbres, marquent le niveau le plus haut de la dernière crue. Le 1^{er} novembre prochain, jour de pleine lune, le roi Norodom Sihanouk célébrera, comme chaque année, la Fête des eaux, en parainant la course que disputent 350 pirogues. Il rouvrira symboliquement le flux du Mékong pour que le naga, le serpent mythique venu porter la prospérité, puisse repartir.

Florence Evin

VOYAGES

sur les routes de la soie

D'Istanbul à Pékin en passant par Palmyre et Persepolis, Samarkand et Kashgar, Pagan et Angkor, Orients vous emmène sur les routes de la soie, de l'or, des parfums, des épices... et vous propose des voyages culturels accompagnés par des spécialistes.



- Petite fugue...
... ou grands périple
- **PÉKIN** 9 j. : 4 850 F*
 - **IRAN** Bleus de Perse 15 j. : 16 920 F
 - **LAOS, THAÏLANDE, CAMBODGE** Rizières et palais khmers 16 j. : 20 850 F
 - **INDE** Festivals d'automne 20 j. : 22 500 F
- * prix à partir de



Orients
sur les Routes de la Soie

29, rue des Boulangers - 75005 Paris - Tél. 01 40 51 10 40
E-mail : infos@orient.com - Internet : www.orient.com

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____

souhaite recevoir gracieusement la brochure Orients.

Entre volcan, ruines antiques et douceurs fondantes, une croisière « molto raffinata »

Les petits pieds s'agitent dans le vague ; ses yeux papillonnent, cherchant à accrocher, au loin, un morceau d'Italie. La nurse tient le biberon, au cas où le roulis serait trop fort. « C'est un bébé de six mois, confie une passagère. Il est né dans les eaux tranquilles des îles Caiman. La femme blonde et élégante qui somnole dans le transat est sa grand-mère. Ils sont venus croiser à douze, en famille... » Il flotte à cet endroit du pont une odeur de lait d'amande, de peau douce et de linge frais. Une odeur subtile et tenace, qui se mêle merveilleusement à celle du large.

Sur le *Star Clipper* croisent aussi un romancier anglais, auteur de best-sellers, des Allemands, des Autrichiens, des Belges et des Suisses tout excitées de découvrir enfin la Sicile. Des Lolita de quinze ans qui se donnent des airs de pirate, avec leur petit foulard couvrant les cheveux. Des Français en voyage de noces, qui font là leur première croisière et se déclarent absolument enchanés. Difficile, il faut bien dire, de ne pas être aux anges.

Le bateau – superbe quatre-mâts de cent quinze mètres, conçu sur le modèle des anciens clippers – distille une atmosphère raffinée et intime. Ni dorures ni flonflons, comme sur les gros paquebots, mais des cuivres, du teck et de l'acajou. Pas d'ascenseur non plus, pas de discothèque, pas de casino ni de console de jeux pour s'entre-tuer virtuellement. Les loisirs se résument pour l'essentiel à la piscine, à la bibliothèque et aux massages de Sue, une jeune Thaïlandaise qui a appris à se faire comprendre à peu près dans toutes les langues. Un atout précieux. Au sein de



cap sur

LA MÉDITERRANÉE

douceurs siciliennes



l'équipage, en effet, c'est une vraie tour de Babel : certains sont nés à Goa, aux Philippines, en Jamaïque ou dans la moitié de Cayenne. D'autres dans l'ex-empire soviétique : peu importe le nom du pays, les ennemis d'hier sont, à bord, tous des frères. « En mer, les frontières disparaissent. Je pourrais donner ma vie pour sauver quelqu'un », confirme Nicolae, un Roumain en charge de l'hôtellerie. On ne le lui souhaite pas. Bien qu'il ait tout juste l'âge du Christ, il lui reste beaucoup à voir et sa femme, pianiste, l'attend à Barcelone...

Dix-huit heures. Accoudés au comptoir du bar tropical, les passagers respirent, enivrés, les derniers rayons de soleil. Les femmes ont remis leurs chapeaux de paille et revêtu des robes vaporeuses ; les hommes arborent des pantalons de lin. C'est l'heure du « Sex on the Beach »

(vodka, liqueur de pêche, jus d'agrumes et de canneberge) et du Campari soda... A mi-voix, on se raconte les escales : hier Paestum, aujourd'hui Taormine. Taormine et son théâtre romain, magnifiquement ouvert sur la mer, mais aussi Taormine et ses oranges. Taormine la sensuelle, la capiteuse, qui croule littéralement sous les pâtisseries. Sur-tout le long du Corso Umberto, le « salon » de la ville, là où naissent et s'échangent les *chiacchiere* : les cancons...

Ah ! Ce sucré de l'Italie du Sud, auquel tous succombent : les Napolitains, comme les Siciliens. D'abord, pour se rafraîchir, les granités et les glaces. Ensuite, la cassate aux fruits confits, le nougat blanc aux figues sèches et le divin *cannolo*, rouleau de pâte feuilletée, fourré à la crème et au chocolat. Enfin, les *Bacioni di Taormina* : « Un délice de massapain, amandes,

chocolat et noix », précise aimablement la serveuse du glacier-pâtisserie Etna. Il y a aussi toutes les liqueurs : le *limoncello*, à base de citron ; le *mandarinetto* ; le vin aux amandes et le *Rosolio di cannella*. Mais le plus mémorable de tous les élixirs reste le *Fuoco dell'Etna*, le feu de l'Etna ! Inoubliable sur la langue : cinquante degrés d'alcool, tout de même. Et la couleur rouge du volcan.

Car le volcan est tout près, spectre redoutable et attirant, comme un chant de sirène. « En ce moment, on peut le voir en éruption toutes les cinquante heures », confie le guide. En calcul-

Ni dorures ni flonflons, comme sur les gros paquebots, mais des cuivres, du teck et de l'acajou

lant bien, il devrait se manifester à 1 heure du matin. Soit cent vingt minutes après avoir appareillé. Dommage ! Le volcan sera loin derrière. Mais tout le monde espère pourtant. Une petite éruption, mon Dieu ! rien qu'une minuscule éruption, pour voir... Tout le monde espère, en secret, l'exceptionnel, le dramatique : les coulées bouillonnantes, le rouge de la lave, la terre qui se fissure et dévoile ses entrailles. Comme cet été, lorsque l'Etna se mit vraiment en colère, menaçant le refuge de Sapienza. Mais rien. Pour l'heure, le volcan se repose. Seuls la braise d'une ciga-

rette et le plumage incendiaire de Flower – le perroquet mascotte – trouent, un instant, le ciel bleu marine.

Nuit et silence... On entend juste le clapotis des flots, et les manœuvres des marins. Le clin-

foc, le grand foc, le petit foc et le tourmentin sont hissés. Puis la grand-voile d'étau arrière et le foc d'artimon. Lentement, le *Star Clipper* reprend la mer...

Thérèse Rocher

Carnet de bord

● **Accès.** Italia Airlines (tél. : 0-802-315-315) propose 8 vols quotidiens entre Paris et Rome. A partir de 1 725 F (263 €) A/R.

● **Bateau.** Achevé en 1992, le *Star-Clipper* peut atteindre 20 nœuds. Nanti de 4 mâts en acier effilé et de 3 300 m² de voile en Dacron, il possède des équipements sophistiqués, dont un efficace stabilisateur anti-roulis. Le bateau, qui navigue à la voile le plus souvent possible, est doté d'un moteur Diesel. Les 85 cabines, prévues pour accueillir un maximum de 170 passagers, sont toutes climatisées, avec salle de douche et téléphone cellulaire. Son jumeau, le *Star-Flyer*, présente des caractéristiques analogues. Dernier-né de la flotte, le *Royal-Clipper* (un 5-mâts) est le plus grand voilier du monde (*Le Monde* du 3 mai 2001).

● **Croisières.** En saison, de mars jusqu'à mi-octobre, le *Star-Clipper* appareille de Civitavecchia pour une semaine. Deux itinéraires sont proposés en alternance : « Italie, Sicile et îles Eoliennes » (avec au programme Paestum, Taormina, Lipari, Sorrente, Capri ou Pompéi, et Palmarola) et « Riviera française et italienne » (Bonifacio, Monte-Carlo, Portofino, Livourne, Pise ou Florence et l'île d'Elbe).

L'hiver, le bateau croise aux Caraïbes (mêmes tarifs que sur les autres itinéraires). ● **Prix.** De 8 775 F (1 340 €) à 21 440 F (3 270 €) en pension complète (hors acheminement, boissons et taxes portuaires). Les excursions à terre sont payantes : 271 F en moyenne (41,17 €). Prévoir aussi les pourboires d'usage (725 F par personne et par jour en moyenne). Toutes les activités nautiques sont gratuites, à l'exception de la plongée. Renseignements au 01-39-21-10-98 et sur Internet (www.starclippers.com).

● **Voyagistes.** Donatello propose un intéressant forfait « avion + croisière » de 7 nuits à partir de 10 505 F (1 601 €). Renseignements au 01-44-58-30-81 et sur Internet (www.donatello.fr). La croisière au départ de Rome est également programmée par CIT Evasion (tél. : 0-810-00-70-70). En hiver, outre Donatello, une dizaine de voyagistes programment les croisières au départ de Saint-Martin. Citons Austral Voyages, Destination Grenadines, Exclusif Voyages, Havas Voyages Vacances, Kuoni, MVM, Nouvelles Frontières, Rev'Vacances, Vacances Fabuleuses, etc.

INDES

Le Voyage

Vient de paraître... l'édition 2001-2002

Fruits de découvertes passionnées, ces itinéraires invitent à découvrir de grandioses témoignages

de civilisation, le plaisir des hôtels-palais et l'extravagance du patrimoine naturel.

— Sur mesure ou en petits groupes, aux meilleurs prix* —

<p>* Circuits (base 10 p.) comprenant vols, hôtels, visites, repas</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Magies du Rajasthan 12 jours – 9 350 F* <input type="checkbox"/> Inde du Sud 21 jours – 17 390 F* <input type="checkbox"/> Inde Intime 15 jours – 15 920 F* 	<p>Autotours (base 2 p.) voiture + chauffeur + hôtel</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Rajasthan et Taj Mahal 15 jours – 4 950 F* <input type="checkbox"/> Tamil Nadu et Kerala 13 jours 4 840 F*
---	---

76, rue Bonaparte (place St-Sulpice) 75006 Paris

Tél. : 01 40 51 95 24 Fax : 01 46 33 73 03 info@maisondesindes.com

* tarifs soumis à conditions et à partir de / hors taxe d'aéroport

PROCHAIN FORUM INDE sam 20 Octobre (réservation obligatoire 01 40 51 95 16)

Je désire recevoir gratuitement le catalogue voyages de La Maison des Indes

Nom _____ Prénom _____
 Adresse _____
 Code postal _____ ville _____

VOILES

nostalgie et frissons

Sil est désormais possible, que l'on soit seul ou en groupe, de passer une journée, un week-end ou davantage sur de vieux gréements, c'est à la revue d'ethnographie maritime

Le Chasse-Marée qu'on le doit. C'est elle, en effet, qui a remis au goût du jour ces voiliers traditionnels en créant, à la fin des années 1980, le concours « Bateaux des côtes de France ». Une initiative qui devait toucher au cœur tous ceux qui, au fond d'eux-mêmes, gardaient la nostalgie de ces bateaux liés, depuis la nuit des temps, à l'une des richesses majeures de la Bretagne : la pêche. Un attachement élargi également aux navires de transport de marchandises, ces « bateaux de charge » qui commerçaient avec les autres régions côtières de l'Atlantique ou de la Manche voire avec l'étranger, en particulier avec la Grande-Bretagne.

L'immense succès rencontré par ce concours devait déboucher sur la restauration ou la reconstitution à l'identique d'embarcations de tous types : goélette aviso, dundees thoniers ou langoustiers, bisquines, bateaux pilotes, gabares, sloops de bornage, ketchs auriques, cotres corsaires, lougres, bocqs homardiers, coquilliers, cordiers, hippes, sinagos du golfe du Morbihan, chaloupes sardinières, flambarts géomoniens, chasse-marée et autres misainiers tape-culs. Et c'est tout naturellement que, dans la foulée, Le Chasse-Marée allait organiser les grands rendez-vous maritimes de Brest et de Douarnenez, événements qui s'inscrivent parmi les plus grandes fêtes mondiales du genre.

Désormais, il est aussi facile d'embarquer sur un vieux gréement que de louer un gîte rural ou une chambre dans un *bed and breakfast*. Pour peu que l'on s'y prenne à temps. Les grandes entreprises n'ont pas été les dernières à découvrir l'intérêt d'affréter ces embarcations. Quel meilleur exercice physique que celui de participer aux manœuvres : envoyer la grand-voile ou le foc, virer de bord ou même, plus modestement, amarrer un bout ou tenir la barre sous le regard rassurant d'un équipage complice ?

C'est à la Bretagne que l'on doit l'essentiel du contingent de ces anciens bateaux de travail rendus obsolètes par l'évolution des technologies. Une mise à l'écart qui, dès les années 1950, était devenue

Conséquences de l'engouement des Français pour la voile : la résurrection des vieux gréements et la séduction exercée par les lévriers des mers

inévitabile et avait conduit à leur destruction ou leur dispersion, en particulier vers l'Angleterre. Au détriment de cette « mémoire du patrimoine maritime » dont s'enorgueillissent pourtant les Bretons. Une fierté que les Français, dans leur ensemble, se sont, tout récemment, mis à partager.

Il est aussi facile d'embarquer sur un vieux gréement que de louer un gîte rural

« Aujourd'hui, relève André Poltzen, président de l'Association des Amis des grands voiliers, ils s'aperçoivent non seulement que cette flotte a été pour partie reconstituée mais qu'ils peuvent en profiter concrètement. Ainsi, précise-t-il, assiste-t-on à un véritable engouement pour la navigation à bord de ces vénérables voiliers porteurs de traditions, engouement que l'on observe aussi bien chez les anciens, qui y trouvent un intérêt sentimental, que chez les plus jeunes qui, tout en vivant une expérience unique, découvrent à leur tour une partie de l'histoire de France. » Dans la plupart des cas, ce sont des associations, regroupées au sein de fédérations, qui gèrent, non sans parfois quelques difficultés, ce nouveau type de nautisme. Outre leur volonté de faire découvrir au plus grand nombre les activités traditionnelles de ce patrimoine maritime, elles poursuivent souvent des objectifs à caractère pédagogique : connaissance de la navigation, des ressources halieutiques, des algues, des oiseaux de mer, de l'architecture navale, etc. Quant à l'éventail de leurs prestations, il est aussi large et varié que les types de bateaux composant cette singulière et, ô combien, attachante flottille.

Dans un autre registre, quel amateur de voile n'a pas eu, un jour, l'envie de tenir la barre d'un « lévrier des mers », un de ces voi-

liers qui ont vaillamment collectionné les « coups de tabac » au cours de leurs pérégrinations sur toutes les mers du globe ? Du sud de la Bretagne à Saint Malo, ces machines de course sillonnent aujourd'hui l'Océan avec, à leur bord, des néophytes aussi bien que de fins connaisseurs de la navigation de plaisance. A Lorient, *Analogie*, ex *La Poste* qui connut son heure de gloire en remportant une étape de la « Whitbread 1989 » (célèbre course autour du monde en équipage), a obtenu, cette année, un franc succès avec plus de 800 personnes embarquées à son bord. Piloté par Guy-Marie Saliou, un Breton de 40 ans, ce 51 pieds, robuste et homogène, propose différentes formules de découverte de la navigation sportive, le matin, l'après-midi voire au coucher du soleil. Sur une si courte durée, il se limite, tout au plus, à l'île de Groix dont il effectue le tour dans l'après-midi, en quatre bonnes heures. Mais même au cours de sa sortie la plus courte – celle du soir – la dizaine de passagers embarqués a le temps de participer aux manœuvres et de barrer le bateau à tour de rôle. Guy-Marie Saliou propose également d'autres formules qui s'étendent sur un week-end, plusieurs jours, une ou même plusieurs semaines. Pour trois jours, par exemple, l'île d'Yeu ou Camaret sont les destinations les plus demandées. En novembre 2002, *Analogie* participera à la Route du rhum.

C'est avec la même philosophie – l'esprit Tabarly – qu'à Saint-Malo, le « Club Croisière Pen Duick » propose d'embarquer de 2 à 5 jours soit sur *Pen Duick III*, un ketch de 17,40 m (vainqueur du RORC, en 1967, et de la course Sydney-Hobart) soit sur *Pen Duick VI*, un ketch de 22,25 m, vainqueur de la Transat en solitaire, en 1973, et dernier bateau du célèbre navigateur disparu en mer. Au program-



PHOTOS D.R.



MARCEL MOCHET/AFP

me, des croisières de deux à quatre jours dans les îles Anglo-Normandes, au départ de Saint Malo. Mais également plusieurs « transatlantiques » de Saint-Malo à la Martinique via Lisbonne, cet automne, et de Cuba à Saint-Malo via les Barbades et les Bermudes, au printemps 2002.

Autre coursier des mers : *Mélusine 2*, un yacht classique, construit en 1959 et d'une longueur de pont de 14,5 m. Sur ce ketch marconi créé pour l'Admiral's Cup, on peut partir de Brest pour des stages de 3 jours, une semaine et plus, à destination de La Trinité, Ouessant ou

les abers. Le voilier embarque six équipiers-passagers pour 10 500 F (1 600 €) les 3 jours, avitaillement non compris.

Enfin, pour ceux qui disposent de plus de temps, voire d'une année sabbatique, les joyeux drilles du *F'murr*, un 12 m basé à la pointe extrême de la Bretagne, s'apprennent à boucler leur deuxième tour du monde. Départ fin septembre et retour prévu en août 2004 ! Le bateau affiche déjà « complet » jusqu'à fin avril 2002, époque à laquelle il fera escale à Fernando do Noronha, une île située au large de l'Etat brésilien

de Pernambuco. Au cours de son dernier périple, le *F'murr* aura, au total, embarqué 25 équipiers pour une participation financière mensuelle de 3 000 F (457 €) par personne !

Cette fois la participation sera de 4 000 F (610 €), frais de rapatriement inclus. Certes, il ne s'agit pas de rivaliser avec les Formule 1 de la mer mais, plutôt, de partir à la découverte du monde, en prenant le temps de visiter et surtout d'éviter de se trouver en mer pendant les périodes les plus dangereuses.

André Maisonneuve

Bonnes filières

● **Les Amis des Grands Voiliers.** Chaque trimestre, *Grands Voiliers Infos*, présente le programme des bateaux sur lesquels il est possible d'embarquer. Renseignements, tél. : 01-48-89-66-06, Internet (perso.club-internet.fr/voilinfo/).

● **Le Chasse-Marée.** Revue ethnographique de référence, elle joue un rôle d'agitateur d'idées au sein du monde maritime breton et bien au-delà. Autre magazine, *Armen*, est plus particulièrement dédié à la Bretagne. Elle publie également des « beaux livres », plus de 800 titres à sa collection. Tél. : 02-98-92-66-33 et 02-98-92-09-19 (abonnements).

● **Voiliers de course.** Pour s'embarquer sur *Analogie*, s'adresser à NCM, tél/fax : 02-97-86-79-24, Internet : perso.wanadoo.fr/analogie.nc m.voile. Pour les Pen Duick, Club Croisières Pen Duick, tél. : 02-99-40-41-11 et, sur Internet, www.club-penduick.com/ Pour *Mélusine 2*, SNC Le Cormoran, tél. : 01-30-54-01-27 et 06-80-74-90-56. Pour *F'murr*, site internet www.around-the-world.com.fr

vieux gréements coques bretonnes

aceux qui gardent la nostalgie des voiliers traditionnels, la Bretagne propose sorties et croisières à bord de vieux gréements. Inventaire.

CÔTES-D'ARMOR

● **La Nébuleuse.** Cet ancien dundee-thonier propose sorties dans l'archipel de Bréhat et croisières vers Batz, Ouessant, Molène et Sein. Cédric Lagrifoul y raconte des légendes et parle architecture navale, économie de la pêche, algues et oiseaux.

(Voiles et Traditions, tél. : 02-96-70-26-42 et 06-12-88-17-24).

● **La Pauline.** Chaloupe grée en lougre-flambart, cet ancien bateau-pilote, reconstruit à l'identique, croise au large de Saint-Quay-Portrieux, d'Erquy et des îles de la baie de Saint-Brieuc. On y évoque la géographie et la géologie de la région.

(Association « Une chaloupe pour Dahouët », tél/fax : 02-96-63-10-99 et www.sima-phort.fr/pauline).

● **Vieux Copain.** Thonier à voile sablais de 1940, classé monument historique, il est gréé en

côte à tape-cul et propose des sorties de Paimpol vers l'archipel de Bréhat et le Trégor. Serge Le Joliff fait découvrir l'estuaire du Trieux à marée basse et la nuit en mer. (Serge Le Joliff, tél. : 02-96-20-59-30).

FINISTÈRE

● **Bel-Espoir-II.** Sur cette goélette à trois mâts, pilotée par le « père Jaouen », on apprend la navigation au cours de croisières le long des côtes bretonnes, depuis sa base de l'Aber-Wrach jusqu'à Saint-Malo et de Saint-Malo à Brest. (Association « Amis Jeudi Dimanche », tél. : 02-98-04-90-92).

● **Belle-Etoile.** Ce dundee langoustier alterne promenades en mer d'Iroise et visites de Sein, Molène et Ouessant. Depuis Camaret, il propose des journées de pêche au thon. Au menu, en 2002, des croisières vers la Cornouaille britannique.

(Association « Belle Etoile », tél. : 02-98-27-86-91).

● **Corentin.** Réplique d'un caboteur du XIX^e siècle, gréé en trois-mâts lougre, il propose, de Concarneau, des sorties vers l'archipel des Glénans, des tournées de

pêche en haute mer et des croisières de 2 à 5 jours vers les îles du Ponant, celles de Bretagne sud ou encore Yeu et Ré. Également au programme : les Scilly.

(Association Gouelia, tél. : 02-98-65-10-00).

● **Dahl-Mad.** Réplique d'un sloop de bornage, il opère en mer d'Iroise depuis Landerneau : rade de Brest, Ouessant, Molène et Sein. Croisières plus lointaines à la demande.

● **La Belle-Angèle.** Réplique d'un chasse-marée, avec gréement de lougre, il explore côtes et îles bretonnes lors de croisières d'un ou plusieurs jours, depuis Pont-Aven.

(Pour les deux bateaux ci-dessus s'adresser à l'association Gouelia, tél. : 02-98-95-32-33).

● **La Recouvrance.** Réplique d'une série de cinq goélettes-aviso qui patrouillaient dans les Antilles et le long des côtes africaines. « La plus belle fille de Brest » propose des croisières Trinité-Brest, Brest-Iroise, Saint-Malo-Bordeaux, Saint-Malo-Cherbourg, Brest-Guernsey, Paimpol-Brest et Brest-Portsmouth.

(Goélette *La Recouvrance*, tél. : 02-98-33-95-40 et www.larecouvrance.com).

● **Notre-Dame-de-Rumengol.** Construite en 1945 à Camaret, cette grande gabare grée en dundee, classée monument historique, figure parmi les plus gros navires de charge de Bretagne. Depuis Brest, elle croise dans la rade, remonte

D'HIER ET D'AUJOUR'HUI

Mémoires du patrimoine maritime, trois des nombreux vieux gréements bretons ressuscités. De gauche à droite, le dundee-thonier *Etoile Molène*, la bisquine *La Cancaise* et l'ancien chalutier *Popoff*. En haut, le monocoque *Pen-Duick VI* avec lequel Eric Tabarly avait remporté la transat Plymouth-Newport.

l'Aulne jusqu'à Châteaulin, et l'Elorn jusqu'à Landerneau. Également au menu : la mer d'Iroise, Douarnenez et les îles du Ponant.

(Association « An Test », tél. : 02-98-20-06-58).

ILLE-ET-VILAINE

● **Etoile-Molène.** Dundee-thonier, il propose des sorties dans les îles Chausey, au cap Fréhel et au-delà. Elle fait partie de la flotte de Bob Escoffier qui comprend également *Etoile-Polaire* (1914), un ketch aurique, *Fleur-de-Mai* (1950), une gabare sablier de la mer d'Iroise, classée monument historique, *Popoff* (voir plus loin) et *Etoile-de-Bricourt*, un ketch de 1920.

(Etoile Marine Croisières, tél. : 02-99-40-48-72 et www.etoile-marine.com).

● **La Cancaise.** Reconstitution de la bisquine cancalaise, elle propose des sorties à la journée et à la demi-journée dans la baie de Cancale et les îles Chausey. Elle

opère sous deux modes : associatif (cotisation annuelle modeste) ou commercial.

(Association « La Cancaise », tél. : 02-99-89-77-87).

● **Le Renard.** Réplique du dernier cote corsaire armé à Saint-Malo, en 1812, ce bâtiment programme, depuis la cité des corsaires, sorties à la journée et croisières dans les îles Chausey, les Anglo-Normandes, Bréhat ou l'Angleterre. (Association « Côte Corsaire », tél. : 02-99-40-53-10, 06-73-86-12-85 et www.saint-malo-gallery.com/cote).

● **Popoff.** Cet ancien chalutier à coque de ketch aurique programme, à la journée ou en week-end, virées et croisières dans les îles Chausey, la baie de Saint-Malo, le cap Fréhel et jusqu'aux Anglo-Normandes et aux Scilly. (Etoile Marine Croisières, tél. : 02-99-40-48-72 et www.etoile-marine.com).

MORBIHAN

● **L'Emigrant.** Ce langoustier construit à Camaret en 1948 et basé à Auray ou à La Trinité, navigue surtout dans le golfe du Morbihan et les îles voisines, à la journée et en croisière. Il propose aussi des destinations sur mesure, la Grande-Bretagne par exemple. (Jacques Galmiche, tél. : 06-80-70-23-88).

A. M.

FERRIES

fugues à quatre roues

La suppression du *duty-free*, en juillet 1999, a porté un coup sérieux aux compagnies de ferries. Et coupé les ailes de bien des Icare ! Cigarettes et alcool détaxés constituaient en effet, pour de nombreux passagers, la première raison de faire le voyage...

Le ferry reste pourtant le meilleur sésame pour découvrir les pays d'outre-Manche ou encore, à l'autre bout de l'Hexagone, le moyen privilégié, pour les vacanciers motorisés, de se rendre en Corse. Oubliés les embouteillages et la cohue des aéroports, l'obligation de louer un véhicule voire l'angoisse, éprouvée par certains, à la pensée de devoir emprunter le tunnel sous la Manche.

Cap sur l'Angleterre

Au volant de sa propre voiture, on a tout loisir, au gré de ses envies buissonnières, d'improviser son itinéraire et de choisir ses étapes au jour le jour, ou de construire son itinéraire « en kit ». D'autant que la plupart des compagnies maritimes disposent d'une branche *tour-operating* qui

Londres ou Dublin ?
B & B ou palace ?
Anguilles ou gigot à la menthe ?
Le ferry permet de découvrir le Royaume-Uni sous toutes ses coutures, et en toute liberté

propose des forfaits capables de séduire le plus blasé des Philéas Fogg.

La Grande-Bretagne, et notamment l'Angleterre, demeure la destination-phare des compagnies de ferries. Au départ de la France, elles sont sept à vous faire les yeux doux : SeaFrance (seule compagnie française opérant dans le secteur), P & O Stena Line, P & O Portsmouth, Brittany Ferries (la plus ancienne), Condor Ferries, Hoverspeed et Transmanche Ferries, la dernière-née. De quoi pouvoir choisir le port d'embarquement et le port de débarquement qui convient le mieux à vos projets.

La ligne la plus fréquentée est l'axe Calais-Douvres, avec une soixantaine de départs quotidiens. C'est aussi la plus rapide : 75 minu-

tes sur certains ferries, et 50 minutes sur les navires rapides (mono-coques et catamarans). Certains bateaux appareillent aussi de Boulogne, Caen, Cherbourg, Dieppe, Le Havre, Roscoff et Saint-Malo. Les prix, qui varient selon la durée du séjour, la ligne et, parfois, le type de bateau choisis, sont souvent revus à la baisse, en fonction des fréquentes « offres promos ».

Sur le trajet Calais-Douvres, le prix de la traversée piéton (5 jours ou moins) oscille, cet automne, entre 243 F l'A/R (130 F pour un A/R dans la journée) et environ 775 F, soit respectivement 44, 20 et 118 euros. Pour un véhicule et 2 personnes, la traversée (5 jours ou moins) coûte entre 1 257 F et 1 525 F (192 € et 232 €). Sur cette liaison, les tarifs de Hoverspeed (tél. : 0820-00-35-55, www.hoverspeed.com) sont particulièrement intéressants. A l'occasion des soldes, Sea France Voyages (tél. : 0825-044-045, seafrance.com) propose un forfait « Shopping à Londres » à partir de 1 057 F (161 €) par personne, avec la traversée pour la voiture et une nuit d'hôtel avec le petit déjeuner. Ceux qui préfèrent se pâmer devant les chefs-d'œuvre de la Tate Gallery ou de la National Gallery se procureront le *London Pass* (à partir de 193 F, 29 €) chez Sea France.

Côté hébergement, on a l'embaras du choix. Du B & B au palace, en passant par la résidence locative. Sea France propose de combi-



BERNARD PILISSON

ner, à prix assez doux, la traversée en ferry et des nuitées de rêve, au Savoy, au Claridge's ou au Berkeley : 1 998 F (305 €) le forfait ferry A/R pour une voiture et une personne avec une nuit dans un des trois palaces proposés, en chambre double avec petit déjeuner, un tarif valable en septembre-octobre.

Très concurrentiel également sur Londres, Brittany Ferries (tél. : 0825-828-828, www.brittany-ferries.fr) propose des formules transport avec B & B de charme, à partir de 420 F (64 €) et, pour la Saint-Valentin, des forfaits spéciaux avec dîner dansant sur la Tamise.

L'Angleterre, c'est aussi le charme de la campagne, dans le Devon, le Kent, le Hampshire ou en Cornouailles. Pour sillonner ces régions, et bien d'autres, on peut opter pour un forfait avec nuitées en B & B ou en pub-auberge. Big Ben Tours, le voyageur de P & O Stena Line (tél. : 0820-051-051, www.posl.com), programme plusieurs centaines de ces établissements. Citons notamment le Shepherd Neame, à Rye, dans la région de Canterbury. A partir de 590 F (90 €) par personne, le forfait une nuit avec la traversée, pour 2 adultes minimum par voiture (tarifs en vigueur jusqu'à fin décembre).

Escapades anglo-normandes

Outre les « stars », Jersey et Guernesey, il y a aussi Sercq et Herm, interdites aux voitures, ainsi qu'Aurigny, accessible uniquement en avion. Pour découvrir ces belles anglo-normandes, rien ne vaut le ferry. C'est d'ailleurs ce que font 90 % des visiteurs. Principale compagnie sur la destination, Emeraude Lines (tél. : 02-23-180-180, www.emeraudelines.com) dessert directement Jersey, Guernesey et Sercq (via Jersey). Compter respectivement environ 1 h 10, 1 h 50 et 2 h 45. En saison, les piétons peuvent embarquer à Granville ou Carteret (Manche). Le reste de l'année, ils embarquent, comme les véhicules, de Saint-Malo. Prix de la traversée piéton Saint-Malo-Jersey : 299 F A/R (46 €). Pour un véhicule : 500 F l'A/R (76 €).

Les bateaux de Condor Ferries (tél. : 02-99-20-03-00) desservent les deux îles principales depuis Saint-Malo, et uniquement en saison (du 29 mars au 30 septembre). Seuls les piétons sont acceptés. Chez Emeraude Vacances, le TO d'Emeraude Lines (tél. : 02-99-21-90-90), on peut réserver divers hébergements à Jersey, Guernesey ou Sercq, voire combiner les trois îles. Une adresse de charme : le Longueville Manor, à Jersey. Légumes et fruits bio du jardin, chambres raffinées. Pour le forfait 2 jours/1 nuit avec petit déjeuner, transfert et traversée pié-

ton A/R, compter 1 815 F (277 €). Supplément passage voiture : 500 F (76 €). Des forfaits similaires sont proposés chez Morvan Fils

Sésame pour découvrir les pays d'outre-Manche, le ferry est aussi le moyen privilégié, pour les vacanciers motorisés, de se rendre en Corse

Voyages, le TO de Condor Ferries (tél. : 02-99-20-03-00). L'hiver, le transport vers les îles s'effectue en avion.

Voguer vers l'Irlande et l'Ecosse

Si certaines compagnies proposent de gagner l'Irlande via la Grande-Bretagne, la formule n'est intéressante que si l'on souhaite combiner les deux pays. Pour découvrir uniquement l'Irlande, le plus pratique, depuis la France, reste la ligne Roscoff-Cork, assurée par Brittany Ferries (uniquement en saison), ou les lignes Cherbourg-Rosslare et Roscoff-Rosslare sur

TRANSMANCHE

Un des fleurons de Brittany Ferries, le *Normandie* (2 050 passagers, 774 lits, 500 voitures), franchit en six heures les 176 kilomètres qui séparent Caen-Ouistreham de Portsmouth, au sud de l'Angleterre.

lesquelles opère Irish Ferries (tél. : 01-42-66-90-90, www.transports-et-voyages.com). La première ligne fonctionne de mars à décembre ; la seconde, de mai à septembre. Sur ces deux lignes, les voyages durent respectivement 18 heures et 15 heures. Depuis 750 F l'A/R (114,33 €) pour un adulte non motorisé et 2 480 F (378,07 €) pour 1 véhicule + 1 ou 2 passagers. Suppléments fauteuils et cabines : de 60 F (9,14 €) pour un fauteuil réservé, jusqu'à 630 F (96 €) l'aller simple pour une cabine luxe 2 couchettes.

Là encore, on peut coupler le transport avec divers types d'hébergement : auberges, *guesthouses* (chambres d'hôte), location de cottages ou manoirs. Parmi ces derniers, le très romantique Ballynahinch Castle ; ajouter 500 F, 76 €, pour une nuit en chambre double, en basse saison.

Quant à l'Ecosse, on peut, une fois traversée la Manche en ferry, s'y rendre en voiture. Le pays des tartans et des cornemuses est également accessible via Zeebrugge, en Belgique, d'où un ferry rallie Hull, près de York. En projet : une liaison maritime entre Zeebrugge et Edimbourg, à partir de 2003.

La Corse

L'hiver, l'essentiel de la clientèle ferry est constitué par les habitants de la région Provence-Côte d'Azur. En saison, s'y ajoutent, majoritairement, les visiteurs en provenance des régions Rhône-Alpes et Ile-de-France. Deux compagnies desservent l'île de Beauté : la SNCM (la compagnie nationale) et Corsica Ferries, qui navigue sous pavillon italien.

Leader sur la destination, la SNCM (tél. : 0891-701-801, SNCM.fr) opère depuis Marseille, Toulon et Nice. Elle dessert les six ports principaux de l'île. A partir de 195 F (30 €) l'A/R Nice-Ajaccio pour un piéton, et de 990 F (151 €) le forfait excursion en ferry, base une voiture et deux passagers. Sur cette liaison, la traversée en navire rapide prend environ 3 h 30.

Comme toutes les autres compagnies maritimes, la SNCM, via son TO Ferrytour/Vacances (tél. : 04-91-56-30-91), propose une vaste gamme de prestations terrestres : résidences hôtelières, clubs-vacances, hôtels, autotours, etc. Il en va de même chez Corsica Ferries (tél. : 0825-095-095, www.corsicaferries.com).

Thérèse Rocher

Plaisirs de nature espace hiver...
Québec
 l'hiver à bras ouverts

Bonjour!

Québec

www.bonjourquebec.com

N° Vert 0 800 90 77 77

APPEL GRATUIT DEPUIS LA FRANCE TOUS LES JOURS DE 15 H A 22 H SAUF A PARTIR DES MOBILES

services gastronomie et shopping

De construction récente, la très grande majorité des ferries offre une excellente sécurité et des services de qualité. Depuis l'arrêt du *duty-free*, le confort et la restauration ont été effectivement revus à la hausse. Espaces photo-cinéma, boutiques, restaurants ciblés (du fast-food au restaurant gastronomique), coins enfants, etc. Le bateau n'est plus seulement un hangar à voitures, mais une sorte de mini-paquebot digne, quelquefois, des paquebots de croisière.

Parmi les plus beaux ferries, le *Napoléon-Bonaparte* (fleuron de la SNCM) évoque une ville flottante. Quant à l'*Ulysses*, lancé cette année par Irish Ferries, il s'enorgueillit d'être le plus gros ferry du monde. A noter, à bord des sept ferries de P & O, l'effort

fait sur la gastronomie avec, dans les brasseries Langan's, des spécialités comme les *bangers and mash* (saucisses blanches fines à la purée de pommes de terre). En vedette chez SeaFrance, qui cultive la french touch sur l'ensemble de sa flotte, le tout nouveau *Sea-France-Rodin* (il devrait être inauguré en novembre), dont la capacité atteindra les 1 900 passagers et les 700 véhicules de tourisme. Il s'agira du plus grand et du plus rapide ferry opérant vers Douvres (65 à 70 minutes de traversée). Les fanas de shopping pourront passer toute la traversée dans le centre commercial (500 m²) et y faire le plein de produits fins : vins français, parfums, etc.

T. R.